

سوانح الامم

NICATION

at est prêt
relais dès 1993

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15
QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14332 - 8 F
SAMEDI 23 FÉVRIER 1991
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Après l'acceptation par Bagdad d'une évacuation « inconditionnelle » du Koweït

Les Occidentaux contestent plusieurs dispositions du plan de paix mis au point par M. Gorbatchev

Les alliés maintiennent leur pression militaire sur l'Irak

« Placer l'ennemi dans l'embarras »

« FAIRE quelque chose pour une situation embarrassante ou dans une impasse. » Cet objectif que M. Saddam Hussein s'assignait jeudi 21 février, dans son discours radiodiffusé, a été apparemment atteint quelques heures plus tard à Moscou par son émissaire, M. Tarek Aziz. Jugé inacceptable en l'état à Washington, « gravement insuffisant » à Londres et comme « un pas dans la bonne direction » à Paris, la réponse de Bagdad au plan de paix soviétique, sans pour autant diviser les alliés, les embarrasses sérieusement.

De fait, ce plan ne peut être ni rejeté en bloc ni accepté dans sa totalité par les principaux partenaires de la coalition anti-irakienne. D'un côté, il confirme l'accord déjà signé le 15 février par Bagdad pour un retrait du Koweït, retrait qui se présente maintenant, du moins selon Moscou, comme « total et inconditionnel ». De l'autre, il comporte des clauses visiblement contraires aux résolutions des Nations unies, notamment une levée des sanctions économiques avant la fin de ce retrait, dont la durée reste d'ailleurs à préciser.

L'AUTRE motif d'embarras est plus général. Il est clair que Saddam Hussein cherche non seulement à diviser la coalition, mais aussi à gagner du temps. Il l'a déjà fait en attendant le dernier moment pour répondre au plan de M. Gorbatchev ; il poursuit en laissant à Moscou le soin d'annoncer ses propres concessions et en amorçant un vaste processus de négociations indirectes par Soviétiques, voire iraniens, interposés.

Or ce scénario paraît d'autant moins envisageable que le seul cessez-le-feu, sans parler du retrait, exige nombre d'accords techniques difficilement imaginables sans la participation directe des combattants. En outre, on peut compter sur le président irakien pour multiplier en cours de route les dérobades et les tricheries : personne au monde, pas même M. Gorbatchev, ne peut avoir confiance en la « parole » du dictateur de Bagdad.

CELA dit, ce dernier épisode Grenville la baïe dans le camp occidental et pose à nouveau le problème de l'offensive terrestre annoncée. Malgré les escarmouches musclées de ces dernières heures, celle-ci n'a pas commencé à grande échelle, c'est-à-dire sous la seule forme qui permettrait un effondrement de l'armée et du régime irakiens.

Or cet objectif, outre qu'il s'écarte des résolutions de l'ONU et n'est pas garanti, doit être mis en balance avec les dangers vus : pas seulement celui de pertes beaucoup plus importantes, mais aussi, en cas d'une résistance plus forte que prévu, celui d'un enlisement dans les régions sud de l'Irak proprement dit. Une situation qui permettrait à Bagdad de prétendre que la libération du Koweït n'était qu'un prétexte à une opération beaucoup plus vaste.

Les bombardements actuels ne finiront-ils pas par user une armée irakienne qui, désormais, n'a plus aucun motif de s'accrocher au Koweït ? Le pouvoir de Saddam Hussein peut-il résister à terme à ce qui est tout de même un échec sanglant de son aventure, la seconde en dix ans ? Telles sont les vraies questions qui se posent désormais au président Bush.

Quelque peu sceptiques, les gouvernements de la coalition anti-irakienne s'accordaient pourtant à dire, vendredi 22 février, qu'il fallait examiner attentivement les huit points du plan soviétique de règlement de la crise du Golfe, comprenant notamment le retrait du Koweït, mais au lendemain d'un cessez-le-feu et dans des délais qui restent à définir. Tout en décidant de poursuivre les opérations militaires, les Etats-Unis, en dépit de leurs vives « inquiétudes » sur les nouvelles propositions irakiennes, n'ont pas opposé de refus catégorique.

A Londres, le premier ministre britannique, M. John Major, a qualifié ces propositions d'« insuffisantes » en l'état. Pour sa part, M. Roland Dumas a estimé qu'il s'agissait d'« un progrès », mais que « l'ultime effort doit être fait par l'Irak ». « Le cessez-le-feu et le retrait ne peuvent intervenir que concomitamment », a-t-il précisé.

A Moscou, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a admis qu'il restait « pas mal de choses à discuter ». Il poursuit ses pourparlers avec son homologue irakien, M. Tarek Aziz, en particulier sur la question du calendrier du retrait des troupes irakiennes de l'émirat. Radio-Bagdad n'avait toujours pas annoncé, en fin de matinée l'acceptation du plan de paix de M. Gorbatchev.

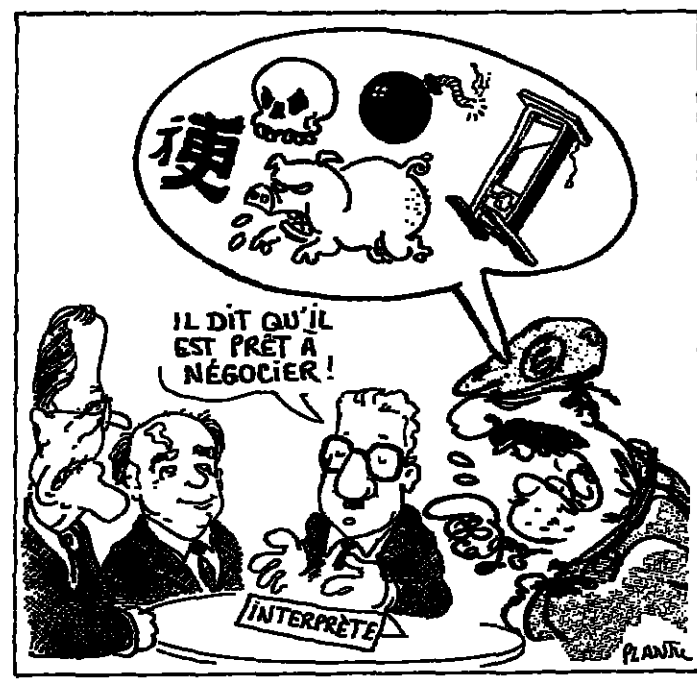
Une copie à revoir

par Jacques Amalric

Il faut savoir assumer sa réputation, ses actes et ses propos. Saddam Hussein veut mettre un terme à la destruction de son armée. Et en attendant, les coalisés - plus solidaires, à ce stade, que certaines divergences de langage ne pourraient le laisser croire - sont bien décidés à poursuivre leurs opérations militaires à un rythme soutenu. Auraient-ils hésité, que le recours de l'Irak, jeudi soir encore, aux fusées Scud les en aurait dissuadés.

Le désaccord principal des coalisés avec le plan soviétique concerne les modalités du retrait irakien du Koweït. Sa durée, d'abord : M. Ignatenko, le porte-parole de M. Gorbatchev, n'a rien dit à ce sujet mais on sait que les Soviétiques parlent en privé de plusieurs semaines.

La « copie » devra être sérieusement remaniée sur plusieurs points qui, en l'état, constituent autant de ruses de guerre, si Saddam Hussein veut mettre un terme à la destruction de son armée. Et en attendant, les coalisés - plus solidaires, à ce stade, que certaines divergences de langage ne pourraient le laisser croire - sont bien décidés à poursuivre leurs opérations militaires à un rythme soutenu. Auraient-ils hésité, que le recours de l'Irak, jeudi soir encore, aux fusées Scud les en aurait dissuadés.



Le dilemme de M. Bush

WASHINGTON

de notre correspondant

Une réaction d'attente, plutôt négative mais pas vraiment catégorique, et une promesse de consultation des alliés : la première réponse de la Maison blanche au plan soviéto-irakien pour un retrait « total et inconditionnel » du Koweït atteste de l'embarras dans lequel le succès surprise remporté dans cette affaire par les Soviétiques place l'administration Bush.

La première ouverture irakienne, six jours plus tôt, avait été balayée du revers de la main, et le discours, peu clair mais au ton intransigent, prononcé dans la journée du jeudi 21 février, par M. Saddam Hussein

n'avaient également posé aucun problème à une Maison blanche qui ne redoute rien tant que d'être frustrée d'une victoire totale sur le dictateur de Bagdad. Mais, après la surprise venue de Moscou en début de soirée, que constituait l'annonce d'une proposition soviéto-irakienne témoignant de concessions considérables de la part de Bagdad, un rejet catégorique était difficilement envisageable. D'autant que le contenu de l'accord a été exposé par M. Gorbatchev lui-même, au cours d'une conversation de plus d'une demi-heure avec M. Bush.

Signe d'hésitation, la réaction officielle se fit donc un peu attendre.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

Les troubles en Albanie

Nouvelles manifestations anticomunistes à Tirana page 9

Mogadiscio exsangue

La capitale de la Somalie menacée par la famine et les épidémies page 10

Cigarettes Chevignon

L'initiative de la SETA donne lieu à une cacophonie gouvernementale page 17

La mort de Margot Fonteyn

Une ballerine de cristal page 13


SANS VISA

Ténériffe refuge de haute mer

■ Rendez-vous à « Strasbourg ». ■ Le mistral, fidèle compagnon des Baux. ■ Retour à Katmandou. ■ Les grandes vendanges de la Cubatobacco. ■ La table. ■ Les jeux. pages 23 à 30

Le sommaire complet se trouve page 22

- | | | | |
|---|------------------------|---|----------------------|
| ■ Prudence à l'ONU | par AFSANÉ BASSIR POUR | ■ Extraits à l'Elysée | par ALAIN ROLLAT |
| ■ Les réserves de Londres | par DOMINIQUE DHOMBRES | ■ Journal d'un amateur : « Camouflage » | par PHILIPPE BOUCHER |
| ■ Pour Jérusalem, le « scénario catastrophe » | par ALAIN FRACHON | ■ Débats : les points de vue de PIERRE BECKOUCHE et HÉLÈNE BLESKINE | page 2 |
| ■ En Arabie saoudite, la guerre continue | par FRANÇOISE CHIPAUX | ■ Le dernier mot de Saddam Hussein ? | par FRANCIS CORNU |



MAREK HALTER

Un homme, un cri

J'aimerais, au-delà du bruit et de la fureur de l'histoire présente, qu'on lise le livre de Marek Halter comme un avertissement.
Philippe Sollers / LE FIGARO

« Un homme, un cri » va bien plus profond que les livres bâtifs qui traitent en ce moment de la guerre. Lisez ce récit avant qu'il ne soit trop tard.
Bernard Kouchner / LE NOUVEL OBSERVATEUR

Rien de plus rafraîchissant dans cet ouvrage que l'effronterie de Marek Halter houspillant les grands de notre temps, à la manière des prophètes d'Israël.
Guy Sorman / LE FIGARO MAGAZINE

ROBERT LAFFONT

Les cloaques de Candelaria

Des conditions sanitaires déplorables font craindre une extension de l'épidémie de choléra au Pérou

LIMA

de notre envoyé spécial

Etendue, les yeux vides et le visage creusé, Maria n'est plus, à quarante ans, que l'ombre d'elle-même. A l'hôpital de Hualcho, à une centaine de kilomètres au nord de Lima, ils sont quelques dizaines à subir, à un stade plus ou moins avancé, les ravages du choléra. Les lits ont envahi les couloirs et la résidence du directeur est en passe d'être transformée en salle d'urgence supplémentaire.

Jusqu'à présent, vingt-quatre mille cas ont été recensés au Pérou. « La réalité de l'épidémie est incontestable », résume le docteur Boutin, responsable de la mission française Bio-Force, spécialisée dans les analyses de laboratoire et dépêchée sur place par les autorités françaises. Les causes exactes de cette épidémie, qui touche le littoral pacifique et la capitale péruvienne sont encore méconnues. Les premiers cas sont apparus dans le port de Chimbote, autrefois capitale de pêche prospère, et dans le bourg de Chanay, au nord de Lima.

Les experts continuent à chercher le foyer d'origine mais tous sont déjà d'accord pour estimer que les conditions étaient réunies pour une contamination rapide : une population touchée par la misère, vivant dans des conditions sanitaires plus que précaires. Quel terrain plus favorable en effet que ces quartiers d'habitations de paille tressée, plantés en plein désert autour de la capitale ?

Le quartier de Candelaria, à 8 kilomètres de Chanay, en est un exemple. Dans ces fragiles masures, vit une grosse centaine de familles. Le canal d'irrigation s'appuie, en amont, sur le désert, et ses bienfaits se constatent en aval, où abondent les cultures maraîchères. Pour la population, ce canal à ciel ouvert constitue la seule source d'eau et l'unique possibilité d'évacuation de tous les déchets. Les puits creusés à quelques kilomètres de distance délivrent une même eau saumâtre.

Dans ces cloaques, le vibron du choléra se complait et opère des ravages.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Lire la suite page 12

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 175 PTA ; 3-4, 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 NOK ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

La guerre du Golfe

Interdire les ventes d'armes

par Pierre Beckouche

LES buts de guerre de Saddam Hussein sont connus : annexer autoritairement des champs pétroliers ; brandir l'étendard d'une provocation arabe face aux Occidentaux. Les buts de guerre occidentaux sont moins clairs que ne le disent les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. La tragédie de la guerre civile-militaire de Bagdad doit se comprendre comme la conséquence d'une option militaire simple : au-delà d'une distinction entre cibles civiles et cibles militaires, le Pentagone a dressé une longue liste d'objectifs à bombarder qui énumère ce que le pays compte d'infrastructures : routes, ponts, installations portuaires, centrales énergétiques, raffineries, centres de recherche, le ministère de la justice, le palais des congrès, etc.

Le but de la guerre est désormais clair : faire reculer l'Irak dix ans en arrière. Au-delà s'éclaire le rôle que s'est assigné la Maison Blanche : contrôler l'accès à des ressources énergétiques stratégiques à bas prix, mais surtout prévenir l'émergence de puissances militaires dans les pays non occidentaux.

Sans doute plus qu'au titre d'envahisseur, c'est à celui de puissance militaire actuelle et virtuelle (l'atome) que l'Irak a fait l'objet de l'intervention armée des États-Unis.

Les risques de l'intervention

Alors que l'évolution à l'Est et l'après-guerre froide laissent tout juste entrevoir la possibilité de régler les conflits nationaux et régionaux de manière politique, le choix précipité de l'intervention armée recèle - quels que soient ses résultats militaires - trois risques considérables :

1) L'ONU ne sera pas un organe de régulation politique des conflits mais l'instrument d'une gendarmerie nord-américaine qui

aura des ramifications policières jusqu'aux niveaux les plus fins.

2) Pour faire régner l'ordre, les Occidentaux devront continuer à accumuler dans les pays dits sûrs un armement qui contribuera à rendre les situations régionales explosives. Les quelques Scud irakiens qui n'ont pas été interceptés par les Patriot indiquent qu'une défense ne peut pas être totalement imperméable : quand les succès des Scud seront devenus chimiques, nucléaires (dans deux ans ou dans cinq ans ou dans dix ans), et plus nombreux, leurs incursions seront dévastatrices. De surcroît on continuera à voir des pays « sûrs » d'hier changer de camp ; après l'Irak, lequel sera le prochain ? La Turquie, si elle n'est pas acceptée dans la Communauté européenne ? La Syrie ? L'Iran ou l'Irak à nouveau ? A vouloir écarter toute tête qui dépasse, on ne fait qu'attiser les candidatures nationales...

Désamorcer les conflits régionaux

3) Car le troisième risque, le plus grave, est le maintien du fossé qui sépare les Occidentaux des pays du Sud en matière de niveau de développement. Gendarmes la puissance militaire des pays requiert de limiter les ventes de technologies susceptibles de la servir : biotechnologies, chimie, informatique, électronique, matériaux... C'est l'ensemble du processus de développement qui serait entravé car les technologies de base sont les mêmes pour une valorisation civile ou une valorisation militaire.

A terme, cela ne pourra que conduire à une confrontation entre pays occidentaux et pays gendarmés et, pour ce qui les concerne en particulier, au renforcement d'une union politique du monde arabe autour de valeurs nationalistes et religieuses. Il faudra alors s'habituer à vivre avec la menace terroriste. Deux camps seront face à face, aussi simplistes l'un que l'autre dans leurs projets respectifs :

des Occidentaux recroquevillés sur l'illusoire garantie de leur pouvoir d'un côté, de l'autre le fantasme religieux d'une grande nation unie par l'islam et par des bous émissaires israéliens communs.

L'alternative consiste à prendre une direction exactement inverse : il faut accepter les ventes de technologies occidentales quelles qu'elles soient ; et il faut prohiber les ventes d'armes.

La prohibition des ventes d'armes et des équipements connexes (radars, systèmes de communication militaire...) comporterait plusieurs avantages. Le plus évident serait d'ôter aux conflits régionaux le caractère meurtrier que la vente d'armes sophistiquées leur a conféré, sans commune mesure avec les capacités politiques locales à contenir, tempérer ou résoudre les conflits. L'avantage pour les populations des pays en développement reviendrait à ne plus mettre entre les mains d'un petit nombre de chefs d'état-major des moyens de guerre aussi immédiatement performants. Les ventes d'armes occidentales ont toujours constitué un joli paquet-cadeau pour les régimes les plus antidémocratiques - et l'Irak est loin d'être le seul sur la liste.

L'avantage pour les Occidentaux serait d'ordre moral : à cesser de vendre des outils de destruction à n'importe qui, n'importe quand, dans le cadre d'une vulgaire concurrence commerciale, nous clarifierions nos relations aux pays tiers, et nous offririons à nos propres yeux une image de nous-mêmes plus conforme à l'idée des droits de l'homme. Car depuis les accords Sykes-Picot (qui instituaient en 1917 le partage du Moyen-Orient), les nations occidentales se sont mises hors jeu pour prétendre réglementer le Moyen-Orient au nom d'une quelconque valeur morale.

Un gage de démocratie

En revanche il faut autoriser et même susciter le transfert des technologies occidentales, pour deux raisons liées. Premièrement, les pays tiers n'accepteront jamais une infériorité militaire patente, notamment pas les pays musulmans. En dépit de ses vicissitudes, la période de la guerre froide a montré que jusqu'à présent la dissuasion entre pays de potentiel militaire comparable, si ce n'est égal, restait l'arme de paix la plus efficace et pouvait conduire à un désarmement relatif. Il n'y a aucune raison de penser que d'autres que les Occidentaux ne sauraient en faire l'expérience.

L'accès par voie marchande aux technologies occidentales leur permettra de construire une défense autonome à partir d'un développement industriel local progressif et source de croissance économique. Deuxièmement, le développement technologique n'est pas seulement un gage de développement économique, c'est aussi un gage de démocratie. L'échec de l'URSS l'atteste : il a consisté à mener

une politique de puissance technologique à vocation militaire sans démocratie : la contradiction a fait éclater le système parce que la circulation de l'information suppose la transparence, et parce que le développement technologique implique toujours davantage d'enseignants, de chercheurs, d'étudiants. Ce n'est pas une garantie absolue de démocratie mais c'est la seule alternative, il faut en prendre le risque.

Prohiber la vente d'armes supposera de constituer une industrie d'armement d'échelle européenne afin d'allonger les séries ; de consentir des sacrifices financiers du fait que les ventes d'armes dans les pays du Sud ne seront pas toutes ainsi compensées. Le choix devra être le même à l'échelle de l'Amérique du Nord et à celle de l'URSS.

Ces conditions réunies, l'ONU pourra se voir confier la direction d'une efficace politique de désarmement, équilibré et graduel, et d'intervention en faveur des pays hors d'état de bâtir une défense nationale autonome à moyen ou long terme.

► Pierre Beckouche est maître de conférences à l'université Paris-XII.

TRAIT LIBRE



Entre le bien et le mal

par Hélène Bleskine

CETTE guerre fait mal, non pas ici contre nos vies, mais elle fait mal d'y penser, car on ne peut trancher. Lorsque les informations annoncent le départ des avions, je ne peux m'empêcher de craindre ce qui va se passer. Les bombes qui vont tomber sont déjà une réalité de l'horreur. A quel point quelqu'un qui veut écouter l'autre, qui veut tenter un territoire de paix, et qui ne peut pourtant pas descendre dans la rue avec « les pacifistes » car rien ne dit s'ils sont des justes et des sages ?

Chaque argument trouve en s'énonçant sa propre limite. « Les démocraties ne se sont jamais fait la guerre. » C'est vrai, mais en même temps, elles fabriquent des armes et les vendent à ceux qui justement ne sont pas dans la démocratie. « Les foules musulmanes dans les pays maghrébins se réjouissent des bombes qui tombent sur Israël. » Mais ce ne sont pas toutes les foules, il y a des Arabes qui luttent pour la démocratie dans chacun de ces pays. « La lecture du Coran porte en elle-même la guerre sainte, la guerre de religion. » Mais on découvre en France une sagesse dans les communautés cherchant leur chemin dans la République, malgré la peur, malgré les bombes qui tombent justement sur ceux

qu'ils perçoivent comme des frères, parce qu'il a été impossible jusqu'à aujourd'hui d'exister sans un sentiment d'appartenance qui inscrit une identité.

Et cette appartenance ne se révèle pas seulement dans le repli sur soi vindicatif, dans la haine des autres, elle existe aussi d'une manière positive comme ce qui trace l'histoire, la géographie, l'être, la culture, tout ce qui fonde la diversité du monde, et il serait étrange de rêver à un monde où il n'y aurait plus aucune trace d'appartenance.

Aucun idéal incarné

Cette guerre est terrible parce qu'il n'y a pas justement de bien vers lequel spontanément on pourrait pencher, il y a du mal des deux côtés et c'est pourquoi on ne peut accepter cette guerre que dans l'impression confuse qu'elle est épouvantable malgré tout. Il n'y a pas une seule argumentation qui ferait qu'elle deviendrait à un moment juste absolument.

Bien sûr, nous savons les bienfaits de la démocratie, qui n'est pas un état de fait, mais une lutte quotidienne, et une mémoire de lutte. La démocratie, c'est plus que la politique - le fait de pouvoir voter librement en suivant ses convic-

tions - la démocratie, c'est ce que des milliers de gens ont gagné à force de grèves, comme libertés individuelles, droit à la protection, droit du travail, droit pour les femmes et les enfants. Et cette démocratie chaque jour peut être renversée, grignotée, affadie. Quand elle est remise en cause, il y a toujours un sursaut qui se manifeste et c'est ce qui permet de continuer à exister dans une idée du progrès de l'humanité quand même.

Rien ne fait plus plaisir que les déclarations faites dans les camps opposés qui tracent un pont, une passerelle. Que des intellectuels arabes désirent la démocratie pour leur pays est une nouvelle réconfortante, que les démocrates pensent à des lois qui pourraient contrôler à l'avenir le commerce des armes, et répartir au mieux les richesses pour sortir le monde de sa tranchée Nord-Sud, quoi de plus enthousiasmant.

La Résistance pendant la seconde guerre mondiale, les Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne, ont incarné l'idéal de l'engagement et du courage. Aujourd'hui, cette guerre n'incarne aucun idéal, c'est même le glas de l'espérance qui vient d'un seul coup refroidir les illusions que l'on portait en soi sur les acquis des droits des hommes entre eux.

C'est une guerre plus que triste, parce que, même si on sait qu'on doit y faire face, aucune bombe qui tombe n'apporte un soulagement.

► Hélène Bleskine est écrivain.

BIBLIOGRAPHIE

Horreurs japonaises

LA GUERRE BACTÉRIOLOGIQUE de Peter Williams et Daniel Wallace. Albin Michel, 374 p., 125 F.

Le Japon n'a jamais de bons souvenirs ni dans les pays d'Asie qu'il a envahis pendant la dernière guerre, ni chez les prisonniers occidentaux enfermés dans ses camps de concentration. Même si, depuis cette époque, l'armée nipponne est restée confinée sur l'archipel, ces souvenirs sont restés d'autant plus vivaces que le Japon - au contraire de l'Allemagne - n'a toujours pas exorcisé son passé. Des personnalités conservatrices comme M. Ishihara, gouverneur du Japon qui sait dire non avec le PDS de Sony, continuent leur croisade pour réécrire l'histoire. L'une des pierres d'achoppement des relations nipponno-chinoises reste, par exemple, le débat sur le « sac de Nankin », dans lequel certains Nippons se refusent à voir autre chose qu'un douloureux événement aux responsabilités partagées (sic) alors

qu'au moins cent mille civils y furent massacrés.

La Guerre bactériologique rappelle un autre aspect des atrocités japonaises pendant la guerre. Un livre à ne surtout pas lire pour les âmes sensibles. Il raconte les exploits de l'unité 731, créée par le bactériologiste Shiro Ishii à Moukden, en Mandchourie, et de sa cousine, l'unité 516. Elles n'avaient rien à envier à leurs homologues nazis.

Les expériences perpétrées sur des prisonniers de guerre - légalement protégés par les conventions de Genève - chinoises, soviétiques ou occidentaux se lisent comme un catalogue du musée des horreurs. L'ignominie se retrouve à la fois dans les prétentions scientifiques de ces tortionnaires et dans la redoutable efficacité d'une machine bureaucratique. Sans la moindre référence morale, si ce n'est de servir l'empire du Chrysanthème par n'importe quel moyen, elle rédigeait sur chaque victime une fiche en trois exemplaires.

Tous les moyens étaient bons pour trouver les virus nécessaires à une guerre bactériologique contre ces maquisards chinois qui résistaient trop bien : inoculation de virus (anthrax, peste, syphilis...), cobayes humains massacrés par milliers, disséqués vivants, gelés sur pied, nus dehors par un froid sibérien. Plus horrible encore, il aura fallu attendre quarante ans pour que l'affaire soit révélée, les Japonais ayant affirmé les auteurs - convaincus leurs vainqueurs américains de garder le silence.

Rares sont les « scientifiques » de l'unité 731 qui payèrent pour leurs crimes. Les auteurs donnent une liste de ceux qui se sont honorablement convertis dans la vie civile, comme ce Naïto, qui a fondé un géant pharmaceutique, La Croix verte, où il a employé de nombreux ex-membres de l'unité 731. Quant à Ishii, selon sa fille, il s'est consacré, après 1947, à la religion. Les Japonais n'ont pas guère que l'on rappelle cette période noire de leur histoire. A eux de l'exorciser enfin.

PATRICE DE BEER

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue M. Gaudin
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 347
ISSN 0243-1037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDIPUB 206 136 F
Téléc : 45-55-04-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Rège Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LJM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez attacher l'obligation de cette taxe des droits propres en capital d'impression

هنا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements Rebondissements

« Ce fut vraiment une bonne journée », conclut, jeudi 21 février, presque à minuit sonnant, M. Vital Ignatenko, porte-parole du président Mikhaïl Gorbatchev, après avoir donné lecture du plan de paix soviétique en huit points auquel l'Irak avait décidé de se rallier. Journée, en tout cas, fertile en rebondissements, au cours de laquelle M. Saddam Hussein s'employa, avec le talent qu'on lui connaît, à user les nerfs de ses interlocuteurs, à faire tourner un peu son monde en bourrique.

C'est avec une lenteur calculée que M. Tarek Aziz, chef de la diplomatie irakienne, avait repris le chemin du Kremlin pour y apporter la réponse tant attendue de Bagdad. Aussi, plutôt que de faire la pied de grue à Moscou, M. Alexandre Bessmertnykh, son homologue soviétique, décida de s'en aller assister, à Madrid, en tant qu'invité, au comité des ministres du Conseil de l'Europe. Autre médiateur très en vue, M. Ali Akbar Velayati, ministre iranien des affaires étrangères, commençait à perdre espoir et convenait que « les choses ne vont pas aussi bien que nous le pensions », laissant entendre que M. Saddam Hussein et les siens se servaient « des réelles difficultés de transport entre les

deux capitales, pour gagner du temps ». Alors que M. Tarek Aziz était en route pour Moscou via Téhéran, M. Latif Nassif Jasssem, le très peu policé ministre irakien de l'information, adressait, lundi en début d'après-midi, quelques gracieusetés à M. Roland Dumas qui avait eu l'audace d'évoquer l'hypothèse d'une offensive terrestre, le qualifiant de « minuscule » et de « vil dépendant des Américains ». Ces invectives ouvraient la voie au discours « important » – le troisième depuis le début de la guerre – prononcé, quelques instants plus tard, par son maître à penser et retransmis en direct par la télévision algérienne.

Des délais à fixer

« Notre peuple et notre armée veulent continuer la lutte. Ils sont prêts au sacrifice, lancait, tout de go, M. Saddam Hussein. Il n'y a pas d'autre voie que celle que nous avons choisie. » Et de s'en prendre aux forces de la coalition : « Ils voulaient le mot « retrait » mais, maintenant, ils ne s'en soucient plus et parlent d'autre chose. Ils veulent que nous nous rendions mais ils seront déçus. La « mère des batailles » sera notre victoire et notre martyre. »

Martyre : le mot était lâché. Presque unanimes, les observateurs alliés en conclurent que le dictateur de Bagdad signait ainsi son « suicide ». « Très décevant », commentait brièvement le président George Bush. « Aucune lueur d'espoir », assurait M. John Major, premier ministre britannique. « M. Saddam Hussein prend la responsabilité de la poursuite de la guerre », déclarait le porte-parole de l'Elysée. « Nous n'avons pas d'autre choix que de procéder comme convenu pour libérer le Koweït », affirmait M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense, tandis que, lui faisant écho, M. Michel Rocard annonçait que « tout était prêt pour l'acte final ».

De son côté, en fin d'après-midi, Radio-Bagdad maintenait la pression en invitant les soldats irakiens à marcher contre « les hordes de l'athéisme, de l'agression et de la barbarie ». Pour autant, les responsables soviétiques qui attendaient de M. Saddam Hussein « une réponse claire à une question simple » ne désespéraient pas d'obtenir gain de cause. A Madrid, M. Bessmertnykh expliquait qu'il ne fallait pas confondre « rhétorique et véritable diplomatie ». Sitôt débarqué, en début de soirée, de l'avion de la compagnie Aeroflot mis à sa

disposition, M. Tarek Aziz était introduit auprès de M. Gorbatchev qui avait modifié son emploi du temps pour le recevoir. Au terme de près de deux heures et demie d'entretiens, M. Ignatenko confirmait, à la surprise générale, l'acceptation par l'Irak du plan de paix soviétique.

Ledit plan prévoit le retrait « complet et inconditionnel » des troupes irakiennes du Koweït. Supervisé par des pays non belligérants, ce retrait qui s'effectuera « dans des délais fixes » commencera la lendemain du cessez-le-feu. Les sanctions économiques seront suspendues dès que les deux tiers des troupes de Bagdad auront quitté l'émirat. Les résolutions de l'ONU perdront leur validité dès que ce désengagement militaire sera achevé.

Silence radio

L'annonce de ce plan de paix a provoqué des dissonances au sein de la coalition anti-irakienne. Tout en félicitant M. Gorbatchev pour ses efforts « intenses et utiles », le président Bush a aussitôt exprimé de « sérieuses préoccupations » sur plusieurs points. Un haut responsable américain a même affirmé, sous le couvert de l'anonymat, que la proposition

soviétique est « clairement inacceptable pour les Etats-Unis » car elle équivaudrait à un retrait conditionnel.

Si Israël n'a voulu voir, dans cette affaire, qu'un nouveau « stratagème » de M. Saddam Hussein, M. Major a relevé un « certain progrès » même si ce plan comporte « plusieurs très graves défauts ». Pour le Quai d'Orsay, qui en a souligné les « imprécisions », il s'agit d'un « pas dans la bonne direction » qui peut conduire « à la solution pacifique que [la France] a toujours souhaitée ».

L'Union soviétique aurait-elle pris ses désirs pour la réalité ? « Il n'est pas du tout clair » que ce plan ait reçu l'aval de Saddam Hussein, a insisté M. Major. Radio-Bagdad s'est, en effet, ouvert ses émissions, vendredi matin, sans faire la moindre allusion au plan soviétique. Bien au contraire, elle a repris ses attaques, en termes toujours aussi virulents, contre les « armées de la tyrannie », soulignant l'impudence de l'Irak de les « massacrer au nom de Dieu, et d'en faire un exemple à la face du monde ». Quelle « bonne journée », vraiment !

JACQUES DE BARRIN

Après l'accord de Bagdad aux propositions soviétiques

Moscou reconnaît que « pas mal de choses » restent à discuter dans le plan de paix de M. Gorbatchev

D'autres négociations sont nécessaires pour parvenir à un accord final, a déclaré vendredi 22 février le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, après que le ministre, M. Alexandre Bessmertnykh, se fut entretenu vendredi matin avec son homologue irakien M. Tarek Aziz. Cet entretien portait sur le calendrier d'un retrait irakien du Koweït. « Il reste pas mal de choses à discuter. Nous avons bon espoir d'enregistrer de nouveaux progrès et d'arriver à une situation où nous pourrions mettre en œuvre le plan Gorbatchev », a déclaré le porte-parole, M. Vital Tchourikine.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

M. Mikhaïl Gorbatchev réussit-il à compenser par sa diplomatie ses problèmes intérieurs ? Une satisfaction visible l'emportait, en tout cas, sur la prudence chez son porte-parole, M. Vital Ignatenko, venu dans la nuit de jeudi à vendredi 22 février annoncer à la presse que les entretiens qui venaient de s'achever au Kremlin entre le chef de l'Etat soviétique et le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, avaient abouti à un « succès ». L'Irak, a-t-il dit, a donné une réponse « posi-

tive » au plan de paix de M. Gorbatchev, en donnant son accord à un retrait du Koweït, qualifié, pour la première fois, de « total et inconditionnel ».

Divergences avec les Etats-Unis

La prudence venait de ce que ce plan présenté comme « inconditionnel » comporte pourtant des modalités

telles que la Maison Blanche allait le juger « clairement inacceptable » en l'état. Un responsable du ministère soviétique des affaires étrangères a donc pris soin de préciser que les entretiens, s'ils ont abouti à un accord sur les « principes globaux » d'une paix, devaient se poursuivre vendredi sur les « détails » – comme le stipule le dernier point du plan – entre M. Tarek Aziz et son homologue soviétique, M. Alexandre

Bessmertnykh, revenu de Madrid. Il reste que les deux heures et vingt minutes d'entretiens entre MM. Gorbatchev et Aziz, auxquels assistait le conseiller du président, M. Evgeni Primakov, ont donné naissance à ce qui apparaît désormais comme un plan soviéto-irakien, se démarquant non seulement des positions américaines, mais aussi des résolutions de l'ONU, même si Moscou affirmait encore jeudi y rester

fidèle. Au cours de ces entretiens, a déclaré M. Ignatenko, les deux parties « ont confronté leurs positions et considéré qu'il est possible de dénouer le conflit dans le Golfe à partir des positions suivantes », a-t-il dit, avant d'énumérer huit points, dont le premier est l'accord de l'Irak pour un « retrait total et inconditionnel » de ses troupes du Koweït (voir ci-contre les détails du plan). Les applaudissements qui ont éclaté dans les rangs

de la presse arabe et soviétique, lorsque M. Ignatenko a achevé la lecture des huit points, traduisent la portée du pas franchi vendredi par le président soviétique. Même si ses prémisses en étaient déjà tracées avec le nouvel envoi à Bagdad, au début du mois, de M. Primakov, un « ami » de longue date de M. Saddam Hussein. Car l'accord soviéto-irakien finalisé vendredi à Moscou après des « inquiétudes » sur son sort exprimées par l'Irak, le troisième participant à ces tractations, suivait de quelques heures un nouveau discours « belliste » du dirigeant irakien. Cela n'a pas arrêté M. Gorbatchev, qui peut maintenant se prévaloir, notamment auprès de ses propres militaires, de ne pas suivre aveuglément les désirs américains et d'avoir accentué les trahissements entre Washington et ses différents alliés.

Nul doute que la grande démonstration de force que devait organiser le parti communiste samedi à Moscou, à l'occasion de la fête de l'Armée, sera aussi placée sous le signe officiel du nouveau rôle pacifiste de l'Union soviétique. Mais, dans la rue, certains groupes auront sans doute plus à cœur de célébrer ce qu'ils ne manquent pas d'interpréter comme un retour de leur pays à ses vieilles alliances.

SOPHIE SHIHAB

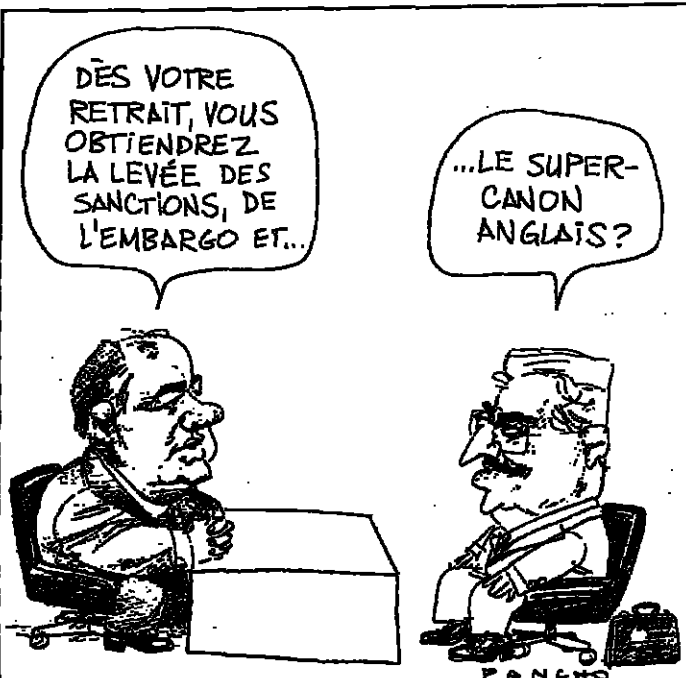
Les huit points

Voici les huit points du plan de paix soviétique, tels qu'ils ont été présentés, dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 février à Moscou, par M. Vital Ignatenko, porte-parole du président Gorbatchev.

1. L'Irak déclare le retrait complet et inconditionnel de ses troupes du Koweït.
2. Le retrait des troupes commencera le jour suivant la fin des hostilités.
3. Le retrait des troupes s'effectuera dans des délais (qui doivent encore être fixés).
4. Après le retrait des deux tiers de toutes les forces armées du Koweït, l'action des sanctions économiques prévues par l'ONU est suspendue.
5. Après la fin du retrait des troupes du Koweït, les raisons

mêmes pour lesquelles ont été adoptées les résolutions du Conseil de sécurité deviennent caduques et ces résolutions ne sont donc plus valides.

6. Immédiatement après le cessez-le-feu, tous les prisonniers de guerre sont libérés.
7. Le retrait des troupes est supervisé par des pays non participants au conflit, sous mandat du Conseil de sécurité de l'ONU.
8. Le travail sur les précisions de formulation et sur les détails concrets (du plan) se poursuit. Le résultat final de ce travail sera communiqué vendredi 22 février, aux pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies et au secrétaire général des Nations unies. – (Reuters, AFP.)



« Bush, Fahd et Moubarak réclament aujourd'hui plus que le retrait »

a déclaré le président irakien dans son discours du 21 février

Voici les principaux extraits du discours radiodiffusé prononcé jeudi après-midi 21 février par le président Saddam Hussein à l'adresse des citoyens et des forces armées de son pays :

Après une longue introduction sur les causes qui ont conduit à l'invasion irakienne du Koweït le 2 août 1990, le président irakien souligne « la grande difficulté de faire comprendre que ce qui s'est passé le 2 août – malgré la justice du droit historique – n'est pas la cause du conflit qui oppose l'Irak au sionisme, mais plutôt une conséquence de ce conflit antérieur au 2 août (...) ».

« Ce qui a augmenté l'incompréhension dans les milieux internationaux, notamment parmi les politiciens hostiles, aux Arabes en Occident, c'est la complicité de certains gouvernants arabes, qui ont trahi les principes de la nation (...) et en l'île desquels se place le traité Fahd [le roi d'Arabie] et l'inconsistant légal Hosni [Moubarak, le président égyptien]. »

« Il n'y a d'autre voie... »

« (...) Ainsi, un voile a été dressé sur tout ce qui s'est passé avant le 2 août, et la Palestine elle-même a été négligée comme cause de ces événements, la Palestine dont la juste cause remonte à plus de quarante ans. »

« Les médias tendancieux ont ainsi insisté sur les événements du 2 août (...), s'abstenant de se référer à aucune dimension historique qui explique aux étrangers la relation du Koweït à l'Irak et comment il en a été détaché par un complot de partition visant à affaiblir la nation arabe (...). Devant ce déluge de falsifications et le grand nombre des pays agresseurs (trente), il fallait des actes et des mesures qui permettent aux hommes de bien de dépasser la désinformation des médias tendancieux, afin d'embarrasser les ennemis et de les pousser à des actes qui révèlent de nouvelles vérités aux médias hostiles. »

Il s'agissait, selon le président irakien, de leur faire découvrir que « l'essentiel est ce qui s'est passé n'est pas dû au 2 août et à ce qui

s'ensuivit ni à 1990, mais relève de chaque atome de dignité, de fierté, de foi et d'attachement au vrai, d'hostilité au sionisme criminel, d'appui aux pauvres, de lutte contre l'injustice et la corruption (...), tant de qualités qui caractérisent les Irakiens. »

« Il n'y a d'autre voie que celle qu'on a choisie (...). C'est sur cette voie que nous marcherons malgré les efforts politiques que nous déployons et dont Tarek Aziz a porté à Moscou les modalités et les orientations et qui, si elles étaient rejetées, feraient tomber tous les voiles, laissant les intentions d'agression contre nous à découvert et sans confusion. »

« Le mot de retrait est pris par les Irakiens et les hommes de bien dans le monde dans le sens de la

conception globale de l'initiative du 15 février [allusion aux propositions irakiennes d'un retrait conditionnel faites la semaine dernière]. Le rejet de cette initiative confirmerait la détermination des Irakiens et renforcerait leurs forces armées, après que les prétextes auront été démasqués. »

« L'initiative du 15 février, issue de sa sœur [l'initiative] du 12 août [allusion au plan de règlement global présenté à cette date par le président irakien], Bush l'a refusée et l'a traitée de force cruelle avant de l'examiner, alors que Fahd, qui mûche ses mots (...), s'est transformé en orateur éloquent pour dire que la guerre se poursuivait contre l'Irak tant que celui-ci n'aura pas fait ceci et cela. Remarquez com-

ment Bush et Fahd aspirent à plus que ce qu'ils réclamaient après le 2 août et tout récemment encore. Remarquez comment ils demandent davantage, suivis sur cette voie par Hosni l'inconsistant, dévoilant ainsi leurs intentions par leur refus de l'initiative du 15 février. »

« Rappelez-vous comment, avant cette initiative, ils affirmaient avec d'autres en Occident que tout deviendrait possible, dès que le mot retrait sera cité. »

Qu'ils sont devenus plus voraces, juste avant la proclamation de cette initiative ! Leurs médias parlent maintenant de priver l'Irak de la force et de la puissance, des valeurs de renaissance et d'honneur (...). »

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions après l'acceptation

Les alliés entendent, pour l'instant, maintenir leur pression sur le terrain

DHAHRAN

de notre envoyée spéciale

Embarras, prudence, la guerre continue. Annoncée au milieu de la nuit en Arabie saoudite, l'acceptation par l'Irak du plan de paix soviétique n'a suscité l'enthousiasme d'aucune des parties engagées au conflit qui ont à la fois le sentiment que cette acceptation risque de leur arracher la « victoire » militaire qu'elles voyaient à leur portée et qu'en tout état de cause, leur mission restera inachevée si le président irakien garde le pouvoir en Irak.

En attendant une décision politique, les militaires sont fâchés. « La guerre ne s'est pas arrêtée. Nous n'avons pas reçu d'autres consignes de Washington que de continuer, et le rythme n'a pas changé », déclarait dans la nuit un porte-parole militaire américain. « Jusqu'à nouvel ordre, la bataille se poursuit », nous affirmait de même un porte-parole saoudien. Côté politique, la seule réaction est venue de la bouche de l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Bagdad, qui affirmait, à l'aube de vendredi 22 février, dans une interview à la chaîne américaine CNN, que le gouvernement saoudien étudierait très soigneusement la réponse irakienne avant de se prononcer.

D'ores et déjà, il ne fait toutefois pas de doute que si cette solution devait être acceptée peu ou prou en l'état, elle ne ferait pas l'affaire de Ryad ni même de la plupart des pays du Golfe à l'exception peut-être du sultanat d'Oman, très prudent dans cette crise.

Le problème de la présence militaire américaine

En affirmant brutalement mardi qu'il fallait en finir avec le régime de Saddam Hussein parce qu'il était la cause de la guerre, le président américain a-t-il tiré aucun profit de l'Irak ? Cheikh Sabah Al Ahmad Al Sabah, ministre des affaires étrangères koweïtine, avait sans doute exprimé tout au long de l'opération de son pays que celle des Etats du Conseil de coopération du Golfe. Le maintien au pouvoir à Bagdad d'un président Saddam Hussein, certes affaibli, mais qui pourrait se vanter, sans en souligner le prix, d'avoir résisté plus d'un mois aux « impies » américains et de leur avoir infligé de lourdes pertes, ne pourrait qu'effrayer les pays du Golfe et leurs alliés arabes.

Pour les premiers, cette « menace » persistante les oblige à maintenir, sous une forme ou une autre, une importante présence armée américaine dont ils savent bien qu'elle est mal acceptée par leurs peuples. Si cette éventuelle présence n'est pas de risques au

Koweït, où elle sera plus facilement acceptée, ou à Bahreïn qui abrite déjà une très importante base américaine, il n'en est pas de même en Arabie saoudite, gardien des lieux saints de l'Islam. Cette question se pose pour le royaume non seulement sur le plan intérieur mais aussi en regard de son rôle de leader du monde islamique.

Si, depuis le début de la crise, celui-ci n'a pas été véritablement contesté - Ryad garde le soutien de la grande majorité des Etats islamiques - la vague d'anti-américanisme qui risque de déferler sur le monde arabe et, au-delà, sur le monde musulman (comme les manifestations au Pakistan par exemple le montrent) pourrait singulièrement lui compliquer la tâche. Ce n'est pas un hasard si les dirigeants saoudiens soulignent très fréquemment que « les forces armées (terme préféré aux « forces américaines » qui n'apparaissent jamais en tant que telles) partiront dès que la menace sera écartée », avec le secret espoir que cela se fasse vite.

Le message « Scud »

Or c'est le contraire qui pourrait arriver, avec ce que les responsables saoudiens détestent le plus : une situation trouble, de tension, qui ne facilitera pas une éventuelle réconciliation au sein du monde arabe.

Devant cette nouvelle donne, Ryad devra cependant tenir compte de la position de ses alliés arabes. Si l'attitude de l'Egypte n'est pas à craindre, que va faire Damas qui, au moins officiellement, a toujours soutenu que seule la libération du Koweït l'intéressait ? Dans son discours, dans lequel les insultes adressées au roi Fahd, au président Mubarak et au général Hafez el-Assad, le plus menaçant depuis le début de la crise par son ennemi irakien. Fin politique, le président Assad ne remettra pas en cause la position de ses alliés importants acquis qui lui a valu son attitude dans la crise, mais il pourrait tenter de freiner un peu les ardeurs.

Que va faire aussi le roi Hassan II du Maroc, qui a pris depuis le début de la crise la position d'un médiateur entre les deux camps ? L'armée, le président irakien de plus en plus de distance avec la politique suivie ? Relativement loin du front, le contingent marocain - environ douze cents hommes - n'a jamais, contrairement à ceux de l'Egypte et de la Syrie, été renforcé et on murmure à cet égard que le roi Hassan II aurait fait la sourde oreille aux demandes saoudiennes.

Sans véritable choix, l'Arabie

saoudite ne peut que prendre une position en accord avec celle de Washington, mais en encourageant des risques différents. En déclarant qu'il faut faire quelque chose pour placer les ennemis dans une situation embarrassante ou dans une impasse », le président Saddam Hussein savait ce qu'il faisait et, de ce point de vue, il a provisoirement réussi.

Peu après cependant cette réponse positive au plan de paix soviétique, l'Irak envoyait vers 2 h 40 du matin encore un missile Scud en direction de la province est de l'Arabie saoudite, déclenchant pour la deuxième fois de la journée les sirènes d'alarme à Dhafran comme à Ryad. Ce missile qui provoquait le départ de missiles anti-missiles Patriot tant à Dhafran qu'à Bahreïn, à quarante kilomètres à l'est, était cependant intercepté dans le ciel de Bahreïn et ce, pour la première fois.

Cette alerte avait été précédée, vers 17 heures, d'une autre, quand l'Irak envoyait deux missiles « précipitamment », selon le porte-parole américain, en direction de la cité militaire du roi Khaled, à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de Hafar el-Batin. Interceptés par les Patriot, ces deux missiles se désintégraient en vol mais des débris tombaient à environ 9 mètres d'un trou de protection dans lequel était installé un soldat. « J'ai entendu le bang du Patriot, j'ai regardé, et il y avait des débris tombés partout autour de moi », devait déclarer ce soldat dont la nationalité ne peut être révélée en raison de la censure pratiquée par l'armée américaine.

Après avoir vérifié qu'il n'y avait aucun risque chimique, une inspection des avions près desquels s'étaient écrasés aussi des débris, était entreprise, pour conclure qu'aucun d'entre eux n'avait été endommagé. C'est en tout cas la première fois que des missiles Scud atteignent de façon aussi proche cette cité militaire qui sert d'importante base logistique - elle possède un aéroport - aux alliés. Les missiles Scud qui s'étaient abattus la semaine dernière sur Hafar el-Batin n'avaient pas été engagés par des Patriot vu le manque d'intérêt stratégique de cette ville.

Tôt jeudi matin, l'Irak avait aussi tiré deux missiles Frog, de fabrication soviétique, contre les forces américaines. Selon le porte-parole saoudien, l'un s'était écrasé dans le désert, l'autre ayant atterri près d'un camp des forces saoudiennes dont les cinq cents hommes sont déployés le long des eaux du Golfe, au côté des troupes marocaines. Sept soldats saoudiens avaient été blessés dont deux sérieusement. Avec 70 kilomètres de portée, les missiles Frog, qui peuvent être plus facilement équipés de têtes

chimiques, sont particulièrement redoutés par les alliés qui craignent que l'Irak ne les utilise sur les troupes lors du déclenchement d'une offensive terrestre.

Poursuite des opérations terrestres

En attendant la réponse de Bagdad, les opérations terrestres s'étaient poursuivies jeudi avec une très forte intensité et, pour la première fois, une compagnie de l'armée saoudienne, soit environ de cent à cent cinquante hommes, traversait la frontière, dans ce que le porte-parole saoudien devait décrire comme « une opération de reconnaissance en force ». Définissant cette nouvelle attitude comme « la suite logique de notre campagne constituée de patrouilles agressives de reconnaissance et de contre-reconnaissance », le porte-parole américain, le général Neal, déclarait : « Les forces américaines et celles des pays de la coalition ont à plusieurs reprises franchi la frontière. » Ces opérations au-delà de la frontière se poursuivront autant que nous considérerons que cela est nécessaire à la poursuite de notre campagne », devait-il ajouter.

Des éléments de la 101^e division aéroportée qui avaient mercredi fait prisonniers quelque quatre cents irakiens (soit non cinq cents comme annoncé auparavant) après la destruction d'un réseau de treize à quinze bunkers, y sont retournés jeudi et y ont fait de nouveaux prisonniers. Selon le nouveau bilan annoncé par le général Neal, les forces américaines avaient fait mercredi quatre-cent-vingt et un prisonniers dont vingt officiers et en ont pris quatorze autres jeudi. Finalement, « nettoyer » ces bunkers, les troupes américaines auraient d'autre part récupéré d'importants documents et se seraient saisies de trois canons de DCA, d'un mortier et de fusils d'assaut AK 47.

A ce déferlement de feu lancé à 19 kilomètres à l'intérieur de l'Irak par la première division blindée, les forces irakiennes n'ont pas répondu. Les troupes alliées, qui ont, d'autre part, poursuivi leur campagne aérienne particulièrement centrée jeudi sur le sud-ouest de l'Irak, là où une percée pourrait être déclenchée, ont, semble-t-il, décidé de têter tout à tour les divisions irakiennes postées le long de la frontière pour, à la fois, les détruire et monter à celles qui les joignent ce que les attend. Cette stratégie va, en tout cas, se poursuivre avec la même ampleur, dit-on, en attendant que les politiques fassent leur choix.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le dilemme de M. Bush

Suite de la première page

Deux heures après qu'à Moscou le porte-parole soviétique eut annoncé la « bonne » nouvelle, son homologue américain, M. Fitzwater, vint apporter une réponse provisoire : « Le président Bush a remercié le président Gorbatchev pour ses efforts intensifs et utiles, mais a exprimé de sérieuses préoccupations à propos de plusieurs points du plan. Il a déclaré que les Etats-Unis consulteraient leurs partenaires de la coalition sur cette proposition. Nous sommes actuellement en train d'étudier l'initiative soviétique. Les Etats-Unis et leurs partenaires de la coalition continueront de faire la guerre. »

Pendant ce temps, M. Bush passait la soirée au théâtre, mais, après le spectacle, il eut une nouvelle réunion avec ses principaux collaborateurs, à la suite de quoi un officier « anonyme » vint apporter à la presse un commentaire « durcissant » sensiblement la première réaction officielle : « La principale conclusion » de l'examen de la proposition soviétique est qu'elle « représente un retrait conditionnel », a indiqué le responsable. « La proposition, a-t-il précisé, mentionne en effet une levée des sanctions économiques et la levée des résolutions de l'ONU, ce qui revient à un retrait conditionnel qui serait inacceptable pour les Etats-Unis. »

Cela ne veut pas forcément dire que le projet soviétique est lui-même « inacceptable », mais peut-être seulement que Washington veut convaincre Moscou de le modifier pour le rendre plus conforme à ses exigences : de l'aveu même des Soviétiques, les entretiens de M. Aziz à Moscou ne sont pas terminés, et tous les détails de l'accord n'ont pas encore été mis au point.

La Maison blanche peut donc peser sur la suite des entretiens, même si les responsables américains se défendent d'envisager toute « négociation » avec l'Irak par Soviétiques interposés. De même les Etats-Unis peuvent espérer que l'Irak, poussé dans ses derniers retranchements, finisse par se rebiffer, auquel cas les choses deviendraient à nouveau plus simples.

Dès à présent, l'accord soviétique apporte à Washington des satisfactions non négligeables, si on le compare à ce qui était connu du projet soviétique initial.

Pas question de réparations

En effet, non seulement Bagdad accepte un « retrait total et inconditionnel » des troupes américaines, mais elle se réfère à une tentative de règlement ultérieur du problème palestinien disparaît. En revanche, il est question d'une libération des prisonniers de guerre immédiatement après le cessez-le-feu, ce qui était une des préoccupations dont M. Bush avait fait part à M. Gorbatchev dans la lettre qu'il lui avait adressée après réception du « premier » projet soviétique.

JAN KRAUZE

Les ultimes initiatives diplomatiques

- 29 janvier : douze jours après le début de la guerre, une déclaration soviétique américaine affirme que les hostilités peuvent encore cesser « si l'Irak s'engage sans équivoque à se retirer du Koweït ».

- 2 février : dans un message, le président iranien, M. Hachemi Ralsandjani, propose à M. Saddam Hussein « des solutions possibles à la guerre ».

- 9 février : le vice-premier ministre irakien, M. Saadoun Hamadi, indique que Bagdad est « prêt à entamer des négociations sans préalable à condition que les Etats-Unis s'abstiennent d'intervenir dans ces négociations ».

- 10 février : le vice-premier ministre irakien, M. Saadoun Hamadi, indique que Bagdad est « prêt à entamer des négociations sans préalable à condition que les Etats-Unis s'abstiennent d'intervenir dans ces négociations ».

- 12 février : arrivée à Bagdad de M. Evgeni Primakov, ambassadeur de M. Gorbatchev. M. Saddam Hussein lui affirme être prêt à coopérer avec l'URSS et d'autre pays pour parvenir à une solution pacifique des problèmes de la région.

- 15 février : Bagdad annonce être prêt à coopérer pour l'application de la résolution 660 du Conseil de sécurité (exigeant son retrait inconditionnel du Koweït), mais assortit cette proposition de conditions qui sont rejetées par les membres de la coalition anti-irakienne.

- 18 février : M. Gorbatchev propose à M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, qu'il rencontre à Moscou, un plan de règlement de la crise. Le ministre irakien repart immédiatement pour Bagdad.

- 19 février : M. Bush affirme que le plan soviétique est « très insuffisant », mais que cette initiative doit être « complètement explorée ».

- 20 février : Bagdad annonce que M. Aziz doit se rendre à Moscou, porteur de la réponse irakienne au plan soviétique. Il quitte Bagdad le 21 via Téhéran. Il arrive à Moscou quelques heures après que Saddam Hussein a prononcé son discours sur Radio-Bagdad. (AFP).

Les douze résolutions du Conseil de sécurité

• 2 août, résolution 660 : « Le Conseil de sécurité, alarmé par l'invasion du Koweït, le 2 août 1990, par les forces militaires de l'Irak, constatant qu'il existe, du fait de l'invasion du Koweït par l'Irak, une rupture de la paix et de la sécurité, agissant en vertu des articles 39 et 40 de la Charte des Nations unies : »

1. Condamne l'invasion du Koweït par l'Irak ;

2. Exige que l'Irak retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces pour les ramener aux positions qu'elles occupaient le 1^{er} août 1990 ;

3. Engage l'Irak et le Koweït à entamer immédiatement des négociations intensives pour régler leurs différends et appuie tous les efforts déployés à cet égard, en particulier ceux de la Ligue arabe ;

4. Décide de se réunir de nouveau (...) pour examiner les autres mesures à prendre afin d'assurer l'application de la présente résolution. Résolution votée à l'unanimité.

6 août, résolution 661 : le Conseil « prie » le boycottage commercial, financier et militaire de l'Irak, par 13 voix pour et 2 abstentions (Cuba et le Yémen). Ce boycottage inclut les importations de pétrole irakien et koweïtien.

9 août, résolution 662 : « L'annexion du Koweït par l'Irak, »

quels qu'en soient la forme et le prétexte, n'a aucun fondement juridique et est nulle et non avenue » selon cette résolution qui appelle à « s'abstenir de tout contact qui pourrait être interprété comme une reconnaissance » de l'annexion. Le Conseil se déclare « déterminé à rétablir l'autorité du gouvernement légitime du Koweït » ainsi que « sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale ». Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

18 août, résolution 664 : à l'unanimité, le Conseil « exige » que l'Irak « autorise et facilite le départ immédiat du Koweït et de l'Irak des nationaux des Etats tiers ».

25 août, résolution 665 : par 13 voix pour et 2 abstentions (Cuba et le Yémen), le Conseil de sécurité autorise l'usage de la force afin de faire respecter l'embargo contre l'Irak.

14 septembre, résolution 666 : le Conseil demande que l'aide alimentaire éventuellement envoyée à l'Irak et au Koweït soit acheminée et distribuée par l'ONU, le CICR et d'autres organisations internationales ou sous leur supervision.

16 septembre, résolution 667 : le Conseil condamne « énergiquement » et à l'unanimité l'Irak pour ses « actes agressifs » contre des locaux et du per-

sonnel diplomatique au Koweït, y compris l'enlèvement de ressortissants étrangers qui se trouvaient dans ces locaux ». Le Conseil demande leur libération immédiate et celle de tous ceux qui sont actuellement retenus en otage aussi bien en Irak qu'au Koweït.

24 septembre, résolution 669 : le Conseil demande à l'unanimité au « comité des sanctions » d'examiner toutes les demandes d'assistance qui seront formulées par les pays éprouvant des difficultés économiques en raison de leur respect de l'embargo contre l'Irak.

25 septembre, résolution 670 : par 14 voix contre 1 (Cuba), le Conseil décide l'embargo aérien contre l'Irak et décide l'immobilisation de tout navire irakien relâchant dans un port étranger s'il est soupçonné d'avoir violé l'embargo.

29 octobre, résolution 674 : le Conseil condamne par 13 voix et 2 abstentions (Cuba et le Yémen) « les agissements des autorités et des forces d'occupation irakiennes » au Koweït. Il « rappelle à l'Irak qu'en vertu du droit international il est responsable de toute perte, tout dommage ou tout préjudice subis, s'agissant du Koweït et des Etats tiers ainsi que de leurs ressortissants et sociétés, du fait de l'invasion et de l'occupation illégale du Koweït par l'Irak ». Le Conseil « décide de rester en permanence activement saisi de la question jusqu'à ce que le Koweït ait recouvré son indépendance et que la paix ait été rétablie conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ».

29 novembre, résolution 677 : le Conseil condamne à l'unanimité les tentatives irakiennes de modifier la démographie du Koweït et confie à l'ONU la garde d'une copie du registre d'état civil de ce pays.

29 novembre, résolution 678 : le Conseil « exige que l'Irak se conforme pleinement à la résolution 660 (1990) et à toutes les résolutions pertinentes ultérieures et, sans revenir sur aucune de ses décisions, décide de lui accorder une période de grâce pour lui laisser une dernière chance de la faire ». Il « autorise les Etats membres qui coopèrent avec le gouvernement du Koweït, si au 15 janvier 1991 l'Irak n'a pas pleinement appliqué les résolutions sus-mentionnées (...), à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer la résolution 660 (1990) du Conseil de sécurité et toutes les résolutions pertinentes ultérieures, ainsi que pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région ».

هنا من الأصل

MAR

1520

LA GUERRE DU GOLFE

par l'Irak du plan de paix soviétique

Paris : « Le cessez-le-feu et le retrait ne peuvent intervenir que concomitamment »

déclare M. Roland Dumas

M. Roland Dumas a déclaré, vendredi 22 février, que l'Irak devait « lever les ambiguïtés » qui subsistent dans le plan soviétique pour « conduire à la paix » dans le Golfe.

« Nous admettons qu'on enregistre un progrès, mais des ambiguïtés demeurent. Il faut les lever », a dit le ministre, interrogé par Europe 1. « L'ultime effort doit être fait par l'Irak. Cet ultime sursaut qui peut conduire à la paix doit être entrepris dans les heures qui viennent », a-t-il ajouté. Il a précisé qu'il s'était entretenu à plusieurs reprises dans la nuit avec son homologue américain, M. James Baker, et qu'il entrerait dans les prochaines heures en contact avec les dirigeants soviétiques.

« Il faut, par l'intermédiaire de M. Gorbatchev, faire obtenir ce qui manque encore pour que cette avancée soit une avancée décisive », a-t-il expliqué. La France émet plusieurs réserves, notamment sur le calendrier prévu par l'Irak pour le

retrait. « On ne peut pas continuer à vivre dans l'équivoque. Le cessez-le-feu et le retrait ne peuvent intervenir que concomitamment. Or, les indications sur la durée du retrait nous laissent un peu dans le hasard », a souligné M. Dumas.

« On ne peut pas laisser plusieurs semaines » à Saddam Hussein, a poursuivi le ministre français avant d'ajouter : « Ce retrait nous amènerait à une date qui interdirait toute action ultérieure en cas de manquement à la parole ou à l'accord et qui rendrait les alliés impuissants (...) Ce serait lâcher la proie pour l'ombre. »

Roland Dumas s'est étonné de ce que le plan de Moscou ne fasse pas mention de la souveraineté du Koweït et s'est interrogé sur le sens de « la double articulation entre le discours très dur de Saddam Hussein jeudi après-midi et l'acceptation soudaine » du plan de paix soviétique. Il a ajouté qu'il se pose des questions sur le rôle actuel du président irakien.

Dans un communiqué publié vendredi matin, le Quai d'Orsay, rendant hommage aux efforts de M. Gorbatchev, a estimé que « plusieurs points déterminants demeurent imprécis » dans le plan soviétique. Voici ce texte :

« La France étudie les huit points du plan de paix soviétique. Le président de la République est en liaison constante avec les chefs d'Etat et de gouvernement directement concernés. »

« La France salue les efforts du président Gorbatchev. L'adhésion de l'Irak à ce plan constitue un pas dans la bonne direction et fait naître l'espoir d'une solution pacifique de la crise du Golfe. »

Mais la France estime que plusieurs points déterminants demeurent imprécis. Il en est ainsi notamment de l'évacuation du Koweït, qui ne saurait être reportée ; son début doit être immédiat et son achèvement à terme rapproché. La validité des résolutions des Nations unies ne peut être écartée que par le Conseil de sécurité lui-même, sans qu'il soit préjudice de ses décisions.

« La France considère que l'heure est décisive et que le chemin ouvert par le plan soviétique peut conduire à la solution pacifique qu'elle a toujours souhaitée. »

Bonn : « Un pas dans la bonne direction »

selon M. Hans-Dietrich Genscher

BONN

de notre correspondant

Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a estimé, vendredi 22 février, que l'acceptation du plan soviétique par l'Irak était « un pas dans la bonne direction ». Il a néanmoins ajouté que des points décisifs de ce plan demandaient à être précisés, en particulier celui des délais dans lesquels ce retrait de l'émirat doit s'effectuer.

M. Genscher a rendu un hommage parallèle à MM. Mikhaïl Gorbatchev et George Bush, créditant le premier « d'efforts intensifs et opiniâtres » pour parvenir à une solution susceptible d'éviter l'affrontement terrestre, et le second d'avoir agi avec « responsabilité » pour faire respecter le droit international. « Il ne doit pas y avoir de prime à l'agression », a également affirmé le chef de la diplomatie allemande, qui estime qu'en acceptant le plan soviétique, M. Saddam Hussein ne fait que « constater la situation sans issue dans laquelle il a placé son armée et son peuple ». En conclusion de sa brève intervention, M. Genscher a indiqué

que « la République fédérale fera tout ce qui est en son pouvoir pour que les chances de paix qui apparaissent aujourd'hui ne soient pas gâchées ».

Les événements de la nuit moscovite ont bouleversé l'ordre du jour du Bundestag, qui devait discuter vendredi matin d'une déclaration gouvernementale sur la politique étrangère. Celle-ci avait été octroyée simultanément par l'opposition social-démocrate, qui reprochait au ministre l'insuffisance de sa « politique du carnet de chèques », et par la CSU bavaroise indisciplinée par le « défaut de solidarité active avec les alliés » qui aurait caractérisé l'attitude de M. Genscher depuis le déclenchement de la crise.

Le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, apporte aujourd'hui son appui à l'attitude définie par M. Genscher, tout en lançant un appel pressant aux pays engagés sur le terrain à ne pas prendre de décision de lancer la bataille terrestre. « C'est à l'ONU de décider si une attaque terrestre doit être ou non déclenchée, et non à l'un ou l'autre des pays membres de la coalition », a-t-il affirmé.

L. R.

Les amabilités d'un ministre irakien

« Tu devrais être le dernier à parler d'une offensive terrestre ou autre, étant donné que tu es un vil dépendant des Américains. » « Tu n'as qu'à te taire, toi et tes semblables. » Ces propos peu diplomatiques s'adressent à M. Dumas. L'auteur est le ministre irakien de l'information, Latif Nassif Jassam qui, depuis le début de la crise du Golfe, s'est régulièrement distingué dans l'invective et l'insulte.

M. Dumas est encore qualifié de « minus » pour avoir évoqué le déclenchement d'un assaut terrestre. Son sort, finalement, sera le même que celui de tous les alliés, selon le ministre irakien : « si vous voulez tenter votre chance, vous serez battus vers les poubelles de l'histoire ». — (AFP)

De cette condition prouve d'autre part qu'elle n'a jamais constitué qu'un argument de propagande de la part d'un Saddam Hussein plus soucieux de conquérir une hégémonie régionale que de lutter pour que justice soit rendue aux Palestiniens. Nul doute que l'argument servira à la diplomatie française au Maghreb lorsque l'heure aura sonné de réparer outre-Méditerranée ce qui devra bien l'être.

Alors que les armes vont continuer, au moins les prochains jours, à parler, diplomates et chefs d'Etat vont beaucoup s'activer. Les dirigeants de la coalition, dont il serait vain de vouloir tenir la comptabilité des échanges téléphoniques tant ils sont nombreux, ne veulent laisser s'installer aucune divergence majeure entre eux. Il leur faut, encore et surtout, convaincre M. Gorbatchev de faire mieux. Et ce dernier devra faire la preuve, s'il veut réussir complètement le redressement en cours, que quand Saddam Hussein parle, c'est bien M. Tarek Aziz qu'il faut écouter. Une gageure qui n'est pas gagnée d'avance.

JACQUES AMALRIC

Le Monde EDITIONS

GOLFE

clefs pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

VENTE EN LIBRAIRIE

Londres : « Ce n'est pas encore suffisant »

LONDRES

de notre correspondant

M. John Major a déclaré, vendredi matin 22 février, que le plan de paix soviétique constituait « certainement un progrès » par rapport aux propositions précédentes, mais qu'il « n'était pas encore suffisant ». Le premier ministre, qui parlait sur le ponton du 10 Downing Street, a indiqué que le cabinet allait se réunir pour étudier en détail le texte soviétique. M. Major estime que ce plan est encore très loin de ce qu'exigent les diverses résolutions des Nations unies et qu'il contient « plusieurs très graves défauts ». Il n'est d'ailleurs « pas du tout clair » qu'il ait été accepté par les Irakiens.

Les Britanniques ne rejettent donc pas d'emblée la démarche soviétique, mais ils expriment de très fortes réserves à propos de celle-ci. L'entourage du premier ministre avait exprimé un scepticisme plus grand encore au cours de la nuit. Un proche de M. Major avait alors fait savoir qu'à première vue « cela ne changeait rien puisque l'Irak continuait à poser des conditions préalables à son retrait du Koweït ».

Le texte soviétique a le défaut, aux yeux des Britanniques, de mettre la charrue devant les bœufs. Il prévoit que le retrait commencerait le deuxième jour qui suivrait le cessez-le-feu, alors que Londres insiste pour que l'ordre soit inverse : d'abord le retrait d'une partie importante des forces irakiennes, et ensuite seulement un cessez-le-feu. Il manque d'autre part des éléments jugés essentiels par Londres tels que l'acceptation formelle, par les Irakiens, du retour au pouvoir de la famille régnante des Al Sabah et le paiement d'indemnités au Koweït pour les dommages subis.

Les Britanniques estiment inacceptable que le dirigeant irakien puisse se retirer du Koweït en négociant pas à pas sa marche arrière. Ils veulent un départ immédiat qui ressemble à une défaite et qui soit annoncé par le dirigeant irakien lui-même.

Des consultations ont eu lieu pendant toute la nuit de jeudi à ven-

dredi avec les Américains. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a ainsi été en contact avec son homologue américain, M. James Baker. Le conseiller diplomatique dont M. Major a hérité, sir Charles Powell, a eu également plusieurs conversations téléphoniques avec M. Brent Scowcroft, conseiller du président Bush pour les questions de sécurité nationale.

Tout paraissait beaucoup plus simple après le discours radiodiffusé du président Saddam Hussein, jeudi, dans lequel ce dernier appelait

à la poursuite de la « mère des batailles ». M. Major avait alors déclaré que ce texte « ne contenait pas une lueur d'espoir, pas une lueur de compromis ». « Une chance considérable a été perdue. Nous allons faire en sorte que le Koweït soit libéré et, à moins que Saddam Hussein n'applique intégralement les résolutions des Nations unies, il y aura une guerre au sol », avait ajouté le premier ministre.

DOMINIQUE DHOMBRES

Le Caire : prudence

LE CAIRE

de notre correspondant

Prudence et expectative caractérisent l'attitude égyptienne à l'égard de la déclaration de Moscou. Vendredi matin, la seule réaction d'un responsable égyptien était celle d'un diplomate aux Nations unies, qui a estimé que l'acceptation par l'Irak du principe d'un retrait inconditionnel du Koweït était un très important premier pas vers une solution du conflit.

Cette prudence égyptienne est due au fait que les propositions de Moscou laissent dans l'ombre plusieurs questions jugées indispensables par Le Caire. La première est « la restauration du gouvernement koweïtien légitime », qui n'est pas mentionnée dans les huit points du plan soviétique, et qui a toujours constitué dans les déclarations égyptiennes le corollaire du « retrait total et inconditionnel ».

Quelques heures avant l'arrivée de M. Tarek Aziz à Moscou, le ministre égyptien des affaires étrangères accueillait favorablement l'initiative soviétique « à condition qu'elle puisse convaincre l'Irak de respecter totalement les résolutions du Conseil de sécurité, dont la première est le retrait total

et inconditionnel, et le retour de la légitimité au Koweït ». Une autre question qui, pour Le Caire, reste dans l'ombre est celle de la responsabilité de l'Irak dans le conflit du Golfe.

Pour le chef de la diplomatie égyptienne il ne fait aucun doute que l'Irak est le responsable de cette guerre, une déclaration sous-entendant que Bagdad devra dédommager Le Caire. Des dédommagements déjà évoqués dans les résolutions de la conférence des ministres arabes des affaires étrangères, qui s'était tenue ici quelques jours après l'invasion du Koweït.

Reste le problème plus épineux de la survie du régime irakien, qui considère l'Egypte ainsi que l'Arabie saoudite, comme des ennemis jurés. Cette hostilité que le chef de l'Etat irakien n'a pas cachée dans son discours du 21 février préoccupe le président Mubarak. Dans un éditorial publié vendredi par le quotidien *Al-Ahram*, M. Ibrahim Nafae, qui est un proche du raïs, écrit : « Le maintien au pouvoir de Saddam Hussein après la guerre en fera un tigre blessé, qui donnera libre cours à sa rage contre son peuple et ses voisins, à plus ou moins long terme ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

(Publicité)

APPEL DE MÉDECINS DU MONDE

Médecins du monde, nous nous consacrons, chacun dans notre pays, à la lutte contre la douleur, la maladie et la mort.

Par temps de guerre, cette lutte est un devoir impérieux et universel.

Chacun d'entre nous se sent responsable de l'universalité du droit de tout individu à être secouru. Nous nous portons volontaires pour exercer ce devoir et ce droit d'assistance humanitaire médicale à tout être humain en danger.

Aujourd'hui, ce devoir nous appelle à intervenir auprès des populations réfugiées en Jordanie, en Iran, en Turquie, en Syrie, auprès des populations civiles menacées en Israël, dans les territoires occupés et au Liban.

Ce même devoir nous commande d'intervenir aussi auprès des victimes civiles des combats en Irak, au Koweït et en Arabie saoudite.

Nous demandons que toutes les frontières s'ouvrent à nos convois de soignants et de médicaments.

Nous demandons que les hôpitaux civils soient libres d'accès pour ceux qui n'ont d'autre souci que le geste médical qui porte secours.

Nous demandons que la sécurité de nos équipes soit garantie par les belligérants.

Médecins du monde, 67, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : (1) 43-57-70-70.

Une copie à revoir

Suite de la première page

Il n'en est pas question pour les puissances occidentales engagées dans le Golfe. Il y a quelques jours, le président Bush (soucieux de ne pas laisser à l'adversaire le temps de rapatrier tout son matériel militaire encore en état) ne voulait entendre parler que de quatre jours et M. Mitterrand était prêt à aller jusqu'à deux semaines. Ils seraient tombés d'accord, depuis, sur un délai d'une semaine, grand maximum. C'est, pour M. Roland Dumas qui faisait là allusion au butoir de la mi-mars et à l'arrivée des grosses chaleurs, le seul moyen d'éviter d'en arriver à « une date qui interdirait toute action ultérieure en cas de manquement à la parole ou à l'accord et qui rendrait les alliés impuissants ».

Autre problème soulevé par le plan soviétique : il ne prévoit le début du retrait irakien que vingt-quatre heures après le cessez-le-feu. Vu les antécédents de Saddam Hussein en la matière - il avait profité, en 1988, d'un cessez-le-feu conclu avec l'Iran pour mieux repartir à l'offensive - cette condition mise à un retrait théorique est jugée inacceptable par les dirigeants de la coalition. Pour eux, cessez-le-feu et début du retrait doivent être concomitants. Ils s'interrogent aussi sur la nature du cessez-le-feu : doit-il être total ? Ne faut-il pas se ménager la possibilité de réagir à d'éventuels abus ?

Autre « condition » particulièrement litigieuse : celle qui prévoit la levée du blocus de l'Irak lorsque Bagdad aura évacué deux tiers de ses forces stationnées au Koweït. Pas question, non plus, de l'avaliser. D'abord parce que seul le

Conseil de sécurité - et certainement pas l'Irak - peut définir ce qu'il a fait. Ensuite, parce que cette référence aux deux tiers résonne très désagréablement aux oreilles, lorsqu'on se souvient qu'avant d'envahir l'émirat, le 2 août dernier, Saddam Hussein revendiquait près d'un tiers de son territoire. Ne chercherait-il pas à conserver cette portion du Koweït, après s'être donné le temps de souffler, les moyens de s'approvisionner en armes et en munitions à l'étranger et surtout après avoir désorganisé, grâce au cessez-le-feu, la préparation de l'offensive terrestre de la coalition ?

Le « lien » abandonné

D'autres questions font aussi problème. C'est ainsi que, en voulant s'arroger le droit d'annuler à sa convenance les résolutions du Conseil de sécurité, Saddam Hussein cherche à échapper aux dommages de guerre qu'il doit au Koweït en vertu de la résolution 674 adoptée dès le 29 octobre dernier. Là encore, fait-on remarquer dans la coalition, seul le Conseil de sécurité est compétent pour se déjuger s'il le veut.

On se déclare satisfait, en revanche - et pour des raisons différentes à Washington et à Paris - de constater que Saddam Hussein a abandonné le lien qu'il établissait la semaine dernière encore entre l'évacuation du Koweït et la question palestinienne. D'abord parce qu'un tel maintien n'aurait fait qu'accroître l'envie israélienne de régler sous peu ses comptes avec l'Irak - et cette envie est jugée déjà de plus en plus intense. L'abandon

réactions après l'acceptation du dilemme de M. Bush

Les ultimes initiatives diplomatiques

Radio C. Télévision

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions après l'acceptation par l'Irak du plan de paix soviétique

Aux Nations unies, satisfaction et réserves

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

L'annonce de la réponse positive de l'Irak au plan de paix soviétique, jeudi soir 21 février, a suscité des réactions contrastées à l'ONU. Scepticisme prudent d'un côté, joie contenue de l'autre : telles étaient les premières réactions à l'ONU jeudi soir. « C'est le début d'une longue fin », résumait un diplomate occidental à l'annonce de la réponse irakienne au plan soviétique. En attendant la réunion du Conseil et le briefing soviétique prévus dans la journée de vendredi, les ambassadeurs, après de l'ONU, réunis pour la réception d'adieu de l'ambassadeur de Singapour, n'ont pas manqué de commenter la décision irakienne. Seul absent, les représentants de l'Union soviétique et de l'Irak, qui se trouvent actuellement à Moscou.

Ainsi l'ambassadeur d'Arabie saoudite, M. Samir Shihabi trouvait qu'il y avait « trop de conditions à ce retrait dit sans conditions... ». Pour l'ambassadeur d'Égypte, M. Amr Moussa, la réponse de Bagdad n'était qu'« une première étape positive », en attendant le retour du gouvernement légitime du Koweït et les réparations dues par l'Irak.

« Première bonne nouvelle depuis le 2 août »

Évoquant la quatrième point de la réponse irakienne demandant l'annulation de toutes les autres résolutions du Conseil, l'ambassadeur canadien M. Yves Fortier expliquait que chacune des douze résolutions du Conseil représente « une réaction à une action de l'Irak », et estimait qu'il n'était « pas normal » que Bagdad ait accepté seulement la première de ces résolutions.

En général très prudent, l'ambassadeur chinois, M. Li Daoyu, exprimait de « grands espoirs » pour la paix dans la région et le représentant permanent du Yémen célébrait la réponse irakienne comme « la nouvelle que le monde attend depuis huit mois, la première bonne nouvelle depuis le 2 août ». Même enthousiasme chez son collègue cubain, M. Alarcon, qui annonçait « la guerre est finie » et préconisait que tout le reste du problème devait être résolu « au Conseil de sécurité de l'ONU et non pas à Washington ». Quant à l'ambassadeur iranien M. Kamal Kharrazi, il affirmait : « Maintenant, il sera très difficile pour les Américains de rejeter la paix ».

Quelques minutes après l'annonce soviétique de la réponse irakienne, le représentant de l'O.L.P., M. Nasser Al-Kidwa s'adressait, jubillant presque, aux journalistes pour affirmer qu'il n'était « pas du tout déçu » de l'absence de liens entre la crise du Golfe et la question palestinienne dans la proposition irakienne. « C'est le début du respect international pour les décisions du Conseil. Notre tour viendra ». A la mission d'Israël en revanche, les diplomates se disaient « choqués » par le plan soviétique.

AFSANÉ BASSIR POUR

Les enrôlés et dépêches des envoyés spéciaux en Irak de toutes les grandes agences de presse internationales sont soumis à la censure préalable des autorités de Bagdad, qui « encadrent » les journalistes. D'autre part, les services de presse des armées alliées stationnées en Arabie saoudite contrôlent la plupart des reportages diffusés par les chaînes de télévision occidentales et exigent notamment que les lieux de tournage ne soient pas indiqués avec précision. La censure militaire préalable n'est pas appliquée en Égypte ni en Jordanie. En Israël, elle existe, mais les autorités n'exigent pas de voir les articles des journalistes avant leur transmission.

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Pour Jérusalem, le « scénario catastrophe »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les Israéliens n'ont jamais caché leur position : ils tiennent tout autant au départ de Saddam Hussein du pouvoir qu'à celui des troupes irakiennes du Koweït. Toute perspective de dénouement de la crise du Golfe qui laisserait en place le régime irakien suscite méfiance et nervosité à Jérusalem.

L'annonce de l'acceptation par l'Irak du plan soviétique a surpris les dirigeants israéliens en pleine nuit. La radio n'en donnait pas moins, vendredi matin 22 février, une première réaction officielle traduisant un embarras certain : tout cessez-le-feu qui ne serait pas le résultat d'une « défaite politique et militaire claire de l'Irak », disait-on de manière un peu équivoque, « provoquerait de très graves problèmes ». On assurait faire

confiance au président Bush pour prendre les bonnes décisions. L'armée a encore accru son état d'alerte pour le cas où un rejet américain du plan soviétique entraînerait l'Irak, « dans un geste désespéré », à utiliser ses armes chimiques contre Israël.

La position israélienne avait été maintes fois réitérée ces derniers jours. A deux reprises au moins, le premier ministre, M. Yitzhak Shamir, a dit qu'il n'envoierait pas de paix dans la région avec le maintien du président Saddam Hussein au pouvoir. Le scénario de retrait inconditionnel préparé par les Soviétiques et accepté par les Irakiens n'était pas encore connu qu'on le qualifiait déjà « de scénario catastrophe » à Jérusalem. Aux yeux des Israéliens, ce scénario cumule tous les inconvénients. Il assure la survie d'un des régimes les plus radicaux à Bagdad et le maintien au pouvoir d'un homme

qui n'a cessé de menacer Israël bien avant la crise du Golfe. Il peut permettre à Saddam Hussein « de transformer une défaite militaire en victoire politique » et de voir son prestige rehaussé dans le monde arabe et, notamment, auprès des Palestiniens.

« Des arrangements de sécurité »

Avec le plan soviétique, la machine de guerre irakienne échappe à la destruction totale. Les Israéliens estiment que plus de la moitié du potentiel non conventionnel — nucléaire, chimique et bactériologique — irakien a été détruit et quelque 40 % des forces conventionnelles. « Ce n'est pas assez », nous disait récemment un haut fonctionnaire. Craignant un revirement de la politique soviétique au Proche-Orient, les

Israéliens redoutent de voir l'URSS reconstruire l'arsenal militaire irakien : l'armée rouge entend préserver ses positions d'influence dans la région, les armements sont à peu près la seule chose que l'URSS peut exporter et l'Irak, producteur de pétrole, peut payer en devises fortes. On ne trouvait, cette semaine, que de rares voix dissidentes dans les milieux officiels pour faire entendre un son un peu différent. Ces minoritaires faisaient valoir que le bilan, même si la guerre devait s'arrêter à ce stade, restait largement positif pour Israël. Il n'est pas sûr que Saddam Hussein ressorte politiquement renforcé de l'affaire et il est acquis, en revanche, qu'un des appareils militaires les plus menaçants de la région a été largement entamé.

En tout état de cause, faisaient valoir les milieux officiels, tout projet de règlement négocié de la crise

du Golfe devra comprendre « des arrangements de sécurité » pour Israël, qui n'a cessé d'être la cible des missiles irakiens, alors même qu'il était étranger à ce conflit. L'affaire sera sûrement au centre de consultations entre l'Etat hébreu et les Etats-Unis. A s'en tenir à la version du plan soviétique donné par les médias, il n'est pas fait mention d'une assurance formelle que les attaques de missiles contre l'Etat hébreu devront immédiatement cesser.

Certains commentateurs expliquent que la perspective d'un règlement négocié fait encore peser une contrainte particulière sur les dirigeants israéliens. S'ils veulent mener une opération de représailles après les attaques dont Israël a été victime et éliminer le danger des missiles irakiens, alors le temps leur est peut-être compté...

ALAIN FRACHON



KATZRIN

de notre envoyé spécial

Ici, on n'y croit pas beaucoup — ou du moins affecte-t-on de ne pas y croire — mais on ne commence pas moins à en discuter sérieusement. Avec, à l'esprit, « le cas de Yamit », cette implantation israélienne bâtie dans le Sinaï et dont l'évacuation, lors de la restitution en 1982 du territoire égyptien conquis en 1967, a provoqué un véritable drame.

M. Meir Monitz brandit une lettre du cabinet du premier ministre Itzhak Shamir, à l'appui du scepticisme qu'il affiche vis-à-vis des informations faisant état d'une possible restitution à la Syrie du plateau du Golan (occupé depuis 1967 et « annexé » en 1981) dans le cadre d'un règlement de paix négocié avec Damas sous la houlette des Etats-Unis.

Datée du 11 février, la missive promet que « la loi israélienne restera en vigueur sur le Golan pour l'éternité ». Donc, le maire adjoint de Katzrin, localité israélienne de 3 600 habitants plantée en 1977 au beau milieu du plateau, ne veut pas croire qu'il pourrait un jour prochain évacuer sa ville, que le gouvernement pourrait accepter de rendre le Golan. Mais il n'est finalement pas si sûr d'être à l'abri de toute mauvaise surprise. Et cet ancien militaire de carrière de quarante-deux ans avoue être quelque peu inquiet depuis qu'il a vu à l'encre la machine de guerre américaine lancée contre l'Irak. Elle préfigure, craint-il, « plus que tout », la détermination avec laquelle Washington fera pression sur l'Etat hébreu pour régler le conflit israélo-arabe.

Or, « une pression américaine peut nous faire craquer », dit-il et il s'agit dès maintenant « de convaincre les

Etats-Unis que le Golan est indispensable à Israël ». En tout cas, pour lui, « l'Irak ferait un erreur en mettant le Golan sur la table de négociation ». D'abord, explique Meir Monitz, « on ne donne pas sa maison », ensuite le plateau contrôle l'essentiel de l'eau du pays et, enfin, il est une indispensable « zone-tampon entre Israël et la Syrie ». « On ne doit donc pas parler du Golan » dans les négociations de paix, estime-t-il. Quant aux dix mille juifs israéliens habitant Katzrin et les trente-deux kibboutz ou moshav (villages communautaires) du Golan, ils feront « tout pour que le plateau ne fasse pas l'objet de négociations, mais ils le feront dans le cadre de la loi ». Un « Golan autonome et démocratique » ? Mais Meir Monitz trouve ce projet « irréaliste, avec une dictature en face (en Syrie) dont les idées sont proches de celles de Saddam Hussein ».

L'hypothèse de l'autonomie n'est, en revanche, pas loin de séduire ce vétérinaire de trente-neuf ans, habitant une localité proche de Katzrin, pour qui le plateau « doit à tout prix rester une zone-tampon » qu'il est hors de question de rendre à la Syrie : « Si, sous la pression des Etats-Unis, on n'a pas le choix, l'autonomie est un projet réaliste ». « On peut vivre avec les Druzes et des civils syriens », dit-il, dans ce cas, il resterait, ce « signer des pactes syriens » ne lui poserait « aucun problème ».

Résistance à une évacuation forcée

Une démolition du Golan aurait, en tout état de cause, un effet immédiat sur une localité comme Katzrin dont un tiers de la population est composé de soldats israéliens. Un autre tiers, selon Meir Monitz — arrivé, lui, en 1981, — occupe des emplois industriels dans l'une des usines de la ville (eau minérale, informatique, électromagnétique, optique, plastique...). Le troisième tiers de la population, dont la moyenne d'âge, dit le maire adjoint, se situe entre trente et quarante ans, a une activité agricole.

A en croire Meir Monitz, le Golan reste attirant, en dépit des incertitudes qui peuvent peser sur le sort du plateau une fois que les armes se seront tues dans le Golfe. « Il y a un an, assure-t-il, il y avait deux cents logements vides à Katzrin. Aujourd'hui il n'y en a plus un seul de libre, et nous avons un programme de construction de six cents nouveaux logements ». « Qualité de la vie, air pur, meilleures conditions de logement, emplois disponibles, prix bas », sont toujours, selon Meir Monitz, autant d'attraits dont bénéficie une ville remplie d'ambition, celle d'avoir « un jour » 25 000 habitants.

Cet optimisme, on le retrouve à Yonatan, l'un des moshav du plateau. Trente-cinq familles y vivent actuellement, et vingt-cinq maisons supplémentaires sont prévues. Pourtant, derrière l'assurance de Dany « certain que le gouvernement ne rendra pas le Golan » — parce la même crainte que celle de Meir Monitz : que les pressions américaines fassent « courber » les autorités israéliennes. « L'Etat est le vrai problème » dont parlent les habitants de Yonatan. Si ça devait arriver, assure Dany, les Israéliens du Golan seraient « plus

forts que les habitants de Yamit, et aucun d'entre eux n'accepterait les offres d'argent (pour compensation) du gouvernement ».

Quelle forme prendrait la « résistance » à une évacuation forcée ? Dany ne le sait pas exactement mais il est sûr qu'il y en aurait une : en tout cas, à Yonatan, dont les terres agricoles sont situées à six kilomètres à peine de la frontière syrienne. Une agriculture qui constitue toute l'activité du moshav, avec vignes, pommiers, avocats et un cheptel (850 bovins) qui lui permettent de ne connaître aucun problème financier. A cela s'ajoute le fait que à l'heure actuelle, « le Golan est l'un des endroits les plus sûrs d'Israël ». Dany, installé ici depuis quinze ans, sa femme et leurs trois enfants, se sentent « en sécurité ici, plus qu'on ne peut l'être aujourd'hui à Tel-Aviv », cible des missiles irakiens, malgré la proximité de la frontière syrienne.

Des Druzes toujours syriens

« Le Golan pour prix de la position adoptée par la Syrie dans la guerre du Golfe : ce ne serait pas cher payé », disent certains. A Majdel Shams, la plus importante des quatre localités druzes du plateau, on paraît apprécier avec une grande prudence l'éventualité d'une restitution du Golan après-guerre. Avec prudence et un certain dépit, à en croire l'un des huit mille habitants de cette ville (quinze mille Druzes vivent sur le Golan. Préférant garder l'anonymat, il affirme qu'une très large majorité de Druzes désavoue la politique du président Hafez El Assad qui a « déçu » en se rangeant dans le camp de la coalition anti-irakienne. Il dit aussi qu'une « restitution (du Golan), dans cette condition de transaction, serait humiliante ».

« Nous sommes syriens, nous sommes une partie de la Syrie et espérons revenir à ce pays, mais pas comme ça », déclare-t-il, en expliquant qu'après une dure campagne, en 1982, pour refuser la carte d'identité israélienne, les Druzes du Golan avaient finalement dû l'accepter. Visiblement très aisé, il étudie soigneusement toute question sur l'avenir économique d'un Golan rendu à la Syrie. Il affirme notamment « ne pas savoir » si ses conditions de vie seraient moins avantageuses que maintenant. « Je sais que le niveau de vie est plus bas en Syrie qu'en Israël » mais « de toute façon, on s'adapte ».

YVES HELLER

Cri d'alarme des organisations internationales humanitaires

Le couvre-feu a des conséquences dramatiques dans les territoires occupés

Plusieurs organisations internationales humanitaires travaillent dans les territoires occupés ont lancé, jeudi 21 février, un cri d'alarme : soumis à un couvre-feu quasi ininterrompu depuis plus d'un mois, les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza vivent dans une situation de plus en plus difficile.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Conscientes des critiques qui leur sont adressées à ce propos, les autorités militaires avaient annoncé à la mi-février — le 14, puis le 18 — qu'elles allaient progressivement lever le couvre-feu : en tout état de cause, disaient-elles, les Palestiniens disposent chaque jour de quelques heures pour s'approvisionner. En fait, la plupart des observateurs ont pu faire le même constat que celui établi par le collectif d'organisations qui s'est adressé jeudi à la presse : dans de très nombreuses localités et camps de réfugiés de Cisjordanie et dans l'ensemble de la bande de Gaza, le couvre-feu est toujours appliqué, consistant à domicile, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des dizaines de milliers de familles.

La décision dépend souvent d'un commandant de région. Les organisations humanitaires dénoncent une politique relevant de l'arbitraire le plus total et au caractère parfaitement imprévisible. Elle empêche les résidents des territoires de se rendre d'une ville à l'autre de peur d'être surpris par un couvre-feu qui les laisserait loin de chez eux plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Réplique des autorités militaires : le couvre-feu a empêché rassemblements, manifestations et affrontements avec l'armée, donc limité les victimes.

Quoi qu'il en soit, la politique des couvre-feux a dévasté l'économie des territoires, affirmant les

Palestiniens et les organisations non gouvernementales présentes en Cisjordanie et à Gaza. Toute activité industrielle a pratiquement cessé depuis plus d'un mois : cela représenterait une perte sèche de quatre à cinq millions de dollars par jour. Plus des trois quarts des Palestiniens qui travaillent en Israël n'ont plus le droit de s'y rendre : le manque à gagner, là encore, se chiffrent en millions de dollars.

Les services de santé ont été sérieusement affectés. Le couvre-feu a interrompu certains programmes sanitaires collectifs et traitements médicaux individuels. Dans un établissement palestinien comme celui de Makassed, à Jérusalem, une moitié du personnel serait bloquée en Cisjordanie du fait du couvre-feu et cet hôpital, un des plus importants pour les résidents des territoires, ne fonctionnerait plus qu'à 50 % de ses capacités.

La santé : un « privilège »

Les autorités répondent qu'elles distribuent des « passes » ou « permis de circuler » devant maintenir un minimum d'activités économiques, permettre aux médecins de circuler et aux malades d'aller se faire soigner. Les ONG disent que l'attribution de ces permis se fait souvent selon des critères qui n'ont rien à voir avec la santé ou les besoins économiques mais relèvent du contrôle politique de la population : pas de permis, par exemple, si l'on n'a pas acquitté tous ses impôts ou si l'on a des « suspects » recherchés dans la famille... « La santé, dans ces circonstances, n'est plus un droit, elle est devenue un privilège », ont affirmé les responsables des ONG.

Durant ce mois de couvre-feu où les protections juridiques sont réduites à peu de choses, quatre mille personnes ont été arrêtées dans les territoires, vingt-cinq maisons de « suspects » détruites ou

scellées, huit Palestiniens ont été tués par l'armée et un autre par un civil israélien. Huit bureaux de presse fermés (et vingt-huit journalistes arrêtés), ont indiqué les responsables des ONG.

Les violences inter-palestiniennes n'ont pas cessé non plus : enlèvements et assassinats — au moins huit — au nom de la « lutte contre les collaborateurs » se sont poursuivis.

La guerre du Golfe a accentué le climat de haine et de confrontation entre Israéliens et Palestiniens. Ces derniers affirment que le régime du couvre-feu est appliqué avec un esprit de « vengeance » par des soldats qui sont témoins des manifestations de joie des résidents des territoires lorsque le Scud de Saddam Hussein viennent atterrir sur les villes israéliennes. Les autorités civils insistent de plus en plus sur la nécessité de la Direction unifiée du soulèvement (l'O.L.P.). Ce document appelle les Palestiniens « à boycotter les consulats européens de Jérusalem, l'ambassade d'Égypte à Tel-Aviv et les médias sionistes ».

Parallèlement, plusieurs parlementaires de la gauche israélienne accusent le gouvernement de poursuivre un programme d'extension des colonies de peuplement dans les territoires : si on n'en crée pas de nouvelles, on développe celles qui existent déjà. Plus de deux mille logements seraient en cours de construction sur fonds publics. Le quotidien Haaretz dénonçait cette semaine « les dommages irréversibles que la poursuite de la politique de colonisation provoque dans les relations entre Israël et les Etats-Unis (...) les coups qui sont portés aux efforts pour tenter de créer un peu de compréhension entre Israéliens et Palestiniens, la haine qui est ainsi accumulée chez les Palestiniens parce que la colonisation menace leurs terres et leurs maisons ».

A. Fr.

هَذَا مِنْ أَصْلِهِ

الجمهورية العربية السورية

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions en France après le discours de M. Saddam Hussein...

soviétique catastrophe

le Golan?

La plupart des responsables politiques français qui se sont exprimés sans attendre le résultat de la visite de M. Tarek Aziz à Moscou ont été piégés par le discours de M. Saddam Hussein. Tous n'ont pas eu la brutalité de M. Jean-Michel Boucheron, président socialiste de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, qui, à la sortie de la réunion hebdomadaire des parlementaires à l'hôtel Matignon, avait déclaré : « Il est évident que Tarek Aziz ne va pas dire quelque chose de différent de ce qu'a dit Saddam Hussein. (...) On n'attend plus rien de la rencontre de Moscou. Au terme de la même rencontre, M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, avait affirmé : « Tout est prêt pour l'acte final. (...) M. Rocard nous a indiqué que l'offensive terrestre est imminente ».

M. Pierre Méhaignerie partageait cette analyse puisque, jeudi 21 février en fin d'après-midi, il a publié un communiqué assurant que « l'espoir d'un règlement pacifique dans le Golfe s'éteint ». M. Valéry Giscard d'Estaing était sur la même ligne puisqu'il a même moment il déclarait à Strasbourg,

dans les couloirs du Parlement européen : « Saddam Hussein a fait son choix. Nous devons maintenant confirmer le nôtre. Je souhaite qu'il soit clair et net : celui d'entreprendre l'action nécessaire qui permettra de libérer le territoire du Koweït ».

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni exceptionnellement jeudi en fin d'après-midi, affirmait : « Persistant dans son refus des résolutions des Nations unies, faisant silence sur les dernières propositions soviétiques, ignorant le dernier appel de la France, Saddam Hussein vient de confirmer que c'est bien une logique de guerre et de conquête qu'il poursuit depuis son invasion du Koweït ». Cette déclaration a été adoptée à l'unanimité, y compris par les représentants de Socialisme et République.

La prudence du PCF

Certains dirigeants avaient été plus prudents. Ainsi M. André Lajoinie, dans un entretien accordé à TF1, jeudi 19 heures, constatait : « Le discours de Saddam Hussein ne rejette pas explicitement le plan de paix soviétique. Nous attendons donc la réponse que doit apporter Tarek Aziz à Moscou. Je constate que le plan de paix soviétique a déjà été rejeté point par point par George Bush. Si l'Irak le rejette aussi, nous serions devant une double intransigence tout à fait condamnable ». M. Claude Estier, président du groupe socialiste au Sénat, à l'issue de la réunion de Matignon, jugeait lui aussi qu'« une incertitude demeure » en évoquant le message que devait transmettre M. Tarek Aziz à M. Gorbatchev : « On peut imaginer qu'il enverra la déclaration irakienne de considérations un peu différentes, et toute la question est de savoir si cette différence constitue encore une marge de discussion ».

Le bureau politique du Parti républicain s'étant réuni jeudi matin, l'analyse faite par ses membres ne pouvait tenir compte ni du discours du président irakien ni des négociations de Moscou. Son président, M. Gérard Longuet, s'était quand même inquiété de voir « réapparaître en force une diplomatie soviétique qui constitue

une menace dans la mesure où elle accorde un sauf-conduit au régime dictatorial de Bagdad ». M. François Léotard avait alors estimé qu'il n'y avait « pas d'alternative diplomatique » à la guerre car « il serait inconvenant qu'un délit international ne corresponde pas à une sanction internationale ». Il avait ajouté qu'il souhaitait qu'après la fin des hostilités, la France « rompe avec sa diplomatie d'aveuglement ».

M. Le Pen propose de donner le Koweït aux Palestiniens. Dans un entretien accordé à la publication d'extrême droite *National-Hebdo*, avant l'acceptation du plan de paix soviétique par l'Irak, M. Jean-Marie, notant que « la pomme de discorde, c'est le Koweït », demande : « Pourquoi ne pas déclarer tout simplement que ce territoire est confié à l'ONU ? ». On pourrait aussi envisager de faire du Koweït une terre d'accueil pour les Palestiniens désireux de s'y établir, sous une tutelle arabo-irakienne », indique M. Le Pen.

... et après la proposition de retrait

M. Gérard Fuchs, membre adjoint du secrétariat national du PS : « La détermination de la coalition internationale semble conduire l'Irak à accepter le principe d'une évacuation inconditionnelle du Koweït. (...) Encore faut-il que cette acceptation soit confirmée par les autorités irakiennes elles-mêmes, qu'un délai précis et assez court soit fixé pour l'évacuation, que les conditions du contrôle de cette dernière soient sérieuses ».

M. Denis Langlois, porte-parole de l'appel des 75 : « Voilà enfin une chance pour que cette guerre effroyable se termine. Il faut que le cessez-le-feu intervienne immédiatement et que s'ouvrent rapidement de véritables négociations. Le massacre du peuple irakien doit prendre fin et la raison l'emporter sur la folle meurtrière des vœux en guerre ».

M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères : « Qui faut-il croire, Saddam Hussein qui parle dans l'après-midi d'engager la guerre ou son ministre qui accepte le plan de paix soviétique dans la nuit ? M. François-Poncet remarque que les conditions du retrait ne sont pas précises et que « l'Irak n'a pas renoncé à ses revendications sur le Koweït ».

M. Bernard Stasi, vice-président du CDS : « Les Alliés ne peuvent pas prendre le risque de repousser la proposition de paix irakienne d'un revers de main. Il faut pour le moins s'en remettre au Conseil de sécurité de l'ONU ».

M. Valéry Giscard d'Estaing : « Il faut continuer les opérations militaires » en attendant une décision claire de l'Irak. L'ancien président de la République estime que le double langage de l'Irak est destiné à retarder le déclenchement de l'attaque terrestre et, pour M. Saddam Hussein, à garder le pouvoir et ses forces aussi intactes que possible ».

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale : « Je suis partisan de la fermeté de la coalition. En même temps, s'il existe une moindre chance que cela ne soit pas une manipulation, il faut la saisir. (...) On est obligé d'examiner de très près le plan de règlement soviétique, mais on ne peut en aucun cas avoir une attitude qui récompense l'agresseur ».

M. Max Gallo : « Si nous restons dans le cadre de la guerre du droit, nous sommes obligés de considérer que le plan soviétique donne presque entière satisfaction sur l'essentiel à toutes les résolutions des Nations unies ».

Entracte avec Alain Delon à l'Elysée

La star et le président

Les bras croisés sur son costume sombre à l'élégance sobre, le regard légèrement camouflé sous des lunettes teintées, le visage impénétrable, comme il sied à une star, Alain Delon attend le début du tournage. On l'a placé au milieu de la rangée des neuf acteurs qui se partagent la vedette, en ce jeudi soir 21 février, dans le décor naturel de la salle des fêtes du palais de l'Elysée.

Sur la gauche, les figurants sont en place, et on remarque parmi eux du beau linge. Le ministre de la culture, Jack Lang, s'est personnellement déplacé. Sur la droite, les caméras sont prêtes à tourner. On dirait la première scène d'un film sur les charmes surréels d'une république mondiale. Une scène très anachronique sur fond de lointaine guerre du Golfe.

Alain Delon échange à voix basse quelques mots avec l'un de ses partenaires, le professeur japonais Hiroshi Nakajima, aujourd'hui directeur général de l'Organisation mondiale de la santé. Tous deux partagent la tête d'affiche avec un avocat bourguignon, un architecte suisse, un pasteur protestant, un pianiste, un ancien sous-préfet, un maire nivernais et un gendarme. Le scénario officiel prévoit que sept d'entre eux - les premiers rôles - vont recevoir les insignes de chevalier de la Légion d'honneur, tandis que les deux autres auront droit à la médaille de l'ordre national du Mérite.

Il est 18 h 15. Un huissier annonce l'arrivée du président de la République. Instinctivement, tous ces récipiendaires se figent presque au garde-à-vous. Sauf lui, le héros, Alain Delon. Immobile, très concentré, il garde les bras croisés, sous les lambris dorés et les lustres de cristal, pendant que François Mitterrand s'avance lentement pour rendre l'hommage rituel de la République aux hommes méritants.

Hygiène mentale

Le chef de l'Etat aime ces cérémonies. Il les pratique comme un exercice d'hygiène mentale. Elles contribuent à maintenir sa mémoire en éveil. Il n'a pas droit à l'erreur lorsqu'il doit résumer en quelques mots, sans l'aide de notes, devant des portants illustres, la personnalité et le parcours de chacun de ses hôtes. En plus, ce soir, plus que jamais, cette remise de décorations s'apparente à un dérivatif bienvenu dans les circonstances présentes.

François Mitterrand donne en effet l'impression d'être soudain sorti du temps. Il ne pense plus au président du Sénat, qu'il vient de recevoir pour lui confirmer l'importance de la bataille terrestre, sauf revêtement spectaculaire de Saddam Hussein. Enigmatique, Alain Poirer a lancé aux journalistes une phrase cryptée en sortant de l'Elysée : « Sans doute, par la suite, vous entendrez parler de ce qui s'est passé aujourd'hui et demain... ».

François Mitterrand se souvient-il même de son entretien avec Laurent Fabius ? Le président de l'Assemblée nationale a pourtant été plus clair que celui du Sénat : il a parlé de « discours suicidaire » à propos de la dernière déclaration du dictateur irakien. Et Raymond Barre, avec lequel il s'entretenait il y a à peine vingt minutes, s'est montré très solidaire : « Je soutiens l'action du président et du gouvernement », a dit l'ancien premier ministre. Je souhaite que le pays tout entier se rassemble derrière les forces qui sont engagées ».

Le président de la République s'avance vers Alain Delon. Il ne doute pas que les autres chefs de l'opposition, attendus vendredi à l'Elysée, Jacques Chirac, Gérard Longuet, Pierre Méhaignerie, se montreront, dans l'épreuve, aussi solidaires que Raymond Barre. Il n'y aura que les communistes, l'extrême

droite et les Verts, aujourd'hui comme hier, pour faire bande à part. François Mitterrand n'en a cure. Son choix est fait depuis longtemps.

Une seule chose l'embarrasse peut-être un peu : le plan de paix soviétique. Les propositions de Mikhail Gorbatchev, dont il a informé Michel Rocard, rejoignent en partie celles qu'il avait présentées lui-même devant l'ONU au début de la crise. Si les irakiens acceptent finalement de se retirer inconditionnellement du Koweït, on lui fera observer que la France doit cesser de faire la guerre puisque son objectif - la libération du Koweït - est atteint. A tout cela, François Mitterrand est prêt, et il l'a déjà fait comprendre, la veille, devant le conseil des ministres. Quand Roland Dumas a souligné cette similitude entre le plan de Moscou et la position française, il a noté qu'on ne pouvait plus raisonner comme si rien ne s'était passé depuis un mois : « Entre nos propositions d'hier et le plan soviétique d'aujourd'hui, il y a une différence, parce qu'entre les deux il y a eu la guerre... ».

« Préserver la part de soi-même... »

« Vous êtes des nôtres, vous appartenez au paysage de la France », dit François Mitterrand en s'adressant à l'acteur. Il renvoie le contenu de la fiche qu'il a soigneusement lue, dans son bureau, avant la cérémonie, et la restitue sans la moindre difficulté. Il sait tout, ce soir, sur la carrière de cet homme qui le toise en le regardant droit dans les yeux. Il lui parle de son premier film, en 1957, « un film au nom significatif : Quand la femme s'en mêle... », d'Yves Allégret. L'assistance sourit. François Mitterrand évoque aussi Plain soleil, Rocco et ses frères, le Samourai (le président, très pointilleux, respecte scrupuleusement le tréma en prononçant séparément le « r »). Il remonte dans le passé de l'artiste, cite Edwige Fenech, Bernard Blier, Jean Servais, tous ces comédiens qui l'aidèrent naguère à monter sur les planches.

Alain Delon, en professionnel, apprécie la performance. Son visage se fait plus grave quand François Mitterrand, en quelques mots, carna sa personnalité, sa « surcharge de sensibilité », fibre et ombreuses. « Vous avez reçu des coups, je me demande parfois si vous n'aimiez pas ça... », lui dit le président en rappelant le « vacarme » provoqué par *Dancing machine*, son dernier film. Alain Delon, souriant sous les projecteurs, secoue la tête pour nier. On dirait deux vieux camarades. Presque Jean Gabin dominant la réplique à un jeuneot : « Vous avez traversé plusieurs générations d'acteurs et vous êtes toujours là... ».

Mais François Mitterrand ne parle-t-il pas aussi de lui-même quand il évoque ces hommes de talent « qui doivent démontrer à chaque génération que, si ils sont encore là, ils ont du mérite... » ? Quand il parle de ces hommes qui éprouvent parfois le besoin de « s'enfermer dans le silence », au faite de leur gloire, parce qu'il est « difficile de préserver la part de soi-même... » ?

Le président de la République « fait » la star chevalier de la Légion d'honneur. François Mitterrand donne l'accolade à Alain Delon. Raymond Barre, dont l'acteur était l'un des supporters pendant la dernière campagne présidentielle, est resté jusqu'au bout. Le premier ministre et le ministre de la défense ont déjà franchi le perron de l'Elysée, accompagnés des chefs d'état-major, pour participer à un conseil restreint. La guerre revient à la charge. Fin de l'entracte.

ALAIN ROLLAT

M. Mélenchon partisan d'un « transcourant anti-guerre » au PS. M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur socialiste de l'Essonne, a appelé, jeudi 21 février, à la création d'un « transcourant officiel anti-guerre au PS » afin que « se regroupent tous ceux qui respectent assez leur parti pour ne pas lui cacher leur point de vue ». L'animateur de la Nouvelle école socialiste

(NES) a annoncé que « des dizaines d'initiatives départementales sont en cours » et souligné qu'un « véritable transcourant anti-guerre existe au PS ». « Le moment est venu de revendiquer haut et fort sa légitimité. Je participerai à la réunion nationale du 9 mars des socialistes contre la guerre », a ajouté M. Mélenchon.

JOURNAL D'UN AMATEUR

A l'abri de la guerre, la France dort. Sans que l'on puisse encore savoir si la guerre la protège ou si elle est protégée de la guerre ; si elle joue à se faire protéger parce qu'elle sait, au fond, ne pas risquer grand-chose, ou bien si la guerre lui donne un surris de plus avant de devoir regarder en face cet Hexagone dont la guerre a accru le torpère. La guerre permet de ne plus penser à autre chose. La guerre diffuse les urgences. La guerre tient de l'absolue pour ceux qui n'aiment pas à s'interroger. Il se raconte que durant la deuxième guerre mondiale les Français étaient moins malades et que le suicide les frappait moins. La guerre comme divertissement au mal de vivre.

Que la France fasse la guerre sans être en guerre, selon la bien subtile distinction de M. Pierre Joxe, il ne se trouvera pas grand monde pour le nier. Jamais guerre, en effet, ne fut si peu subie. Elle est lointaine. Elle n'expose la vie que de professionnels. Elle n'est pas, budgétairement, intolérable.

Cette guerre que fait la France n'a, territorialement, rien à voir avec elle. Elle ne peut être ressentie comme française que par un effort (ou une concession) de la volonté. Elle est plus une guerre de l'Etat qu'une guerre de la Nation. Elle n'a rien à voir, dans sa nature, avec les (précédentes) guerres mondiales ; pas même avec les guerres coloniales où, pour de bonnes et de mauvaises raisons, des Français défendaient une terre qu'ils considéraient sincèrement comme la leur.

Si ce qu'indiquent les sondages est exact, les Français soutiennent donc largement une guerre qui ne les concerne pas mais dont assurément ils comprennent tout. Mieux vaut ne pas sonder les coeurs pour éviter de découvrir des motifs rien moins que nobles : atavique goût du sang, de la mort et de la destruction ; revanche sur des défaites plutôt récentes et infligées par des pays du tiers-monde, grâce à l'écroulement d'un autre de ces pays. A moins que le souvenir d'une erreur collective n'ait précipité l'opinion vers une autre et que l'engagement pour le Koweït ne soit destiné à gommer la faute de Munich.

CETTE guerre distante (littéraire qui n'est, cependant, pas suffisant pour juger de sa légitimité) n'est distante qu'apparement. Elle est aussi bien utile. Outre les gestaculations patronales pour recuser a priori toute idée de revendication, elle permet, en particulier, de faire passer des économies budgétaires (en cours mais aussi à venir) qui auraient été ordonnées de toutes les manières et dans lesquelles la guerre du Golfe ne pèse que très partiellement ; très en deçà de la moi-

tié, probablement, des douze (premiers) milliards que réclame l'Etat.

C'est pourquoi la suggestion d'un impôt Goffa, si elle était suivie, serait à peu près aussi honnête que le fut, après la canicule de 1976, l'impôt sécheresse de M. Raymond Barre. Le coupable, s'il en faut un, de ces restrictions, ce n'est pas le Golfe, c'est l'Europe et ce qu'exige sa construction monétaire. Que le franc dérape et c'est la participation de la France qui serait compromise. Mais la guerre évite d'avoir à trop l'avouer. Encore une question escamotée. La guerre est une grande camoufieuse qui ne maquille pas que ses matériels.

Camouflage

En fait de camouflage, il est à peine besoin de s'attarder sur cet avatar imprévu du consensus et de la cohabitation réunis, né de ce conflit. Les dirigeants de droite ont beau déclarer (et encore, pas trop fort) que leur consentement ne vaut que pour la guerre, celle-là est pain béni puisqu'elle leur donne une bonne occasion de se taire pour ne pas avoir à exhiber leurs dissensions.

Paradoxalement, au regard du fait majoritaire, c'est à gauche que l'on renâcle le plus ; et pas seulement du côté de ce pauvre Parti communiste. C'est de là, en effet, que peut partir ce réveil de la vie politique sans laquelle la vie démocratique ne saurait se maintenir.

La massive approbation parlementaire du début de l'année en est l'annonce à contrario, tant elle était faite de silences et de mauvais vouloirs. Trivialement soit dit, les langues finiront bien par se délier, et ce ne sera pas seulement pour parler de la guerre et de l'Orient voisin. Mais aussi de la France. Mais aussi des Etats-Unis qui ont de nouveau entrepris de donner une signification évidente au mot d'impérialisme. L'Europe politiquement disloquée à l'occasion de la guerre du Golfe en donne plus qu'un aperçu.

L'unité européenne est, de fait, une mauvaise plaisanterie, on n'ose dire un leurre, quand chacun joue son jeu indépendamment du projet commun lancé maintenant depuis trente-cinq ans. De cette dislocation, la Grande-Bretagne donne l'exemple, plus chuchillienne que jamais, montrant une fois de plus avec M. John Major la pérennité de ce que disait le « vieux lion » à Charles De Gaulle : « Entre le continent et le grand large, nous choisirons toujours le grand large », c'est-à-

dire les Etats-Unis et non pas l'Europe. Cela aussi est une donnée politique des débats de demain.

Bien malin, toutefois, qui pourrait dire ce que sera le dessin des forces politiques françaises au sortir de la guerre. Mais il est difficile de croire qu'il sera le même qu'avant son déclenchement et avant ce qui a précédé le déclenchement.

Avec, pourtant, un espoir : que cette répartition nouvelle soit le fruit d'une volonté venue des citoyens, qu'il existe une véritable expression populaire ; et non pas des constructions partisanes bâties de guingois comme il s'en voit à droite actuellement et comme on ne voudrait pas qu'il en existât à gauche.

La guerre, dans ce cas, et ce n'est pas une révélation, amènerait ceux qui le veulent bien à réfléchir, mais pas seulement sur la guerre. Car si une partie de l'opinion s'est, en un sens, réfugiée dans la guerre, histoire de ne pas penser à autre chose, une autre, qui s'appellerait naguère « l'Europe militante », est sortie de sa sieste qui était plus proche de la boudoir et de la lassitude que de la persée et du désintéret. Elle s'est retrouvée une cause dont la guerre n'est que l'apparence et le premier pas. Le reste suivra.

P. S. - Même durant de telles périodes, il n'est pas interdit de rire. C'est à quoi s'est essayé M. Serge Raynal, demeurant à Albi, qui, prenant au mot un « amateur » intitulé « Chevenement », a mis en vers la manière de Cornille la démission du ministre de la défense. En voici un extrait, l'auteur n'identifiant ses personnages que par des initiales.

F. M. (sec)
Donc, vous me remettez, de Mars, le porte-faïence ?
(le part)
Si j'étais assuré qu'Harlem Désir en veuille !
(haut)
Je fus père trop doux pour ce fils adoptif !
Vous me quittez, brutal ! (pathétique) Tu pars !

J. P. C.
Affirmatif !
(il sort.)
F. M.
Ce type est étonnant... Un vivant paradoxe.
(à J. L. B.) Chevenement s'en va. Appelez Pierre Joxe.

J. L. B.
Seigneur, dans l'antichambre, il est là, qui attend.
F. M.
En bien, en voilà un qui ne perd pas de temps !

Ce passage du *Lion de Belfort* rappellera de bons souvenirs à ceux qui se sont délectés des pastiches de Paul Reboux et de Charles Muller.

PHILIPPE BOUCHER

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

Un bilan des pertes

Sept soldats américains ont trouvé la mort jeudi 21 février, dans la soirée, dans un accident d'hélicoptère en Arabie saoudite, a annoncé un porte-parole du Pentagone. Il s'agit des plus lourdes pertes américaines non dues aux combats depuis le début de l'opération « Tempête du désert », le 17 janvier. D'autre part, le contingent saoudien a connu ses premières victimes à la suite d'un bombardement de missiles sol-sol irakiens. On a fait huit blessés, dont deux atteints grièvement.

Ces pertes s'ajoutent au bilan établi jeudi, à 21 heures GMT, d'après les informations alliées disponibles. Les chiffres fournis par les Irakiens sont beaucoup plus élevés :

● Morts au combat : 36 (18 Américains et 18 Saoudiens), auxquels s'ajoutent 30 Américains morts hors combat depuis le début de la guerre et 105 morts au cours de l'opération « Bouclier du désert ».

● Disparus : 52 (32 Américains, 10 Saoudiens, 8 Britanniques, un Italien et un Koweïtien).

● Prisonniers : 13 (9 Américains, 2 Britanniques, un Italien et un Koweïtien).

● Avions : 42 détruits (dont 32 perdus au combat). 31 Américains, 7 Britanniques, 2 Saoudiens, un Italien et un Koweïtien, plus 8 hélicoptères américains.

● En outre, les bombardements de Scud irakiens ont fait 2 morts et 76 blessés en Arabie saoudite et 2 morts et 304 blessés en Israël. A Amman, on indique que les bombardements de camions jordaniens sur la route de Bagdad ont tué 14 Jordaniens et en ont blessé 26.

Toujours selon les alliés, les pertes militaires irakiennes seraient les suivantes : 135 avions, 73 unités navales, 1 400 chars (sur environ 4 200), plus de 1 200 pièces d'artillerie (sur plus de 3 000), et plus de 800 blindés détruits. Les alliés se refusent à fournir un chiffre de pertes militaires irakiennes. Mais ils donnent le nombre de prisonniers et de transfuges (près de 1 900), auxquels s'ajoutent 418 soldats ayant fait défection avant le début des combats et 930 réfugiés en Turquie.

Bagdad, pour sa part, affirme avoir détruit 390 appareils et missiles alliés et fait plus de vingt prisonniers.

Aucun bilan global des pertes civiles irakiennes et koweïtiennes n'est disponible. La presse irakienne a toutefois cité des chiffres fournis par des responsables irakiens et qui se monteraient à 20 000 morts et à 60 000 blessés au cours des vingt-six premiers jours de la guerre.

Importants tirs d'artillerie

Sur le terrain, nous câble notre correspondant à Londres, les forces britanniques se sont livrées jeudi à des tirs d'artillerie sur les positions irakiennes. Ces tirs sont présentés comme les plus importants depuis la guerre de Corée. Ce bombardement a duré deux heures et était coordonné avec celui des autres pays de la coalition tout au long de la frontière de l'Irak et du Koweït. 1 300 obus et 144 roquettes ont été

tirés ; chaque roquette contient 644 grenades.

Les chefs militaires irakiens ont transporté vers l'avant des armes chimiques qui peuvent être placées dans des roquettes et des obus et tout indique qu'ils sont prêts à les utiliser, a-t-on appris de source militaire britannique. Mais cette décision, attendue depuis longtemps et qui inquiète les alliés, peut aussi être interprétée comme la preuve que le commandement central irakien n'est plus opérationnel. Les commandants locaux isolés devraient prendre eux-mêmes la décision d'utiliser ces armes.

Les militaires s'emploient ici à faire savoir que, de leur point de vue, la guerre continue sans répit. Telle est l'impression recueillie par M. Gérard Renon, secrétaire d'Etat français à la défense, en visite jeudi à Londres. Pour les Britanniques, en réalité, l'offensive terrestre a déjà commencé avec les tirs massifs d'artillerie. Les opérations se poursuivent donc quel que soient les péripéties de l'activité diplomatique.

Le sort des musées et des sites archéologiques au Koweït

A la suite de notre article « Chefs d'œuvre en péril » (le Monde du 13 février), qui faisait état des inquiétudes de la communauté scientifique quant au sort des musées et des sites historiques de la région du Golfe, nous avons reçu d'Yves Calvet et de Jean-François Salles, responsables de la mission archéologique française au Koweït, les précisions suivantes : « D'après les informations que nous avons pu obtenir de la part des collègues koweïtiens du Musée national et d'un collègue britannique qui travaillait à la conservation de la collection islamique d'Al Sabay au moment de l'invasion du 2 août et qui n'a pu rentrer que beaucoup plus tard (...), la collection de Cheikh Nasser Al Sabah exposée au Musée national du Koweït a été pillée et volée après l'invasion - sans, bien entendu, les pièces qui étaient alors en exposition à Leningrad ; selon certaines autres informations récentes, une partie des pièces de la collection auraient été présentées récemment chez Christie's, à Londres. La directrice de la collection, Cheikha Hana Al Sabah, en Europe au moment de l'invasion, n'a pu s'opposer à ce pillage.

« Des sites archéologiques importants existent également au Koweït. A la suite des fouilles qu'une équipe danoise avait menées dans l'île de Faylaka, au large de Koweït-Ville, en 1958-1963, une mission archéologique française a repris des recherches sur ce site en 1983, programme qui se poursuivait à la date du 2 août et qui devait se conclure par une nouvelle campagne de fouilles sur l'île en novembre-décembre 1990, annulée bien sûr.

« Etape importante de la navigation dans le golfe antique (...), l'île de Faylaka abritait, dans sa partie sud-est, les vestiges d'importantes bâtisses du début du deuxième millénaire avant J.-C. (village, bâtiment

public ou palais, terrasse sacrée, temple-tour en cours de fouilles), au moment où les habitants de Dilmun (Koweït, Bahreïn, Arabie orientale) servaient d'intermédiaires entre les grandes civilisations suméro-babyloniennes de l'Irak et la brillante civilisation de l'Indus. Plus tard, après la conquête d'Alexandre en Inde, les souverains grecs séleucides qui régnaient sur la Proche-Orient ont installé une garnison à Faylaka : une forteresse grecque abritait plusieurs sanctuaires et un habitat dense, daté des quatrième-deuxième siècles avant J.-C. étaient en cours d'exploration. Plus tard encore, une communauté chrétienne s'est installée sur l'île et la fouille de 1989 avait commencé de mettre au jour les ruines d'une vaste église de type syriaque orientale, peut-être construite vers le cinquième-sixième siècle de notre ère. Enfin, des vestiges importants d'époque islamique sont visibles en plusieurs autres sites de l'île.

« Une information parue dans la presse française en novembre dernier faisait état d'une décision irakienne de voler l'île de ses habitants (environ trois mille) ; nous connaissons bien, d'expérience, la présence d'une importante station de radar à 1 kilomètre de l'île, ce qui nous fouillait (...). Il faut rappeler que l'île est longue d'environ 8 kilomètres de large et large de 2 kilomètres seulement ; seule sa partie orientale est habitée. (...) Il est à craindre que le véritable patrimoine antique de Koweït ne disparaisse au cours de cette guerre.

« La crainte de voir disparaître une bonne partie du patrimoine antique du Koweït est d'autant plus justifiée que des bombes de 7 000 kilos ont été larguées, le 20 février, sur l'île de Faylaka (le Monde du 22 février). Le bombardement a été si intense que l'île a été rasée. « Il ne reste plus grand-chose à l'île », a précisé un capitaine de l'aviation américaine.

Le Sénat américain repousse la loi sur les « orphelins du Golfe »

WASHINGTON

Le Sénat a rejeté, mercredi 20 février, un projet de résolution qui invitait le Pentagone à dispenser les militaires ayant des enfants de servir, dans la zone des combats de la guerre du Golfe. L'exemption recommandée concernait les 2 200 couples mais aussi les 13 600 hommes et femmes, parents uniques, assumant seuls la garde de leurs enfants. La résolution des « orphelins du Golfe » comme on l'a rapidement qualifiée, avait été présentée par le sénateur républicain de Pennsylvanie, M. John Heinz, qui demandait au président « de se montrer aussi préoccupé des enfants américains que des enfants irakiens ».

Selon les chefs militaires et le créateur de la loi, M. Dick Cheney, il était inconcevable, à la veille d'une opération d'envergure, de prévoir des exemptions ou même simplement des transferts vers les unités non combattantes. Au demeurant, les femmes soldats

bénéficient de congés avant et après la maternité d'une durée variant entre six semaines et quatre mois. Un certain nombre de femmes réservistes ont cependant été appelées dans le Golfe, quelques semaines après leur accouchement.

Selon M. Schroeder, député de Californie, « il y a eu des cas où des bébés de deux semaines ont été séparés de leur mère et de leur père... ». « Nous avons certes une armée de volontaires mais pas d'enfants volontaires », a dit M. Boxer, également représentant de Californie. A en juger par un sondage de l'Associated Press, 65 % des Américains estiment que les mères ne devraient pas être envoyées dans la zone des combats.

L'affaire provoque des remous dans la communauté féminine. M. Smeal, leader d'une grande organisation féministe, craint que les mères ne développent un complexe de culpabilité. Après tout, dit-elle, ces jeunes femmes se sont engagées pour des raisons économiques, la plupart du temps pour payer leurs études. « Au lieu de les féliciter pour leur bravoure, et leur courage, nous paraissions leur dire qu'elles ont pris une décision irréfutable et qu'elles sont prêtes à abandonner leurs enfants... ».

Le ministre de la défense, M. Cheney, retourne évidemment contre les féministes l'argument de l'égalité. Lui-même, cependant, obtint la dispense d'aller au Vietnam en faisant état d'une paternité prochaine...

HENRI PIERRE

Vingt-quatre heures au Quai d'Orsay comme si vous y étiez...

Dernière le langage policé des communiqués officiels, décourageant pour le profane à force d'être lisse, abstrait : les rendez-vous, les réunions, les consultations, les coups de téléphone, la presse, les secrétaires du ministre, la personnalité des ambassadeurs...

Dans sa prochaine émission, « 24 heures » (1) lève le voile sur une journée de diplomatie française, celle du mercredi 20 février, particulièrement chargée pour M. Roland Dumas puisque, en plus des rencontres avec le président de la République, il devait entre

autres ce jour-là recevoir son homologue iranien M. Velayati et s'entretenir avec la commission des affaires étrangères du Sénat.

Selon le principe de cette émission, des caméras indiscrètes ont suivi pendant une journée le ministre des affaires étrangères et ses collaborateurs au Quai d'Orsay et, simultanément, les ambassadeurs de France à Alger, à Riyad, à Téhéran et aux Nations unies à New-York.

(1) « 24 heures », sur Canal Plus, en décodé, samedi 23 février à midi.

Les artilleurs français sont « nickel »

FRONTIÈRE IRAKIENNE

de notre envoyé spécial

Comme dans tout le régiment, le Padre porte un casque camouflé et le masque à gaz à la ceinture. Sur son casque, il a inscrit au feutre : « Il n'y a pas de soldat qui s'embarrasse des affaires de la vie ». C'est une citation de Saint-Paul. « Chez moi, j'ai un mixeur pour faire la soupe, explique par exemple le Padre, ici dans le désert je me passe de mixeur ».

Alain Auceps, dit le Padre, dit aussi PTT (Pasteur tout terrain), cinquante-six ans, est l'un des deux aumôniers protestants de la division « Deguet », qui compte aussi cinq aumôniers catholiques. Depuis plus d'un mois, il prêche la parole de Dieu entre les dunes et tente d'imprimer les âmes, éprouvées par « un terrain un peu hostile », de quelques simples certitudes. Aumônier militaire depuis de longues années au 11^e RAMa (régiment d'artillerie de marine) en Bretagne, il ne doute à aucun moment de la justesse de sa mission : « Ma Bible à moi ne dit rien contre un conflit qui est juste. La guerre n'est ni sale, ni propre. Elle s'impose parfois. Nous avons en face de nous un homme animé d'un orgueil démesuré ».

Le Padre ne parle jamais de la mort ou le moins possible. « Je crois à la vie. C'est à cette lumière là que j'annonce le message de l'Evangile. Quand mes jeunes doutent, je leur dis : « Bien sûr, on va tous rentrer à la maison ». Mais si lui-même évite le sujet, il arrive que les « jeunes » lui en parlent : « Un jour, un jeune

m'a demandé ce que je dirais si quelqu'un me claquait entre les mains. Je n'en sais rien. Je crois que je serais simplement étonné d'un ami pour lui, pour qu'il puisse affronter l'éternité avec autre chose que le désespoir. » Le regard du Padre se perd sur les dunes et les sommets des tentes. « Et puis, je lui dirais que je l'aime et que Dieu l'aime. »

Le fait de se trouver en terre musulmane ne dérange nullement le Padre. « Nous n'avons pas à avoir honte de ce que nous sommes. Et puis bientôt, de toute façon, nous n'y serons plus. » Son équipement ? Le même que celui de Paul encore, dans une de ses épitres : « Le casque du salut, la ceinture de vérité, la cuirasse de justice, le bouclier de la foi, les chaussures que donne le zèle de l'Evangile et l'épée de l'esprit qui est la parole de Dieu. »

Une mission simple

Muni de cet arsenal, le Padre est investi d'une mission simple : « Ramener chez eux des jeunes qui soient restés nickel sans avoir voulu bouffer de l'Irakien à tout prix. Nous avons le devoir de les préparer à quelque chose où ils ne se compromettent pas. » Nickel, c'est-à-dire préservés de la haine. « Un jour, un jeune vient me voir : « Padre, je crois que j'ai la haine. » Eh bien, quand il est ressorti de ma guérite, il ne l'avait plus, la haine. »

Disséminé dans les sables, dans le matin presque friquet d'infimes pousses traîssent des pluies récentes - le 11^e RAMa

tout entier paraît presque aussi serein que le Padre. Rien n'indique qu'il se cache à la veille d'une échéance importante. Commandant le régiment, le colonel Jean Novack, qui a reçu, jeudi 21 février, le « pool » de presse, parle sans réserve de tout ce que l'on souhaite. Et de préférence, de son arsenal qui n'est pas précisément le même que celui du Padre.

La révolution des années 70

De ses obs d'abord : « L'arme de l'artillerie c'est l'obus. » De ses dix-huit canons et des dix-huit autres américains placés sous ses ordres. « Mes dix-huit canons en valent cinquante américains. » De la révolution dans l'artillerie, au cours des années 70, qui permet aujourd'hui un ajustement du tir entièrement électronique prenant en compte à la fois la localisation de la cible et tous les facteurs atmosphériques. « Le plus gênant pour nous, c'est le vent. » Ou encore du gilet pare-bullets que portent tous les hommes : « C'est vital, les jambes ne sont pas protégées. Mais un éclat dans la cuisse, c'est mortel, alors qu'un éclat dans le poitrine c'est gênant. »

De tout, donc, sauf du sujet du moment : les artilleurs français procèdent-ils, depuis quelques jours, en compagnie des Américains, à des tirs sur les lignes ennemies comme le rumeur en court à Ryad avec de plus en plus d'insistance ? Avec un large sourire, le colonel se refuse à toute confirmation. En tout cas, les Irakiens, eux, ne tirent pas. Mais le

colonel Novack n'en conclut rien. Une brève visite sur le site d'une des batteries du régiment donne l'impression d'un moral toujours équilibré. L'ordinaire s'est amélioré depuis les premiers temps.

Pour le reste, ni doute, ni impatience, ni nervosité particulière. Le soir venu, les hommes tentent de suivre les voyages de M. Tarek Aziz sur Radio-France internationale, mais la réception laisse à désirer. Ils ne se démolissent pas. « Tous les soirs, je les réunis pour leur rappeler qu'il ne faut pas baisser la garde, explique un lieutenant qui commande l'un des canons de la batterie. Si demain il y avait un cessez-le-feu, je leur dirais la même chose. »

Plus loin, le poste de secours de campagne est prêt à recevoir ses premiers blessés. Les cantines de matériel médical n'ont pas encore été descendues des camions, mais il n'y a rien à en conclure sur la date d'un éventuel déclenchement de l'offensive terrestre : « Tout peut être prêt en une demi-heure », assure le médecin.

Pour le reste, tout va bien. Le régiment dispose de trois véhicules blindés sanitaires « alors que normalement on ne devrait avoir que des camionnettes », se félicite le médecin-chef. « Mais l'autorité politique a donné la consigne d'avoir le moins de casse possible. Aussi, avec deux cents médecins sur le terrain, nos effectifs sont-ils presque doublés par rapport à la norme habituelle. » Des âmes aux bistouris, le 11^e RAMa est « nickel ». DANIEL SCHNEIDERMAN

A l'issue d'un voyage mouvementé en Israël

M. Ströbele, porte-parole des Verts allemands a présenté sa démission

BONN

de notre correspondant

La guerre du Golfe vient de faire une première victime politique en Allemagne : le porte-parole des Verts, l'avocat berlinois Hans Christian Ströbele. A la veille de son départ, lundi 18 février, à la tête d'une délégation des Verts en Israël, il avait déclaré au Jerusalem Post que les attaques de Scud irakiens contre l'Etat juif « étaient la conséquence logique, presque obligatoire, de la politique d'Israël envers les Palestiniens et les Etats arabes, y compris l'Irak ».

Cette prise de position a eu pour conséquence un boycottage total de la délégation. Le mouvement La Paix maintenant, ainsi que les partis de gauche Ratz et Mapam, partenaires habituels des Verts, ont annulé leurs rencontres avec la délégation, et plusieurs députés ont demandé qu'un interdicte à cette dernière l'accès de la Knesset. Le mouvement d'extrême droite Kach, membre de son côté délégué risquant des représailles physiques en restant sur le territoire israélien. L'ambassade d'Allemagne à Tel-Aviv a alors fait savoir qu'elle n'était pas en mesure de garantir la

sécurité de M. Ströbele et de ses amis. La délégation a donc pris rapidement le chemin du retour, et elle a pu se rendre compte, à l'arrivée, des dégâts provoqués dans le parti par les déclarations de son porte-parole.

Le chef de file de la tendance « réaliste », favorable à une coopération avec le SPD, M. Joschka Fischer, s'est mis en colère, traitant M. Ströbele de « nerve de Saddam Hussein ».

La fracture est actuellement très profonde, au sein des écolo-pacifistes allemands, entre ceux qui, comme les « réalistes » rassemblés derrière MM. Joschka Fischer et Dany Cohn-Bendit, font passer la solidarité avec Israël avant toute autre considération et l'aile « fondamentaliste », très pro-arabe, dont M. Ströbele, ancien avocat de la Fraction armée rouge, était jusqu'à la représentation à la direction du parti.

Cette dernière tendance, majoritaire dans les instances nationales, est contestée de plus en plus ouvertement par un nombre grandissant d'organisations régionales du parti, qui la rendent responsable de l'échec des Verts lors des élections législatives du 2 décembre 1990. La démission de M. Ströbele prive

Selon deux organisations humanitaires

Un journaliste saoudien est détenu depuis plus de trois mois à Ryad

L'association Reporters sans frontières et Amnesty International demandent la libération de Salih Al Azzaz, un journaliste saoudien arrêté à Ryad le 6 novembre 1990 après avoir pris des photos lors d'une manifestation de femmes saoudiennes.

Salih Al Azzaz, le rédacteur en chef du magazine de la Chambre de commerce et d'industrie d'Arabie saoudite, Tejarat al-Riyad, est, selon Amnesty International et l'association Reporters sans frontières, détenu depuis le 6 novembre 1990 sans inculpation ni procès.

Ce jour-là, Salih Al Azzaz, trente-deux ans, avait filmé une manifestation de quarante-sept femmes protestant, au volant de leurs voitures, contre la tradition saoudienne qui leur interdit de conduire (le Monde du 14 novembre). Sa femme, Fawzia Al Bakr, professeur au département de sociologie de l'université de Ryad, en faisait partie. Arrêtée elle aussi après la manifestation, elle a été libérée au bout de quelques heures.

La présence d'une caméra a-t-elle suffi à irriter les autorités saoudiennes ? Salih Al Azzaz était-il

soupçonné d'être l'un des « organisateurs » de cette manifestation bravant un interdit plus social que légal ? A-t-il eu le « tort » de prévenir certains journalistes occidentaux de la tenue de ce rassemblement ? Sa famille, qui a pu lui rendre visite à trois reprises depuis le 6 novembre, ignore encore aujourd'hui les motifs officiels de son arrestation. L'ambassade d'Arabie saoudite à Paris ne se montre guère plus précise sur son sort. Il n'est pas facile, y dit-on, de diffuser ce type d'information. « A l'heure actuelle, précise-t-on à l'ambassade, nous ne savons pas exactement ce qui s'est passé. »

Selon Amnesty International, qui demande la libération de « ce prisonnier d'opinion détenu uniquement pour le rôle qu'il aurait joué dans l'organisation d'une manifestation pacifique », Salih Al Azzaz serait actuellement détenu au Mabahiith-al-Amma, le quartier général du renseignement de Ryad. Maintenu au secret depuis son arrestation, le journaliste n'a été ni inculpé ni jugé. Aucune charge n'a encore été retenue contre lui, et Amnesty International craint « sérieusement » qu'il ait été torturé.

A. Co.

هنا من الأصل

EUROPE

ALBANIE

Tirana a connu une seconde journée de manifestations

Tirana a connu jeudi 21 février une seconde journée de manifestations contre le culte de l'ancien leader Enver Hoxha, mais de moindre ampleur que celles de la veille. La police anti-émeute a tiré quelques larmes en l'air pour disperser des manifestants. La situation, d'après des diplomates sur place, demeure tendue.

Selon l'envoyé spécial de Radio-Belgrade à Tirana, rapporte notre correspondant en Yougoslavie, Florence Hartmann, les manifestations se sont poursuivies sans incidents graves pendant la journée de jeudi 21 février.

Les manifestants ont envahi la place Skanderbeg et la promenade le long de laquelle se trouve le Musée Enver-Hoxha, en scandant « Liberté ! », « Démocratie ! », « A bas le pouvoir ! », ou encore « Enver Hoxha égale Hitler ». Le journaliste de la radio yougoslave a notamment relevé que les lettres de l'inscription « Gloire au parti du travail » (le PC albanais) qui se trouvaient sur la façade du

centre culturel et sportif de la capitale avaient été arrachées et jetées à terre, puis piétinées par les manifestants.

La télévision de Tirana, citée par l'agence de presse yougoslave Tanyug, a confirmé le reportage de Radio-Belgrade et ajouté que les manifestants ont incendié des portraits et des livres de Enver Hoxha. Malgré la présence d'un grand nombre de policiers, les manifestants ont réussi à rejoindre le Musée Enver-Hoxha et à y détruire l'inscription « Vive Enver Hoxha ». La foule, beaucoup moins importante que la veille, se serait dispersée au bout de deux heures.

Selon plusieurs sources, c'est la présence de chars de l'armée, déployés dans la ville pour garder certains lieux stratégiques, qui a fait éclater ces nouvelles manifestations jeudi. Les chars ont disparu dans la soirée des rues de Tirana, a indiqué l'AFP, mais des patrouilles militaires et policières continuaient de quadriller la ville. Le comité

central du Parti du travail s'est réuni jeudi après-midi et aurait annoncé la formation d'un nouveau gouvernement d'ici à deux ou trois jours, a indiqué pour sa part la télévision de Skopje (Macédoine). Le président Ramiz Alia avait annoncé, mercredi soir, qu'il prenait directement le contrôle du gouvernement et allait nommer un conseil présidentiel.

Selon la télévision macédonienne, le Parti républicain, l'un des trois partis d'opposition récemment légalisés en Albanie, aurait accepté de participer au nouveau gouvernement. Le principal mouvement d'opposition, le Parti démocratique, aurait également accepté mais en posant d'importantes conditions. Cependant, dans une interview à l'agence britannique Reuter, M. Gramoz Pashko, l'un des dirigeants du Parti démocratique, a démenti que le président Alia ait invité l'opposition à participer à la direction du pays. « Il n'y a pas eu de proposition, et s'il y en avait une, nous ne l'accepterions pas », a-t-il déclaré. Le numéro un albanais « a dit qu'il invitait d'autres partis à coopérer pour apaiser la situation, mais cela reste une idée tout à fait abstraite », a poursuivi M. Pashko. « Nous-mêmes avons lancé notre propre appel au calme ; notre parti ne voulait pas en diffuser un avec les communistes. (...) Notre conception de la société est radicalement différente de la leur ; nous avons besoin d'une autre Constitution ».

« La situation est calmée et va rester calme, parce que les gens ont eu ce qu'ils voulaient », a affirmé de son côté un journaliste de Radio-Tirana, Ilir Ikonomi. Mais, pour M. Gramoz Pashko, la situation politique reste très incertaine. « Chaque moment compte car maintenant, en ce qui concerne le gouvernement, tout est entre les mains d'une seule personne, Ramiz Alia, et c'est lui qui a à présent l'initiative ».

Le grand hiver de l'écrivain Ismail Kadaré

« C'était un des hivers les plus maussades qu'il ait connus l'Albanie. Partout on éprouvait angoisse, nervosité, exaspération. Cependant, on rapportait qu'à Skopje s'était déroulée une manifestation silencieuse. La foule avait tenté de renverser la statue de Staline. On disait que les gens étaient même parvenus à lui passer la corde au cou... La nuit, de nombreuses arrestations avaient eu lieu (...) On racontait encore beaucoup d'autres choses, mais on ne sut la vérité avec exactitude que deux ou trois jours plus tard. » C'était en décembre 1989... L'image de Ceausescu mort dans la neige demeurait dans toutes les têtes. En Albanie aussi.

Resté muet depuis l'annonce de sa demande d'asile à la France le 25 octobre dernier (lire *Le Monde* du 26 octobre 1990), Ismail Kadaré, le plus grand écrivain albanais, qui avait utilisé les vieilles ballades comme un antidote aux dogmes staliniens, publie *Printemps albanais*. Justement, le jour même où on abat sur la place

Skanderbeg de Tirana la statue d'Enver Hoxha et qu'on débaptise l'université... Un livre écrit à chaud en novembre-décembre (avec un passionnant ensemble de notes ajoutées en janvier), dans lequel il explique, clairement, sans se cacher derrière les métaphores, le lent mûrissement qui l'a conduit à cette décision.

Un livre en trois parties : *Chronique*, de décembre 1989 à son départ en septembre 1990, puisque « le petit printemps albanais, le plus timide de tous, avait pris fin » ; *Lettres*, son échange de lettres avec Ramiz Alia, le président qui a succédé à Enver Hoxha, qu'il connaît bien puisqu'il a dirigé pendant vingt-cinq ans le département de la propagande et de la culture du parti et qui, lors d'une rencontre, lui avait donné l'espoir d'un changement (« Tu as raison. En Albanie, on viole les droits de l'homme ») ; *Esprit*, ses réflexions et, notamment, l'espoir, plusieurs fois répété, que l'Albanie puisse faire sa rentrée dans l'Europe.

« Contrairement à ce que l'on pense souvent, les heures graves, celles au cours desquelles les dictatures enragent, conviennent à la littérature. La dictature et la littérature véritable ne peuvent cohabiter que d'une façon : en se dévorant nuit et jour l'une l'autre. L'écrivain est l'ennemi naturel de la dictature (...) La littérature et la dictature ne peuvent être figées que comme deux bêtes fauves qui se prennent en permanence à la gorge. (...) Les notes qui suivent sont donc d'un écrivain ».

« Manger de l'herbe... »

Un écrivain honoré, à peu près le seul Albanais qu'on ait connu à l'étranger. A la fois cautions de la respectabilité d'un régime et prisonnier d'un rôle dont il dit avoir voulu plusieurs fois se débarrasser. Ainsi, quand en 1962 il avait pensé quitter son pays, il s'étonne aujourd'hui d'avoir souhaité partir pour l'Union soviétique et non pour

l'Occident (« J'avais été tellement endoctriné, tellement abruti par l'opium »). Et pourtant, à cette époque où il rédigeait le *Crepuscule des dieux* de la steppe, il savait à quoi s'en tenir sur ce monde-là.

Il accumule les détails inédits sur le fonctionnement d'un régime totalitaire dans lequel « pour toute chose il faut exprimer sa reconnaissance au parti », dont il ne peut répéter les slogans (« Nous mangerons de l'herbe afin de mieux défendre le marxisme-léninisme ») et traite le bureau politique de « ramassis d'analphabètes, d'imbéciles et d'ostrogots ». Il dénonce la fabrication de « complots » comme celui, en 1973, d'un groupe fantôme qui aurait été dirigé par T. Lubjona, alors directeur de la radio-télévision, pseudo-conjuration dans le domaine de la culture qui inaugurerait une « vague de condamnation de 1973 à 1976. Il disqualifie la méfiance du système à l'égard de l'intelligence, de la part des cohortes de fonctionnaires qui dominent cet univers. Il connaît le

fonctionnement de la Sigurimi (la police secrète) et celui de la peur très particulière qui se présente « sous différents masques qui laissent simuler adoration, enthousiasme, joie, extase et plaisir masochiste, tantôt grimaces d'épouvante. Ceux qui arborent ces masques ignorent eux-mêmes ce qu'ils ont dans le fond de leur cœur ». Cependant, repoussant l'ombre menaçante pour lui d'un Václav Havel, il ne semble pas souhaiter avoir un autre pouvoir que littéraire et n'a d'ailleurs pas encore donné de réponse précise à la proposition d'être candidat aux élections du 31 mars prochain.

« J'ai décidé de quitter notre pays du jour où j'ai été convaincu que mes efforts d'intellectuel en vue de favoriser un adoucissement du régime, se révélaient vains. Dès lors, je ne pouvais plus continuer à participer à cette parodie de démocratie ni contribuer à perpétuer l'illusion », écrit-il à Ramiz Alia, comme s'il s'enfermait dans une prison intérieure.

« J'espère que vous finirez par entendre la voix de la raison et c'est animé par cet espoir que je vous ai dit que je voulais provisoirement l'Albanie. Si l'Albanie devient une démocratie authentique, je rentrerai aussitôt au pays. Je tiens à préciser ici que je rentrerai non pas après un renversement de régime, mais après qu'aura été entamé un véritable processus de démocratisation ».

Voilà un précieux document, même s'il vient tard. Etant donné l'immense popularité de Kadaré en Albanie, il aura certainement des conséquences sur l'avenir politique du « pays des aigles ».

NICOLE ZAND

► « Printemps albanais. Chronique, lettres, réflexions », d'Ismail Kadaré. Traduit de l'albanais par Michel Métais. Fayard, 320 p., 98 francs (le livre paraît simultanément en albanais chez le même éditeur).

TCHÉCOSLOVAQUIE : le débat sur la dénationalisation

Le Parlement opte pour de larges restitutions

Premier pays d'Europe de l'Est - hormis l'ex-RDA - à s'engager dans la restitution des biens nationalisés après l'arrivée au pouvoir des communistes, la Tchécoslovaquie a décidé d'indemniser en nature les anciens propriétaires d'usines, de commerces et d'immeubles confisqués après le « coup de Prague » du 25 février 1948.

PRAGUE

correspondance

A quatre jours de la date anniversaire de la « Victoire du peuple tchèque », l'Assemblée fédérale tchécoslovaque a adopté, jeudi 21 février, en deuxième lecture, après plusieurs mois de passes d'armes entre le gouvernement et les députés, une loi se proposant d'atténuer les conséquences des injustices perpétrées par le régime communiste envers les Tchécoslova-

ques. La valeur des biens que leurs anciens détenteurs, citoyens tchécoslovaques résidant dans le pays, pourront réclamer dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la loi, est estimée à près de 300 milliards de couronnes (59 milliards de francs), soit 6 % des propriétés de l'Etat, selon le ministre des finances, M. Václav Klaus.

130 milliards de couronnes (25 milliards de francs) représentant des entreprises moyennes seront restitués sous forme de coupons, dans le cadre de la loi sur la grande privatisation que les députés devaient adopter vendredi ; 40 milliards de couronnes (7,9 milliards de francs) représentant la valeur d'immeubles à rendre en nature et 110 milliards de couronnes (20 milliards de francs) correspondent à de petites usines. Une partie sera restituée en nature, une autre sous forme d'obligations et une vingtaine de milliards en liquidités ou en bons du Trésor, a

estimé M. Klaus. Jugée trop timorée par certains députés de droite qui ont réclamé d'étendre les indemnités aux entreprises nationalisées entre 1945 et 1948 et aux biens confisqués de quelque 580 000 Tchécoslovaques émigrés, la loi sur les restitutions a été également critiquée par les communistes et les nationalistes slovaques.

Le premier ministre de Slovaquie, M. Vladimír Mečiar, avait donné le ton, mardi, en condamnant cette « mauvaise loi qui coûtera cher aux contribuables ».

Cette convergence des extrêmes a néanmoins permis le rejet de la presque totalité des 97 amendements, élargissant ou restreignant le cadre de la loi, qui ont été déposés pendant les deux jours de débat. Ainsi, les personnes morales ne pourront réclamer leurs anciennes propriétés, en particulier les institutions religieuses dont le cas sera réglé par une loi spécifique.

MARTIN PLUCHTA

YOUgoslavie : après la Slovénie

La Croatie s'engage à son tour sur la voie de la « dissociation »

BELGRADE

de notre correspondant

Après la Slovénie, la République voisine de Croatie s'est engagée, jeudi 21 février, sur la voie de la « dissociation » de la fédération yougoslave (*Le Monde* du 22 février). Le Parlement de Croatie a adopté une loi constitutionnelle qui permet au gouvernement de Zagreb d'abroger la législation fédérale lorsqu'elle n'est pas en accord avec la Constitution de la République et lorsqu'elle va à l'encontre des intérêts et de la souveraineté de la Croatie. D'autre part, cette loi stipule que les organes fédéraux ne peuvent plus, sans le consentement des autorités croates, proclamer l'état d'urgence, prendre des mesures d'exception et ordonner l'utilisation des forces armées en temps de paix sur le ter-

ritoire de la Croatie. Les parlementaires croates ont également approuvé deux résolutions présentées par le président de leur République, M. Franjo Tuđman. La première, intitulée « Résolution sur la dissociation de la Yougoslavie », se fonde sur celle votée mercredi par le Parlement de Slovénie et propose la division de la Yougoslavie en plusieurs Etats souverains et autonomes.

La Croatie, qui conserve ses frontières actuelles, n'exclut pas une éventuelle union avec d'autres Républiques à condition qu'elles reconnaissent la souveraineté et l'intégrité territoriale de chacun des Etats. Elle se déclare également prête à s'unir avec d'autres Etats européens et précise que les Républiques yougoslaves devront se mettre d'accord avant le 30 juin 1991.

La deuxième résolution, concernant la « protection de l'ordre constitutionnel de la République de Croatie », demande à la présidence collégiale d'annuler sa décision du 9 janvier dernier selon laquelle toutes les formations paramilitaires illégales devaient être démantelées et désarmées. Aux termes de la résolution, le ministère fédéral de la défense et des forces armées yougoslaves, qui est à l'origine de cette mesure, a agi illégalement et anti-constitutionnellement car l'objectif était de renverser le pouvoir démocratiquement élu et l'ordre constitutionnel de la Croatie. Le Parlement croate a enfin déclaré qu'il était résolu à retirer tous ses représentants au niveau des organes fédéraux si la présidence ne revenait pas sur sa décision.

FLORENCE HARTMANN

A la veille de son suicide en 1948

Jan Masaryk écrivait à Staline...

Jan Masaryk, ministre tchécoslovaque des affaires étrangères après la seconde guerre mondiale, aurait annoncé son intention de se donner la mort dans une lettre adressée à Staline, le 9 mars 1948, la veille de son suicide, quelques jours après la prise de pouvoir par les communistes en Tchécoslovaquie.

La suppléance hebdomadaire du quotidien ex-communiste tchécoslovaque *Rude Pravo* a publié, mercredi 20 février, pour la première fois, cette lettre, dans une version dactylographiée en tchèque - la lettre originale était en français - provenant des archives personnelles de l'ancien dirigeant communiste Antonín Novotný (1957-1988).

Les conditions exactes de la mort du fils du président-fondateur de la Tchécoslovaquie, Thomas Garrigue Masaryk, n'ont jamais été éclaircies. Selon la thèse officielle communiste, il s'est donné la mort en se jetant par la fenêtre de son bureau. Mais son secrétaire avait déclaré qu'il avait trouvé le cadavre du bureau fermé, ce qui a suscité un soupçon de mort par défenestration.

Dans cette lettre, Jan Masaryk annonce sa « décision irrévocable » de se donner la mort. Il accuse Staline d'avoir « rompu ses promesses » et de « faire du PCT un instrument d'oppression mettant en place un Etat policier et autoritaire en Tchécoslovaquie ». - (AFP, AFP)

ROUMANIE

Fin de la grève des chemins de fer

La grève des chemins de fer qui paralysait le nord et l'ouest de la Roumanie depuis quatorze jours a pris fin, jeudi 21 février, après des pourparlers entre des représentants du gouvernement et les syndicats. Les grévistes demandaient notamment la mise en application de certaines lois sur le travail, le paiement par l'Etat de leurs uniformes et un salaire en devises chaque année.

D'autre part, M. Ion Aurel Stoica, ministre de la qualité de la vie et de la protection sociale, a présenté jeudi sa démission pour protester contre la poursuite des négociations avec les chemistes. M. Stoica a expliqué qu'il avait « été obligé de ne pas respecter une loi, ce qui [lui] a posé un problème de conscience ». Cette démission a été refusée par le premier ministre M. Petre Roman. - (AFP, UPI)

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Le général Aoun ne semble pas près de gagner la France

BEYROUTH

de notre correspondant

Lors de la visite à Paris du ministre libanais des affaires étrangères, M. Fares Boueiz, la semaine dernière, le rumeur de l'arrivée du général Michel Aoun en France s'était répandue comme une traînée de poudre à Beyrouth. Mais, depuis, il est apparu que le séjour forcé du général à l'ambassade de France dans la capitale libanaise n'est pas près de prendre fin.

Selon cette rumeur, Paris, avant de recevoir le chef de la diplomatie libanaise, aurait exigé que le gouvernement de Beyrouth laisse partir l'ancien homme fort du régime chrétien évincé le 13 octobre 1990, grâce à une opération de l'armée syrienne, et obligé de se réfugier à l'ambassade de

France. Mais, en fait, il semble que le dossier n'ait guère progressé, malgré la visite de M. Boueiz.

L'affaire implique trois parties - l'Etat libanais, la France et la Syrie - dont les positions officielles sont connues. Pour Beyrouth, le général doit, avant tout, être jugé pour rébellion et détournement de fonds. Pour Paris, il bénéficie de l'asile politique et doit pouvoir gagner le territoire français ; il y va de « l'honneur de la France ». Pour Damas, c'est une question à débattre entre l'Etat libanais et la France. En réalité, les Syriens partagent plutôt le point de vue des autorités libanaises.

A M. Boueiz, le gouvernement français a rappelé sa position mais, à Beyrouth, on n'a pas ressenti une insistance particulière et on n'a pas eu l'impression que Paris faisait du régle-

ment de cette affaire un préalable à toute discussion sur les relations bilatérales, par exemple sur l'aide de la France à la reconstruction du Liban. Aussi, dans les milieux gouvernementaux à Beyrouth, estime-t-on que la présence du général à l'ambassade de France ne fera pas problème, côté libanais, lors de la présentation des lettres de créance d'un nouvel ambassadeur, l'actuel, M. René Ala, devant prochainement quitter son poste. Pour les autorités libanaises, l'affaire Aoun « reste finalement « négociable » et les Syriens semblent accepter cette éventualité. Mais, en attendant, le général Aoun risque d'être encore pour un bon moment l'hôte de l'ambassade. On se demande d'ailleurs, à Beyrouth, si cela n'arrange pas tout le monde.

LUCIEN GEORGE

AFRIQUE

Somalie : Mogadiscio exsangue

Malgré l'arrivée d'une première aide alimentaire, trois semaines après le renversement du président Syaad Barré, la capitale dévastée est menacée par la famine et les épidémies

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Dans la capitale dévastée, les petits commerçants ont repris possession du pavé, bien décidés à effacer deux décennies de dictature et à tout reprendre à zéro. Devant sa boutique saccagée par les pillards, Mohamed Robel, épicière de son état, a installé sur un tréteau ce qu'il a pu récupérer de son stock de marchandises. « Les affaires reprennent petit à petit », dit-il avec un optimisme un peu forcé, approuvé par les éternelles vendeuses de thé, au carrefour voisin.

Un peu plus loin dans l'avenue, la poste centrale s'anime à nouveau. Tout en sachant qu'ils ne seront pas payés, les employés ont repris place derrière les comptoirs, obéissant aux consignes de leur directeur qui, tous les jours, va porter un sac de lettres dûment oblitérées jusqu'à l'aéroport et le dépose dans un avion en partance pour le Kenya.

Les ânes imperturbables

Vu de la Villa Somalia - l'ancienne résidence présidentielle, aujourd'hui désertée - le quartier de Wardigley, qui a servi de champ de tir aux blindés de l'ancien président Syaad Barré tout le mois de janvier, semble troué comme une passoire. Pas une maison n'a été épargnée. Dans les rues, la vie reprend ses droits, les enfants se balancent aux câbles électriques qui pendent jusqu'à terre, inutiles.

Devant l'hôtel Tawfik, devenu le quartier général des maquisards victorieux du Congrès de la Somalie unifiée (CSU), une foule hilare s'amuse des caricatures placardées sur un mur : on y voit l'ancien chef de l'Etat, une valise pleine de dol-

lars à la main, fuyant devant un rebelle, avec cette légende reprise sur tous les murs de la ville : « Victoire du CSU ! Le Goulu a décampé ! ».

Beaucoup s'inquiètent, pourtant. Les stocks de carburant s'épuisent et l'essence est déjà hors de prix. Mais cela fait l'affaire des propriétaires de voitures, qui offrent leurs services au tout-venant : à l'ancien réfugié, de retour à Mogadiscio avec sa famille et son mobilier, comme au boulanger, qui a réussi à se procurer quelques sacs de farine. Les ânes imperturbables tirent les charrettes, en évitant, ici et là, une carcasse de voiture ou un tank calciné - dont les gamins ont fait leurs nouveaux parcs de jeux.

Dans les avenues encore peu fréquentées, quelques minibus, rescapés des pillages, font le plein de passagers. Le trajet coûte pourtant trois fois plus cher qu'avant. Mais tous les prix n'ont pas subi cette inflation et l'économie parallèle, qui palie, depuis deux ans, la faillite du réseau bancaire, maintient une certaine activité en attendant la réorganisation des finances nationales.

Aujourd'hui, les gens pensent avant tout à manger : si les fruits ne manquent pas, les céréales deviennent de plus en plus difficiles à trouver - et puis « surtout les spaghettis » (conservés plat national depuis la colonisation italienne), précise le gérant d'un restaurant populaire du quartier Médina. « A cause de l'absence de commerce extérieur », ajoute un jeune commerçant, « le dollar a perdu 20 % de sa valeur. Mais les taux de change vont flamber dès l'arrivée des premières importations ».

Malgré les vols à main armée quotidiens et quelques altercations meurtrières (relativement peu nombreuses, compte tenu des milliers d'armes en circulation), l'insécurité diminue ces jours-ci, dans la capi-

tale. Est-ce dû aux mesures prises par les autorités intérimaires, qui ont mis en place des réseaux de miliciens volontaires, ou à un besoin général de paix - à laquelle tous aspirent après des semaines d'anarchie ? Sans doute un peu des deux. L'accalmie reste pourtant précaire et menacée. Une nouvelle vague de pénurie alimentaire pourrait faire rebasculer la capitale dans le chaos.

Rancœur à l'égard des Italiens

« Pourquoi l'aide internationale n'arrive-t-elle pas ? » : du ministre au simple badaud, en passant par le gardien de l'ambassade d'Italie (resté fidèle au poste), tout le pays se pose cette question.

Même si 42 tonnes de vivres et de médicaments, pour le compte du Fonds d'urgence de la Communauté économique européenne (CEE) et de la Belgique, ont pu enfin être livrées la semaine dernière. « La guerre du Golfe n'explique pas tout », assure M. Omar Artch Ghaleb, premier ministre du gouvernement provisoire. « L'étranger, on est mal informé sur la situation réelle en Somalie. Des négociations sont en cours entre les différentes forces politiques, afin de préparer la conférence de réconciliation nationale », plaide-t-il. « La réorganisation du pays est engagée et nous avons opté pour le libéralisme économique. Mais nous manquons de tout ! Syaad Barré a laissé un pays détruit, exsangue. Jamais, de toute son histoire, la Somalie n'a vécu une telle catastrophe ! », insiste-t-il.

La « déception » du premier ministre, à propos, notamment, des hésitations des Italiens, fait écho à celle de M. Mohamed Ibrahim Egal, ancien chef de gouverne-

ment, renversé par M. Syaad Barré en 1969 : « Si pour des raisons diplomatiques, l'Italie ne veut pas traiter avec le gouvernement actuel, rien ne doit l'empêcher de le reconnaître sous conditions ».

Dans la rue, les Somaliens laissent deviner leur profond ressentiment contre l'Italie, qui « a soutenu si longtemps la dictature de Syaad Barré ». En haut lieu, on préfère rejeter sur le précédent régime la responsabilité des détournements de fonds - alloués par l'étranger - et le président par intérim, M. Ali Mahdi Mohamed, n'hésite pas à affirmer que « les relations italo-somalienne seront désormais bien meilleures que par le passé ».

Toujours est-il qu'actuellement seules deux organisations humanitaires étrangères travaillent ici. L'équipe de Médecins sans frontières, arrivée en plein conflit, est aujourd'hui installée à Mogadiscio, dans un hôpital qu'elle tente de réhabiliter. A la demande des autorités, elle s'est aussi chargée de distribuer une donation des Emirats arabes unis et envisage de fournir de l'eau potable dans les quartiers déshérités. A l'autre bout de la ville, l'association SOS Villages, dont dépendent plusieurs orphelins de la région, a transformé sa maternité en un hôpital où, durant la bataille de Mogadiscio, les médecins somaliens opéraient sous les fusillades et les obus.

La Somalie, délaissée par les grandes organisations humanitaires, est, plus forte raison, par les entreprises privées. Seule ou presque, la société pétrolière Conoco-Somalia a osé revenir. Elle s'apprête à reprendre ses forages dans le nord, et son directeur, M. Raymond Marchand, avoue ne pas comprendre les hésitations des bailleurs de fonds.

Certains observateurs évoquent « l'erreur » des diplomates italiens, « incapables d'envisager le renverse-

ment du président Barré » et persuadés qu'une victoire militaire des rebelles du CSU ne pouvait que se solder par de nouveaux affrontements entre les différentes factions claniques. Aujourd'hui, le CSU (dominé par le clan Hawiye) émerge comme le plus puissant mouvement dans le sud du pays.

Tendances sécessionnistes

Après avoir repoussé les forces alliées à l'ancien président Barré jusqu'à la frontière éthiopienne, le CSU serait sur le point de prendre le port de Kisimayo, où se sont retranchés les derniers fidèles de l'ancien chef d'Etat. Que va faire le CSU de ces victoires militaires ? Dès la formation du gouvernement provisoire, il s'est prononcé pour la tenue d'une conférence de réconciliation nationale. Mais sa grande inquiétude, reconnaît-on en privé, est de savoir si le puissant clan nordiste des Issaks, majoritaire au sein du Mouvement national somalien (MNS), acceptera d'y participer.

Le MNS, qui vient de conquérir les dernières garnisons gouvernementales de son fief, doit aujourd'hui reconstruire la région, épuisée par près de dix ans de guerre. Il pourrait être tenté de faire cavalier seul ou, du moins, de vouloir résoudre ses propres problèmes avant de penser à l'unité nationale. Une tentation d'autant plus vive qu'existent, parmi les dirigeants du MNS, nouveaux maîtres de l'ex-Somaliland britannique, de fortes tendances sécessionnistes.

JEAN HÉLÈNE

A TRAVERS LE MONDE

MAROC

Le roi se prononce pour une amélioration du sort des détenus

Le roi Hassan II a approuvé l'ensemble des propositions que lui avait soumises, mercredi 20 février, le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH). A-t-on annoncé officiellement, jeudi, à Rabat.

Dans une lettre, adressée au président du CCDH, le souverain chérifien a salué la « pertinence » de ces propositions, qui visent à un meilleur respect des droits des détenus (visites régulières des familles, soins et alimentation convenables), et que le conseil souhaite voir appliquées à un « plus grand nombre de détenus ». Le conseil, créé en mai 1989 par le roi, avait dernièrement sollicité et obtenu une réduction importante des délais de garde à vue et de détention préventive.

« Les membres du Conseil [...] rencontreront constamment auprès de nous l'écho le plus favorable à toutes leurs propositions, au profit des droits de l'homme », a conclu le roi. - (AFP, AP.)

NICARAGUA

Bonn promet une aide de 95 millions de DM

Le gouvernement allemand a promis au Nicaragua une aide de 95 millions de DM (environ 300 millions de francs) afin de soutenir le programme de réformes économiques de ce pays, a indiqué jeudi 21 février à Bonn le ministre allemand de l'aide au développement, M. Carl-Dieter Spranger.

L'aide allemande est soumise à la condition que le Nicaragua poursuive sa politique de réformes engagée avec l'aide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, a précisé M. Spranger, à l'issue de la visite officielle de quatre jours de la présidente Violetta Chamorro.

Cette aide devrait permettre au gouvernement nicaraguayen de financer notamment des infrastructures de base comme la distribution d'eau et la formation professionnelle, a-t-il ajouté. L'Allemagne réunifiée a de plus repris à son compte les subventions accordées au Nicaragua par l'ex-RDA, notamment pour l'hôpital Carlos-Marx et un centre de formation professionnelle. - (AFP.)

JAPON

Une famille réclame des indemnités pour un décès « par excès de travail »

La famille d'un homme de trente-trois ans, décédé d'une hémorragie cérébrale après avoir fait des centaines d'heures supplémentaires au cours des mois précédant sa mort, a réclamé devant le tribunal de Tokyo 615 000 dollars de dédommagements à son employeur. La femme et les parents de Hideki Harada estiment que ce dernier est mort d'un « excès de travail » (karoshi).

M. Harada avait fait plus de 1 000 heures supplémentaires en 1989, en plus de ses 2 016 heures normales. Bien que souffrant d'une pression artérielle trop élevée, il avait continué à travailler treize heures par jour, effectuant trente et une heures supplémentaires la semaine précédant son décès.

Le « karoshi » ferait environ dix mille morts par an, dont seulement quelques dizaines ont été reconnues par les tribunaux, donnant lieu à des indemnités. Avec la crise actuelle de la main-d'œuvre, le problème ne devrait guère s'améliorer dans un proche avenir. Selon une enquête récente du ministère du travail, les vacances effectivement prises ont baissé de 10 % au cours des dernières années, passant de 61,3 % de l'ensemble des congés payés accordés en 1980 à 51,5 % l'an dernier. - (AFP.)

DIPLOMATIE

En raison des « tricheries » soviétiques

Les négociations de Vienne sur le désarmement sont en panne

VIENNE de notre correspondante

Coup de semence contre Moscou jeudi 21 février aux négociations sur le désarmement conventionnel à Vienne : les réunions plénières hebdomadaires des vingt-deux délégations de l'OTAN du pacte de Varsovie resteront suspendues jusqu'au 21 mars, même si des groupes de travail continuent de se réunir.

Les Etats-Unis avaient voulu carrément geler la négociation, en raison de ce qu'ils considéraient comme une « tricherie » des Soviétiques par rapport au premier traité de réduction des armes conventionnelles signé en novembre. L'URSS a en effet affecté trois divisions d'infanterie avec quelque 10 000 chars à ses forces navales, pour les faire échapper aux réductions prévues dans ce traité. Elle a d'autre part transféré des quantités importantes d'équipement militaire au-delà de l'Oural, dans une zone qui n'est pas non plus concernée par le traité.

La poursuite des discussions dans les groupes de travail est le résultat d'un compromis souhaité

par les Européens, notamment par l'Allemagne. En cas de besoin, on pourra revenir à tout moment sur la suspension et convoquer une séance plénière.

La position soviétique a été exposée par le général Bronislav Omeltchov, dans une interview publiée dans la revue militaire *Krasnaya Svesda* : face à la nette supériorité des forces navales des Etats-Unis et de l'OTAN, l'Union soviétique a renforcé la protection de ses régions côtières, avait déclaré le général en rejetant catégoriquement le reproche de vouloir contourner le traité de désarmement.

Le président George Bush aurait adressé un message à M. Mikhail Gorbatchev pour relancer la négociation, a-t-on appris dans les milieux diplomatiques à Vienne. Ces questions, qui préoccupent particulièrement les pays anciennement alliés de l'URSS, seront également au menu de la réunion du pacte de Varsovie le 25 février prochain à Budapest qui devra sonner le glas pour l'alliance militaire de l'Est.

WALTRAUD BARYLI

Nominations d'ambassadeurs

M. Gérard Errera a été nommé ambassadeur à la Conférence du désarmement des Nations unies. M. Gérard Errera a été nommé ambassadeur représentant de la France à la Conférence du désarmement des Nations unies à Genève, en remplacement de M. Pierre Morel, nommé conseiller diplomatique à la présidence de la République.

[Né en 1943, M. Gérard Errera est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA. Il a été en poste à Washington et au cabinet du ministre (1975-1977, 1980-1981). Deuxième conseiller à Madrid (1977-1980), consul général à San Francisco (1982-1983), il a ensuite été détaché au Commissariat général à l'énergie atomique ; à partir de 1983, il a été gouverneur pour la France auprès de

l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne.]

M. Bernard Miyet a été nommé ambassadeur représentant de la France auprès des Nations unies à Genève. M. Bernard Miyet a été nommé ambassadeur représentant de la France auprès de l'Office des Nations unies à Genève en remplacement de M. David Levitte.

[Né en 1946, M. Bernard Miyet est diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble et ancien élève de l'ENA. Il a été en poste à la mission permanente de la France auprès des Nations unies à Genève de 1979 à 1981, puis directeur du cabinet du ministre de la communication de 1981 à 1983, président-directeur général de la Sofrad de 1983 à 1985, et consul général à Los Angeles. Depuis 1989, il était directeur général adjoint des relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des affaires étrangères.]

EN BREF

AFGHANISTAN : une équipe du CICR calquée par des moudjahidines. - Une équipe de quatre représentants du Comité international de la Croix-Rouge de Genève est détenue depuis plus de cinq semaines dans la région de Kandahar par un commandant du Hezb-e-Islami, a-t-on appris jeudi 21 février à Peshawar. Ce mouvement de moudjahidines fondamentalistes musulmans, dirigé par M. Gulbuddin Hekmatyar, avait déjà été accusé par le passé d'avoir enlevé ou attaqué des organisations humanitaires occidentales travaillant en Afghanistan. - (AFP, Reuter.)

ALLEMAGNE : restrictions à l'immigration des juifs soviétiques à Berlin. - Les autorités berlinoises ont annoncé, jeudi 21 février, que l'immigration des juifs soviétiques à Berlin ne serait autorisée que dans les cas graves. Le ministre régional des affaires sociales, Mme Ingrid Stammer, a justifié cette décision par « le grand nombre de réfugiés, près de 3 000 juifs soviétiques, alors qu'ils sont installés à Berlin. Depuis le 15 février, les demandes de visas d'immigration des juifs soviétiques doivent être faites avant le départ d'URSS afin d'éviter les tentatives d'installation à Berlin avec un simple visa de tourisme. - (AFP.)

CAMEROUN : premier meeting autorisé de l'UPC. - L'Union des populations du Cameroun (UPC) s'est réunie publiquement pour la première fois depuis trente ans, a-t-on appris, jeudi 21 février, de source informée, à Yaoundé. Lors de ce rassemblement, organisé en début de semaine à Douala, les dirigeants de l'UPC ont réclamé une amnistie générale, « afin que tous les enfants de ce pays puissent s'asseoir dans la concorde et la fraternité » et qu'ils définissent ensemble « les contours de la nouvelle démocratie camerounaise ».

Créée en 1948, l'UPC, considérée comme prosoviétique, avait été interdite lors de l'indépendance, en 1960. Elle avait alors mené une guérilla sanglante, violemment réprimée par l'armée française. Plus de 3 000 personnes avaient été tuées. - (AFP.)

COLOMBIE : Le FBI annonce la capture de deux membres du cartel de Medellín. - Le FBI et le parquet américain ont annoncé, mercredi 20 février, l'arrestation en mer de deux membres colombiens du cartel de Medellín. Les deux hommes, Jorge Ignacio Restrepo

Lopez et Julio Robledo ont été arrêtés le 11 février après une enquête de deux ans, alors qu'ils naviguaient en pleine mer, au large du Venezuela, à bord d'un yacht privé. En les arrêtant dans les eaux internationales, le FBI a évité d'avoir à demander leur extradition à la Colombie. - (Reuter.)

Sept morts lors de la libération d'un otage. - Des unités spéciales de la police colombienne ont tué sept ravisseurs en libérant une femme d'affaires enlevée il y a une semaine à Medellín, a annoncé, jeudi 21 février, la police locale. Les ravisseurs originaux ont reçu 860 000 dollars pour la libération de M. Maria del Rio Vargas. Par ailleurs, la police a annoncé la découverte du corps de Conrado Prisco, un médecin dont les frères sont des tueurs reconnus agissant pour le compte du cartel des barons de la cocaïne. - (Reuter.)

ETHIOPIE : reprise des négociations avec les rebelles d'Erythrée. - Le gouvernement et les rebelles du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) ont entamé, jeudi 21 février, à Washington, des pourparlers destinés à préparer d'éventuelles négociations pour mettre fin à une guerre civile qui dure depuis plus de trente ans. Ces pourparlers, qui devaient s'achever vendredi soir, sont présidés par le secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires africaines, M. Herman Cohen. - (AFP, Reuter.)

INDE : Démission acceptée de cinq ministres. - Le président Ramaswamy Venkataraman a accepté la démission du ministre des affaires étrangères M. Vidya Charan Shukla et de quatre autres membres du cabinet de M. Chandrasekhar, tous exclus du Parlement pour avoir quitté leur groupe parlementaire. Selon un communiqué, publié jeudi 21 février, par le palais présidentiel, M. Venkataraman a accepté mercredi soir ces démissions sur recommandation du premier ministre. Outre le ministre des affaires étrangères, le ministre de la santé M. Shaktelur Rahman et trois ministres d'Etat, MM. Bhage Gobardhan, Sarwar Hussain et Basavraj Patwari, ont donné leur démission. - (AFP.)

ITALIE : libération d'un chef de Mafia. - La cour d'appel de Palerme s'est prononcée, jeudi 21 février, pour la mise en liberté de Michele Greco, considéré comme le chef de la Mafia des

années 80 et qui avait été condamné à la réclusion à perpétuité lors du premier « maxi-procès » de décembre 1987. Il fait partie des condamnés qui, n'ayant pas été « rejoints » un an après l'entrée en vigueur du nouveau code pénal italien, sont considérés en détention préventive et donc libérables. La Cour de cassation avait jugé, le 11 février, que quarante et un « patrons » de la Mafia sicilienne devaient être remis en liberté pour les mêmes raisons de procédure (le Monde du 14 février). - (AFP.)

NIGER : la mort d'un Français est confirmée. - Le ministre de l'intérieur a confirmé, jeudi 21 février, à Niamey, la mort de M. Pierre Blanchet, un logisticien français de 46 ans, tué lundi soir dans le nord du pays par un groupe de nomades armés (le Monde du 22 février). Selon les autorités nigériennes, il n'y aurait pas eu d'autre victime. - (AFP.)

SENEGAL : nouveaux incidents meurtriers en Casamance. - Deux personnes ont été tuées, vendredi 15 février, lors de l'attaque par un groupe armé du village de Sinbandi-Balante, à une cinquantaine de kilomètres de Ziguinchor, dans le sud du pays, a-t-on appris de bonne source à Dakar. Les assaillants ont pillé le village, avant d'en brûler une partie, a confirmé, jeudi, le gouverneur de la région. La Casamance est le théâtre de violences, qui ont fait une centaine de morts ces dix derniers mois. - (AFP.)

ZAIRE : un journaliste emprisonné pour avoir dénoncé la corruption. - L'Association patronale des entreprises de presse (APEP) a demandé, mercredi 20 février, la libération de M. N'Sasse Ramazani, directeur régional du journal *Elima* à Goma (est du pays), emprisonné depuis deux semaines pour avoir écrit un article contre la corruption. M. Ramazani a été inculpé d'« outrage à la magistrature ». - (AFP.)

L'HERMÈS Editeur
Collection « L'ESSENTIEL SUR » pour B.T.S.
deux nouveautés par Isabelle ZECH
• droit civil et droit commercial
• droit du travail et droit social
Diffusion: MEDILISSA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 78

هنا من الاصل

JUSTICE

Simone Weber devant les assises de Meurthe-et-Moselle

Des grains de sable sur un parpaing

Pour la vingt-sixième audience du procès de Simone Weber, les jurés de la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle ont entendu jeudi 21 février les toutes dernières dépositions des témoins et des experts avant de recevoir les déclarations des membres de la famille de Bernard Hettier.

NANCY

de notre envoyé spécial

« Je voudrais rétablir la situation. Papa était un père formidable. On le sait depuis cinq ans. Il était gentil, affectueux, câlin. Il rendait service à tout le monde. C'est ce qui l'a perdu. » Patricia Hettier, trente-deux ans, a lancé ces quelques phrases comme un cri qui se termine par un long sanglot. Sur un signe du président, l'huissier la raccompagne. La fille de Bernard Hettier, disparu le 22 juin 1985, est la dernière personne qui dépose, après plus d'une centaine

de témoins entendus depuis le 17 janvier. A la vingt-sixième journée de débat, cette ultime déclaration est la plus courte et Patricia Hettier est sans doute la seule à n'avoir pas parlé de Simone Weber.

Monique Goetz, la sœur de Bernard Hettier, s'était montrée plus proche du climat général du procès. Elle n'a jamais aimé celle qu'elle qualifie de « harcelante » son frère et désigne les sœurs Weber comme des « sangsues ». M^{me} Goetz parle vite, elle voudrait tout dire : sa folle inquiétude lors de la disparition de Bernard, sa conviction immédiate que M^{me} Weber y était pour quelque chose, et ses certitudes actuelles. Pâle-mâle, elle évoque son frère, ce « bon Samaritain » qui a aidé tant de gens, et les manies de M^{me} Weber qui lui droguait son café et dormait avec un revolver sous son oreiller. Comme épuisée, elle conclut : « Il n'y a qu'une seule personne qui a pu faire du mal à Bernard, et elle est là. »

M^{me} Weber n'a pas changé d'at-

titude. Comme à l'accoutumée, elle a écrit pendant toute la déposition, ne relevant la tête que pour sourire en prenant ses gardes à témoin. A son tour elle se lance dans un monologue : « C'est horrible, la méchanceté qui émane de cette femme. J'ai perdu des miens mais, enfin, faire mourir des gens en prison et leur voler leur vie, c'est immonde. Je comprends très bien, ça ne doit pas être drôle de perdre quelqu'un sans savoir où il est. Mais quelle suffisance... » Les avocats des parties civiles protestent. La défense s'insurge. Le public murmure et M^{me} Weber semble à l'aise.

Peinture bleue

Elle paraît avoir oublié la longue déposition du professeur Loti Lortebout qui a notamment examiné le parpaing qui lestait la valise contenant un tronc humain repêchée dans la Marne le 15 septembre 1985, tronc qui n'a jamais été identifié. Selon ce spécialiste, le sable trouvé sur le parpaing est

identique à celui prélevé dans le jardin de M^{me} Weber, à Rosière-aux-Salines. L'expert est formel : les sables sont facilement identifiables et, dans ce cas, les minuscules fragments de gré qu'il a décelés ne se trouvent que dans deux ou trois régions de France. De la même façon la peinture bleue relevée sur le parpaing possède les mêmes « caractéristiques chimiques et morphologiques » que la peinture bleue de la maison de Rosière-aux-Salines. Une fois de plus il ne s'agit pas de preuves qu'aurait la porte est laissée ouverte aux coïncidences. Cependant, M^{me} Paul Lombard, conseil de la famille Hettier, s'étonne de cette double similitude sur un même objet. Mais M^{me} Weber lui répond sur un ton plaintif : « Parce qu'il y a des grains de sable et je ne sais plus pourquoi je suis ici depuis un mois. Je ne fais pas partie de ceux qui coupent des gens en morceaux pour les mettre dans une valise. »

MAURICE PEYROT

Au tribunal de Paris

L'écrivain Frédéric Dard est condamné pour « imprudence fautive »

MARSEILLE

de notre correspondant

A la page 81 du roman de San Antonio, *Papa, achète-moi une pute*, paru en mai 1989 aux éditions Fleuve noir, il est écrit ceci : « De nombreux graffitis tracés au stabilo-boss sur les murs nous apprennent que Geneviève Maudru est une pute. »

Frédéric Dard pouvait-il se douter en situant l'action de son roman à Marseille qu'il existait en cette ville une Geneviève Maudru et une seule ? Et que, par une ironie dont le sort n'est jamais avarié, celle-ci était précisément propriétaire d'un magasin de presse dans lequel on vendait *Papa, achète-moi une pute* ?

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Plusieurs graffitis, dessins et inscriptions « à caractère pornographique » ont fleuri sur les murs et le rideau métallique du magasin de Geneviève Maudru, mettant fortement en doute la moralité de sa propriétaire. Les lecteurs de San Antonio, trompés par l'homonymie,

avaient opéré un rapprochement abusif entre le personnage romanesque et l'honorable commerçante marseillaise.

Celle-ci a porté plainte par devant le tribunal de grande instance de Paris, réclamant 200 000 francs en réparation du préjudice. En son audience du 30 janvier, le tribunal lui a donné raison, estimant que « en utilisant de tels noms et prénoms non usuels et en s'abstenant de vérifier si à Marseille, lieu choisi pour relater les faits incriminés, il existait ou non une personne susceptible d'être confondue avec la personne de son livre, Frédéric Dard a commis une imprudence fautive engageant sa responsabilité, que le préjudice est certain et même important dès lors que Geneviève Maudru n'est pas présentée sous un jour particulièrement flatteur. »

L'imprudence du romancier et de son éditeur leur coûte 28 000 francs.

JEAN CONTRUCCI

Le procès en diffamation de M. Guillaume contre l'inspecteur Dufourg

L'auscultation d'une manipulation

Annoucé comme une affaire de diffamation, le procès qui s'est tenu, mercredi 20 février devant la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, opposant l'ancien PDG d'Antenne 2 et de FR3, M. Philippe Guillaume, à l'inspecteur des renseignements généraux Jean-Marc Dufourg, policier-vedette de l'affaire Doucé, et au journal *le Figaro*, a tourné à l'examen d'une manipulation.

Ce fut une auscultation bien sommaire. Il manquait la témoins et documents pour éclairer le tribunal présidé par M. Alain Lacabarats sur la véracité des allégations formulées le 25 octobre lors d'une interview de M. Dufourg publiée dans le *Figaro* sous le titre « Mes chefs m'ont trahi » : « Oui, j'avais reçu l'ordre de recruter un jeune homosexuel chargé d'offrir ses charmes et de compromettre les deux personnalités, Philippe Guillaume et Pierre Arpailange. Le mal était fait. Sans pouvoir offrir le moindre début de

preuve de la réalité de ces missions, au moment de l'interview comme lors de l'audience du mercredi 20 février, Jean-Marc Dufourg alimentait le feu qu'il avait déjà allumé un mois auparavant devant les policiers de la brigade criminelle.

Chargé d'enquêter sur le pasteur Doucé avant qu'il ne disparaisse, l'inspecteur Dufourg était alors dans la position inconfortable de figurer au premier rang des suspects sans pour autant être inculpé, faute de preuves sur son implication dans ce rapt. S'est-il défendu en contre-attaquant, impliquant la haute hiérarchie de la préfecture de police pour laisser suggérer au public qu'on avait affaire à l'un de ces croustillants scandales de la Ve République, comme aime à le répéter son avocat Jacques Vergès ? « Dans cette affaire, Dufourg a été traité dans la boue à partir d'informations fournies par sa hiérarchie, accuse ce dernier. Et on va lui reprocher aujourd'hui de s'être défendu. Le ministère de l'Intérieur a le droit de calomnier tout le monde et en particulier l'inspecteur Dufourg, et celui-ci aurait eu le droit de se taire ? »

Secte luciférienne

Jean-Marc Dufourg à la barre déclare se moquer de savoir « si M. Guillaume est homosexuel ou pas ». Il réplique que le yébo tendu à été ordonné par ses chefs. Ce que confirme son collègue Gilles Azéma, suspendu de la police depuis l'affaire Doucé. Mais ce qui est formellement réfuté par le commissaire Didier Adam, patron à l'époque du groupe des enquêtes réservées des RG : « Dufourg avait recruté une prostituée malgache de sa propre initiative. Elle a été mise en magasin dans un premier temps sans qu'on sache dans quels buts on pourrait l'utiliser. Après l'affaire de Carpentras, elle nous a intéressés pour pénétrer une secte luciférienne. La cérémonie consistait en un mariage satanique et nous ne pouvions envoyer un fonctionnaire de police. » Le recrutement d'un jeune prostitué homosexuel, dit « Jupiter », signalé par Dufourg pour faire tomber les deux personnalités ? « Il a fait l'objet d'une note de mise à l'essai. Dufourg entendait l'orienter vers le milieu de l'homosexualité d'Iran qu'il connaissait. Il n'y a aucun rapport avec l'enquête sur M. Guillaume qui, en janvier 1990, s'est limitée à une simple vérification des registres du tribunal de commerce pour savoir si celui-ci avait des intérêts dans des sociétés commerciales après sa nomination à la tête des chaînes de télévision. Il n'y a pas eu à l'époque d'enquête sur sa personne. »

Les autres policiers présents se sont emparés dans des démentis imprécis, voire des refus dans un habituel « secret-défense » sur une affaire qui pourtant a peu à voir avec la sécurité extérieure du pays, laissant à une impression de malaise qui n'épargne pas l'avocat de la partie civile, M^{me} Marc Courteaud : « Il serait malvenu de faire de Dufourg la cible principale alors

qu'il semble être le lampiste. Nous avons tous senti le poids de la hiérarchie. » M^{me} Vergès a réclamé au tribunal la communication du dossier Jupiter » par les renseignements généraux. Le président Lacabarats a répondu qu'il l'ordonnerait s'il en éprouvait la nécessité.

Le jugement sera rendu le 20 mars.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX.

EN BREF

Les pompiers de Dordogne devront payer des indemnités pour un incendie mal éteint. - La cour administrative d'appel de Bordeaux vient de condamner les pompiers de Dordogne à payer 164 029 francs d'indemnités au propriétaire d'un château péjorativement surnommé dans un incendie. La municipalité de Firbeix (Dordogne), située entre Périgueux et Limoges, a également été condamnée à payer 776 811 F d'indemnités, soit la moitié de son budget annuel. La cour a considéré que les pompiers avaient commis une « négligence grave » en ne passant pas assez longtemps sur les lieux. L'incendie s'était déclaré le 20 janvier 1984. Les pompiers étaient

restés plus de huit heures sur place. Le lendemain, le feu avait cependant repris dans des dépendances du château.

Un industriel condamné pour la pollution du Lot. - Le tribunal correctionnel de Rodez a condamné, mercredi 20 février, à une peine de 30 000 francs d'amende et 2 000 francs de contravention, le directeur des usines « Vieille Montagne » de Viviez (Aveyron), spécialisées dans la production de zinc, qui avaient pollué le Lot sur une centaine de kilomètres. En voulant réparer la canalisation d'un bassin de décontamination, le 8 juillet 1986, des ouvriers avaient ouvert une brèche qui avait déversé dans le Lot d'importantes

quantités de zinc et de cadmium. Plus d'une centaine d'agriculteurs, des collectivités locales et des associations s'étaient portés partie civile.

Supplément d'information dans l'affaire Maziz. - La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence a ordonné jeudi 21 février un supplément d'information sur la mort du gardien de la paix d'Antibes Philippe Maziz, tué par ses collègues de Viviez (Aveyron), spécialisées dans la production de zinc, qui avaient pollué le Lot sur une centaine de kilomètres. En voulant réparer la canalisation d'un bassin de décontamination, le 8 juillet 1986, des ouvriers avaient ouvert une brèche qui avait déversé dans le Lot d'importantes

quantités de zinc et de cadmium. Plus d'une centaine d'agriculteurs, des collectivités locales et des associations s'étaient portés partie civile. L'explosion d'un immeuble de Massy : un tuyau de raccordement de gaz responsable. - L'explosion d'un immeuble de quatre étages le 4 octobre dernier à Massy (Essonne), qui avait fait sept morts (*le Monde* du 5 octobre 1990), est due à un tuyau de raccordement de gaz, sous-dimensionné par rapport au robinet d'arrivée resté ouvert, dont il s'était détaché, indique le rapport du laboratoire central de la préfecture de police, communiqué mardi 19 février, par le juge d'instruction aux parties civiles. L'explosion avait détruit trente-sept appartements du square d'Auvergne. L'une des huit blessés graves, qui a perdu deux de ses enfants dans le sinistre, est toujours dans le coma, brulée à 80 %.

Création d'un Institut de biologie structurale. - Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ont signé une convention pour la création d'un Institut de biologie structurale (IBS). Ainsi que le précise un communiqué commun CEA-CNRS, publié 20 février, ce centre de recherche fondamentale, situé à Grenoble, aura pour objet « de mener des études structurales sur des macromolécules biologiques - comme les protéines et les acides nucléiques - afin de mieux comprendre la relation entre leurs structures spatiales et leurs fonctions ». L'IBS, dont le financement sera assuré à parité par le CEA et le CNRS, devrait accueillir environ 200 personnes à la fin de l'année 1991.

FOOTBALL : POGC Nice accuse un déficit comble de 40 millions de francs. - Selon les résultats d'un audit demandé par la municipalité (*le Monde* du 10 janvier), le club de football professionnel de l'OGC Nice est, virtuellement, en état de cessation de paiement, avec un déficit comble qui atteignait 40 millions de francs au 31 décembre 1990 et devrait être porté à plus de 52 millions de francs à la fin de l'exercice, au 30 juin prochain. Selon M. André Bonny, adjoint aux sports, le club doit trouver d'urgence 25 millions de francs « pour terminer la saison ». La municipalité a annoncé qu'elle n'augmenterait pas sa participation. Le sort de l'OGC Nice dépend, désormais, de l'aboutissement des négociations engagées avec deux candidats repreneurs. (Corresp.)

La vie de l'entreprise, c'est comme la vie de tous les jours, elle gagne beaucoup à être simplifiée.

Il y a assez de choses compliquées dans la vie sans vouloir en inventer. Comment préparer l'avenir de l'entreprise, très simplement, sans se tromper ? Patrons, salariés, tous reconnaissent le rôle de la formation professionnelle dans l'épanouissement de l'entreprise.

Malheureusement, tous ne savent pas combien cet investissement indispensable peut être facilement mis en œuvre. Le métier d'Agefos PME facilite la formation des PME. Il suffit d'une entreprise de nous en faire la demande et nous sommes là.

NOTRE METIER : FACILITER LA FORMATION
Date limite de versement : 28/02/1991

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

100 livres en un seul

Le livre du jour Marabout

BEJART
BALLET LAUSANNE

22 et 24 février
CREATION A PARIS

PYRAMIDE

LE BALLET CREE AU CAIRE
EN JUIN 1990

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Les cloaques de Candelaria

Suite de la première page

Au tout début de l'épidémie, lorsque les autorités locales ont interdit l'usage de cette eau, le propriétaire d'un puits a pensé faire quelque argent en vendant son précieux liquide. Il fut l'une des premières victimes du mal, l'absence de latrines signant la folie d'une telle entreprise.

Manque d'antibiotiques

A cette eau trop rare se sont ajoutés d'autres facteurs de propagation de la maladie. Ne serait-ce que le poisson, consommé cru à la manière du plat national, le ceviche, ou bien les vendeurs ambulants qui cèdent à bon marché à une population démunie des produits à l'hygiène plus que douteuse. Actuellement, à Lima, la

douzaine d'hôpitaux que compte la capitale accueillent au total une cinquantaine de cas par jour. Chiffres qui arrachent au docteur Boutin ce commentaire réaliste : « Cette pathologie infectieuse répond à la loi de l'iceberg. » En d'autres termes, les cas recensés doivent être encore loin de refléter la réalité.

Devant les perspectives de développement d'un fléau que laissait prévoir un tel environnement, les autorités péruviennes ont vite et fort réagi, lançant un appel à l'aide internationale et développant des campagnes d'information.

Les journaux, radios et télévisions ont multiplié les mises en garde et expliqué longuement les mesures préventives nécessaires. A l'aéroport, des affiches ont été placardées, comme dans nombre de lieux publics, donnant des conseils d'hygiène élémentaire.

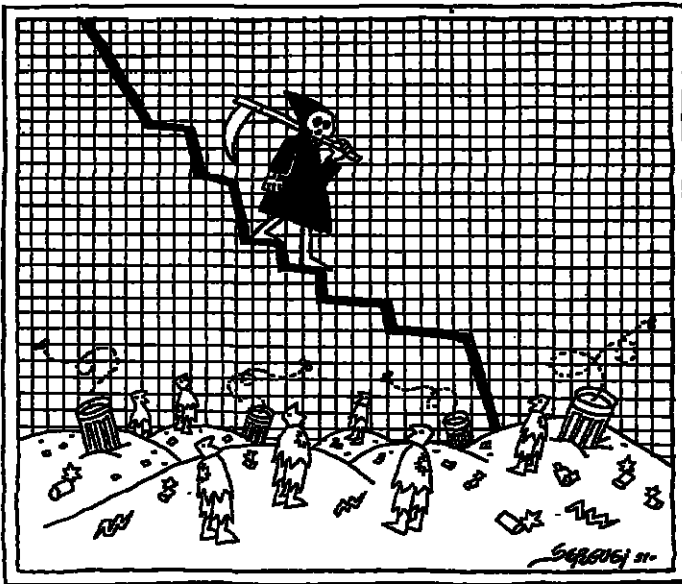
Diverses mesures, comme l'interdiction des vendeurs ambulants dans certaines localités, ont aussi été prises. Cette campagne s'est appuyée sur un réseau hospitalier efficace. Hôpitaux régionaux, dispensaires et postes de santé éparpillés dans la zone littorale du pays ont très vite été mobilisés.

Le personnel médical existait et, après quelques tâtonnements, il a été en mesure de faire face au développement de l'épidémie. Avec de gros problèmes, cependant, en ce qui concerne les produits « consommables ».

Désinfectants et antibiotiques, pour ne parler que des plus élémentaires, manquaient. « Ils continuent encore très souvent de nous faire défaut », dit le docteur Uribe, directeur de l'hôpital de Chancay, soulignant aussi l'absence de matériel courant comme les lits et les bassins pour les malades.

Mais, la première urgence passée, de nombreux problèmes demeurent et les craintes se multiplient. Comme le dit le docteur Boutin, « le problème médical est une chose, mais in fine, il s'agit d'organiser l'assainissement et de rétablir une hygiène correcte. Cela dépend d'autres instances et prendra beaucoup de temps. Les techniques en ingénierie sanitaire existent ici, mais ils ont un travail colossal ».

En attendant, l'épidémie commence déjà à toucher la montagne, compliquant sérieusement la tâche des médecins. « Il s'agit, dit un fonctionnaire du ministère de la santé, d'un danger énorme, car la population, dans ces lieux, est très disséminée, les services médicaux



moins bien implantés et souvent très déficients. Indépendamment de cette extension possible, toutes les conditions sont réunies pour que le mal reste endémique. » Il n'exclut pas non plus une possible contamination des pays voisins comme la Bolivie et le Brésil. Une opinion partagée par le coordinateur de Médecins sans frontières, M. Michel Van Herp.

Effet dévastateur sur l'économie

Le gouvernement péruvien, après avoir pris une position très alarmiste, tente aujourd'hui de minimiser la réalité de l'épidémie. Cette attitude se traduit par un décalage de plus en plus important entre les chiffres cités par ses services et ceux avancés par des organisations bien implantées sur le terrain comme Caritas.

Le ministère de la santé n'annonce, ainsi, que cent dix cas pour la ville de Huacho, là où Caritas en dénombre six cent vingt-six. Le directeur de la santé de Caritas, José Lizarraga Trujillo, estime pour l'instant qu'il existe « dix gros foyers d'infection ». Le ministère de la santé a, pour sa part, annoncé que les chiffres ne seraient plus communiqués que deux fois par semaine.

La raison essentielle de ce revirement gouvernemental tient à l'effet dévastateur de l'épidémie sur l'économie du pays. L'image de ce restaurant spécialisé dans le ceviche se reconstruisant dans les grillades et changeant enseigne et décor en quelques jours est, certes, anecdotique.

Mais les exportations de poisson, légumes, fruits et fleurs sont presque totalement paralysées. Beau-

coup de pays – principalement latino-américains – n'ont pas eu la prudence de la CEE qui ne se prononce sur le sujet que le 15 mars et ont immédiatement interdit jusqu'à l'entrée des conserves péruviennes. Dans la ville même de Huacho, l'hôpital a dû supprimer une circulaire hâtivement rédigée demandant à la population de ne pas consommer de poisson dans un port de pêche, alors que, fût-il, est sans danger.

D'ores et déjà, quelques dizaines de millions de dollars ont été perdus. Le tourisme, vacillant depuis un moment en raison des menaces de terrorisme et d'insécurité, est pratiquement réduit à néant. La complexité de la situation rend incertaine toute prévision. « Nous aurons deux à quatre mois de toute manière très difficiles », dit le fonctionnaire du ministère de la santé, mais après, c'est de la futurologie. »

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Le G-CSF autorisé aux Etats-Unis. – La Food and Drug Administration (FDA) américaine a autorisé, jeudi 21 février, la mise sur le marché du G-CSF, une substance produite par génie génétique et capable, semble-t-il, de réduire le nombre d'infections survenant chez des patients cancéreux traités par chimiothérapie. Commercialisé sous le nom de Neupogen par la firme de biotechnologie californienne Amgen, le G-CSF (pour granulocyte-colony stimulating factor) agit en augmentant le nombre de globules blancs initialement détruits par la chimiothérapie. (UPI)

COMMUNICATION

Quatre banques alliées reprennent les actions de M. Maxwell

Bouygues consolide son pouvoir à TF 1

Le groupe Bouygues renforce son emprise sur TF 1. Les 9,74 % du capital de la Une que Pergamon Press, filiale du groupe Maxwell, avait cédés à la surprise générale, le 4 février dernier, à la banque américaine Goldman Sachs, rejoignent des mains amies. Le Crédit lyonnais, la Société générale, la banque Indosuez ainsi que le groupe Worms et Cie se sont portés acquéreurs, au prix de 290 francs l'action, des 2 100 000 titres litigieux. Bouygues, qui avait assigné en justice le groupe Maxwell pour non-respect de la clause de préemption liant les actionnaires du « noyau dur » de la chaîne, s'est désisté en cours d'audience, jeudi 22 février, le référent étant selon son avocat, Me Bousquet, « devenu sans objet » (le Monde du 21 février).

La procédure judiciaire n'est pas achevée pour autant. M. Robert Maxwell, qui n'avait pas caché à plusieurs reprises son irritation à l'égard des dirigeants de TF 1, poursuit – symboliquement – son combat. Après avoir réaffirmé la « parfaite bonne foi » et la licéité de la cession des actions à Goldman Sachs, l'avocat du magnat britannique, Me Didier a dénoncé en cours d'audience le « stratagème » et le « détournement de procédure » du groupe Bouygues. L'assignation en référé et la demande de mise sous séquestre des actions n'avaient pas d'autres buts, selon l'avocat, que de contraindre la banque d'affaires américaine à revendre ses titres dans de mauvaises conditions. Me Didier a donc demandé pour son client 50 000 francs de dommages et intérêts à chacune des sociétés Bouygues et TF 1. Verdict du tribunal de commerce de Paris, lundi 25 février.

Encore brouillés, les deux principaux protagonistes de l'affaire peuvent toutefois afficher quelques motifs de satisfaction. En faisant appel à Goldman Sachs et en laissant planer un doute sur la destination finale des actions, M. Maxwell, qui a un urgent besoin de liquidités, a contraint les alliés du groupe Bouygues à agir en quelques semaines. Moins brutale, la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) qui cherche des repreneurs à ses 5,9 % du capital de TF 1, attend elle depuis huit mois. Quand à Bouygues, il a évité le pire et empêché que des mains

ennemies n'entrent au capital d'une chaîne qu'il dirige sans partage. Avec 1 260 000 titres achetés, le Crédit lyonnais (via sa filiale Clinvest) se hisse au deuxième rang des actionnaires de TF 1 (7,3 % du nouveau capital), ce qui devrait lui valoir d'entrer à son conseil d'administration. La Société générale renforce sa présence au tour de table de 500 000 actions supplémentaires. Indosuez (170 000 titres) et MM. Worms et Cie (150 000) se contentent d'un geste plus symbolique. Ces groupes financiers qui ambitionnent pas de jouer un rôle actif dans la gestion de la chaîne, occupent désormais une place déterminante dans le capital.

Reste à obtenir l'aval du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à ces mouvements sur le capital de TF 1. Simple formalité a priori, puisque les banques acheteuses font toutes partie du tour de table de la Une depuis sa privatisation.

P.-A. G.

Canal Plus entre dans le capital de Lyonnaise Communications

Canal Plus va prendre 5 % du capital de Lyonnaise Communications et 15 % de la chaîne Paris-Prémière, diffusée sur les réseaux d'Ile-de-France de la filiale ciblée de Lyonnaise-Dumex. Canal Plus renforce ainsi ses liens avec les câblo-opérateurs, puisque la chaîne cryptée détient déjà 3 % de Communication Développement (groupe Caisse des dépôts) et 5 % de la CGV-Télé-service (groupe Générale des eaux), et que les quatre partenaires exploitent en commun des chaînes thématiques (le Monde du 15 décembre).

L'accord prévoit aussi que Canal Plus sera diffusée en norme D2 MAC sur les réseaux de Lyonnaise Communications, dont Paris. L'abonné pourra ainsi choisir entre recevoir Canal Plus en Scam, avec son décodeur classique et au prix habituel, ou profiter d'un léger rabais en s'équipant d'un décodeur Visiopass pour le D2 MAC, qui permet en même temps l'accès aux nouvelles chaînes payantes diffusées par Lyonnaise Communications.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS
Samedi 23 février
Drouot-Richelieu, 11 heures et 14 heures : photographies, appareils photographiques ; 14 heures : mobilier, bibelots ; 15 heures : argenterie, orfèvrerie ; 16 heures : tapis d'Orient.

ILE-DE-FRANCE
Samedi 23 février
Corbeil, 14 heures : timbres ; Le Raincy, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Verrières, 20 h 30 : montres, briquets.

Dimanche 24 février
Fontainebleau, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Joigny, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Nogent-le-Roi, 14 heures : mobilier, porcelaine ; Provins, 14 heures : tableaux modernes ; Sens, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Verrières, 11 heures : livres ; 14 h 30 : tableaux modernes.

PLUS LOIN
Samedi 23 février
Berganc, 14 heures, mobilier, objets d'art ; Marseille Prado, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Montpeller, 14 heures : mobilier, objets

d'art ; Rouen, 15 heures : affiches ; Saint-Etienne, 10 heures : colportages ; 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Soissons, 14 h 30 : livres ; Vendôme, 14 h 30 : cartes postales.

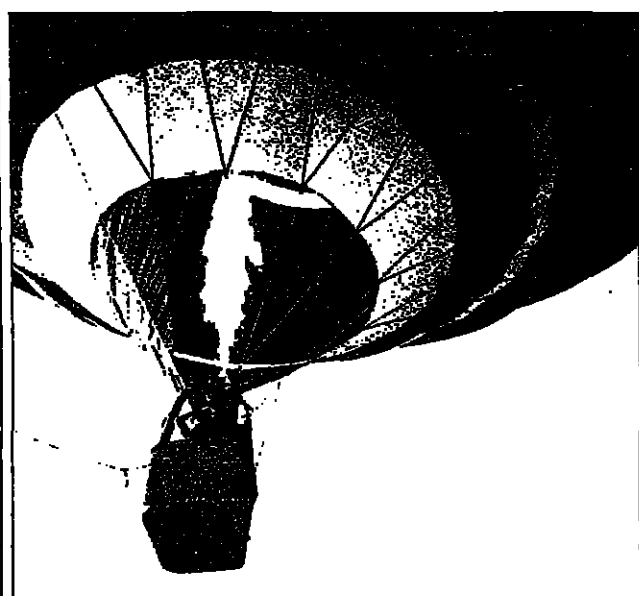
Dimanche 24 février
Angoulême, 14 h 30 : art nouveau, art déco ; Aubagne, 14 h 30 : tableaux modernes ; Aurillac, 10 heures : cadres ; 14 heures : mobilier, objets d'art ; Bernay, 14 h 15 : cartes postales, affiches ; Coutances, 14 h 30 : art d'Asie ; La Flèche, 16 heures : tableaux modernes ; Marseille Castellane, 14 h 30 : Orient, Extrême Orient ; Montauban, 14 h 30 : tableaux modernes ; Nancy, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Troie, 14 heures : mobilier, tableaux ; Vendôme, 14 h 30 : linges, dentelles ; Saint-Cast, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Vitry-le-François, 10 heures : tableaux ; 14 heures : mobilier, armes.

FOIRES ET SALONS
Paris, parc floral de Vincennes, Suresnes, Pont-Audemer, Joigny (dimanche seulement).

FOIRE LA FERRAILLE DE PARIS

ANTIQUITÉS - BROCANTE
22 au 24 FÉVRIER 1991
10 H. - 19 H.on y chine
on y mange
on y boitBois de Vincennes
Métro : Vincennes
Bus : 112 (arrêt Bois de Vincennes)
RATPPARC FLORAL DE PARIS
Organisation : SADERMA - Tél. : 45 85 01 85
25, Quai de la Gare, C.E. 16, 75044 PARIS Cedex 13

Il y a les exploits dont vous rêvez.



Et ceux dont vous profitez.

Ce qu'il y a de plus merveilleux, c'est quand le rêve devient réalité. Pourquoi continuer à rêver de financements auto, alors que la Diac accomplit chaque jour pour vous des exploits financiers que vous n'imaginiez même pas possibles. Par exemple, jusqu'au 31 mars 91, la Diac vous offre une location avec option d'achat sur Renault 21 – 4 et 5 portes. Ainsi, 21 TL : un versement initial de 19500 F (dont 19500 F de l'option d'achat finale), et 59 loyers de 1099 F. Coût total en cas d'acquisition 99415 F. Renault 21 TL, prix P.T.C. clés en main au 01.34.01.750.00 F, sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac – B.S. Nanterre B 702 002 221. M. Financement chez votre concessionnaire ou agent Renault, ou au **Numero Vert 05.05.05.05**

Diac. L'exploit financier.



DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE

مكتبة من الأدب

DANSE

Pina avant Bausch

Reprise de la première œuvre majeure de la chorégraphe allemande

IPHIGÉNIE EN TAURIDE à l'Opéra Garnier

Avec *Ipigénie en Tauride*, chorégraphe sur l'opéra de Gluck, on a pu constater mardi soir à l'Opéra Garnier, plein à craquer, ce que l'on savait sans jamais l'avoir vu ailleurs qu'au cinéma : il fut un temps où Pina Bausch aimait et excellait à chorégraphier sur les musiques et les opéras des compositeurs classiques. La chorégraphe s'était déplacée avec l'orchestre de Wuppertal, dirigé par Helmut Sonne, solistes et chœurs compris, parfaits.

Images réussies

En 1974, quand Pina Bausch crée *Ipigénie en Tauride*, elle vient de prendre la direction de l'Opéra de Wuppertal. Elle est loin d'être une débutante : en 1962, elle avait rejoint la nouvelle compagnie que Kurt Joos avait formée à Essen. Avec lui elle a enseigné à la Folkwangschule et chorégraphié pour la compagnie.

Ipigénie est sa deuxième création à Wuppertal : elle suit pas à pas les récitatifs des héros et les chœurs par lesquels l'action progresse. La danse y est omniprésente, autant dire que le public de Garnier savourait en connaissance de cause. Fluide, sinuose, avec des bras magnifiques, tant chez les femmes que chez les hommes, cette danse s'écrit parfois la pantomime, l'illustration. Elle prend appui sur le texte, le mot, avec un plaisir apparent. Mais déjà la force de la chorégraphe réside dans le traitement



Malou Airaud dans « Ipigénie en Tauride », de Pina Bausch

psychologique qu'elle réserve aux personnages et dans sa manière d'incorporer la danse, et plus large-

l'immense travail qu'elle effectue, avec Rolf Borzik à son côté.

Malgré l'absence des énormes moyens financiers d'aujourd'hui, que d'idées, que d'images réussies : les meurtres dans la baignoire (ceux d'Agamemnon et de Clytemnestre), l'arrivée d'Oreste et de Pylade baignant dans une lumière d'écorché à la Rembrandt, le quatrième acte dans son entier, avec la préparation du sacrifice, l'autel jonché de marguerites, la beauté et la justesse des éclairages.

Le personnage d'Ipigénie ne quitte quasiment pas la scène : elle devine, elle pressent, elle désespère, mais toujours combat. L'amitié qui unit Oreste à Pylade est l'objet de duos très intenses et charnels parmi lesquels, peu à peu, Ipigénie se glisse. Hymne glorieux à la jeunesse triomphante, à l'amour fraternel. Relation triangulaire d'autant plus émouvante que Malou Airaud (Ipigénie), Dominique Meroy (Oreste) et Ed Korfand (Pylade) représentent ici des rôles qu'ils créent, il y a dix-sept ans, à Wuppertal.

Que serait devenue Pina Bausch si elle avait continué à chorégraphier des partitions musicales existantes ? Après avoir vu *Ipigénie*, on émet l'hypothèse suivante : c'est en cassant son rapport privilégié et amoureux à la musique classique et à l'opéra — disons à partir de *Barbe-Bleue* en 1977, — en créant ses propres groupes avec ses danseurs, que la chorégraphe a trouvé en quelques années, à peine, sa geste originale, a inventé ses propres mythologies. Le théâtre dansé de Pina Bausch est l'opéra du vingtième siècle.

DOMINIQUE FRÉTARD
Les 22 et 23, à 19 h 30.

La mort de Margot Fonteyn

Une ballerine de cristal

La danseuse britannique Margot Fonteyn est morte, jeudi 21 février à Panama, des suites d'un cancer. Elle était âgée de soixante et onze ans.

Margot Fonteyn était une ballerine de cristal, comme d'autres sont des ballerines d'acier ou de velours. Tout en elle était élégance, raffinement, fragilité (apparente ?) et pudor. A commencer par un visage candide aux grands yeux noirs, au nez délicatement retroussé, une taille peu élevée mais de proportions idéales. D'une précision frôlant la perfection, sa technique ne fut jamais spectaculaire : elle haisait, d'ailleurs, tout ce qui ressemblait à ces exhibitions de cirque que trop de danseuses chérissent, privilégiant la sensibilité, la musicalité. Tant de discrétion lui fut parfois reprochée : les mauvaises langues (françaises, bien sûr) déclaraient qu'elle était « la seule ballerine au monde à pouvoir danser la Belle au bois dormant sans renverser sa tasse de thé ». Elle aura été, par-dessus tout, la plus grande danseuse anglaise de ce siècle, suscitant dans son pays une idolâtrie qui se manifesta encore l'an dernier, lors d'un gala à son bénéfice où parurent plusieurs étoiles internationales.

De son vrai nom Peggy Hookham, elle naît le 18 mai 1919, à Reigate, et commence à étudier la danse lorsque les aînés familiaux la conduisent à Shanghai, où elle peut cependant continuer à travailler sous la direction de George Goncharov. De retour à Londres, elle est l'élève d'Alexandra et de l'école du Sadler's Wells. Elle débute en flocon de neige dans *Casse-Noisette*, en 1934, et se voit confier dès l'année suivante son premier grand rôle dans *Le Baiser de la fée*, de Frédéric Ashton, chorégraphe dont elle créera par la suite la plupart des ouvrages. C'est le rôle de la princesse Aurore dans *La Belle au bois dormant* qui lui apporte, en 1946, une réputation internationale : sa carrière est liée à l'histoire du Sadler's Wells, devenu ensuite le Royal Ballet, où elle interprétera tous les grands rôles du répertoire classique. Mais elle sait parfois s'échapper, par exemple au bénéfice de Roland Petit, qui en fait une chatte blanche inoubliable dans *Les Demoiselles de la nuit*, en 1948.

Un jeune dieu nommé Noureev

Au début des années 60, elle songerait peut-être à la retraite si ne surgissait un jeune dieu nommé Rudolf Noureev, qui vient d'accomplir le retentissant « saut de la liberté » que l'on sait. La France, pour raisons diplomatiques, ne souhaite pas le garder. A Londres, Margot Fonteyn le protège, l'impose, et connaît, grâce à lui, un « second souffle » éblouissant : ils formeront, malgré leur différence d'âge, une sorte de couple idéal de la scène dansante internationale, déchaînant partout l'enthousiasme (à Londres, des abonnements spéciaux devront être organisés pour leurs apparitions). *Marguerite et Armand*, *Roméo et Juliette*, *Paradis perdu*, illustreront cette longue idylle artistique.

Mariée à Roberto Arias, ambassadeur de Panama à Londres, Dame Margot avait achevé de conquérir les cœurs de ses admirateurs en soignant le diplomate, devenu infirme à la suite d'un attentat.

SYLVIE DE NUSSAC

VENTES

La saga de « la Gazette »

Le centenaire de l'hebdomadaire de l'hôtel Drouot

« LA GAZETTE » A CENT ANS à la mairie du neuvième arrondissement

1891 : Zola publie *l'Argent*, Rimbaud meurt à Marseille et Gaudin, avant de s'embarquer pour Tahiti, met trente tomes en vente à Drouot. La vente atteint 9 635 francs. Les acheteurs s'appellent Natanson, Degas, Manfreid. Nouveau témoin de ces enchères, *l'Hôtel Drouot*, rebaptisé dès le quatorzième numéro la *Gazette de l'hôtel Drouot*, sorte de déclaration d'indépendance face aux commissaires-priseurs. « Nous sommes un journal de renseignements pratiques et rien de plus, et nous voulons rester neutres dans toutes les questions qui parfois sont soulevées entre amateurs et experts », lit-on dans la « profession de foi » de cette revue fondée par Fernand Fau, un fils de famille qui a obtenu la concession touristique de l'oasis de Biskra, en Algérie.

Jusqu'en 1967, la *Gazette* restera une affaire familiale. Aujourd'hui, cent ans ont passé et l'hebdomadaire de ventes publiques donne pudiquement ses références : l'en-

semble de la collection 1990 s'aligne sur une largeur de 45 centimètres — contre 3 en 1967, — le tirage hebdomadaire atteint 75 000 exemplaires avec un volume moyen de 224 pages.

A l'occasion de cet anniversaire, la mairie du neuvième arrondissement, située en face de l'hôtel Drouot, accueille une exposition conçue et réalisée par Christian Bailly, directeur d'un Musée de la presse en attente de subventions. C'est mince, très mince : panneaux placardés de gazettes agrandies, itinéraire fastidieux censé évoquer les temps forts du journal : 1891, époque où les curiosités côtoient les objets utilitaires ; 1897 et la dispersion de la collection des Goncourt ; 1912 et la vente Doucet, qui rapporte au couturier 14 millions de francs-or, « soit quatre fois ce que les objets avaient coûté ». La période contemporaine est évoquée par une affiche rappelant l'ouverture de Drouot-Montaigne en 1987, date qui marque une petite révolution au sein du journal : des cartes, quadrichromie. Mais le centenaire ne semble pas peser sur cette publication sans âge.

LAURENCE BENAİM
6, rue Drouot, 75009. Jusqu'au 28 février.

Les ombres du marché

Le marché de l'art se présente sous de meilleurs auspices en ces premières semaines de 1991, indique-t-on chez Christie's. Sur les quinze mille lots présentés entre le 8 janvier et le 8 février derniers, le pourcentage de ventes est en moyenne de 83 %. Les résultats les plus spectaculaires ont été obtenus les 10 et 11 janvier, lors de la vente organisée à New-York pour le compte de la République des Philippines. L'intégralité des pièces ont trouvé preneur, pour un total de 20 millions de livres, soit le double des estimations.

Ces résultats encourageants ne doivent pas faire oublier l'ombre qui plane sur le marché de l'art depuis six mois. Ainsi, chez Christie's (110,8 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990) comme chez Sotheby's (12,3 milliards de francs), les ventes ont chuté en un an de 17 % et particulièrement de 50 % entre septembre et décembre 1990. Ce déclin a surtout

frappé le marché de l'art impressionniste et contemporain, qui a fait l'objet, entre 1983 et 1988, d'une formidable spéculation à court terme. Christie's, où ces deux domaines représentaient près de la moitié des ventes en 1989, a d'ores et déjà adopté son plan de rigueur : réduction des coûts, licenciements.

Chez Sotheby's, si 1989 est toujours une année exceptionnelle, 1990 est considérée comme « le début d'un retour à la normale », avec un taux de croissance annuel d'environ 19 %, digne de la période 1972-1987. Malgré des performances lui assurant de nouveau une position internationale, Paris n'a pas échappé à la crise : le chiffre d'affaires de Drouot (Richard et Montaigne) — 5 milliards de francs atteint pour la première fois en 1990 — masque une progression de 6,2 %, contre 88 % en 1989.

L. B.

THÉÂTRE

L'assistance des étoiles

Une pièce d'Anouilh, sciemment noire et méchante, éclairée par Sophie Marceau

EURYDICE au Théâtre de l'Œuvre

« Orphée chante, les pierres s'élèvent, et l'on voit grandir les murs d'un sanctuaire » : Paul Valéry nous rappelle qu'Orphée, fils d'Apollon, était capable, sans le secours de leviers, de poulies, d'ouvriers maçons, de découper, d'animer, d'assembler, les blocs de marbre et de pierre : à elles seules, les ondes de sa voix et de sa lyre bâtissaient des temples. « Les architectes perpétuaient les songes », ajoute Valéry.

Ce n'est pas tout. Il a tous les dons, Orphée. Eschyle, Ovide, Virgile, le sacré poète, astronome, philosophe... Sur quoi va se greffer le deuxième mystère, célèbre, celui d'Eurydice. Elle aime Orphée d'amour fou. Afin d'échapper aux bras d'un autre homme, Aristée, elle se sauve à toutes jambes, tombe sur un serpent, qui la pique. Elle meurt. Orphée descend aux Enfers, et il va pouvoir reconquérir sa femme dans la vie s'il ne se retourne pas pour la regarder. Il se retourne, et la perd à jamais.

Cet Orphée qui fait voler les

montagnes, cette Eurydice rejetée à la mort par le regard de l'amour ont « ressuscité » dramaturges, musiciens, peintres. Lope de Vega, Calderon, Monteverdi, Gluck, Haydn, Liszt, Le Tintoret, Poussin, Delacroix... Souvent des chefs-d'œuvre, comme irradiés d'émble par la charge spirituelle du propos.

« Un fillet d'amertume très âcre »

Cela jusqu'à un sombre soir de 1858 où Jacques Offenbach, avec son talent habituel, joue les affreux joies : dans son *Orphée aux Enfers*, Orphée détecte Eurydice, laquelle est presque une Messaline, et c'est un méchant coup de pied au tibia qui fait se retourner Orphée. Tout à l'avenant...

En 1941, *l'Eurydice* que donna Jean Anouilh est un peu la cousine germaine de l'opérette d'Offenbach. Même massacre des saintes images. Le père d'Orphée est radoteur sur les menus des restaurants à prix fixe. Orphée n'est pas grand-chose non plus, il joue de la flûte aux terrasses des brasseries. Eurydice est une petite théâtraine, pas trop regardante sur ses compa-

gnons de nuit. Cette *Eurydice*, comme plusieurs autres pièces de Jean Anouilh, est un comble de pessimisme. François Mauriac, qui prenait la défense d'Anouilh parce qu'il soutenait, par principe, tous les Bordelais, admettait, sous ce théâtre, « un fillet d'amertume très âcre ». C'est bien dit, mais l'amertume, souvent, frise le sordide. Anouilh, sincèrement, voyait tout en noir, c'est son droit, même les bois qui, sous la harpe d'Orphée, s'emplissent de lumière. L'autre exclusivité d'Anouilh est qu'il emploie le théâtre, avant tout, délibérément, comme un instrument à manipuler l'auditoire : un instrument souple, percutant, efficace. Situations et dialogues d'Anouilh sont des vibrations qui excitent la peau, les nerfs, les zones sensibles élémentaires.

Jean Anouilh n'aura cessé de promouvoir, de soutenir, des auteurs comme Ionesco ou Beckett, et tout se passe comme si son rayon de pessimisme, son rayon de la mort, se retournait contre lui, lui faisant écrire des choses qui ne sont pas rien, puis, qu'elles sont d'Anouilh, mais qui ressent les pâquerettes, à force de

ralance et de massages épidémiques. Georges Wilson, avec l'appoint de sa « haute stature » comme disait Vilar, prend un plaisir évident à bien éclairer les ruses du dialogue et à brûler les misères du papa d'Orphée, Lambert Wilson donne au sous-Orphée d'Anouilh sa belle présence, son charme franc, et cet art à la fois ferme et raffiné qui lui est particulier, comme si une intelligence scrupuleuse, pas pesante, « était » très vite tout ce qu'il fait, tout ce qu'il dit. Catherine Rouvel et Robert Parry jouent très bien un duo de comédiens ambulants, débranchés, drôles. Maxence Mailfort est l'envoyé spécial anonyme de la mort : courtis, discret, élégant, et comme secrètement « aimanté ».

Sophie Marceau joue Eurydice. C'est heureux. A cette pièce sciemment poulieuse et méchante, cette actrice apporte une clarté, un naturel, une modération, pas exactement une ingénuité mais une « volonté d'absence » en retrait de ces gadoues et de ces veuleries. Plutôt que l'Eurydice passive de Jean Anouilh, Sophie Marceau semble avoir choisi celle, plus attachante, de Monteverdi, à qui Orphée peut chanter : « Laisse-moi t'entraîner avec moi, nous irons revoir les étoiles ».

MICHEL COURNOT

► A 20 h 45, du mardi au samedi, matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-42-52.

CINÉMA

Retour vers le présent

Une extraordinaire histoire vraie transformée en mélo standard

L'EVEIL de Penny Marshall

Fascinante histoire que celle de ces New-Yorkais atteints d'un mal étrange dans les années 20, qui furent littéralement enterrés dans un hôpital-dépôt du Bronx où ils vieillirent à l'état d'ectoplasmes figés, apparemment inconscients. Jusqu'à ce qu'en 1969, un médecin trouve une parade chirurgicale et les ramène à la vie. Avant de reciter, ils eurent le temps de découvrir le monde tel que plusieurs décennies l'avaient changé. Si cette histoire n'avait pas été vraie (lire encadré ci-dessous), il aurait fallu l'inventer, et en faire un film. Malheureusement, cette bonne idée a paru suffire aux concepteurs de *l'Eveil*, qui se sont contentés de la faire cahoter dans les plus habitudinaires ornières du

mélo hollywoodien. Le bon docteur lunaire face à sa hiérarchie bornée, la romance avec l'infirmière dévouée, Randy Newman (qui signe la musique) transformé en fabricant de mélasse, et le cameraman traquant la larme sur le visage zébré de la brave maman du malade clé, celui que les lois du scénario imposent de distinguer parmi les patients pour la sacro-sainte identification.

Ce malade, c'est Robert De Niro. Un cas inquiétant (pas le malade, le comédien) : comment le fabuleux interprète de Scorsese et quelques autres grands peut-il se laisser aller à ce festival de grimaces et de poses ? Sans doute la jeune réalisatrice Penny Marshall n'a pas fait le poids face à la star. Elle ne fait d'ailleurs pas grand-chose. Mais, on le sait, les personnages « perturbés », fous, alcooliques, infirmes

(les Enfants du silence) ou autistes (*Rain Man*) sont de bons vecteurs pour la course aux Oscars (De Niro est d'ailleurs « nommé »). A côté de lui, Robin Williams, dont la sobriété n'est pas la qualité première, paraît presque économe en médecin au cœur gros comme un camion. Mais, de scène standard en réplique attendue, tout ce que l'aventure avait d'exceptionnel s'englobe irrémédiablement.

JEAN-MICHEL FRONDON

► Rectificatif. — La photo publiée dans le *Monde* du 20 février illustrant l'article consacré à l'exposition « Le monde de Proust » est celle de la comtesse de Greffulhe et non celle de la comtesse de Chevi-gné.



A PARTIR DU 28 FÉV 20H30

LA DUCHESSE DE MALFI

JOHN WEBSTER

texte français

Claude Duneton

mise en scène

Mathias Langhoff

LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4°

CARNET DU Monde

Naissances

François OLIVENNES et son épouse Kristin, née Scott Thomas, ainsi que Hannah, sont heureux d'annoncer la naissance de

Joseph,

né à Paris, le 17 février 1991.

Décès

M^{me} Christiane Jarnes-Autin, Sandrine et Angélique, ses filles, M. et M^{me} Jacques Gruet, M. et M^{me} Stephan Autin, ses enfants, Tristan, Nathalie, Bénédicte et Bertrand, ses petits-enfants, M. et M^{me} Michel Veyron et leurs enfants, M^{me} Micheline-Marie Autin, M. et M^{me} Claude Claudie et leurs enfants, ses sœurs, beaux-frères, neveux et nièces, Le docteur Pierre Lubin, son oncle,

Les familles Javillier, Bataille, Blavillain, Noycey, Aulagnon, Le Riche, Verdout et Devalliois, ont la douleur de faire part du décès de

Jean AUTIN, inspecteur général des finances honoraires, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 20 février 1991 à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 26 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau, Paris-16^e, suivie de l'inhumation dans l'intimité au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

19, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris.

Le président et le conseil d'administration de Media Participations ont le regret de faire part du décès de

Jean AUTIN, président de Dargaud.

A sa famille, à ses amis, à ses collaborateurs, ils expriment leur tristesse et leur sympathie.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

La direction générale de Dargaud, Éditeur, La direction générale de Rustica, La direction générale de Dargaud Films, L'ensemble du personnel de nos sociétés, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur président,

M. Jean AUTIN,

survenu le 20 février 1991.

Ils prient sa famille de trouver ici leurs sentiments émus.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

Le conseil d'administration de l'École normale de musique de Paris Alfred Cortot, Le directeur général, Les professeurs, Les élèves, ont la douleur de faire part du décès de leur président,

Jean AUTIN,

survenu le 20 février 1991.

Les obsèques auront lieu le mardi 26 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

Le président du conseil d'administration, Les administrateurs, Le directeur et les professeurs de l'École supérieure de journalisme de Paris, de l'École des hautes études internationales, de l'École des hautes études politiques et sociales, ont la douleur de faire part du décès du vice-président de son conseil d'administration,

M. Jean AUTIN, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, inspecteur général des finances honoraires, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer,

survenu le 20 février 1991.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

Les membres du conseil d'administration et l'ensemble du personnel du Bureau de vérification de la publicité, ont la tristesse de faire part du décès de leur président,

Jean AUTIN.

Les obsèques auront lieu le mardi 26 février 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, Paris-5^e. Pour la recherche sur le cancer.

(Le Monde du 21 février.)

Olga Grizant, Jean Anikine, Michèle et Yves Bremond, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père,

Alexandre ANIKINE,

survenu le 13 février 1991.

M^{me} Jacques Aurenche, son épouse, Olivier et Marie-Laure Aurenche et leurs enfants, Nicole et Gérard Schoch et leurs enfants, Patrick et Jean Aurenche, Jérôme et Colette Aurenche et leurs enfants, Thierry et Brigitte Aurenche et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Marie Aurenche, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques AURENCHÉ,

survenu le 17 février 1991 dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Selon sa volonté, l'inhumation a eu lieu à Plois dans l'intimité familiale.

83, rue Chazière, 69004 Lyon. Les Mairies, 07190 Saint-Sauveur-de-Montagnat.

Le 14 février 1991, nous a quittés, dans sa quatre-vingt-troisième année, à l'hôpital de Neuilly,

Maurice DANSETTE,

notaire honoraire.

Ses cendres seront dispersées, selon son vœu, au large de cet Océan qu'il aimait.

De la part de Sa femme, Ses enfants et petits-enfants, Son frère Et de toute la famille.

174, boulevard Pereire, 75017 Paris.

M^{me} Pierre Desfontaines, son épouse, M^{me} A. Desfontaines, M. et M^{me} François Desfontaines, M. et M^{me} Claude Guizard, M. et M^{me} J.-M. Desfontaines, ses petits-enfants, ses beaux-enfants, et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre DESFONTAINES,

survenu le 8 février 1991 à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

Une messe en sa mémoire sera célébrée à 10 heures, en l'église Saint-Augustin, à Paris, le 28 février.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Nerville (Seine-Maritime), dans l'intimité familiale.

M^{me} Danielle Ledermann, Judith et Jérôme, ses enfants, Les familles Ledermann, Libine, Susslerkalk, Josephberg, Rustinovich, Rendler, ont la douleur de faire part du décès de

M. Samuel LEDERMANN.

L'inhumation a eu lieu le 18 février 1991, au cimetière israélite de Lunéville.

42, rue Sébastien-Keller, 54300 Lunéville.

M. et M^{me} Louis Marx, M. et M^{me} Pierre Marx, M. et M^{me} Bernard Weisgerber, leurs enfants et leurs petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jacques MARX,

née Jacqueline Faure de Larivière, survenu à Marseille, le 11 février 1991, à la veille de ses quatre-vingt-quinze ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, à Sallèles (Dordogne), le 14 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Cimara, 75116 Paris. 501, rue Paradis, 13006 Marseille, 102, rue de Verdun, 68100 Mulhouse.

M^{me} André Morel, sa femme, Et sa famille, ont la douleur d'annoncer le décès de

Christiane MOREL, professeur du lycée Jean-Renoir, à Bondy,

survenu le 20 février 1991, à l'âge de cinquante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 25 février, à 10 h 30, en l'église Sainte-Bernadette, 39, rue Pierre-Loti, à Champigny-sur-Marne.

11, rue Frémin, 93140 Bondy.

Saint-Didier-au-Mont-d'Or (Rhône).

M^{me} Georges Vaissière, son épouse, M^{me} Jean-Jacques, Jean-Pierre, Jean-Noël, Franck Vaissière, ses enfants, et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges VAISSIÈRE,

survenu le 20 février 1991, à Saint-Didier-au-Mont-d'Or, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu samedi 23 février, à 11 heures, en l'église de Saint-Didier-au-Mont-d'Or, suivie de l'inhumation dans le caveau familial, à Ecilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Parc, chemin des Esses, 69370 Saint-Didier-au-Mont-d'Or.

Anniversaires

Il y a cinq ans, le 23 février 1986,

Mathias GALEY

nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient, ce jour, une pensée pour lui.

Nîmes.

Il y a neuf ans,

Magali GAUTIER

disparaissait en montagne.

Le 22 octobre 1986, son père,

Jacques GAUTIER,

la rejoignait.

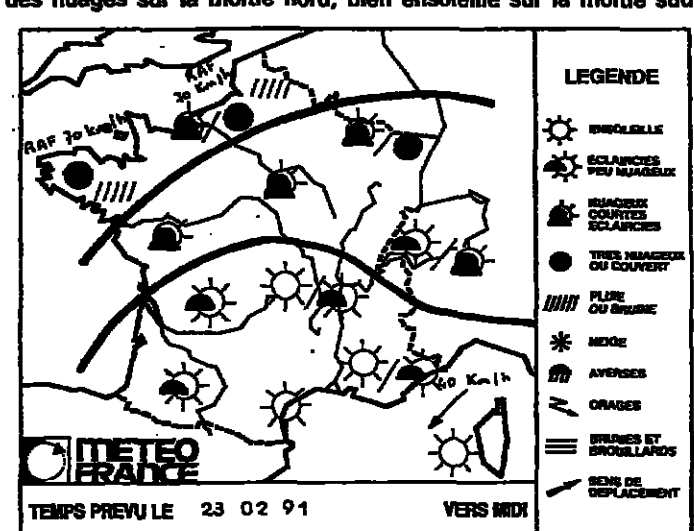
Leur souvenir nous accompagne.

Sciences pour demain. - L'université européenne de Paris organise un colloque sur ce thème, les 23 et 24 février, à la Sorbonne.

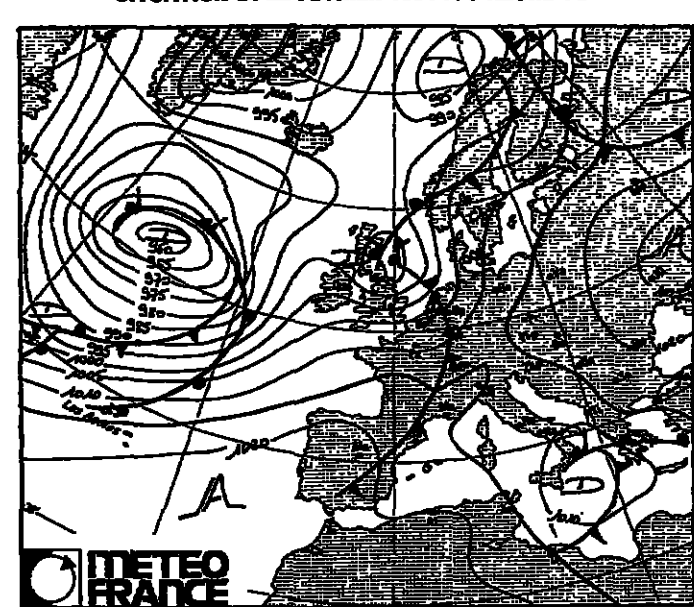
Renseignements auprès de l'UEP, 32, avenue Pierre-I-de-Serbie, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-23-47-28.

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 23 février
Perturbé sur les côtes de la Manche et, d'une manière générale, des nuages sur la moitié nord, bien ensoleillé sur la moitié sud



SITUATION LE 22 FÉVRIER 1991 À 0 HEURE TU



Le temps reste calme et assez doux avec de belles éclaircies dans l'ensemble.

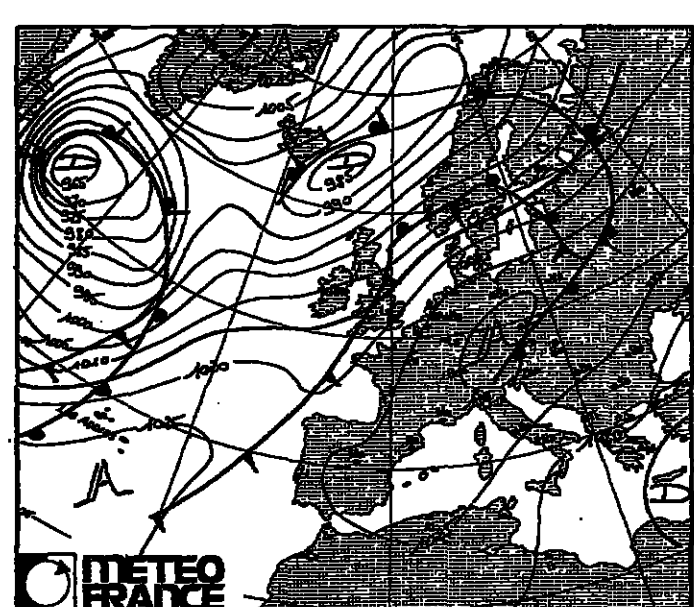
Dimanche : nuages au Nord-Ouest, soleil ailleurs. - Sur le Nord-Ouest, de la Bretagne au Nord, le ciel sera très nuageux à couvert et donnera quelques précipitations. Ailleurs, le matin, brumes et brouillards devraient se dissiper assez facilement, laisser place à de belles éclaircies avec un petit vent de

secteur sud. Cependant quelques nuages pourraient se développer sur la Corse et la Côte d'Azur.

Les températures minimales iront de 0 à 4 degrés sur l'Est, 4 à 8 degrés sur l'Ouest et les régions méditerranéennes.

Les maximales atteindront 14 à 17 degrés sur les régions méridionales, 9 à 13 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 24 FÉVRIER 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 22-02-91

FRANCE	TOURS	10	2	D	LOS ANGELES	24	11	N
ALGER	15	6	N		LUXEMBOURG	8	2	D
BARCELONE	17	6	N		MADRID	12	2	B
BELGRADE	15	4	D		MARSAKEL	17	11	D
BOMBAY	15	2	D		MEXICO	27	9	B
BREITENBURG	10	7	A		MILAN	3	-2	D
CARIN	3	1	D		MONTREAL	5	-1	A
CHERBOURG	3	3	N		MOSCOW	0	-1	C
CLEMONT-FERR	16	4	D		NAIROBI	29	21	D
DAKAR	13	3	B		NEW-YORK	17	2	D
DELR	13	1	C		OSLO	6	1	P
GENÈVE	3	2	D		PALMA-DE-MAJ	15	6	D
HAÏPHONG	12	2	B		PEKIN	0	-12	D
LE CAIRE	14	4	N		RIO-DE-JANEIRO	22	23	D
LIÈGE	13	1	C		ROME	17	10	D
LONDRES	10	2	D		SINGAPOUR	32	24	C
LYON	14	4	N		STOCKHOLM	3	0	D
MADRID	16	4	D		SYDNEY	25	22	N
MARSEILLE	13	1	C		TOKYO	10	1	D
NANCY	10	2	D		TUNIS	14	11	D
NAPLES	10	4	D		YAKOVLEV	2	-3	N
NICE	14	6	D		YERRE	13	7	C
PARIS-MONTS	7	3	D		YERRE	3	-4	N
PARIS	17	4	N					
PERPIGNAN	14	3	C					
RENNES	9	4	D					
STRASBOURG	11	1	C					

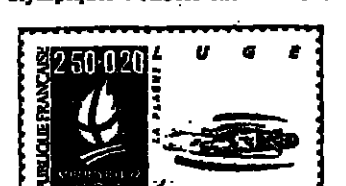
TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Albertville 92 : luge à La Plagne

La Poste mettra en vente générale, lundi 4 mars, un timbre-poste à surtaxe d'une valeur de 2,50 F + 0,20 F consacré à l'épreuve de luge qui se déroulera à La Plagne lors des prochains Jeux olympiques d'Albertville en 1992.



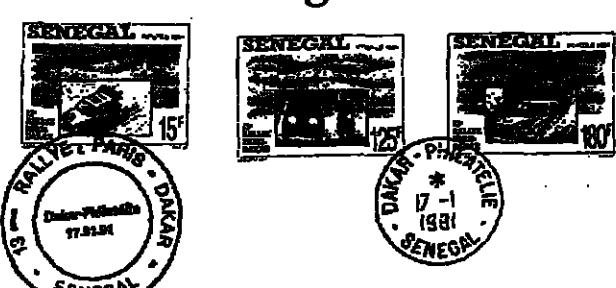
Ce timbre affiche une valeur de 2,50 F, au lieu de 2,30 F pour les précédentes figurines de la même série, émises antérieurement, et préfigure ainsi la prochaine hausse du tarif « lettre » urgent. Le montant de la surtaxe de 0,20 F, inchangé, doit permettre à la Croix-Rouge, à laquelle il sera entièrement reversé, de financer la couverture sanitaire et médicale des Jeux.

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, conçu par Charles Brixou, gravé par Pierre Béquet, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

► Vente anticipée à Macot-Lagnieu (Savoie), les 2 et 3 mars, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la Galerie de la Cheminée ; le 2 mars, de 9 heures à 12 heures, au bureau de poste de Macot-Lagnieu (boîte aux lettres spéciale).

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 5, rue Antoine Bourdelle Tél. : 40-65-29-27

En filigrane



« Journée de l'Académie de philatélie. - Comme chaque année, l'Académie de philatélie organise, le samedi 2 mars 1991, une séance publique gratuite au cours de laquelle des membres titulaires et correspondants présenteront à l'aide de diapositives quelques pièces remarquables. Cette séance exceptionnelle se déroulera au Musée de la Poste de Paris (34, boulevard de Vauglar, Paris 15^e). Au menu : le Marianne de Béquet (fraude en tous genres) ; le lion et sa symbolique ; les essais extraordinaires des premiers timbres postaux de Russie en 1848 ; les 3 F au type Merson, etc.

► Paris-Dakar. - Les postes du Sénégal ont émis une série de quatre timbres à l'occasion du 13^e Rallye Paris-Dakar, d'une valeur de 15, 125, 180 et 220 F CFA. Souvenir philatélique « premier jour » auprès de l'Amicale philatélique dakaroise, J.-L. Busthier, BP 1209, Dakar, Sénégal.

► Ventes. - Vente sur offres J. Robineau (5, rue Drouot, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-70-16-80), date de clôture des offres le mardi 12 mars. Au catalogue, plus de 2 800 lots, dont une collection de marques d'armées, marques départementales (Creuse et Dordogne bien représentées), bel ensemble sur la guerre de 1870, classiques de France et du monde entier. A

noter, par exemple, un « ballon monté » avec cachet rouge « République française 1 Adroitières Nadar-Dartois-Durouf » (départ 30 000 F) ; 1 F Cérés vermillon neuf (cote 350 000 F, prix de départ 145 000 F) ; deux Thermisme 2,20 F rouge au lieu de bleu (départ 1 750 F).

Vente aux enchères à Corbell-Essonnes, le samedi 23 février, par le ministère de M^{me} Bonduelle et Lancry (expert X. Pigeon). Trente-trois lots en classeurs et collections (renseignements au (1) 45-48-86-16).

Vente sur offres organisée par Jean Peyrieux (5, place Raspail, 89007 Lyon. Tél. : 78-72-33-20), clôturée le 2 mars 1991 : documents historiques, France anciens et modernes. En vedette, un 1 F vermillon vif sur lettre.

Ventes aux enchères Stanley Gibbons à Londres en Angleterre, les 28 février et 1^{er} mars. Au programme, Grande-Bretagne toutes époques, comprenant de très nombreuses variétés (Stanley Gibbons, 369 Strand, London WC2R 0LX, Angleterre).

Superbe vente aux enchères Bolaffi en Italie, le 2 mars, catalogue houx à l'appui, qui dispense une collection classique des anciens États d'Italie Bolaffi, via Cavour, 17/F, 10123 Torino, Italie. Tél. : (011) 5571655.

BILLET

Les mauvaises surprises de la CSG

Dans le domaine fiscal, le concept de « service après-vente » paraît être une notion encore inconnue. La mise en application de la contribution sociale généralisée (CSG), présentée comme une mesure de justice sociale, engendre ainsi plusieurs inégalités de traitement.

Compte tenu du report d'un mois pour des raisons techniques du recouvrement de la CSG (soit un manque à gagner de 1,2 milliard de francs pour la « Sécurité »), les salariés ne verront apparaître ce nouveau prélèvement — équilibré par une baisse de leur cotisation vieillesse — que sur leur bulletin de paie de février. En revanche, les retraités du régime général de la Sécurité sociale dont la pension de janvier a été versée le 8 février dernier ont déjà acquitté ce prélèvement de 1,1 %, puisque la loi précise que les revenus visés sont ceux versés « à compter » du 1^{er} février et non « au titre » de février.

Pour les retraités complémentaires, versées trimestriellement en avril, les sommes correspondant au mois de janvier ne devraient donc pas non plus échapper à la CSG. Certains salariés payés avec retard risquent eux aussi une surprise désagréable.

Ces différences de traitement sont d'autant plus ressenties que, pour les retraités, la CSG induit une perte de pouvoir d'achat de 0,8 %. Certes, seuls les titulaires de pensions redevables de l'impôt sur le revenu (soit 55 % des retraités) sont concernés par cette contribution, mais ils ne bénéficient ni d'une baisse de la cotisation-vieillesse — qu'ils n'acquittent plus — ni de l'abattement de 5 % pour frais professionnels consenti aux salariés. De quoi irriter nombre d'anciens actifs déjà échaudés par la modération du relèvement des pensions du régime général (+ 1,7 % au 1^{er} janvier).

Regrettables, ces maladroites risquent surtout d'apparaître comme l'arbre qui cache la forêt. En effet, il est assez logique que les retraités, disposant de revenus largement comparables à ceux de la moyenne des ménages et acquittant des cotisations d'assurance-maladie inférieures à celles des actifs, participent davantage, via la CSG, au financement de la protection sociale. C'est pourquoi le gouvernement assure aujourd'hui d'étaler la possibilité d'étaler le prélèvement de la CSG, au moins pour les pensions non mensualisées. Une préoccupation pour le moins tardive.

J.-M. N.

Précision. — Le taux horaire d'indemnisation du chômage partiel par l'Etat n'est pas fixé à 10,54 %, ainsi que nous l'avions indiqué (le Monde du 21 février) sur la foi d'une note technique du ministère du travail, mais à 10,38 %.

PÉTROLE

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	21 fév.	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate), à New York	18,05	- 1,00
Brent à Londres	16,65	- 0,80

(Source : Arbitrages pétroliers France)

A New York comme à Londres, le prix du baril a baissé après l'annonce de l'acceptation irakienne du plan de paix soviétique. Pour la première fois depuis le début de la crise du Golfe, il est passé en dessous de 18 dollars aux Etats-Unis. A Londres, sur un marché peu actif mais très attentif, il est tombé en dessous de 17 dollars.

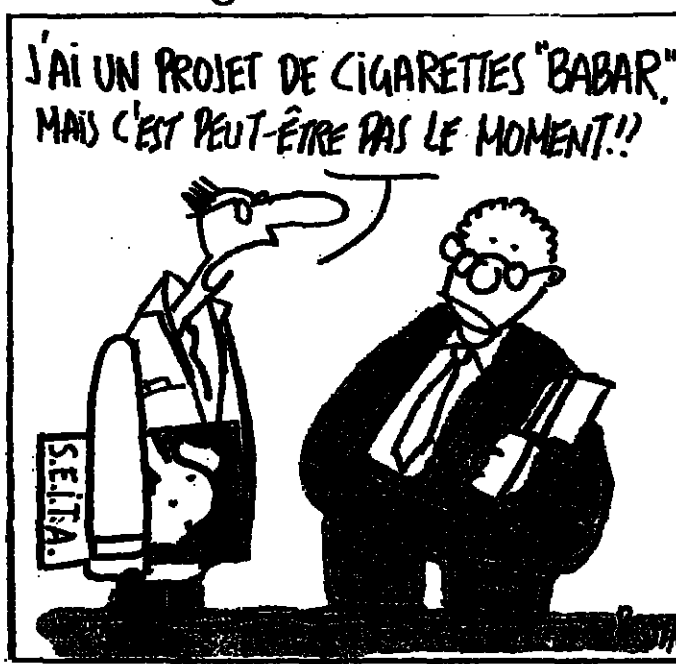
Avec la Chevignon, la SEITA veut se développer sur le marché des cigarettes blondes

Une polémique s'est instaurée entre le ministre du budget, celui des affaires sociales et le premier ministre à propos de l'utilisation de la marque Chevignon pour une nouvelle cigarette de la SEITA (le Monde du 22 février). La SEITA, entreprise publique employant 6 000 personnes et réalisant 11 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990, veut améliorer ses positions sur un marché stagnant. Cette ambition se traduit par une politique de diversification et d'élargissement de la gamme des produits.

Ni morale, ni politique, la logique de la SEITA (Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes) est désespérément commerciale et économique. « La publicité n'entraîne pas d'augmentation de la consommation. D'ailleurs globalement le marché est stagnant. Toute notre stratégie consiste donc à essayer d'empêcher sur les parts de marché de nos concurrents », explique-t-on à la SEITA pour défendre le lancement de la cigarette Chevignon.

Bien que l'arrêté des prix de cette cigarette ait été publié au Journal officiel du 15 septembre 1990, la création de ce produit s'est faite dans la plus grande discrétion. Il a pourtant fallu deux ans pour le mettre au point. C'est en effet dès 1988 que les responsables de la SEITA ont contacté les dirigeants de Chevignon pour leur proposer un accord sur l'utilisation de leur marque. Ceux-ci, qui gagnent 10 centimes par paquet vendu, ont accepté à condition notamment d'être associés au graphisme de l'emballage et de la campagne de publicité.

Après quatre lancements en 1990, il s'agissait pour la SEITA de continuer à élargir son portefeuille de marques. Sur un marché stable depuis quatre ans (95,8 milliards de cigarettes ont été fumées en France en 1990), l'essentiel de la bataille entre les fabricants se situe sur le secteur des blondes. Finie la mode de la Gauloise : les cigarettes brunes ne représentent plus que 38 % des ventes. Les blondes ont définitivement séduit 62 % des fumeurs. Mais la SEITA, qui a longtemps été spécialiste des



brunes, détient seulement 22 % de ce marché, même si elle se vante d'avoir augmenté sa présence de 1,8 % en 1990.

Marketing et diversification

Pour y réussir, la société a utilisé le double système de la dénomination des marques et de la création de produits : mieux qu'une automobile, la bonne vieille Royale se décline maintenant en quatorze versions. La conception d'un nouveau produit, en revanche, peut être aléatoire : la SEITA l'a appris à ses dépens avec l'échec de la Nova, dont l'idée, qui était d'évoquer l'univers des reporters, n'a pas trouvé d'écho chez les consommateurs.

Cette politique de marketing est, avec la diversification, la stratégie mise en place par les dirigeants de la SEITA pour équilibrer les comptes de leur société. Depuis 1983, en effet, l'Etat-actionnaire refuse de n'être là que pour combler les pertes des entreprises publiques. La SEITA n'a donc

théoriquement plus droit au déficit. D'ailleurs, depuis 1986, elle affiche des résultats positifs. En 1989, le bénéfice net était de 421 millions de francs, pour 10,3 milliards de francs de chiffre d'affaires. 1990 devrait être moins faste : 370 millions de francs pour 11 milliards de francs.

L'accroissement du chiffre d'affaires provient de l'activité de distribution et de développement des produits hors tabac, notamment les cartes téléphone et de parking et le développement de services télématiques pour les bureaux. En 1989, ces activités ont représenté 60 % du chiffre d'affaires.

L'activité production, en revanche, ne cesse de décliné : depuis dix ans, les effectifs de la SEITA ont chuté de moitié et sont tombés à 6 000 personnes. Après la fermeture en 1990 de l'usine de Marseille, il reste seulement six sites de fabrication dont un à Riom (Puy-de-Dôme), qui produit la Chevignon et qui est situé à quelques kilomètres de la circonscription de M. Michel Charasse.

FRANÇOISE CHIROT

Cacophonie

par Franck Nouchi

A cacophonie gouvernementale continue de plus belle. Le lancement par la SEITA, le 18 février, de la cigarette Chevignon, une blonde portant le nom d'une marque de vêtements, est le prétexte, depuis quelques jours, à une bien curieuse — et inédite — polémique opposant le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evin, le ministre du budget, M. Michel Charasse, et le premier ministre, M. Michel Rocard.

Après que le premier eut estimé que la décision de la SEITA de sortir ce produit à destination des jeunes déstabilisait l'esprit de la toute récente loi contre le tabagisme et l'alcoolisme, et que le second eut répliqué qu'il prenait la défense de la liberté d'action de la SEITA, M. Rocard avait cru mettre une bonne fois pour toutes les choses au point en déclarant, jeudi 21 février, que la SEITA avait violé l'esprit de la loi de la manière la plus explicite, que cela n'était pas admissible et qu'il allait y mettre bon ordre (le Monde du 22 février).

Peine perdue : quelques heures plus tard, M. Charasse, décidément très en verve, revenait à la charge, déclarant que si « SEITA n'a évidemment pas eu l'intention de violer la loi du 10 janvier 1991 », et qu'il fallait « permettre à cette société, dans un marché stagnant, d'accroître la part de notre industrie nationale du tabac, tant en France qu'à l'étranger », « il ne s'agit pas, indiquait en outre M. Charasse, d'inciter à fumer ceux qui ne fument pas, mais de convaincre ceux qui persistent à consommer les produits du tabac à choisir la SEITA plutôt qu'une marque étrangère ». En clair : fumez français !

Venant de la part d'un ministre, les arguments développés par M. Charasse ne manquent pas d'étonner. On ne lui fera pas l'injure de penser qu'il n'a pas lu les dispositions de la loi Evin contre le tabagisme, et singulièrement son article 3 relatif à la publicité indirecte. Persuadé que le texte de la loi est sur ce point techniquement

mal ficelé — ce que M. Evin conteste — M. Charasse feint-il vraiment de croire que le fait de baptiser une cigarette d'un nom de marque très connu ne constitue pas une publicité indirecte pour cette marque ?

Ministre de tutelle de la SEITA, M. Charasse souhaite légitimement accroître les parts de marché de cette dernière. Pour autant, peut-il le faire au mépris d'une loi, qui plus est promulguée par le gouvernement auquel il appartient et alors même que le premier ministre, M. Rocard, entend « mettre bon ordre » dans cette affaire ? Imagine-t-on le ministre de l'Industrie faire fi de la loi sur la limitation de vitesse sur les routes sous le prétexte que l'Etat est actionnaire de Renault ?

En se plaçant délibérément au-dessus des lois et des règles habituelles du fonctionnement gouvernemental, M. Charasse ne sert en tout cas pas les intérêts de la santé publique. Avec sa faconde toute « colchicienne », il s'emploie au contraire à ridiculiser des mesures réclamées depuis longtemps par les médecins, légitimement inquiets du développement du tabagisme chez les plus jeunes. Branché contre ringards, ce débat n'est pas digne d'un bon fonctionnement démocratique.

Les Verts dénoncent les « excès fumeux » de M. Charasse. — M. Christian Brodhaug, porte-parole des Verts, a réagi, jeudi 21 février, au soutien apporté à la SEITA par M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, à propos de la polémique sur la sortie de la cigarette Chevignon. « Excès verbaux, excès de vitesse, excès de cigarettes », affirment les Verts. M. Charasse n'en est pas à son premier excès. En prenant aujourd'hui fait et cause pour la cigarette Chevignon, le ministre du budget développe des arguments mercantiles inacceptables.

FRANÇOIS GROSCHARD

Le glas des terre-neuvas

A Saint-Malo, le chalutier congélateur « Joseph-Roty » a été désarmé. La ville s'inquiète

SAINT-MALO

de notre envoyé spécial

Dans la ville corsaire, altière et toujours romantique de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), la nouvelle a fait l'effet d'un coup de bombe. L'un des quatre chalutiers de grande pêche vient d'être désarmé et mis en vente. Dans les métiers de la mer, l'arrêt d'un navire, la faillite d'un armement ou les naufrages représentent davantage qu'un échec économique ou un accident. Aux chiffres viennent se mêler le mauvais sort, la trahison des ancêtres, la colère ou les remords. Les marins emploient leur vocabulaire spécifique : la fortune de mer, le navire à la chaîne, le départ du rôle d'équipage ou le dernier appareillage du port d'attache pour aller arborer un pavillon panaméen ou chinois et finir sous les chalumeaux des ferrailleurs de Taiwan.

Connaissant parfaitement ce contexte émotionnel, le président de la Compagnie, M. Fernand Leborgne, lui-même ancien patron de chalutier, au verbe haut et au langage cru, avait soigné la mise en scène. C'est du haut de la passerelle du navire condamné, un bâtiment blanc et vert de 90 mètres construit en 1974 en Pologne, le Joseph-Roty, qu'il a proclamé la nouvelle.

Quelques jours auparavant, la séance du conseil d'administration avait été houleuse, plusieurs actionnaires exigeant l'arrêt immédiat des quatre navires congélateurs. Mais, appuyé par son directeur général, M. Patrick Soisson, M. Fernand Leborgne a obtenu un sursis : court puisque, à partir de juillet prochain, les quotas de pêche dont pourrait disposer l'armement dans les eaux norvégiennes, groenlandaises et surtout canadiennes sont aléatoires. Un nouveau rendez-vous a été pris pour fin mars.

L'an dernier, Compagnie a accusé quelque 18 millions de francs de déficit pour un chiffre d'affaires de 80 millions de francs. En 1987, les comptes étaient confortables : 136 millions de chiffre d'affaires, 15 millions de bénéfice et les traits de chèque — 30 tonnes de morue en dix minutes — valaient de l'or.

Depuis quatre ans, le Canada, au large duquel s'étendent les eaux les plus poissonneuses du monde, appli-

que une politique de protection de ses ressources de plus en plus rigoureuse. Des pêcheurs et des conserves de Terre-Neuve ou de Nouvelle-Ecosse en ont fait eux-mêmes les frais. Progressivement, Ottawa a chassé de ses eaux les flottilles étrangères, et, pour celles, françaises, qui revendaient des droits historiques dans ces parages, il leur a accordé des quotas de cabilland de manière parcimonieuse, ce qui a donné lieu à des campagnes violentes entre les deux pays. Bruxelles, d'ailleurs, n'apprécie pas que la France ait pu jouir d'un régime privilégié au Canada par rapport aux autres Etats de la CEE.

Une succession de coups de tabac

A cela se superpose une querelle purement franco-française. Pour avoir la paix avec les six mille habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon (dont certains sont d'origine malouine), qui ne vivent que de la morue... et de la fonction publique, le gouvernement, en janvier 1989, a opéré une délicate répartition des quotas attribués aux bateaux français. Un partage qui a pu être interprété comme une faveur manifeste faite à Saint-Pierre, qui arme sept navires sur le dos de Saint-Malo, et une victoire de M. Louis Le Penec (ministre des DOM-TOM mais aussi élu breton) sur M. Jacques Mellick, ministre de la mer, maire de Béthune.

A partir de ce moment, M. Fernand Leborgne, qui, il y a dix ans, bordait dans les eaux glacées du Saint-Laurent sur la passerelle des navires de l'entreprise dont il allait devenir le PDG, savait bien que l'avenir ne serait qu'une succession de coups de tabac car, quand les quotas se réduisent, les mailles des filets se resserrent. « D'autant, martèle-t-il, que l'Etat n'a pas tenu ses engagements ».

Et de dénoncer une situation il est vrai paradoxale. Après que les flottilles de Fécamp, du Havre et de Bordeaux eurent successivement déclaré forfait dans le grand métier des terre-neuvas, Compagnie était resté le seul en métropole à y croire.

Et voilà qu'arrivés ministériels après arrêtés, on lui ménage quelques centaines de tonnes, que le gouvernement lui refuse des licences, qu'on lui interdit l'accès à la banque du Labrador sous prétexte que ses navires ont épuisé leurs quotas de morue, alors qu'ils pourraient fort bien y pêcher une autre espèce.

Comble ! C'est une entreprise espagnole puisant, Penamora, qui, depuis quelques mois, contrôle majoritairement la flotte de pêche et les usines de Saint-Pierre. « Dans le contexte franco-canadien, Paris sert d'abord les intérêts espagnols, ensuite ceux de Saint-Pierre, et il programme la mort lente des Malouins ».

Ne manquant jamais la langue de bois, M. Fernand Leborgne accorde : « Le ministre de la mer ne sert plus à rien. On pourra bientôt l'appeler le ministre de la plaisance ». Dans l'entourage de M. Mellick, précisément, on est habitué aux « coups de gueule » et aux « gestulations » de M. Leborgne. A l'automne dernier, il avait tenté un coup de force avec l'un de ses navires, précisément le Joseph-Roty, et avait brisé l'interdiction que lui avaient signifiée les pouvoirs publics d'aller jeter ses chaluts dans la zone dite 3 PS, réservée en priorité aux Saint-Pierrais. Un recours est actuellement examiné par le tribunal administratif de Rennes.

« En quelques semaines, Compagnie a épuisé tous ses derniers quotas disponibles au large du Labrador. Il est irréaliste de penser que le Canada nous accordera du rab. Fernand Leborgne, de la sorte, a programmé lui-même ses propres difficultés. Lui et nous n'avons plus grand-chose à nous dire », tranche un conseiller de M. Mellick.

Le gouvernement estime n'avoir en rien défavorisé Compagnie au cours des dernières années. Il l'a même aidé dans tous ses projets de diversification. L'entreprise a obtenu dix licences pour exploiter une flotte crevettière en Guyane. A Saint-Malo même, des subventions lui ont été versées pour constituer un armement de pêche fraîche. Et l'usine de transformation de pâte de poisson (surimi), dans laquelle le groupe japonais Marubeni a pris une participation, est quasiment assurée de recevoir le soutien financier des pouvoirs publics. Son inauguration est

prévue pour fin mars, au moment où se réunira un conseil d'administration de Compagnie, qui s'annonce crucial. « Je me demande si ce n'est pas le commencement de la fin », commente, amer, M. René Couaneau, CDS, dans sa mairie installée dans une aile du château. Et il fait ses comptes : « Un emploi de marin procure deux emplois indirects à terre. Sur le Joseph-Roty, il y avait cinquante-cinq hommes et Saint-Malo compte déjà six mille chômeurs ». Les équipages des trois derniers navires fondent les espoirs

fragiles qui leur restent sur quelques quotas de crevette au Groenland, de cabillauds au Spitzberg, de merlan bleu ou de lieu noir dans les mers démontées de l'Ouest-Ecosse. Une misère. Et chacun redoute que le verdict que rendra le tribunal arbitral de New-York cet été, pour dire la limite précise franco-canadienne des eaux territoriales devant Saint-Pierre-et-Miquelon, ne retentisse comme un coup de mort.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 12 février 1991 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 28 décembre 1990. Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se réunira le 3 avril 1991, de fixer la dividende de l'exercice 1990 à 23,00 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 0,59 franc. Pour les personnes morales, les OPCVM ou les entrepreneurs individuels, ces revenus sont assortis d'un crédit d'impôt de 0,66 franc ; pour ces personnes, les revenus perçus sur des titres souscrits après la clôture de l'exercice ne donnent pas droit au crédit d'impôt.

Ce dividende sera détaché le 11 avril 1991 et mis en paiement le 12 avril 1991. Il est rappelé que l'abatement prévu par la loi du 17 juin 1987 pour les revenus d'actions et d'obligations françaises est de 8 000 francs pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés, et de 16 000 francs pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

Le conseil d'administration a par ailleurs décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire le 19 mars 1991, à qui il sera proposé d'adopter l'article 9 modifié des statuts de la SCAV relatif à la valorisation des titres de créances négociables afin de se conformer aux recommandations de la Commission des opérations de bourse.

Siège social et bureaux : 5, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS - tél. : (1) 49.27.63.00

ÉCONOMIE

Passant de 27 milliards de francs à 42 milliards

Le déficit des transactions courantes s'est fortement creusé en 1990

Légèrement déficitaire depuis 1987, la balance des transactions courantes a accusé un solde négatif plus important en 1990 (nos dernières éditions du 22 février). Selon les statistiques publiées jeudi 21 février par le ministère des finances, le déficit des transactions courantes (le poste comptabilisé, au sein de la balance des paiements, les échanges de marchandises, de services, et les transferts unilatéraux) a atteint 42,05 milliards de francs l'an dernier, contre 27,07 milliards l'année précédente.

Au renchérissement du déficit commercial (50 milliards de francs en 1990 contre 43 milliards en 1989, selon les statistiques douaniers, 73,6 milliards contre 64,7 milliards en données balance des paiements) s'est ajouté l'an dernier la réduction de l'excédent des échanges de services.

Si le tourisme reste largement bénéficiaire le poste des revenus du capital accuse désormais un manque à gagner important : - 12,3 milliards de francs.

contre - 2,7 milliards en 1989. Ce déficit de la rémunération des actifs (sous forme d'intérêts et de dividendes principalement) s'explique par la forte augmentation des investissements français à l'étranger, au moment où les non-résidents se sont largement portés acquéreurs de titres boursiers et obligataires français. Ces titres offrent une rémunération rapide, et bien comptabilisée dans la balance des paiements, tandis que les revenus d'investissements à l'étranger sont en général tardifs, et parfois mal appréhendés.

Au ministère des finances, on se console de cette augmentation de plus de 50 % en un an du déficit de la balance des transactions courantes en constatant qu'elle reste somme toute limitée (moins de 1 % du PIB), et que l'écart entre le solde courant et celui du commerce extérieur se resserre. Même si ce rapprochement s'opère dans le sens d'un renchérissement des deux déficits.

F.L.

Restructuration dans la restauration collective

Eurest et la Générale de restauration sont reprises par leurs cadres

La Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (CIWLT) a réalisé l'essentiel de la réorganisation prévue dans sa branche restauration. Cette restructuration, donnant le pouvoir aux cadres, met fin à plusieurs années de conflits entre actionnaires et s'accompagne d'une redistribution des cartes entre les trois grands de la restauration collective en France : la Sodexo, la Générale de restauration et la CIWLT.

Nouveaux habits pour Eurest, secteur restauration de la Compagnie des wagons-lits, après l'association d'origine avec Nestlé - abandonnée par la firme suisse en 1984, - et la tentative de fusion

avec la Sodexo, entamée en 1989 par son président, M. Pierre Belon, lorsqu'il entra dans le capital de la Compagnie, et interrompue à l'été 1990. Cette fois-ci, la CIWLT s'associe avec ses cadres sur son marché principal, la France, qui représente 49 % du chiffre d'affaires de la restauration (6 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990), dont 70 % dans la restauration collective (cantines et restaurants d'entreprise). L'opération a été signée jeudi 21 février.

Eurest (France), qui servait de holding à l'ensemble de ce secteur des Wagons-Lits, est en assurance étrangère. Elle passe sous le contrôle des cadres supérieurs : ceux-ci, par l'intermédiaire d'une société civile, ont pris 33,2 % du capital (évalué à 330 millions de francs), grâce à un LBO (leveraged buy-out) financé à 90 % par un prêt bancaire sur dix ans. La CIWLT ne conserve que 33,3 % des parts et la Sodexo 33,4 %. Très impliqués financièrement (puisque ils sont 60 seulement à participer à la société civile), ils auront la maîtrise effective des opérations, grâce à un double droit de vote (en fait 57,8 %) - sauf pour une éventuelle augmentation de capital.

Un réseau complexe

Ainsi espère-t-on éviter les conflits entre actionnaires, qui ont géré Eurest ces dernières années : une précaution nécessaire dans la mesure où restent présents dans le capital des groupes concurrents sur le terrain (la CIWLT et Sodexo).

Pour compléter le tableau, la Générale de restauration, filiale (à 67 %) du groupe Accor et première société de restauration collective (avec un chiffre d'affaires de 2,9 milliards de francs), ex æquo avec la Sodexo et devant Eurest, passe aussi sous le contrôle de ses cadres.

La société est en effet coiffée par un holding dont ceux-ci possèdent 35 %, avec la majorité des droits de vote ; Accor garde 30 % des actions, et la Générale des eaux porte sa participation de 27 % à 30 % (le reste étant détenu par des personnes du groupe).

Ces rectifications de frontière entre les trois majors de la restauration collective continuent à l'étranger. Eurest avait vendu l'an dernier sa filiale brésilienne à Accor ; elle vient de céder sa filiale italienne à la Sodexo, qui en assurait déjà la gestion. Maintenant, Eurest-Espagne est en train de prendre le contrôle de la filiale locale d'Accor (la Socorsa), portant son chiffre d'affaires à plus de 800 millions de francs ; la même opération doit en faire autant en Allemagne, si la Commission européenne accepte ces deux acquisitions.

Ces rachats croisés ou parallèles, permettront à Eurest de récupérer son indépendance sans évacuer la Sodexo de son capital, et au groupe Accor, nouveau venu parmi les actionnaires de la CIWLT, de se désengager partiellement de la restauration collective (pour s'impliquer davantage dans l'hôtellerie, où une redistribution des cartes va se faire aussi avec les Wagons-Lits).

Ils vont tisser entre les trois acteurs un réseau complexe d'intérêts : ainsi ni la Générale de restauration, ni la Sodexo, n'auront intérêt à engager une guerre des tarifs contre Eurest. Sans mettre fin à la concurrence : en Espagne, Eurest va se retrouver face à Sodexo pour la restauration des prochains Jeux olympiques de Barcelone ; en France, le champ reste largement ouvert, puisque les groupes privés tous ensemble ne représentent encore que 20 % du total de la restauration collective.

GUY HERZLICH

Les projets de modification de la fiscalité

Les Allemands paieront davantage d'impôts à partir du 1^{er} juillet

Le gouvernement allemand a confirmé, jeudi 21 février, que des augmentations d'impôts interviendraient à partir du 1^{er} juillet en Allemagne. Une augmentation de la taxe sur l'essence est certaine et la coalition au pouvoir doit encore choisir entre une hausse de l'impôt sur le revenu ou de la TVA.

« Si je dis aux citoyens avant les élections qu'on n'augmentera pas les impôts dans le contexte de l'unité allemande, on ne le fera pas », c'est en ces termes que le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, s'était exprimé en novembre dernier, juste avant le premier scrutin électoral de l'Allemagne unie, qui devait le confirmer au pouvoir.

En quelques mois, l'attitude du chancelier Kohl a nettement évolué. La population allemande sait désormais officiellement qu'elle devra payer davantage d'impôts à partir du 1^{er} juillet prochain. « Je ne vois pas d'alternative à une hausse des impôts », a déclaré le ministre des finances, M. Theo Waigel, jeudi 21 février, en discutant de la situation financière de l'Allemagne avec les parlementaires du Bundestag.

Alors que dans les mois qui suivront l'union économique et monétaire de l'Allemagne, les dirigeants de Bonn avaient pensé pouvoir financer le coût de la remise à flot de l'ex-RDA uniquement par le biais d'emprunts, ils s'en remettent aujourd'hui à la fiscalité. Entre-temps, la situation économique de la partie orientale du territoire est apparue beaucoup plus grave que ce qui avait été auparavant estimé et la crise du Golfe a créé des besoins de financement nouveaux pour l'Etat allemand. Le déficit budgétaire devrait atteindre cette année 70 milliards de marks.

Avant le 8 mars

Vendredi 22 février, la répartition exacte des augmentations d'impôts était encore sujette à discussions à Bonn. Il était cependant certain que la taxe sur l'essence et les produits pétroliers seraient lourdement augmentés. Selon le quotidien *Bild Zeitung*, l'augmentation serait de 20 pfennigs (68 centimes) par litre. Mais le renchérissement de cette taxe (qui a rapporté l'an dernier 36 milliards de marks à l'Etat) sera certainement insuffisant.

Reste donc à savoir si le gouvernement de M. Kohl choisira de toucher aussi à la TVA ou à l'impôt sur le revenu. Un relèvement de point de la TVA (15 %) ou un renchérissement de 5 % de l'impôt sur le revenu sont envisagés. Cette alternative provoque d'importantes polémiques, les conséquences sociales de la hausse de l'un ou l'autre de ces impôts étant bien différentes (la TVA affecte plus lourdement les bas revenus). La question sera tranchée au plus tard le 8 mars, a déclaré le porte-parole du gouvernement, M. Dieter Vogel.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Francis-Régions
La Sicav des initiatives régionales

Comptes de l'exercice 1990 clos le 28.12.1990 approuvés par le Conseil d'Administration du 12.02.1991 présidé par M. Alain VILLEROY de GALHAU.

Actif net au 28.12.1990 : F 107.422.666

Evolution de la valeur liquidative en 1990 :

- 15,87 % (indice SBF : - 25,41 %)

Performance sur 3 ans : + 35,01 %

Dividende proposé : F 24,48 + F 7,97 d'avoir fiscal pour mise en paiement le 16 avril 1991 en hausse de 11,24 % par rapport à l'exercice précédent.

Consultez les valeurs liquidatives des Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

AGP REG FINANCIERE
GROUPE CIC

Peugeot refuse d'adhérer à la nouvelle Association des constructeurs européens d'automobiles

L'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), créée mercredi 20 février à Munich, ne comptera pas Peugeot parmi ses membres. La firme présidée par M. Jacques Calvet se retrouve ainsi seule pour défendre ses positions, en particulier le gel au niveau actuel et jusqu'en 2003 des quotas accordés aux constructeurs japonais en Europe.

Cette position avait provoqué, en novembre dernier, la démission de tous les constructeurs (hormis PSA) du Comité des constructeurs automobiles du marché commun (CCMC), groupe de pression auquel l'ACEA succède aujourd'hui. M. Raymond Lévy, président de Renault, a été nommé président de l'ACEA.

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

3^e arrdt
M^{rs} ARTS-ET-MÉTIER
Calme, baigné de soleil, en duplex, gd living obsolète, 2 chbres, 2 s. de bns, Pk, 42-22-03-80
43-59-04-04, p. 22

4^e arrdt
PLACE DES VOISSES
Imm. luxueuse, Appt. env. 100 m², Entrée, living, 2 chbres, 2 s. de bns, Pk, 42-22-03-80
43-59-04-04, p. 22

L'AGENDA

V.O. ONLY
spécialiste du vidéo d'été en v.o. en Europe (pas NTSC). Plus de 2 000 titres disponibles immédiatement. Ouvert tous les jours de 10h à 20h, 25, bd de la Somme, 75017.
M^{rs} Pointe-de-Champert. Tél. : 42-87-76-17 ou 42-87-76-27.

automobiles
moins de 5 CV
A VENDRE
AUDI 80
TURBO DIESEL, CONFORT Nov. 88, mod. 88. Bleu légal mod. Alerte, ferm. électr., catalyseur, 1^{er} main. 118 000 km. 71 000 F. 39-90-06-18 après 19 h.

de 5 à 11 CV
A vendre, URGENT
BMW 318i, janvier 1989, 18 000 km. Descente métall., toit ouvrant électr., rétrov. électr., catalyseur. Bar. : 84-68-46-22. Dom. : 30-21-89-51.

plus de 16 CV
A vendre URGENT
PORSCHE CARRERA 2
Catalyseur, année mod. 90 14 000 km, gris métall. Options : pont auto-orient., cuir souple, climatisation, alarme.
Prix : 415 000 F. Tél. : 42-24-05-81 ou 42-42-04-82 demand. M. BASSANT

ILE SAINT-LOUIS
Appt de caractère de l'imm. XVII^e, env. 45 m², Living avec mezzanine + chbrs, cuis., s. de bns 42-22-03-80
43-59-04-04, p. 22

5^e arrdt
RARE
Prie Maubert, neuf, jamaïs habité. Ancien immeuble XVII^e réhabilité. Appt haut de gamme env. 118 m², living 50 m² + 2 chbres, s. de bns, s. d'au 42-22-03-80
43-59-04-04, p. 22

6^e arrdt
PROX INTÉRESSANT
M^{rs} DUROC
Bon imm., cuis. sd. 1 chbr, obsolète, 40 m², bon aménagement, 100, rue de Valenciennes, Samedi, dimanche, 14 h-17 h.

8^e arrdt
Propri. vend STUDIO 27 m² dans immeuble récent. Rue La Boétie (9^e). 1 p., s. de bns, kitchenette. Bon état. Agence s'abstient. Libre au 1/4/91. Prix : 1 100 000 F. T. 43-59-04-13 (de 19 h à 20 h)

11^e arrdt
Av. République
Prie sd., 6 pièces, 2 bns, gde cuis., 138 m², tt. conf. 2 950 000 F. T. : 43-44-43-97.

16^e arrdt
EXCEPTIONNEL
18 m², proche Ecole, 9^e ét., solde, imm. anc., 4 pièces, appt triple déco. + 4 chbres + 3 s. de bns + 1 s. d'au, 1 gde cuis., installée + appt de service + parking. Prix élevé justifié. 42-22-03-80
43-59-04-04, p. 22

16^e NORD
M^{rs} Kibber, Rare. Imm. récent, env. 100 m², Gd living, 2 s. de bns, Pk, imm. 4.410 000 F. 42-22-03-80
43-59-04-04, p. 22

17^e arrdt
XVII^e, square Navier, part. vend studio 23 m² : entrée, s. de bns, kitchenette. Bon état. Immeuble bourgeois, 9^e ét., sans asc. 480 000 F. Tél. après 20 h ou 48-86-11-84.

NIEL 300 m²
TRÈS GRAND LUXE 5^e ét., solde, Balcons, kitchenette, 3 chbres, 3 bns, Cuisine aménagée, meublé, 42-22-03-80
42-81-80-83

BONNE AFFAIRE
PORTE MAJOT (proche) Clair, sd., 5^e étage. Totalement rénové. 45 m², 2 chbres, 2 chbrs, cuis., s. de bns, chbrs, s. d'au. Très bon plan. 42-22-03-80
43-59-04-04, p. 22

M^{rs} VILLIERS
Perte maison, fond cour 58, 2 chbrs, cuis., 2 bns, Rm. Terr., veranda, 106 m², 45, rue Laguerre, Samedi et dimanche, 14 h-17 h.

locations non meublées offres
Part. loue 3 p. Vitry-s-Seine Refait neuf, 61 m², Loggia + park, + cave à 500 F.C.C. Tél. : 43-50-92-02.

bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS
Constitution de société et tous services. 43-55-17-50.

ASSOCIATIONS
Sessions et stages
COURS D'ARABE
EXTENSIF : MATINÉE ET SOIRÉE DU 4 MARS AU 29 JUIN AFAC 42-72-20-89

TAROT DE MARSEILLE
Cours, initiation au 78 pour mieux se connaître découvrir les autres et vivre plus consciemment. MOUVEMENT : 45-35-77-24

• Prix de la ligne 49 F TTC (25 lignes, lettres ou espaces).
• Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
• Chaque tirage à l'ordre du Monde Publiée, adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parvenir du vendredi dans le samedi au Monde Publiée, 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces.

locations non meublées demandées

Paris
ASSOCIATION HUMANITAIRE
rech. logt 1 ou 2 p., salle de bns, Paris ou proche banlieue. Tél. : 43-48-50-49
48-33-78-31.

URGENT
Eco-collaboration du journal, cherche logement, 500 F. environ. Paris sud-est et proche banlieue. Tél. : 43-48-50-49
Tél. : 43-48-50-49

ETRANGER
Part. rech. en Tunisie location 1 an ou plus. Début septembre 1991. Villa vide ou meublée. Calme, 4 p., avec garage. Réponse sous 48 heures. Tél. : 43-59-11-31.

DEMANDES D'EMPLOIS
Femme, sténodactylo-secrétaire, solide exp., rech. place stable, rég. Est, Paris. Centre, gare de l'Est, Nation. Tél. : 43-04-42-41.

J.H., 24 ans, élég. O.M., bec + 2, part. et écriv. l'anglais (vécu un an en Angleterre), ch. place commerciale. Adresser les offres à : Tél. : 43-04-42-41.

• L'URSS aurait vendu 234 tonnes d'or en 1990. - Selon les déclarations du premier ministre soviétique mercredi 20 février, l'URSS a vendu, en 1990, 234 tonnes d'or sur les marchés internationaux. M. Pavlov a souligné que ce montant important de vente a été provoqué par la diminution de la production de pétrole, et que le revenu a été utilisé pour l'achat de produits alimentaires. Sur la base d'un cours de l'once d'or à 360 dollars, ces ventes auraient rapporté à l'URSS 2,7 milliards de dollars (13,5 milliards de francs).

• Précision : baisse du taux de base de la Bank of America. - La Bank of America a réduit son taux de base d'un quart de point et non de 0,5 % (le Monde daté 22 février) en le ramenant de 9 % à 8,75 %.

La date limite de la déclaration de revenus reportée au 4 mars

La date limite de déclaration des revenus de 1990 est reportée du jeudi 28 février au lundi 4 mars minuit, le cabinet de la poste faisant foi, a annoncé jeudi 21 février le ministère du budget dans un communiqué.

Les centres de renseignement mis en place sur tout le territoire fonctionneront donc jusqu'à cette date, précisément au rue de Bercy. Le retard pris dans l'acheminement des imprimés en raison du froid expliquerait, cette année, un surcroît qui devient de plus en plus habituel.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SICAV

Le conseil d'administration, qui s'est réuni le 8 février 1991, a décidé de convoquer les actionnaires de la SICAV NORD-SUD DEVELOPPEMENT en assemblée générale extraordinaire le 22 mars 1991 à 15 heures 30 afin de leur soumettre un projet de modification des statuts précisant les règles de valorisation des titres de créances négociables. Par ailleurs, le conseil a arrêté les comptes du sixième exercice couvrant la période du 1^{er} janvier 1990 au 28 décembre 1990.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera réunie le même jour que l'assemblée générale extraordinaire de capitaliser l'ensemble des revenus acquis par la SICAV et en conséquence d'affecter à un compte de réserves le montant correspondant soit 20 996 043,93 francs.

siège social et bureaux :
5, avenue de l'Opéra 75001 PARIS - tél. (1) 49.27.63.55

GROUPE
CASSA DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

MARSEILLE

مكتبة من الأناطول

سلاسل البحر



ICI, LA MER SUSCITE L'INNOVATION



Ici la mer suscite l'implantation des entreprises innovantes. Marseille-Europort s'inscrit dans une région où les activités de haute technologie, électronique, biotechnologies, astronomie spatiale, offshore... représentent 40% des nouveaux emplois créés. Cette forte concentration de matière grise la place au second rang des régions françaises pour le développement et la recherche et dote son activité portuaire d'un fort potentiel

d'innovation. Premier port de France, Marseille-Europort est aussi le premier Europort technologique. Au cœur de la Route des Hautes Technologies, l'installation d'un système informatique portuaire (PROTIS) relié au réseau Méditel des ports de la Méditerranée et la mise en place, actuellement à l'étude, d'une zone de télécommunications avancée positionne déjà Marseille-Europort comme l'Europole des huit régions de l'Europe du Sud.



CONSEIL RÉGIONAL
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

PORT AUTONOME
DE MARSEILLE

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

MARSEILLE EUROPORT, EUROPOLE DES ENTREPRENEURS.

Crédit Photo: R. V. 1991

سوق المال

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 22 FEVRIER

Cours relevés à 10 h 18

Règlement mensuel									
Comptes	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptes	VALEURS	Cours	Précéd.
3894	CAE 75	3850	3850	3850	+0.78	1275	CAE 75	3850	3850
390	BNP T.P.	525	525	525	...	1276	BNP T.P.	525	525
1420	Renault T.P.	1510	1510	1510	...	1277	Renault T.P.	1510	1510
1520	BNP T.P.	1225	1240	1240	+1.13	1278	BNP T.P.	1225	1240
1101	St. Gobain T.P.	1100	1100	1100	+0.33	1279	St. Gobain T.P.	1100	1100
950	Thomson T.P.	955	955	955	...	1280	Thomson T.P.	955	955
700	ADCO	350	350	350	...	1281	ADCO	350	350
670	Alcatel	675	675	675	...	1282	Alcatel	675	675
1800	Alcatel	1800	1800	1800	...	1283	Alcatel	1800	1800
415	ALP	572	575	575	+0.52	1284	ALP	572	575
1520	Alcatel	1520	1520	1520	...	1285	Alcatel	1520	1520
1140	Alcatel	1140	1140	1140	...	1286	Alcatel	1140	1140
135	Alcatel	230	230	230	...	1287	Alcatel	230	230
1040	Alcatel	1040	1040	1040	...	1288	Alcatel	1040	1040
225	Alcatel	225	225	225	...	1289	Alcatel	225	225
640	Alcatel	640	640	640	...	1290	Alcatel	640	640
710	Alcatel	710	710	710	...	1291	Alcatel	710	710
1250	Alcatel	1250	1250	1250	...	1292	Alcatel	1250	1250
365	Alcatel	365	365	365	...	1293	Alcatel	365	365
615	Alcatel	615	615	615	...	1294	Alcatel	615	615
345	Alcatel	345	345	345	...	1295	Alcatel	345	345
300	Alcatel	300	300	300	...	1296	Alcatel	300	300
340	Alcatel	340	340	340	...	1297	Alcatel	340	340
720	Alcatel	720	720	720	...	1298	Alcatel	720	720
98	Alcatel	98	98	98	...	1299	Alcatel	98	98
820	Alcatel	820	820	820	...	1300	Alcatel	820	820
365	Alcatel	365	365	365	...	1301	Alcatel	365	365
3220	Alcatel	3220	3220	3220	...	1302	Alcatel	3220	3220
148	Alcatel	148	148	148	...	1303	Alcatel	148	148
1000	Alcatel	1000	1000	1000	...	1304	Alcatel	1000	1000
167	Alcatel	167	167	167	...	1305	Alcatel	167	167
61	Alcatel	61	61	61	...	1306	Alcatel	61	61
328	Alcatel	328	328	328	...	1307	Alcatel	328	328
295	Alcatel	295	295	295	...	1308	Alcatel	295	295
220	Alcatel	220	220	220	...	1309	Alcatel	220	220
460	Alcatel	460	460	460	...	1310	Alcatel	460	460
122	Alcatel	122	122	122	...	1311	Alcatel	122	122
320	Alcatel	320	320	320	...	1312	Alcatel	320	320
360	Alcatel	360	360	360	...	1313	Alcatel	360	360
350	Alcatel	350	350	350	...	1314	Alcatel	350	350
1050	Alcatel	1050	1050	1050	...	1315	Alcatel	1050	1050
320	Alcatel	320	320	320	...	1316	Alcatel	320	320
300	Alcatel	300	300	300	...	1317	Alcatel	300	300
1180	Alcatel	1180	1180	1180	...	1318	Alcatel	1180	1180
490	Alcatel	490	490	490	...	1319	Alcatel	490	490
120	Alcatel	120	120	120	...	1320	Alcatel	120	120
105	Alcatel	105	105	105	...	1321	Alcatel	105	105
570	Alcatel	570	570	570	...	1322	Alcatel	570	570

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

VALEURS		% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations												
Emp. 10.5/87...	...	8.83		CITRAM (R)	2005	...	Metal Deploy.	570	...	A.A.A.	1007 89	983 31
Emp. 10.5/87...	...	8.83		Odéon	256	...	Alcoa	115 30	118	Actien	205 64	200 14
10.8/87 79/84	...	13.07		Cogit	382	379	Navigat (Nig)	214 80	...	Aggrégat	747 87	710 89
Emp. 13.25/80	...	13.07		Comptex	526	...	Oréal	285	278	Aggrégat	720 84	720 84
Emp. 10.5/82	100 01	15 85		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	114 13	113 79
Emp. 14.0/95 83	...	16 96		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
Emp. 13.4/83	...	2 31		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
Emp. 12.25 84	...	2 31		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
Emp. 11% 105	...	7 75		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
10.2/85 10/86	...	7 75		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
OAT 10% 5/2000	...	7 75		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
OAT 9.5% 12/1997	...	7 75		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
OAT 9.5% 11/1986	...	7 75		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
PTT 11.2% 86	105 85	8 83		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CF 10.3% 86	...	2 45		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...	Opal	255	...	Aggrégat	104 83	1023 36
CRP 100% 2000	...	1 46		Odéon	4020	...						

La guerre du Golfe

Le dernier mot de M. Saddam Hussein ?

« Notre peuple et notre armée veulent continuer la lutte, ils sont prêts au sacrifice. (...) Ils (nos adversaires) veulent que nous nous rendions mais ils seront déçus. » Comme dans ses précédents discours, Saddam Hussein n'a cessé d'affirmer, jeudi 21 février, au cours des trente-cinq minutes de son allocution radiodiffusée, une étonnante volonté de poursuivre la guerre.

Il était alors difficile d'imaginer que quelques heures plus tard le ministre irakien des affaires étrangères, à Moscou, accepterait les propositions de paix soviétiques et donc le principe d'une évacuation du Koweït, encore qualifié les jours précédents de « dix-neuvième province » irakienne. A noter, d'ailleurs, que Radio-Bagdad, vendredi matin, n'avait toujours pas fait la moindre allusion à cette acceptation transmise au Kremlin par Tarek Aziz.

Nombre de dirigeants arabes, avant Saddam Hussein, ont souvent travesti de la sorte leurs réelles décisions et la véritable situation dans laquelle ils se trouvaient. Par exemple, Nasser, dont le président irakien a voulu retrouver le prestige, était passé maître

dans ce genre d'exercice et l'avait notamment prouvé après la cuisante défaite de l'Égypte en 1967.

Ce discours de jeudi a donc été on ne peut plus ambigu, sinon contradictoire avec la démarche de Tarek Aziz auprès de Mikhaïl Gorbatchev. Il semble bien que le chef de la diplomatie irakienne ait été chargé de dire « oui » à un plan de paix qui ne reprend pas les principales conditions à un retrait des troupes irakiennes énoncées par Bagdad le 15 février.

Dans le projet soviétique, il n'est pas question du « retrait » des forces américaines et alliées de la région demandée dans le texte irakien de la semaine dernière. Sur tout, l'irak n'obtient apparemment pas que l'on mentionne une quelconque discussion à venir sur les autres conflits du Proche-Orient. Ce fameux lien auquel tient tant Saddam Hussein depuis le début de la crise et dont l'évocation, d'une manière ou d'une autre, lui aurait permis de « sauver la face ». N'avait-il pas relâché tous les otages occidentaux, qu'il avait pris pour « boucliers » contre une offensive alliée, dans l'espoir que George Bush accepterait de promettre un débat sur le problème

palestinien. Promesse fermement refusée.

La détermination quasi belliqueuse manifestée par Saddam Hussein, dans son discours, a certainement pour but de faire passer, aux yeux de l'opinion arabe qui le soutient, une dramatique concession. Saddam Hussein cède beaucoup, mais il n'a pas dit son dernier mot.

« Victoire ultérieure »

D'abord, il accuse les États-Unis de vouloir beaucoup plus que le retrait du Koweït et reproche au président Bush d'avoir rejeté ses « initiatives de paix ». Sachant les réticences de Washington devant le plan soviétique, il renvoie la balle dans le camp des États-Unis en déclarant que, si la démarche de Tarek Aziz à Moscou est réduite à néant par un nouveau rejet américain, « cela fera tomber tous les voiles, laissant les intentions d'agression contre nous à découvert et sans confusion ». Et, une fois de plus, Saddam Hussein essaye ainsi de diviser la coalition.

« Nous continuerons la lutte, confiants que nous remporterons ultérieurement la victoire », a lancé le président irakien à la fin de son

allocution. Tout n'est pas joué, semble-t-il. Il est contraint à une concession majeure, mais il peut arguer qu'il a sauvé la face après avoir tenu tête, depuis le 2 août et davantage encore depuis plus d'un mois de guerre, à une formidable coalition, tout en préservant une partie de sa puissance militaire, c'est-à-dire le moyen de maintenir son pouvoir. Il ne peut oublier que des irakiens ont osé manifester leur joie quand, le 15 février, ils ont appris que leur chef envisageait sérieusement d'évacuer le Koweït. Il a probablement senti le danger d'une révolte de même qu'il a mesuré le péril de sa situation quand l'aviation alliée a bombardé Bagdad au moment où son discours était diffusé.

Mais Saddam Hussein croit encore à une victoire « ultérieure » et il est vrai qu'il s'est joué avec ses engagements. Après la fin de la guerre Irak-Iran, en 1988, il a fallu attendre... août 1990 pour qu'il applique complètement les conditions du cessez-le-feu. Vraisemblablement, le dernier mot de Saddam Hussein est encore à venir.

FRANCIS CORNU

Le débat sur le statut de l'île

Le « peuple corse » au Sénat

M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, a été entendu, mercredi 20 février, par la commission des finances du Sénat sur le projet de loi relatif au statut de la Corse. Saisis pour avis, les sénateurs de cette commission ont examiné avec le ministre les dispositions fiscales du texte. Le ministre a refusé de reprendre à son compte les idées, en matière fiscale, de l'Assemblée de Corse, dont le président est M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR de Corse-du-Sud. Il n'est pas concevable, à ses yeux, de faire de la Corse une zone franche, ni souhaitable d'aligner sa fiscalité sur celle des départements outre-mer.

M. Marchand a également évoqué la taxe sur les transports de voyageurs, créée par les députés pendant le débat à l'Assemblée nationale et destinée à alimenter un fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse. M. Marchand a indiqué que cette taxe devrait sans doute être remplacée par une ressource d'une autre nature. Lors de la première lecture à l'Assemblée, M. Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur, avait souligné qu'il comprenait le souci des députés mais que l'institution d'une telle taxe — à laquelle était très attaché le rapporteur du projet, M. José Rossi, député UDF-PR de Corse-du-Sud — poserait des problèmes juridiques, notamment européens.

Cette addition a donné un premier aperçu de l'accueil que la majorité sénatoriale pourrait réserver au texte. Au cours de la discussion, MM. Christian Poncelet (RPR), président de la commission des finances, René Monory (centriste) et Paul Lorient (PS, consultant Chevenement), ont exprimé leur opposition à l'article premier du texte qui reconnaît le « peuple corse » comme « composante du peuple français ». En revanche,

deux sénateurs de l'Union centriste, récemment en mission pour leur groupe dans l'île, MM. Jacques Golliet (Haute-Savoie) et Marcel Rudloff (Bas-Rhin), avaient approuvé, à Ajaccio, le principe d'une réforme institutionnelle, en signalant que, à l'exception de M. de Rocca-Serra, « la quasi-totalité » de leurs interlocuteurs en Corse-du-Sud « avait exprimé la volonté de voir le statut modifié pour une plus large autonomie ».

La commission des finances a également entendu M. de Rocca-Serra. Elle recevra bientôt M. François Giacobbi (MRG), président du conseil général de Haute-Corse. L'un et l'autre sont opposés au projet.

Par ailleurs, M. Laurent Croze, premier secrétaire de la fédération du PS de Haute-Corse, a demandé, lundi 20 février, que les instances nationales du PS « envisagent l'élection du MRG de la majorité présidentielle » après que les élus MRG ont voté, le 14 février, le « budget de la droite » à l'Assemblée régionale, tandis que les élus socialistes, communistes et autonomistes votaient contre. Le projet de budget régional avait été adopté par quarante-trois voix contre quinze. M. Croze a écrit à M. Michel Rocard, au ministre de l'intérieur et au premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, pour dénoncer la « trahison » du MRG.

Le MRG de Corse, qui défend la mairie de Bastia et le conseil général de Haute-Corse, fait partie, avec la majorité de la droite, des forces conservatrices de l'île qui s'opposent à toute évolution statutaire et en particulier au projet de loi préparé par M. Joxe. Le PS, notamment celui de Haute-Corse, soutient le projet Joxe. Pour le moment, les socialistes de Bastia font partie, avec les communistes, de la majorité municipale de M. Emile Zaccarelli, maire MRG de Bastia. M. Croze est troisième adjoint.

Les réactions en France

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la défense : « L'objectif fixé par l'ONU, c'est l'évacuation du Koweït par l'Irak. Celui-ci vient de l'accepter. L'honneur de la France, le respect du droit, l'intérêt national commandent d'agir pour que les États-Unis renoncent à poursuivre une guerre qui a déjà fait trop de victimes et qui n'aurait plus rien à voir avec les objectifs de l'Organisation des Nations unies. »

M. Jean-Claude Gaysot, membre du secrétariat du comité central du PCF : « C'est avec un grand soulagement que nous avons appris l'acceptation par l'Irak du plan de paix soviétique qui prévoit le retrait du Koweït comme le stipule la résolution 660. La porte de la paix est à présent ouverte. Il faut saisir cette chance sans tergiverser. Les armes doivent se taire. Il faut appliquer le cessez-le-feu pour permettre le retrait de l'Irak du Koweït et la France doit peser de tout son poids pour l'application du plan de paix soviétique. »

M. Jean Lecanuet (UDF), président de la commission des affaires étrangères du Sénat : « Il faut que les forces militaires alliées poursuivent leur action d'une manière ferme jusqu'à ce que le retrait soit un fait accompli. Ce qu'il faut, c'est que l'Irak évacue complètement le territoire du Koweït et qu'il laisse sur place son matériel de guerre pour éviter que Saddam Hussein ne récupère une force armée, ne retrouve la richesse du pétrole dans quelques années et ne relance des hostilités. »

Les Verts : « C'est une solution à la guerre, une victoire diplomatique de Gorbatchev, par conséquent un répit pour la perestroïka, une opportunité pour l'Europe et en par-

ticulier pour la France d'exister politiquement par rapport aux États-Unis. Le gouvernement doit soutenir les efforts de Moscou. L'humiliation du monde arabe à travers l'écroulement de l'Irak n'est ni de l'intérêt de la France ni de celui du droit international. »

Le recrutement des enseignants

Les candidats au CAPES sont encore trop peu nombreux

Le nombre de postes proposés aux différents concours de recrutement d'enseignants du second degré ainsi que leur répartition disciplinaires ont été publiés au Journal officiel du 20 février.

Les candidats au métier d'enseignant qui se présenteront au CAPES, au CAPES (éducation physique) ou au CAPES (enseignement technique), et les professeurs en poste devant obtenir une promotion par le biais des concours internes se partageront, cette année, 23 000 postes. Une hausse de 17 % par rapport à 1990, où 19 600 postes étaient proposés. La progression a été toutefois un net fléchissement, puisque le volume des postes avait augmenté de 24 % l'an dernier, après l'effort très important (+ 40 %) consenti en 1989 par le gouvernement pour tenter d'enrayer la crise de recrutement que connaît l'éducation nationale.

Si l'on considère seulement les postes mis aux concours externes réservés aux étudiants, qui permettent d'augmenter le stock d'enseignants et de pourvoir aux départs en retraite, la baisse est de 13 % par rapport à 1990 (le Monde du 16 février), également réparti sur l'ensemble des disciplines. Au CAPES externe, celles qui reçoivent le plus gros contingent de postes sont les mathématiques (1 543 postes), les sciences physiques (1 432), l'histoire-géographie (1 427), les lettres modernes (1 320) et l'anglais (1 317). Enfin 680 postes sont offerts au CAPES (éducation physique).

Le nombre de postes offerts au CAPES interne double par rapport à 1990 : 9 400 contre 4 600 en 1990. Si l'on considère seulement les postes mis aux concours externes réservés aux étudiants, qui permettent d'augmenter le stock d'enseignants et de pourvoir aux départs en retraite, la baisse est de 13 % par rapport à 1990 (le Monde du 16 février), également réparti sur l'ensemble des disciplines. Au CAPES externe, celles qui reçoivent le plus gros contingent de postes sont les mathématiques (1 543 postes), les sciences physiques (1 432), l'histoire-géographie (1 427), les lettres modernes (1 320) et l'anglais (1 317). Enfin 680 postes sont offerts au CAPES (éducation physique).

Ce sont cette fois les lettres modernes qui sont le mieux pourvues (1 732 postes), suivies de l'anglais (1 262), de l'histoire-géographie (1 231) et des mathématiques (1 231). En outre, 650 postes sont mis aux concours de CAPES internes. Les candidats au professorat dans les disciplines technologiques se partageront, enfin, 2 900 postes répartis à égalité entre concours externe et concours interne.

Mais la solution à la crise du recrutement de professeurs dépend pour une large part de l'augmentation du vivier d'étudiants candidats au métier d'enseignant. Ils sont 41 897 cette année, soit environ un candidat pour quatre postes en moyenne. Une augmentation de 4,4 % par rapport à 1990 (+2 % au CAPES et +8 % au CAPET) qui ne sera sans doute pas suffisante pour

améliorer véritablement le rendement des concours. Ce dernier est très faible. En 1990, sur les 13 300 postes mis aux concours externes du CAPES, CAPES et CAPET, 4 240, soit plus de 30 %, n'ont pas trouvé preneurs. Le déficit était particulièrement important en sciences économiques et sociales, en sciences physiques et en mathématiques : un poste sur deux seulement avait été pourvu dans ces disciplines.

Aux concours internes, après une chute très importante du nombre de candidats (-19 % entre 1989 et 1990), ce dernier se stabilise. Mais le nombre de postes doublant cette année, le rendement des concours internes ne devrait pas s'améliorer. En 1990, 39 % des postes offerts au CAPES interne n'avaient pas été pourvus.

Ch. G.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

La guerre du Golfe : « Interdire les ventes d'armes », par Pierre Beckouche ; « Entre le bien et le mal », par Hélène Bleskine 2

La guerre du Golfe 3 à 8

Journal

d'un amateur

« Camouflage », par Philippe Boucher 7

La tension en Albanie

Nouvelles manifestations anti-communistes à Tirana 9

Procès

en diffamation

L'inspecteur Dufour poursuivi par M. Philippe Guillemaud 11

La mort

de Margot Fonteyn

Une ballade de cristal 13

Sophie Marceau

joue Anouilh

« Eurydice », une pièce noire et méchante 13

Le glas

des terre-neuvas

Un châtiment congélateur désarmé à Saint-Malo. La ville s'inquiète 17

Accroissement des impôts

en Allemagne 18

Réorganisation

dans la restauration

collective

Deux grosses sociétés redistribuent leurs cartes 18

4 milliards de francs

de profit pour Total

Les bénéfices du groupe pétrolier se sont fortement accrues en 1990 20

SECTION B

SANS VISA

• Ténérife, refuge de haute mer
• Coup d'œil : Rendez-vous à Strasbourg • Le mistral, fidèle compagnon des Baux-de-Provence • Époque : retour à Katmandou • Les jeux • La table • Parcours : les grandes vendanges de Cubatubaco... 23 à 30

Services

Abonnements 2
Annonces classées 18
Carnet 15
Jeux 28
Marchés financiers 20-21
Météorologie 15
Philatélie 16
Radio-Télévision 16
Spectacles 14
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 février 1991 a été tiré à 542 632 exemplaires.

La polémique sur la couverture médiatique

Un « super-pool » français

RYAD

de notre envoyé spécial

Si la « grande offensive terrestre » doit avoir lieu, elle risque d'être quasi-exclusivement « couverte », pour la presse française, par des journalistes sélectionnés selon des critères très particuliers.

Dans le plus grand secret, au cours de la nuit du jeudi 21 février au vendredi 22 février, le SIRPA a emmené au front une dizaine de confrères appartenant à des quotidiens, des agences de presse, ou des magazines. Presque tous ces journalistes sont officiers de réserve. Ceux qui ne le sont pas sont accrédités de longue date auprès du ministère de la défense. Tous ont été choisis individuellement par l'état-major et le cabinet de M. Joxe. Ils vont passer plusieurs jours en toute première ligne, jusqu'au déclenchement éventuel de la bataille.

Ce dispositif qui s'ajoute aux deux formations déjà existantes — le pool de « immersion » de vingt-quatre heures — est considéré par certains comme la manifestation de la volonté de l'état-major de ne voir couvrir les combats que par des observateurs considérés comme « sûrs ». Pour sa part le SIRPA justifie ce choix par des raisons d'« aptitudes militaires », et fait valoir le danger physique que représente cette présence en première ligne.

D. S.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 février

Calmé et soutenu

Devant le doute soulevé par l'acceptation irakienne du plan de paix soviétique, la Bourse de Paris s'est montrée très réservée sur l'attitude à prendre. La tendance était soutenue à l'ouverture (+0,48 %). Mais au fil des cotations, le maigre terrain gagné se réduisait. Vers 11 heures, le marché ne progressait plus que de 0,30 %.

Le mensuel

PASSAGES

SHIMON PERES

ENTRETIEN EXCLUSIF

D'abord la paix

avec les Palestiniens

VENTE EN KIOSQUE 90 F

UNE FEMME :

— « CHEZ RODIN, IL Y A UN MONDE FOU ! »

SON AMIE :

— « FORCÉMENT ILS JETTENT LEURS TISSUS PAR LES FENÊTRES... »

COUPONS-SOULES (MODE ET DÉCORATION)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

هنا من الأصل

S A N S • V I S A

Ténériffe, refuge de haute mer



Faire provision de soleil à tout prix. Partir coûte que coûte. Ne pas se laisser impressionner par les événements. Mais sur quel territoire, près de quels rivages peut-on actuellement débarquer sans craindre le pire ? Il restait les Canaries. Les Français s'y sont réfugiés. Enquête.

On croyait avoir perdu leurs traces. Ils avaient déserté les aéroports. On les voyait devant un bon feu de cheminée chez une cousine de Marvejols, ou repêcher tout simplement les volets de leur pavillon de banlieue.

Ils sont frileusement serrés les uns contre les autres. Les serviettes à touche-touche sur un sable couleur de marbre noir, les appareils de photo crépitent peut-être un peu moins, les Caméscopes se font plus discrets comme s'il y avait quelque indécence à filmer du bonheur sur fond de palmiers et de dunes argentées. Peut-être aussi les couples sont-ils subitement plus tendres.

Ténériffe frissonne en ce milieu de février sous son volcan qui s'est noué une écharpe de neige autour du cou. Ténériffe, l'île égoïste, avec sa cargaison de touristes, essaie de rompre les amarres, pour une destination incertaine, l'oubli.

Dans un va-et-vient continu, les avions déversent les candidats à l'invasion impossible, ceux qui veulent échapper au feuillet quotidien des aventures de Saddam, ceux que le spectacle du déluge de feu qui s'abat sur Bagdad commence à chavaler, ceux qui regrettent que le successeur de Nabuchodonosor ait volé la vedette à Simone Weber, ceux qui jettent l'éponge enfin et ne peuvent suivre le rythme macabre.

Dans la seule journée du samedi 16 février, sept cents Français ont débarqué à Reina-Sofia, l'aéroport de l'île. Les hôtesses, débordées, toutes de bleu vêtues, ont accueilli ces « naufragés » de l'Europe. Les touristes de l'Hexagone mettent le cap sur les Canaries. On peut même parler de boom depuis le mois de novembre. Le groupe Chorus par exemple, qui contrôle le quart du marché français des Canaries, annonce 50 % d'entrées supplémentaires par rapport à 1989-1990 qui était déjà « une

bonne année ». Alors que pour les autres nationalités européennes la progression n'a été que de 8 % en janvier 1991 par rapport à janvier 1990.

Sur les quatre millions de touristes qui fréquentent annuellement les Canaries (le flot est comparable à celui qui submerge la Grèce), il y a cent cinquante mille Français seulement : les Anglais et les Allemands fournissent les gros bataillons. Le « débarquement » français est donc peu conséquent, mais il est significatif. A n'en pas douter, les habitudes du Maghreb ou du pourtour oriental de la Méditerranée préfèrent des rives moins troublées et ont opéré ce que les agences appellent pudiquement depuis quelques semaines un « recentrage à l'ouest » de leurs déplacements.

« On a fait comme tout le monde », murmure à la sortie de l'avion un couple de retraités de Cognac, qui a annulé un safari au Kenya et baisse les yeux en s'exclamant presque de cet incivisme touristique. Un commerçant chinois, originaire de Shanghai, restaurateur à Bruxelles, avait en point de mire le Maroc, parce que son rêve est de « faire le maximum de pays d'expression française ». Son agence l'a détourné « d'une façon commercialement élégante » sur les Canaries. Qu'importe ! Il tient surtout à placer sa dernière histoire belge dans la file d'attente morose : « Savez-vous pourquoi Bush veut divorcer ? Parce qu'il n'aime pas Saddam. » Et il se sauve dans un grand éclat de rire.

Singulière destinée que celle de ces îles altières, placées naguère aux avant-postes de la conquête des Amériques, où les flottes de Colomb, de Cortès, de Magellan ont mouillé avant de basculer dans les mers inconnues pour en revenir gorgées d'or ; réduites à gêner aujourd'hui l'oisiveté européenne, morceau de tropique aseptisé où

les strates de touristes se déposent comme des couches géologiques, où le béton sans doute a autant coulé que la lave qui s'échappait des flancs lunaires du Teide. L'opulence canarienne s'était bâtie sur l'audace des découvreurs ; elle se fonde aujourd'hui sur l'obsession de tranquillité des populations nanties. Siège enfin des Champs Elysées sous les anciens Grecs - l'enfer, à l'époque, se situait au niveau des vivants, c'est le Moyen Age qui le placera sous terre. - aujourd'hui paradis obligatoire des dépliant touristiques.

Il faut lire les pages émouvantes du grand naturaliste Alexandre de Humboldt lorsqu'il entreprend l'ascension du pic après avoir jeté l'ancre en 1799 dans le port de Santa-Cruz : « Quel endroit extraordinaire, écrit-il à son frère. Nous sommes descendus dans le cratère, plus avant sans doute qu'aucun autre voyageur scientifique avant nous. Les vapeurs sulfureuses ont troué nos vêtements... De ces hauteurs dévolées le regard plonge sur

le monde. Quand il vomissait des gerbes d'étincelles et des torrents de feu, le Ténériffe servait de phare à plus de 1 100 kilomètres à la ronde. » Et pourtant l'ascension s'est mal déroulée du fait de « la mauvaise volonté » des guides. « Ils s'affalèrent par terre toutes les dix minutes pour récupérer », continue Alexandre. Ils dispersent dans notre dos les obsidiennes et les pierres ponces mises soigneusement de côté pour le retour. Nous finissons par saisir que pas un seul n'a encore gravi le sommet du volcan. »

Il faut pourtant regagner les vaisseaux : « Je pleure à la pensée de quitter ces lieux. Si seulement tu pouvais voir ces champs luxuriants, ces forêts de lauriers séculaires, ces vignobles, ces roses ! Figure-toi, on engraisse les porcs avec des abricots ! » Aujourd'hui un téléphérique hisse le long de la montagne majestueuse des poignées de randonneurs qui arrivent à s'extirper des chambres moites. Dans la gare de départ, perdue au milieu du cratère, des écrivains préviennent les

cardiaques des dangers d'une expédition dans les cimes et pour 100 pesetas on peut glisser le bras dans un appareil de tension. Pas de montée dans les airs ce jour, non pour raison de guerre, mais pour cause de vent.

Les vies, secouées par des semaines de traumatisme télévisé, se réorganisent autour des piscines purificatrices. « Ici, pas de mendiants, pas de flics, pas de mosquées ! », résume un responsable touristique. A la barrière de l'océan s'ajoute celles du club, du complexe hôtelier, qui dressent leurs remparts protecteurs où l'on se regroupe de préférence par nationalité. On s'isole même de l'océan parce que le bruit des vagues réveille le pressentiment et parce que du rivage sourd toujours la menace. Topographie idéale pour une stratégie de l'entre-soi. Tristes robinsonnades. Comme si l'île s'accrochait à « la scandaleuse illusion d'ignorer la table rase du destin » (F. Arrabal).

Dans ce club de la Costa-del-Silencio où la matinée commence, la rumeur de l'affaire du « bunker-abri » de Bagdad a réussi néanmoins à trouver une faille dans le dispositif, à pénétrer dans les étages, à s'infiltrer dans les chambres privées de radio et de télévision mais dotées en échange d'un véritable mobilier rustique canarien ; puis elle a rôdé autour de la piscine. Un homme, la quarantaine un peu militaire, saisi brusquement par la fièvre du Golfe, a bondi de son transat. Il fouille nerveusement les présentoirs des journaux déjà vides et se précipite sur l'animateur. Celui-ci, « rapatrié » de Turquie en octobre, distribue des propos qui agissent comme une potion apaisante. « Après tout, on verra bien », lance l'homme qui replonge sur son matelas.

Régis Guyotat

Lire la suite page 26

AU SOMMAIRE



Cuba à la saison de la récolte du tabac p. 30
La géographie ne sait plus à quelle orthographe se fier p. 24
Les Baux-de-Provence dans la solitude de l'hiver p. 25
Katmandou n'est plus la capitale des paradis artificiels p. 27
Escapes (p. 24) • 78ex (p. 24)
Jours (p. 28) • Table (p. 29)

NE cherchez plus Bouddha, Abdelkader, Ibn Séoud, Pékin, Aix-la-Chapelle, Bois-le-Duc, Cambodge ou persan dans vos dictionnaires ou vos journaux : *Buddha, Abd al-Qadir, Ibn Saïd, Beijing, Aachen, S'Herogenbosch, Kampuchéa ou farsi*, graphies naguère utilisées seulement par des spécialistes confidentiels ou par quelques anglo-manes ou germanomanes, tendent désormais à s'imposer dans les livres pour enfants ou la presse populaire. Comme si l'orthographe française de ces mots, patinée par les générations, charriant avec elle sa part de légende et de savoir, était périmée...

Il faut que ce soit un lecteur britannique de Cantorbéry qui nous écrive pour protester contre l'emploi dans ces colonnes de la dénomination anglaise de sa ville, *Canterbury*. « Sachez que c'est un précieux privilège auquel tient la cité du primat de l'Eglise anglicane d'avoir une écriture française de son nom ! » Privilège dont ne se soucie guère le Petit Robert, qui donne *Canterbury*, indiquant seulement en petits caractères et entre parenthèses « Cantorbéry », alors que ce devrait être le contraire.

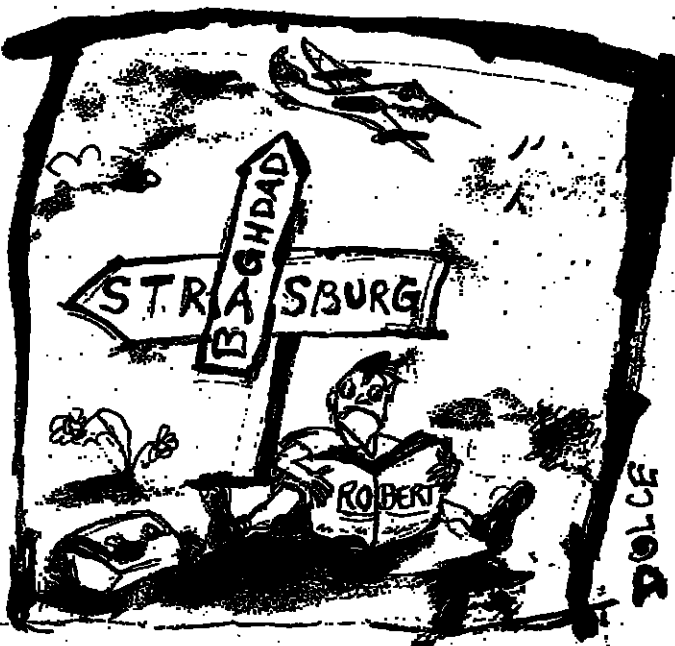
Réactions identiques, parmi les lecteurs allemands ou hollandais, indignés ou chagrinés de voir leurs bonnes villes d'Aix-la-Chapelle ou Bois-le-Duc de plus en plus fréquemment ramenées à leur appellation indigène dans les médias de l'Hexagone. Sans oublier ce Français de *Johannesburg* (ex-Johannesbourg) qui nous interroge ironiquement : « A quand *Strasbourg* ou *Luxemburg* ? » En bonne logique, en effet...

Donc une lettre nous manque et tout est changé. Au fondamentalisme toponymique, au tiers-mondisme sémantique, aux manies de « chercheurs » dont tout l'apport à une science se limite parfois à un bouleversement de la graphie de son vocabulaire, à la soumission à une prétendue « orthographe scientifique internationale », en réalité

simplement anglo-saxonne, est venue s'ajouter, ces dernières années, la confusion entre les changements de dénominations dus essentiellement à la décolonisation - auxquels chacun doit naturellement se soumettre - et les retours à la sonorité ou à l'écriture originelles de noms de personne ou de lieu décidés par tel gouvernement étranger ou tel théoricien, et auxquels nul Français n'est tenu de souscrire. Sauf évidemment dans la langue du cru.

Lorsque Christiania redevint Oslo ou Bône Annaba, quand la Haute-Volta se rebaptisa Burkina-Faso, il convenait évidemment de s'y conformer. Toute différence est la prétention de certaines capitales, relayées à Paris par tels sinologues, africanistes ou orientalistes, de voir Pékin s'écrire désormais en français *Beijing* ou Mao Tsé-toung, *Mao Zé-dong*, Tananarive, *Tananarivo*, et Constantine, *Qacentina*.

Parfois, des distinctions s'imposent : Ceylan est devenu Sri-Lanka sans pour autant renoncer à sa première identité, conservée notamment pour vanter son thé. Le pays a en somme deux noms, comme longtemps on a pu dire au choix Constantinople (le seul nom de cette ville que toute sa vie Churchill accepta d'utiliser...) ou Stamboul, orthographiée ensuite en français Istanbul (les habitants restant les Stambouliotes), de plus en plus fautive ment transcrit chez nous *Istanbul*, qui est seulement la graphie turque de l'ancienne capitale, comme *Zmir* est celle de Smyrne, *Trabzon* celle de Trébizonde, *Aniaky* celle d'Antioche.



DE même, si le Burkina doit obligatoirement remplacer la Haute-Volta, ses habitants sont en français des Burkinabés et des Burkinabaises et non pas des *Burkinabé* (invariable), expression africaine. Si on accédait à l'exigence burkinabaise d'écrire *Burkinabé*, il faudrait logiquement dire les *English* ou les *Italiani* pour désigner nos voisins anglais ou italiens, *Lisboa* au lieu de Lisbonne, *Venezia* en place de Venise et ainsi de suite, jusqu'à abolir le travail multilingue de notre langue pour digérer, polir selon notre oreille la terminologie de l'histoire et de la géographie étrangères.

Et se plier à l'emploi de *Beijing*, de *Sichuan* (Setchouan), *Guangzhou* (Canton) ou *Shanghai* (Changhai) impliquerait,

par exemple, qu'on prie les Chinois de ne plus nommer la France *Fago*, mais *France*...

Dans cet ordre d'idée, la seule question à poser aux musulmans qui se courroucent de voir leur prophète appelé Mahomet par les francophones au lieu de *Mohamed* ou *Muhammad* est : pourquoi nomment-ils Jésus *Aïssa* et non pas comme nous Jésus, saint Jean-Baptiste, *Yohanna El Mahamidane*, Moïse, *Moussa*, etc.

La seconde guerre du golfe Persique (et non pas du « Golfe » ni du golfe Arabo-Persique, car *Sinus Persicus* est la dénomination universelle de cette région depuis l'Antiquité et il n'y a aucune raison d'en changer par complaisance à l'égard des Arabes, lesquels possèdent déjà à

leur nom une péninsule, une mer et un... golfe, celui d'Alexandrie d'Egypte) s'est tout de suite caractérisée par une recrudescence des termes français avec l'entrée en scène du monstrueux *Koweït-City*. A tout prendre, il fallait avoir le courage d'être anglo-américain jusqu'au bout et d'employer *Kuwait-City*. Comme si la langue française n'avait pas la faculté de discerner si on est à Koweït (la ville) ou au Koweït (l'émirat) ! Les Américains ont besoin, en revanche, de distinguer entre la province du Québec et sa capitale, d'où *Quebec-City, Mexico et Mexico-City*, etc.

Au-delà du Koweït, si Bagdad résiste encore à l'inutilité compliquée *Baghdad, Kirkouk* s'est mué du jour au lendemain en *Kirkuk, Oum-Kasr en Umm-Kasr* (et feu la chanteuse égyptienne Oum Kouloum en *Umm Kulthum*...), comme si le u, ce son français typique, se prononçait désormais ou : en somme, *Oursoule* au lieu d'*Ursule*...

Le Chott-el-Arab, le « rivage des Arabes » (chott, lac salé, est même un nom commun français depuis 1860), s'est transformé sans autre motif que notre mimétisme linguistique en *Shatt ou Chatt-al-Arab* ; le traditionnel article « el » (El Golea, El Sadate, Dar-el-Beida) est en train de virer au « al » dans le golfe Persique et ailleurs : *Al Amara, Afar-al-Batin*, etc.

A moins d'un ressuscitisme, la « guerre du Golfe » sera perdue pour le français sur le plan linguistique : Dharan restera doté d'un h, superlatif *Dharan* ; les Qatarotes demeureront les *Qatar* (invariable) et les Omanais, les *Omani*. Sauf dans la bouche ou sous la plume de Michel Jobert, Gisèle Halimi ou Jean-Pierre Chevènement et de quelques autres, comme par

hasard presque tous de fermes opposants à l'engagement de la France dans le conflit en cours. Les Séoudites n'avaient pas attendu la présente guerre pour se transformer en *Saoudites* (sur l'anglais *Saudi*) et Abou-Dhabi mincir en *Abu-Dhabi*. En contrepartie, Proche-Orient tient encore le coup face à l'offensive de l'anglicisme « Moyen-Orient ».

Si on sait que l'immortel Saladin, furieusement remis à la mode par Saddam Hussein, est déjà devenu ici et là l'inconnu *Salah ed-Dine*, que la déesse babylonienne au délicieux prénom d'Astarté (qui a donné *star*) s'est muée, par le caprice d'une poignée de savants, en rébarbative *Ashari* (une marque de machines allemandes ?), que le pauvre Assourbanipal a été rectifié en *Assurbanipal*, on se demande ce qui restera de la façon française d'écrire, et partant de voir, Nabuchodonosor, Salmannassar et autres légendaires Haroun-el-Rachid (on lit déjà quelques *Harin al-Rashid*) lorsque la guerre d'Iraq (Iraq ?) sera terminée.

A moins peut-être, sait-on jamais, que d'ici-là quelques grandes plumes académiques ou francs-tireurs se dressent contre cette forme de « dépossession » de notre environnement culturel, de notre histoire-géo, de tant de beaux noms propres bien ronds et bien cirés, cette dépossession dont sont actuellement victimes les francophones à cause de la facilité des médias ou des lubies de quelques « experts ».

Jean-Pierre Péroncel-Hogoz

► On lira avec profit le sévère et savoureux *Ce français qu'on malmène*, de Pierre-Valentin Berthier et Jean-Pierre Collignon (correcteur en chef du *Monde*), publié sous le pseudonyme de *Belin* (250 p.). Signalez aussi la réédition enrichie des croustillants *Mots de la francophonie*, du linguiste Loïc Depecker (Belin).

ESCALES

La Sorbonne en voyage

Les professeurs de la Sorbonne partagent leurs recherches avec le grand public dans le cadre de l'Université Inter-Ages. Pour son dixième anniversaire, cette université part en voyage, ajoutant à son cycle de conférences, l'étude sur le terrain. Une première qui comporte six projets dont un en Norvège du 11 au 18 juin, avec croisière sur le *Hermes* et des conférences de Régis Boyer, professeur d'études germaniques et scandinaves, sur les Vikings notamment (huit jours, à partir de 8 910 francs). L'Indonésie sera commentée par Olivier Sevin, maître de conférences. Un circuit très complet. Par les lieux visités et les sujets traités. Principales étapes : Djakarta, Bogor, Bandung, Jogjakarta avec le temple de Boroboudour et le Kraton, palais du sultan, le mont Bromo, un volcan en activité, le lac Batubulan, les bains sacrés de Tampaksiring et deux jours à Bali. Au nombre des conférences : « De la fondation de Batavia à la ville contemporaine de Djakarta », « Le jardin botanique de Bogor », « Le Raffles et l'intermède anglais », « A propos de Praban et Boroboudour », « Les Etats hindouisés d'Indonésie », « Les arts de cour », « Java, un modèle de révolution verte », « L'économie de plantation ». Quinze jours, du 4 au 18 septembre, 18 850 francs de Paris à Paris, en pension complète. Supplément chambre individuelle : 2 575 francs. Renseignements et inscriptions auprès de l'Université Inter-Ages de Paris-Sorbonne, galerie Richelieu, salle n° 11, 1, rue Victor-Cousin, 75005 Paris, tél. : 40-46-26-18/19.

La Norvège de l'Express côtier

La ligne de l'Express côtier existe depuis presque un siècle. De Bergen (à la même latitude que les Shetland) à Kirkenes (à la frontière de l'Union Soviétique), ses onze bateaux longent les côtes de Norvège, transportant hommes, marchandises et courrier. Un parcours de 2 500 milles marins avec trente-cinq escales. On peut monter sur l'un de ces bateaux pour une croisière de huit ou treize jours. Scanditours (dans les agences de voyages) consacre une très belle brochure à cette croisière inhabituelle. Les départs sont



quotidiens, l'itinéraire possible dans les deux sens. Huit jours, de 11 350 F à 14 180 F selon l'emplacement de la cabine. Un prix comprenant les vols Paris-Oslo-Kirkenes et retour, la croisière de Kirkenes à Bergen en pension complète, la nuit d'hôtel à Oslo en demi-pension et l'assistance d'un guide parlant anglais. Départs entre le 1^{er} mars et le 30 avril. Treize jours, de 11 190 F à 15 370 F.

Voyage dans ma chambre

Nouveau venu parmi les magazines de voyage, *Parance*, trimestriel issu du groupe Géo présente, dans son deuxième numéro, Berlin. Une équipe rédactionnelle franco-allemande prépare le terrain. Pour commencer, quelques flashes qui s'entrechoient sur la réalité berlinoise. Vient alors la partie forte de ce magazine : cinq carrousels de route qui sont en fait cinq itinéraires culturels, poétiques, et informatifs à travers la ville et ses environs : la voie impériale, les années 60, en

suivant le mur, au fil de la Spree, le long de la Havel. Couronnement de ce dossier, une carte détachable boursée, au dos, d'informations et d'adresses d'un étudiant berlinois chauffeur de taxi. Un mini-guide en soi. En complément, l'Allemagne orientale et un cahier indépendant sur l'art baroque, superbement illustré. En kiosque, le numéro : 160 p., 45 F.

Trésors en Bourgogne

Elle aime à se qualifier de « belle endormie ». Une expression qui lui convient parfaitement. Provinciale, Dijon le reste - c'est son charme - malgré ses deux cent mille habitants, agglomération comprise. Une ville-atmosphère à une heure vingt minutes de Paris seulement en TGV. L'ancienne capitale des ducs de Bourgogne garde de ce passé brillant un héritage impressionnant avec ses huit musées, dont celui des beaux-arts. En trois jours, on peut connaître Dijon et les hauts lieux que sont Fontenay et son abbaye cistercienne romane, Semur-en-Auxois, cité médiévale fortifiée avec sa collégiale et l'ancien couvent des Jacobins, Vézelay sur sa colline, Beaune, ses hospices et ses Rencontres internationales de musique (en juillet). Une agence de voyages, Bourgogne Tour Incoming (14, rue du Chapeau-Rouge, 21000 Dijon, tél. : 80-30-49-49), propose un forfait week-end de trois jours francs (du vendredi matin au lundi matin) qui plaira, car il allie l'hébergement et un programme de visites à la liberté de déplacements en voiture, avec présence d'un guide. Le prix est fonction de la saison, de la catégorie de l'hôtel et du nombre de personnes. En basse saison (de novembre à mars et en juillet-août), sur la base de deux participants, 3 233 F par personne, en 4 étoiles, véhicule et un dîner gastronomique compris ; en haute saison, 3 648 F. S'il y a quatre participants, de 2 095 F (2 étoiles) à 2 188 F (4 étoiles) en basse saison et de 2 240 F à 2 603 F en haute saison.

Sélection établie par Patrick Franck et Danielle Tramad

TELEX

La montagne française affiche complet ? Pas tout à fait. Ainsi La Tania, dernière station du domaine des Trois Vallées, en Savoie, propose, pour son lancement, 30 % de réduction sur l'hébergement hôtelier jusqu'au 5 avril, vacances de février comprises. Réservation au (1) 47-58-50-00.

Sri-Lanka, dix jours, 4 500 F tout compris : vols, hébergement en hôtel de 1^{re} catégorie, pension complète, visites en car climatisé. Départ le 7 mars. Pas de visa, un passeport suffit. Auprès de Voyagère en Inde (45bis, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, tél. : 42-61-77-08).

Que choisir consacre, dans son numéro de février (24 F), un dossier de sept pages aux séjours linguistiques des jeunes à l'étranger. Sans recommander tel ou tel organisme, le mensuel des consommateurs analyse les écueils et donne des conseils.

Week-ends musicaux à Saint-Jean-de-Luz sous la direction artistique de Catherine Collard. Trois concerts par mois, les vendredis (21 h 30), samedis (21 h) et dimanches (11 h). Du 29 au 31 mars, 17 au 19 mai, 7 au 9 juin. Programme différent chaque jour, répertoire classique. Avec Bruno Pasquier et Pascal Moragues notamment. Les trois concerts, 300 F. L'hébergement, de 100 F/nuît en 2 étoiles à 480 F en 4 étoiles et demi-pension.

Week-end Mozart, à Vienne : un opéra (*Idoménée* le 25 mai, *Costi fan tutte* le 1^{er} juin, *la Flûte enchantée* le 27 septembre), une causerie de la cantatrice Christa Ludwig à l'hôtel Sacher et deux nuits à l'hôtel Impérial. Trois jours, 7 950 F au départ de Paris ; 7 725 F au départ de Nice. Agences de voyages,

agences Air France et Jet Tours (47-05-01-95 et 47-42-06-92 à Paris).

Les disponibilités hôtelières, prix et réservations des 700 hôtels des chaînes Lucien Barrière, Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis et Urbis, 58 pays au total, sont accessibles par Minitel, code 3615 Resinter. Réservations de 24 heures à un an à l'avance avec carte de crédit. Si les hôtels sont complets, Resinter propose une solution de rechange le plus proche possible.

Paris Passion aide les sociétés à recevoir leur clients de marque et se flatte de leur faire découvrir une capitale inédite. Renseignements : 5, rue de Provence, 75009 Paris, tél. : 42-46-61-84.

Tarifs réduits sur vols réguliers vers les Etats-Unis, le Canada et l'Asie avec VIA voyages. Une brochure à demander dans les agences VIA voyages (notamment 34, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris, tél. : 45-41-52-58) avec les explications qui s'imposent.

Le Bristol et le Sacher à Vienne, le Grand Hôtel et l'Hotel Diplomat à Stockholm, Le Négresco à Nice sont quelques-uns de ces 228 hôtels de grand luxe recensés dans le guide illustré « Steigenberger Reservation Service ». Pour l'obtenir ou réserver, former le numéro vert 05-12-24-36.

Le Sénégal, du 2 au 9 mars, 4 710 F par personne, comprenant les vols, les transferts et sept nuits en demi-pension dans deux établissements au choix, situés à 70 km de Dakar. Avec Go Voyages (22, rue de l'Arcade, 75008 Paris, tél. : 42-66-18-18 ou minitel 3615 GO Voyages).

هنا من الأصل

Le mistral, fidèle compagnon des Baux



« Les Baux ont toujours été un haut lieu de Provence et sont restés un conservatoire des traditions. » L'homme qui parle, Louis Slaud, libraire-bibliophile et félibre avignonnais, ajoute : « C'est un peu notre Lourdes à nous, notre lieu de pèlerinage. » Voyage et rencontres dans le village cher à l'auteur de *Mireille*.

A nuit. La mort. Le vent. Telles sont les trois divinités compliquées qui semblent veiller sur le promontoire des Baux-de-Provence en 1945, au lendemain de la guerre. « En pénétrant à l'intérieur du village, pourra écrire quelques années plus tard l'architecte Fernand Pouillon lors d'un relevé des lieux (1), on est saisi par le silence, la sensation de mort, de fin... Le visiteur ressent une angoisse qui l'incite au recueillement... Si l'on devait donner une devise à la cité figée comme après un cataclysme, on inverserait (celle de son oratoire protestant) Post tenebras lux, pour graver : Après les ténèbres de la vie, les ténèbres. »

Deux hommes aux cheminement fort divers, qui auront en commun d'avoir fondé trente ans auparavant, dans l'enthousiasme, le sol de cet amoncellement de pierres, ossuaire de rochers où transparence de l'air, silence, solitude font naître le sentiment de la grandeur (2), deux autodidactes, artisans d'exception dans leur domaine, ont été suffisamment séduits par ces ténèbres-là pour penser qu'ils pourraient bien ne pas être les seuls à céder à leurs charmes et attirer à eux, qui des compagnons, qui des hôtes.

Louis Jou, le Catalan (mort en 1968), typographe et illustrateur, esprit d'entière dévotion au livre, qu'il conçoit du dessin et de la fonte de la lettre A à l'impression du Z, s'installera le premier dans la commune en 1940 (3). Son atelier sera inauguré le 6 mars 1946 au son du violoncelle d'un frère en liberté, Pablo Casals. Le second, Raymond Thuillier, le Savoyard, se lancera à la veille de Noël 1945. Jou lui prêtera ses bras pour la transformation de la bergerie de Baumanière en Oustau, l'une des suberges qui commanderont si bien le voyage, selon la hiérarchie du bonhomme Michelin, que les souverains du plus lointain étranger ne sauront plus passer sur le sol de France sans venir faire soumission aux Baux.

Deux hommes de savoir, d'intransigeance et de tradition, producteurs de ces choses précieuses et chères qui ne se laissent pleinement aborder que par leurs semblables en culture. L'un perché sur le roc, au plus près du ciel, avec ses gouges et ses composteurs, l'autre au bord du fertile vallon de la Fontaine, tout contre la terre nourricière. Après les Provençaux comme le poète populaire Charles Rieu, si prisé de Mistral, et la conteuse Marie Maunon, qui fut institutrice des Baux entre les deux guerres, ils ont commencé, non sans paradoxe au fond, à dissiper les ténèbres du lieu et contribué à le faire revenir du côté des vivants. A le réanimer. Après tout, cela n'empêche pas le vent de souffler.

C'est ce mistral gorgé d'histoire, impitoyable aux ennemis de sa liberté, qui faillit emporter, un jour d'avant printemps, le menu Deng Xiaoping. Car, rite ou épreuve, les invités que Baumanière honore au nom de l'Etat doivent payer tribut à la commune, aux pierres et aux paysages et se hisser sur le roc. Dans un cauchemar de *papazzo*, défilèrent ainsi (même heure, même endroit, comme interchangeable) la reine Elizabeth II, Churchill, Truman, le chah, de Gaulle, Kennedy, les premiers Soviétiques ou japonais, et, en compagnie d'un jeune et souriant Jacques Chirac en tenue d'été, un non moins souriant jeune homme qui n'avait pas encore abandonné le costume civil (mal coupé) pour le battle-dress : Saddam Hussein.

De vent. Puis de la lumière. Non pas celle qui met à portée de regard l'étang de Berre, distant d'une quinzaine de kilomètres, ni celle qui accorde à chaque visiteur l'acuité du guetteur sur les routes, le reconduisant vers le passé et sa forteresse, mais celle, tout intérieure, qui imagine, qui prévoit, qui transforme. Celle que le libraire-bibliophile félibre avignonnais Louis Slaud (Roumanille) a

rencontrée chez Louis Jou et Raymond Thuillier, « phare qui illumine, qui annoblit », puisqu'il s'agit bien d'une nouvelle noblesse engendrée d'elle-même, l'ancienne ayant failli en abandonnant la cité.

« Les Baux ont toujours été un haut lieu de Provence et sont restés un conservatoire des traditions, estime Louis Slaud. C'est un peu notre Lourdes à nous, notre lieu de pèlerinage. Et puis, en quelques années, ils ont plongé du Moyen

dépassant actuellement le million et demi (mais dont un tiers seulement parvient jusqu'au château) et qui font des Baux l'un des tout premiers monuments visités de France. L'imagination sera sommée d'affronter le réel, non sans pédagogie, pour conduire au savoir. Par quels détours multipliera-t-elle le nombre d'« élus », comme Fernand Pouillon, qui se félicitait que « Les Baux offerts, ouverts à tous, gardent un secret

debout et fardé. » D'un lieu où la mort est si familière et si proche, qu'attendre d'autre que l'exigence d'un testament ?

Testament que Jean Cocteau-Orphée devait y filmer-écrire en 1959 : « Je bois vers l'appel du Val-d'Enfer des Baux / Et j'orne par les trous de sa funèbre éponge / Une nuit attentive au choix de mes tombeaux. » C'est dans un tournant de ce Val-d'Enfer (sur la D 27, ancienne et belle route venant de Saint-Rémy) où Les Baux semblent émerger soudainement de leur gangue de pierre, qu'Orphée rencontrera l'émisserie de sa mortelle et raisonnable ennemie Minerve : échange d'un long regard, sans curiosité ni haine, de repérage approfondi.

An jeu de mort et de résurrection à travers la marche avant-marche arrière du cinématographe, l'Histoire avait formé Les Baux depuis longtemps. Et quel Bausenc aurait pu s'étonner de croiser (Édipe sur les chemins de ce film-cinéma, lorsqu'il peut passer chaque jour devant le Sphinx (de Roquetaillière, il est vrai). Restait à trouver le logis d'une nouvelle mythologie qui ne portât pas ombre à celles, provençales et populaires, de la *cabro d'or* (le chèvre d'or) ou de la sorcière Tavén que Frédéric Mistral fit logiquement emménager dans la grotte des Fées. Qui, avant Cocteau, avait pris garde que, depuis des siècles, des hommes s'affairaient à cet ouvrage ? Les carriers, qui, à chaque bloc extrait du roc, ouvraient un espace supplémentaire aux héros à venir ?

La mollesse des Baux sur laquelle et dans laquelle est construite la cité autorise une rare intimité entre les extravagances de la nature et la géométrie humaine. L'extraction de la pierre se fonde d'ailleurs si bien dans le paysage que l'on croirait jusqu'à la fin du siècle dernier, au pèli du passé, dans le cœur de la ville et sous les fondations du château. Plus loin, chaque pierre emportée vers les bâtiments de Fontvieille ou d'Arles ouvrait un peu plus dans la montagne les portes des tombeaux des rois.

« Ce lieu n'est ni égyptien, ni grec, mais culturel et cultuel, dit le comédien-scénographe Jean Deschamps, qui a repris la plus importante carrière en activité, celle de Sarragan. Avignon est fini, il n'y a plus qu'à tendre un vélum de Chagall et c'est l'Opéra. Ils ont tué l'aut-théâtre que nous avions recherché avec Vilar. Ici, je tente de marier gestion et esthétique, et de répondre à l'injonction de Valéry : « Fais que ta carrière soit une statue ! » Lentement s'est élaboré un théâtre par ablation : on enlève la pierre et on laisse les piliers. 30 000 mètres cubes ont été évacués depuis douze ans. L'approche

du point où je devrai m'arrêter, ce point d'accord où un mouvement émotionnel sera créé avant que le spectacle commence. Cela tient au rapport des volumes et à la conscience de la qualité acoustique. »

Si Jean Deschamps songe à ce qu'un Jean Vautier saurait écrire pour le lieu, c'est Ariane Mnouchkine (elle l'aurait déclaré « plus beau théâtre d'Europe ») qui devrait y conduire ses *Atrides* dès cet été. Lucien Clergue, qui avait accompagné Jean Cocteau à Mycènes lors de la préparation du *Testament d'Orphée*, ne raconte-t-il pas que, déjà, le poète n'envisageait pas ailleurs le tombeau d'Agamemnon. Comment échapper à la Grèce ? A l'Égypte ? A la Méditerranée ? Et pourquoi ? Lorsque toute l'Histoire se mêle de mythologie et que Les Baux se veulent descendre du mage Balhazar, dont ils conservent la belle devise : « A l'azard Beautécar », et les armoiries d'étoile d'argent à seize rais sur fond de gueules ?

« Quand je suis allé à Jérusalem, j'ai retrouvé ces mêmes collines des Alpilles, cette sensualité de seins et de croupes, dit Lucien Clergue. Et lorsque je monte sur le plateau, sans que je puisse précisément en définir la raison, la vue m'évoque toujours l'Égypte. Trop de légendes, trop d'Histoire. On ne peut pas désigner Les Baux. On ne peut pas les photographier non plus. Seul le cinéma a pu y réintroduire la taille humaine. »

Envoi vers les tenants d'un régionalisme pictural qui n'ont pas l'ombre de l'ombre du talent des gastronomes locaux, quand bien même ils logent en site classé ? Envoi vers les milliers de possesseurs d'appareils photos quotidiennement pressés ? Ou hommage aux Baux éternels et romantiques de son enfance, « prolongement de Montmajour où commence la route sacrée qui y conduit ». Après avoir dévoré le jour, les cars de touristes grignotent la nuit d'été. Pas un qui ne sache les clairs de lune sur le roc. Loin est le temps où, raconte Lucien Clergue, Picasso pouvait passer une pleine nuit en tête à tête avec Malraux sur le plateau, avec pour seul témoin le vent. Car reste le mistral. Le mistral d'hiver, dont aucune Californie n'aura raison.

de Jean-Louis Ferrier

(1) Il serait avisé de rééditer sous une forme accessible le texte de ses *Baux-de-Provence*, tirés à deux cent cinquante exemplaires chez F. de Nobele en 1973.

(2) Pierre Seghers, dans son *Louis Jou, architecte du Livre et des Baux* (1980).

(3) Jusqu'au 21 mars, exposition « Louis Jou, architecte du Livre » au Musée Gutenberg, à Mayence.



Age en pleine Californie. Celle-ci s'étend de plus en plus au bas, tandis qu'en haut on croit encore voir les sorcières sortir de la pierre. » Une Californie trop coasse, qui pour un peu ferait passer au présent les strophes de Frédéric Mistral dans *Mireille* : « Des Baux je ferais ma capitale / Sur le rocher où il rampe aujourd'hui, je rebâtirais notre vieux château en ruine : j'y ajouterais une tourelle qui, de sa pointe blanche, atteindrait les étoiles !... »

Ces Baux-là, qu'aurait pu rêver un Viollet-le-Duc, ne sont plus de mise. Raymond Thuillier, maire et maître de la commune, vient de lancer du haut de ses quatre-vingt-quinze ans un plan d'une quinzaine d'années de fouilles et d'aménagement de la partie nord essentiellement, où se trouvait la forteresse démantelée en 1633 à la demande des habitants, las de violences. « Ainsi, commente l'architecte Hugues Bosc, le plateau abandonné depuis trois siècles et demi, qui est l'âme des Baux, en redeviendra l'élément central. » Outre un immense lieu scénique sur le « terrass », on envisage l'installation de musées *in situ*, gorgés des découvertes que ne manqueront pas de faire les archéologues sur ce terrain parcouru par les hommes depuis que ce temps est le leur.

Voilà qui signera la fin du « crapahutage anecdotique », selon le mot d'Hubert Bosc, de visiteurs

qu'ils ne divulguent qu'aux élus : à ceux qui peuvent, face au paysage étonnant, imaginer la sensation initiale, le choix des premiers occupants ?

Un choix qui offre tous les contours de la nécessité : site imprévisible (sans cesse pris et repris), entouré de riches terres rouges d'alumine, couvertes d'oliviers, et qui paraît avoir été dressé et dessiné comme modèle pour un village – pour peu qu'on renonce à l'automobile – à travers la pierre qui partout repousse le maquis, telle un squelette qui aurait, centimètre après centimètre, raison de la chair, apparaît comme l'inquiétante et fortifiante traversée d'un Styx minéral, prolongeant la vie jusque dans l'au-delà.

Nécropole si naturelle, que l'on peut, comme Alexandre Dumas, imaginer une continuité entre vie et mort, et, en décrivant le cimetière de la Vayède en 1835, peindre avec la plus grande précision Les Baux un hiver d'aujourd'hui : « Je m'assis au milieu de cet étrange cimetière, les pieds pendant dans une tombe, et je restai les yeux fixés sur cette ville extraordinaire, habitable et qui n'est point habitée, morte et conservant les apparences de la vie, enfin pareille à un trépassé revêtu de ses habits.

Guide

• Les Baux-de-Provence sont à 20 km d'Arles et 30 km d'Avignon (gares SNCF). Aéroports d'Avignon-Caumont et de Nîmes-Garons (à 40 km). Un sentier de grande randonnée, le GR6 y mène.

Lire les Baux de Provence, de Marcel Bonnet, auquel nous avons emprunté quelques références, 96 p., 95 F aux éditions de l'Equinoxe, Mes du Sacré-Cœur, 30 320, Marguerittes. A

compléter par la précise brochure trilingue de l'office du tourisme (*Histoire et plans pour visiter les Baux*) 48 p., 5 F et le Guide Bleu *Provence, Alpes, Côte-d'Azur*, 912 p., 178 F.

L'étroit vallon de la Fontaine, au pied du roc, recèle trois grandes tables et lieux de séjour : l'Oustau de Baumanière et la Riboto de Tavén (fermés durant l'hiver) et la Cabro d'or (tél. : 90-54-33-21). •

OFFRE SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991
RAMADA HÔTEL VENISE
Seulement 750 FF
par personne pour 3 nuits
Avec le petit-déjeuner compris
Pour réserver téléphoner :
1939-41-5310500
Fax : 1939-41-5312278
Téléc : 433294 RAMVE

Ténériffe refuge de haute mer

Suite de la page 23

« A leur arrivée, les gens qui sont sautés de tête se trouvent en manque. Ils cherchent des informations partout comme des drogues, et puis, après, on oublie tout », commente le même responsable touristique sur le ton du clinicien. Les palaces du front de mer ressemblent à des établissements thérapeutiques où l'Occident soigne ses chimères et ses égarements.

Optimisme chez un agent immobilier italien tout proche, qui travaille pour le compte d'une société américaine spécialisée dans la multipropriété : « Les gens, au début, ont annulé autour du 15 janvier. Tout le monde a eu peur. Même les Canariens ont fait des stocks, comme chez vous. Il a fallu que le gouverneur parle à la télé... Maintenant les affaires reprennent. Vous verrez, dans quinze jours, la guerre sera finie, mais hélas pas le terrorisme. » Un geste fou dans un aéroport, c'est en effet la grande crainte des professionnels.

Les Américains, la nouvelle station (35000 lits) de la côte sud où l'on dit en plaisantant qu'un hôtel se construit tous les jours, est une colonie anglaise, contrairement à ce que son nom indique. La ruée hivernale britannique (une progression de 25 % en janvier 1991 par rapport à janvier 1990) a été moindre. Question de solidarité avec les boys, estime un promoteur. Le patron local de l'agence espagnole Insular explique : « On a perdu deux semaines, du 15 au 30 janvier. Avant la guerre, les réservations étaient très bonnes. On pensait que la crise qui règne aux Canaries - en effet on a beaucoup construit, comme des fous - allait se résorber. Le 15 janvier, les réservations se sont taries. Les gens ont eu peur de prendre l'avion. L'argent du voyage a peut-être servi à faire des stocks... Et puis la presse allemande a raconté que des Scud étaient pointés sur les Canaries depuis le rivage mauritanien. Il y a eu des démentis. Nos ministres sont en train de visiter

le Maghreb. Maintenant ça repart, cela va même beaucoup mieux. »

Il est 13 heures ce vendredi 15. Le téléphone sonne dans le petit bureau de notre interlocuteur. Une voix luxembourgeoise excitée annonce que Saddam met un genou en terre et se déclare prêt à traiter. Le pic de Ténériffe enfin se dévoile comme pour mieux capter le soulagement des hommes. Le directeur reprend : « Nous sommes très loin de la guerre ici. Nous allons avoir un boom cet été. C'est sûr. Ce n'est pas agréable de voir souffrir les collègues mais la mort de l'un c'est toujours le pain de l'autre. »

Dans le soir qui tombe, Puerto de la Cruz s'habille pour le carnaval. Des diables masqués, toutes cornes dehors, vivevoient, se coulent dans les rues. Des touristes hilares et des perroquets cérémonieux posent ensemble sur les trottoirs. Dans ce petit stade cerné par l'océan, dominé par un onirisme où s'accrochent des grappes humaines, deux équipes de foot s'affrontent sous les projecteurs. Un petit groupe d'Andalécis déambule craintivement



pour leurs premières vacances hors de France. Ils longneient la Tunisie qu'ils pensaient cueillir comme un gros fruit noir. Les voilà aux Canaries. Vince Chavero, ils se réfugièrent dans le Rincon de la Puente où Franco - la plus belle arête de Puerto porte encore le nom du gé-

néral - tint son QG, assure-t-on, avant de s'élancer dans sa croisade antirépublicaine, aujourd'hui transformé en restaurants plantureux. Les hôtels abordent leurs effigies touristiques. Saddam rôde encore autour des réceptions. Les espoirs de paix du matin fondent. Au fur et à

mesure que la liste des conditions irakiennes s'allonge, les visages se referment. « Là-bas, c'est la guerre, ici c'est la guerre économique », lance tristement une voix.

de notre envoyé spécial
Régis Guyotat

Retou
Katma

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HÔTEL LIGURE ***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970273
FAX 93-39-19-48
A deux pas du Palais des Congrès.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON

Best Western ***
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
38 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-97-62-56 - Tél. 478418
Télécopie 93-16-17-99.

HÔTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Eti-Hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade
Meubles, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, séj. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62
FAX : 92-45-80-10.

74740 SIXT

HÔTEL PETIT TETRAS ***

Logis de France
Au pied des pistes en hiver.
Au départ des randonnées en été.
26 chambres calmes et confortables.
Piscine chauffée en été.
Tél. : 50-34-42-51. Fax : 50-34-12-02.

Paris

PORTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA **
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)
TV couleur. Tél. direct, minibar.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA **

73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
TV couleur.
Tél. direct.
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

Provence

LE MAS DE GARRIGON ***

Le petit hôtel de charme du Luberon
vous attend pour quelques jours de
détente, au calme et en sécurité.
Cuisine du marché - Bibliothèque
Fou de cheminée - Équitation
ROUSSILLON 84220 CORDRES
Tél. : 90-85-63-22

Ile Maurice

HÔTEL BELLE MARE

Plage magnifique.
Chambres superbes.
Cuisine internationale raffinée.
Sports nautiques gratuits.
Golf à proximité. Animations.
Reservations et réservations :
PARIS, tél. : (33-1) 45-61-92-58.
Fax : (33-1) 42-25-66-40.

Suisse

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

Hôtel HOLIDAY
60 lits, situation tranquille et ensoleillée, à proximité du funiculaire
Sunnegga. Chambres avec balcon -
cuisinette - bar - bains - w.c. -
radio - téléphone - TV. Hall d'accueil avec bar. Restaurant. Entrée
gratuite dans une piscine couverte.
Téléphone : 1941/28/67 12 03, famille
R. Perren, fax 1941/28/67 50 14.

TOURISME

SKI DE FOND

Haut Jura 3 h Paris TGV

Yves et Liliane vous accueillent
dans une ancienne ferme franco-comtoise du XVII^e, confortable, rénovée,
chambres 2 personnes avec s. de bain, w.c.
Ambiance conviviale, détente, repos.
Accueil 14 pers. max., tables d'hôte.
Cuisine mijotée (produits maison et
pain cuit au vieux four à bois). Poss.
rand. pédestre, patin à glace, tennis,
VTT. Pension complète + vin
+ matériel de ski + accompagnement
2 300 F à 2 750 F pers/semaine.
Renseignements et réservations
(16) 81-58-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU
La Louvière - 25650 MONTBENOIT.

A PARIS

Une plume à La Closerie

Si La Closerie des lilas a pu être - et rester - un lieu éminemment stratégique, c'est d'abord, bien sûr, à cause de sa position : carrefour, croisée des chemins, Montparnasse à l'abri de Montparnasse, Observatoire en retrait, Luxembourg comme marge d'air vivante. Trois mondes, donc : le parc, la ville agitée, le sommeil en plein jour des télescopes donnant sur la nuit. Et, là, plus qu'un restaurant, un bar où une terrasse : un angle de métamorphoses.

La Closerie n'est pas fermée mais ouverte, c'est un espace tournant qui a échappé à l'aplatissement généralisé des endroits de consommation. On connaît le programme de la marchandise : affadissement, normalisation, nervosité, évacuation des clients en série, kitsch martelé en boucle. Ici, résistance du vieux monde : piano, chaleur complice du service, temps qui s'écoule comme si rien, vraiment, ne pressait. Qu'on soit à la brasserie, au bar ou au restaurant, dedans ou dehors (l'été), une même circulation fluide se poursuit sans ordres.

Les clients ont l'air de se parler comme si l'usage de la parole était encore possible au-delà des affaires en cours. On est « de La Closerie » comme on est « de chez Lipp » (je cherche en vain un troisième exemple). Il faut mettre un nom propre sur cette histoire gaie et détendue, de mère et de fils : Jacqueline et Jean-Pierre Milan. Ils sont chez eux, et tant mieux. Un bonnet de lilas en passant, à leur intention, ainsi qu'à l'intention de tous ceux qui, ici, travaillent.

Hemingway, dans Paris est une fête, raconte sa rencontre avec Fitzgerald à La Closerie : « Il me demanda pourquoi j'aimais ce café, et je lui parlai du bon vieux



temps, et il s'efforça de l'aimer à son tour, et nous nous assimes, moi avec plaisir, et lui sachant d'éprouver du plaisir, et il me posa des questions et me parla des écrivains et des éditeurs et des agents littéraires et des critiques et des poètes et de la situation économique que doit affronter un auteur à succès, et il était cynique et amusant, et très sympathique et affectueux et plein de charme, même pour un homme qui a l'habitude d'être sur ses gardes dès qu'on commence à lui montrer de l'affection. »

Cette scène s'est déroulée il y a soixante-dix ans, mais elle pourrait être d'aujourd'hui. Je veux dire qu'un écrivain peut encore avoir l'impression d'exister en ce

lien, et même sortir un carnet de sa poche, noter sa journée, les souvenirs ou les pensées qui lui sont venues pendant qu'il marchait vers son whisky, ses huîtres, son champagne ou ses langoustes, ou simplement son café. Il peut se taire ou parler, rêver, discuter, regarder. Au dix-huitième siècle, il serait allé au Palais-Royal, à La Régence. Mais peut-être le neveu de Rameau, devenu tout autre, a-t-il une chance, un jour, de reprendre ses improvisations de ce côté-ci ?

J'observe cette jeune femme. Que lit-elle ? *Lolita*, de Nabokov. Et cette autre ? Les *Écrits* de Lacan. Et cette autre encore ? Je n'aperçois pas le titre du livre. C'est l'hiver. Un jeune couple

fatigué flirte quand même dans un coin. Il paraît qu'il y a un grave conflit sur la planète. L'information désinformée fait rage, les journaux et les magazines s'interrogent fiévreusement sur la vraie nature du Coran. Encore un verre avant de rentrer travailler dans le soir télévisé du Golfe. Le pianiste commence à jouer. C'est l'année Mozart, paraît-il. On reverra ça au printemps. La Closerie des lilas, où des surréalistes, autrefois, ont crié « A bas la France » en pleine guerre du Rif, en a vu d'autres. Je repense à la phrase qu'Hemingway écrivait en capitales dans une de ses lettres à Fitzgerald : UN ECRIVAIN DOIT ÉCRIRE. C'est tout.

Philippe Soliers



Livre en couleur de 320 p. Prix 145 F
Vente en librairie ou sur commande adressée
avec votre règlement (port offert)
BUSINESS DIFFUSION - Garbojolo 107
06650 VALBONNE - (1) 83.95.82.15



IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois
le VENDREDI, daté SAMEDI,
dans le supplément MONDE SANS VISA
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.
Renseignements insertions : 45-55-91-82, p. 4324.

هكذا من الأصل

Jeudi 20.50

SANS VISA

Le Monde • Samedi 23 février 1991 27

EPOQUE

Jusqu'en 1973, le Népal ne restreignait en rien la vente du haschich et de l'opium : les chemins de Katmandou avaient su se parer de « séductions » propres à retenir en foule une génération désespérée venue d'Occident. Ce monde d'artifices est mort. Vérification dans Freaks Street.

Retour à Katmandou

Pour peu que vous échappiez le nom du souverain de Tonga, ce petit royaume insulaire du Pacifique sud, il est un moyen assuré de se le remettre en mémoire : le roi Taufa Ahau Tupato IV est largement évoqué dans la dernière livraison du magazine bimestriel népalais *Himal*, publié en langue anglaise. Signe avant-coureur de l'ouverture effective d'une monarchie où s'affronteront quarante-sept partis lors des premières élections libres de mai prochain, la presse locale ose de plaisants rapprochements : puisque à son tour le Tonga aspire à la démocratie, pourquoi pas le Népal ? Pourquoi le pays, serré entre ses encombrants voisins chinois et indiens avec leurs deux milliards d'habitants, ne suivrait-il pas sa propre voie ? Sur le mur d'un hôtel de Lalitpur, la deuxième ville du royaume, ce slogan : « A bas le féodalisme local, l'expansionnisme indien, l'impérialisme américain, l'impérialisme socia-

mique. Et si, dans le quartier de Thamel et dans Freaks Street - la rue des Monstres - abondent encore les boutiques à tuniques et les échoppes à breloques, le gros des visiteurs s'attarde moins en fumeries dans la vallée qu'il ne s'apprête, dûment équipé de Nike, de Converse et de Fila, pour un trekking encadré, autrement dit une randonnée sur les pentes himalayennes. Le temps du Népal a passé comme une mode. Le pays natal de Bouddha retourne à ses bords vingt millions d'habitants, au rythme sans à-coups du cycle rural.

L'aéroport de Katmandou, la construction la plus moderne de la ville, est flanqué d'un premier étage concédé à la modernité et à l'aide internationale : un terrain de golf réplé permet aux émigrés japonais de ne pas perdre leur swing. Autour, maisons de torchis, carcasses de voitures abandonnées, petits potagers verts, animaux en liberté forment un paysage urbain que l'on trou-

ceinte d'une corde, offrent leur force : ils peuvent porter les sacs de riz jusqu'à 4 000 ou 5 000 mètres pour une poignée de roupies. Les enfants jouent aux billes, les soldats, les fameux *ghurkas*, montent la garde, de vieilles bagnoles se fraient un chemin entre les étals de légumes somptueux, potirons, gingembre, oignons, aubergines. La main-d'œuvre est partout, comme la marque des dieux.

Traversée par la rivière Bagmati, Katmandou est moins une seule ville qu'une vallée fertile, un ensemble de bourgs et de cités adossés à l'agriculture et au culte divin. Le Népal, à l'origine plus hindouiste que bouddhiste, a fini par ne plus différencier les deux religions, et les réunir en un étrange syncrétisme dont les temples portent témoignage : bien des fidèles s'inclinent tour à tour devant les monuments des deux religions. Dans un périmètre de vingt kilomètres autour de Katmandou, un grand pan du Népal se donne sans précaution au regard étranger. Les travaux des champs, qui mobilisent chaque citoyen de ce pays sans industrie, ne sont qu'une manière de rendre hommage à l'harmonieuse divinité du monde.

Quittaient-ils Katmandou et ses longues nuits enfumées, les « flower people » d'il y a vingt ans, pour parcourir les campagnes le long des chemins de rocaille et de poussière qui s'élevaient autour de la capitale ? La Ring Road, route circulaire construite par les Chinois, venait d'octroyer d'un seul coup l'accès aux collines cultivées en étages, du lit de la rivière au sommet couronné par un temple. Pas un pouce carré de terre, déjà, n'était en friche : blé, riz, colza, légumes. A Thimi, le potier savait depuis des lustres comment faire un tour d'un vieux pœu, et les

fermiers, de tout temps, avaient cuit eux-mêmes les briques nécessaires à l'édification de leur maison. Tissus et masques, marionnettes et bijoux n'ont jamais cessé d'y être manufacturés. Et à Changu Narayan, stèles et grilles, portails et sculptures récompensent de leur équilibre et de leur silence le pèlerin attiré depuis des siècles par le bronze doré des statues. Les villageois jouent aux cartes ou à cet immémorial billard de table appelé « carroum », les épis de maïs sèchent aux fenêtres et les courges sur les toits, les chevaux en liberté rejoignent les petites filles clochant à la marelle.

Patan, capitale d'un royaume déchû, mourut à son tour. Ses monuments sacrés sur le fleuve se sont installés dans la mort, qui seule, étrangement, leur redonne parfois vie : on brûle encore des corps sur une dalle face au cours d'eau, là-bas au bout de la passerelle gracieuse qu'un aveugle mène par un enfant franchi avec précaution, comme à l'aube des temps, comme dans un *Pissaro* de la période bleue. Rien ici, assurément, n'a changé depuis l'an mil.

A Swayambunath, au petit matin. Le plus vieux temple de la vallée, au faîte de trois cents marches inondées de brume. Dès l'aurore, les fidèles font tourner les moulins à prière et livrent leurs offrandes aux cinq sens : le feu pour la vue, l'encens pour l'odorat, les fruits pour le goût, les fleurs pour le toucher, les cloches pour l'ouïe. Dans le monde vide de la foi bouddhique où la vie n'est qu'apparence, seuls comptent l'instant présent et la plénitude toute provisoire des sensations. Un croyant toque l'énorme bourdon posé à hauteur d'homme, signale sa présence aux dieux, s'approprie le sanctuaire. Au-dessus de lui, sur le dôme

blanc du stupa encore drapé des brouillards de la nuit, des familles entières de singes glissent sur le derrière en éplochant des immondices, comme dans une grotesque mimique de dérision.

Mais le singe lui aussi est sacré : à Patan, dite aussi Lalitpur, où demeurent les plus beaux temples, les plus belles fontaines du Népal, la statue écarlate d'un d'eux orne la cour du palais royal. Sans doute le Népal a-t-il aussi séduit naguère par sa porosité : le sacré y paraît moins hiératique qu'en Inde, moins étranger qu'en Chine. Le roi de Patan trône certes au sommet d'un pilier, protégé par le cobra et l'oiseau ; mais à son pied, une marchande de graines multicolores et un vendeur de sel étalonnent la juste place, le digne lot de l'espèce humaine.

Il n'est rien que d'humain dans la vallée de Katmandou : l'irrigation parfaite des cultures, les écoliers sortant de classe s'éclaboussant dans les canaux, les porteurs de fagots ou de glace, et même ces lions de pierre du seizième siècle renversés le long des chemins. Des experts affirment que le pays a un siècle et demi de retard sur l'Europe : c'est trop, ou trop peu. A la ligne électrique près, en quoi par exemple le village de Bungmati a-t-il évolué depuis notre Moyen Âge ?

Pour être survolé par les avions de la Royal Nepal Air-lines, il évoque pour nous les tableaux de Bruegel : des scieurs de long partagent des madriers, des gaminis qui nu patagent dans les mares avec truites et canards, des fileuses et des sculpteurs sur bois travaillent dans leur atelier de plain-pied avec la rue fangeuse.

Au milieu d'une belle place en terre battue entourée de maisons de briques et de bois, deux temples dédiés à Machendranath,

« Quittaient-ils Katmandou et ses longues nuits enfumées, les « flower people » d'il y a vingt ans, pour parcourir les campagnes le long des chemins de rocaille et de poussière qui s'élevaient autour de la capitale ? »

dieu de la pluie. Mais voici que s'annoncent les élections : les candidats ont peint sur les façades les symboles de leur parti, la charrue, le parapluie, espérant le suffrage des villageois sans autre repère. Ce qui fascine les enfants de Bungmati chez le visiteur, ce n'est ni la voiture, ni le jean, ni l'argent, mais le stylo à bille : ils effleurent timidement l'instrument et surtout, de longues minutes, vous regardent écrire.

Le pelix spirituelle à Pashupatinath. Sur la rivière Bagmati, affluent du Gange, une autre Bénarès, dédiée à Shiva. Dans la stupéfiante mêlée du pèlerinage annuel de Shiva Ratri, des milliers de fidèles font de l'eau sacrée leur but, parfois ultime. On s'y purifie, on y meurt, on s'y consume. Visage couvert de cendres, front marqué de trois traits, chevelure torsadée, les « sadhus » méditent et intercèdent, attendant l'extase que confère la drogue. Des heures durant, les fidèles attendront leur tour pour déposer leur don au pied d'un temple. Toujours, ce fut ainsi. Comment imaginer qu'il puisse un jour en être autrement ?

De notre envoyé spécial
Olivier Barrot

► Tourisme ou trekking, il est préférable de se rendre au Népal en voyage organisé. Le Monde de l'Inde et de l'Asie est un bon spécialiste du pays (15, rue des Ecoles, 75005 Paris. Tél. : 46-34-03-20).



liste soviétique, le révisionnisme chinois et toutes les réactions.

Un tel refus des théories importées s'explique dans ce pays qui ne se laissera jamais coloniser et ne s'est ouvert aux visiteurs que tard : comment entrer sans effraction dans les temps modernes ? Le Népal n'a jamais été seulement cette collection de vignettes que le dernier quart de siècle a amoncelées sur son compte.

Dans *Tintin au Tibet*, c'est de Katmandou qu'Hergé faisait partir son héros à la recherche de son ami en perdition dans l'Himalaya : pour être moins inaccessible que Lhassa, la capitale du Népal n'en a pas moins abrité de tout temps les expéditions en partance pour les sommets du monde, Everest, Lhotse, Annapurna. Or, jusqu'en 1973, le pays ne restreignait en rien la vente du haschich et de l'opium : les chemins de Katmandou avaient su se parer de séductions délectables propres à retenir en foule une génération désespérée venue d'Occident. Ce monde d'artifices est mort, comme s'en va la jeunesse, la quarantaine venue.

Le Népal s'est rendu à lui-même, pauvre et isolé, sale et illettré, mais sans désespoir. L'Inde finance, le Japon s'installe. On se déplace toujours à vélo à Katmandou, moins par vocation écolo-

verait aussi bien au Pérou qu'au Burkina. Si l'on roule à gauche, c'est la marque de l'influence indienne qui perdure : les Népalais n'aiment guère le cricket, c'est là le signe infallible d'une résistance au mode de vie britannique.

New Road même à Durbar Square : la rue neuve aboutit à la place du Palais. Au cœur de la capitale, un foisonnement de tours et de statues, de pagodes et de monastères. Les façades de brique rouge, ornées de fenêtres et de portes en bois de teck ouvragé, les escaliers rouges, les sculptures et les fanions rouges, couleur de la force. Mais les coupes des temples sont blanches, couleur de la sagesse, et les sages sont vêtus de jaune, couleur du savoir. Au milieu de la foule, une déesse vivante de huit ans apparaît à la fenêtre de sa maison sanctuaire : sur la pierre d'une borne sacrificielle, le sang des bêtes a peu à peu pénétré la matière, le granit semble du marbre rose. Les livres sur le Népal d'aujourd'hui parlent de Moyen Âge, c'est bien plus le monde antique qui, d'un coup, s'insinue dans les mémoires.

Figures animales des dieux, comme en Egypte. Confrontation de luxe sacré et du profane misérable, comme en Chine. Au pied du « hippy temple », de petits hommes au torse nu, la taille



BRUNO MAGLIANI



Interalpen-Hotel Tyrol. Tout au superlatif.

C'est en plein cœur des montagnes du Tyrol que vous attend cet hôtel de haute classe internationale avec restaurants, bars, cafés et salons aménagés avec raffinement.

Offre exceptionnelle à partir du 4 mars 1991 (voyage non compris) : 6 jours demi-pension dans un appartement spacieux (45 à 78 m²). Piscine couverte (bassin de 50 m), bains bouillonnants, sauna, bain de vapeur et fitness club sans supplément. Selon catégorie, de 7800 à 10 200 ATS par personne (appartements occupés par 2 personnes).

Randonnées hivernales gratuites (du lundi au vendredi) : Randonnées pédestres - grands espaces - dans un paysage de rêve sur chemins bien déblayés. Les circuits de randonnée s'étendent sur environ 120 km.

Semaines de randonnées nordiques (du lundi au vendredi) : Fascinantes randonnées nordiques dans un des plus beaux domaines skiables. Forfait pour 5 jours d'accompagnement : 800 ATS par personne. Programmes beauté et mise en forme : de 2990 à 6100 ATS - demandez notre brochure détaillée.

A quand votre visite ?

INTERALPEN-HOTEL TYROL

INTERALPEN-HOTEL TYROL - Postfach 96 - A-6410 Telfs-Buchen, Österreich - Tel. 19-43/52 62/6 06
Telex 0 47 00, 5 34 654 INFOB - Télécopie 19-43/52 62/6 06 190 - Réservations téléphone 19-43/52 62/6 06 81

Bridge

n° 1423

LA MANŒUVRE DE GUILLEMAR

Voici une illustration spectaculaire de la Manœuvre de Guillemar, qui consiste en général à laisser traîner un atout adverse pour faire une coupe que l'adversaire ne pourra pas surcouper.

La donne a été jouée aux Olympiades de 1988.

♠ V32	♠ R10976
♠ A104	♠ DV76
♠ 1053	♠ 04
♠ D85	♠ 1092
♠ 84	♠ AD5
♠ 93	♠ R852
♠ RDV9862	♠ 07
♠ 64	♠ ARV73

Ann : S. don. E.-O. vul.	Est
Sud	Est
Ouest	Nord
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
4 5 6 7 8 9 10 11 12	4 5 6 7 8 9 10 11 12
6 7 8 9 10 11 12	6 7 8 9 10 11 12

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, comment Anton Maas, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A TRÈFLE contre toute défense ?

RÉPONSE

Le Hollandais Maas a pris avec l'As de Carreau et il a fait aussitôt l'impasse à Pique dont la réussite était indispensable, puis il a essayé l'effranchissement des Cœurs en jouant le 2 pour le 3 et le 10 de Cœur du mort. Le but était de faire trois levées à Cœur, et sur la quatrième Cœur de défausser un Pique afin de couper ensuite le troisième Pique. Cependant, pour cela, il était nécessaire que l'adversaire, qui aurait trois atouts, ait quatre Cœurs et ne puisse pas couper le quatrième Cœur !

Est prit le 10 de Cœur avec la Dame et contre-attaqua avec le 10 de Trèfle. Le déclarant mit le Roi, puis le Valet de trèfle, et il rejoignit le 5 de Cœur sur lequel Ouest fournit le 9 de Cœur. Il fallait espérer que ce 9 était sec pour que la Manœuvre de Guillemar puisse fonctionner : Maas mit l'As de Cœur, et il continua avec le 4 de Cœur pour le 7 et le 8 de Cœur. Il ne restait plus qu'à tirer le Roi de Cœur (pour défausser le 3 de Pique), puis à jouer l'As de Pique et à couper le 5 de Pique...

LA DOUZIÈME LEVÉE

On a coutume de dire ironiquement que, pour bien jouer, il faut « savoir compter jusqu'à treize » !

Voici un bon exemple. La donne est tirée de la Sélection américaine pour désigner l'équipe des États-Unis qui allait remporter les Olympiades de Venise en 1988. Le Chelem a été réussi par Jim Jacoby, le fils du célèbre Oswald Jacoby. Le problème était de compter jusqu'à douze et de bien reconstituer les treize cartes de chaque couleur !

♠ AR1095	♠ DV62
♠ 1095	♠ AD109
♠ (3)	♠ RDV109
♠ 8	♠ R5432
♠ 82	♠ A8752
♠ 8	♠ AV107
♠ 8	♠ V6

Ann : S. don. Tous vuls. (don. 74)	Est
Sud	Est
Ouest	Nord
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
4 5 6 7 8 9 10 11 12	4 5 6 7 8 9 10 11 12
6 7 8 9 10 11 12	6 7 8 9 10 11 12

Ouest a entamé le Roi de Cœur sur lequel Est a fourni le 3. Le déclarant a coupé avec le 2 de Carreau du mort, puis il a joué le 9 de Carreau pour le 4 et le 7 pris par le Roi de Carreau d'Ouest qui a continué avec le 8 de Carreau sur lequel Est a fourni le 3. Comment Jacoby en Sud a-t-il ensuite gagné ce PETIT CHELEM A CARREAU contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

Sur le contre d'appel de Nord, Jacoby avait un problème, car la couleur à Cœur était trop faible pour passer et transformer le contre d'appel en contre de pénalité ; d'autre part, la main était trop belle pour dire seulement « 2 Carreaux », une réponse qui pouvait être faite avec une main blanche et cinq petits carreaux. Le saut à « 3 Carreaux » avec quatre cartes seulement était donc le motard mal.

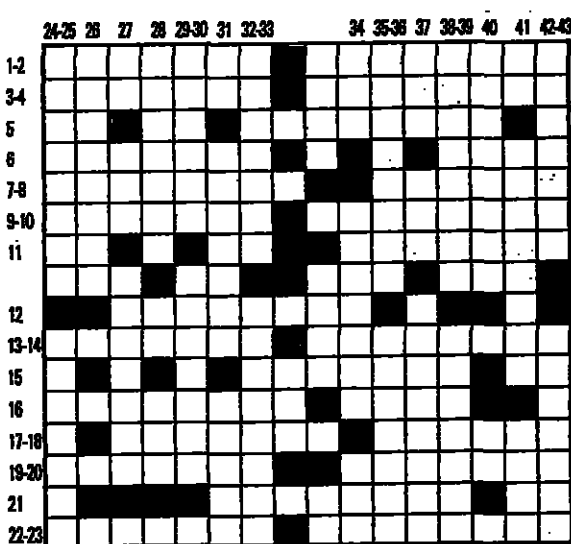
COURRIER DES LECTEURS

Étonnante intuition (n° 1410).
Deux lecteurs (Mastéro et Schleich) ont remarqué que les deux lignes de jeu adoptées « instinctivement » par Bayer étaient incomplètes, car il fallait effectivement jouer Carreau avant de battre atout, mais il était nécessaire également de tirer As et Roi de Cœur avant de rejouer le troisième Carreau. C'est exact, et cette précaution n'avait été signalée que par des points de... suspension !
Philippe Brugnion



Anacroisés

n° 654



HORIZONTALEMENT

1. ACEILMR. - 2. DEINRRV (+1).
3. AENQUTU. - 4. CEEMNOU.
5. EILMPSU. - 6. EGHIST (+1).
7. EHLORT. - 8. AEGSTU (+2).
9. AEEINR (+6).
10. EENPRTU. - 11. AEORESS (+2).
12. EGIINNST.
13. AELLUV. - 14. CEEMNOS.
15. CELOUOU. - 16. AEGMMNR.
17. EINRUUX (+1).
18. EELRV (+2).
19. CEORSS (+2).
20. CEELRTU. - 21. EEEIMRS (+2).
22. AEMPSY.
23. AEEELSS.

VERTICALEMENT

24. EIMRRTU. - 25. EILNRV (+1).
26. AENNRST (+5).
27. AEGLLOR. - 28. AILNUU.
29. CMOSTU. - 30. AAEIGNS (+1).
31. EEEBNN. - 32. EEEISS.
33. EEEIMRS (+2).
34. EINORS (+1).
35. EILNNOOT.
36. DEEIOSU (+1).
37. CEELLSU.
38. AEMSTT (+1).
39. CEERTT. - 40. DEEFOUR.
41. AEEFILRS (+5).
42. AEESSS.
43. CEERTT (+3).

SOLUTION DU N° 653

1. INITIALA, mit son initiale (quadré).

2. ARBUSTE (BUTERAS TUBERAS RETUBAS REBUTAS).
3. AVIFAUNE. - 4. PLAIGISTE (GLAIPITES).
5. CRAYEUSE.
6. BOISAGE. - 7. CONTRÔLE (COLORANT ECLORANT).
8. RENIEN (INTERNE NIERENT).
9. ALUNISSE (SINUSALE).
10. BATELAIS, transportais sur un bateau (ETABLAIS).
11. JODLERA.
12. ANGLAINE (GAMULERA).
13. CRUAITE. - 14. DURAIEN (ENDURAIT RUDENTAI).
15. NETTETE. (ETETENT).
16. ENSEIFER. - 17. SERIEUSE.
18. ROSIERE. - 19. SAISINE.
20. IMPUBERE. - 21. JAUGEUR.
22. OTIERONS (NOTIERS SONORITE TORIENS).
23. IRANIENS.
24. DEISSÉS. 25. IRIDACE.
26. EROTISE (SIROTER).
27. LATENT. - 28. BANDIERE (DEBNERA).
29. CARABIN.
30. AFFRIOLA (RAFFOLAI).
31. ECANGUA. - 32. LUTHERIE (LUTHEREL).
33. BUTYLENE.
34. SOUTTES. - 35. SECURISA (SAUCIERES).
36. UTERIN (RUTINE REUNIT).
37. EXPERTES. - 38. NEMENES.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Dames

n° 400

PROMENADE DE SANTÉ

Tournoi international de HIERDEN, 1989.

Blancs : E. AUTAR (Surinam).

Noirs : WAL (Pays-Bas).

Ouverture : Raphaël.

1. 32-28	19-23	26-40-44	11-16
2. 28-19	16-23	27-32-27	17-21
3. 37-32	18-14(a)	28-48-43	21-32
4. 34-30(b)	17-21(c)	29-38-27(0)	12-17
5. 38-28(d)	11-17	30-39-33	7-12
6. 41-37	6-11	31-42-38	23-28(e)
7. 33-28	4-10	32-37-32	17-21
8. 28-19	16-23	33-44-40	12-17
9. 25-14	18-23	34-41-37	18-23(f)
10. 29-33	9-14	35-46-38(0)	29-40
11. 35-30	5-10	36-35-44	26-35
12. 38-25	3-9	37-33-29	23-34
13. 44-39	1-4	38-25-28	16-25
14. 40-34	15-20	39-27-22	17-28
15. 45-40	28-34(0)	40-32-22	34-40(g)
16. 40-35	21-27	41-44-39	40-44
17. 31-22	17-28	42-36-31	44-41
18. 33-22	18-27	43-37-48	35-46
19. 32-21	16-27(h)	44-12-7	13-19
20. 34-30	13-18	45-7-2	19-23
21. 46-41	8-13	46-2-35	40-45
22. 38-30(i)	27-38	47-35-49(n)	21-28
23. 32-32	2-8	48-31-27	10-15
24. 38-35	11-17	49-38-35	15-20
25. 47-42	6-11	50-48-42	40-45(m)

NOTES

a) Très en vogue actuellement, ce début, dans ses très nombreuses variantes, peut favoriser un jeu dynamique, ouvert, basé par d'innombrables références aux multiples analyses des grands maîtres. Ainsi : 1. 32-28 (11) : 4. 42-37 (13-19) : 5. 35-30 (20-25) : 6. 40-35 (15-20) : 7. 44-40 (10-15) : 8. 47-42 (21-26) : 9. 50-44 (11-17) [VANDER WAL - SCHOLMA, tournoi international de Hierden, 1989].

b) Très pratique est également la variante 4-41-37 (5-10) : 34-29 (23-34) : 6. 39-30 (14-19) : 7. 44-39 (10-14) : 8. 40-34 (16-21) : 9. 31-26 (11-16) [AUTAR-CLER, tournoi international de Hierden, 1989].

c) Même observation pour la variante 41-37 (11-17) : 6. 30-25 (6-11) : 7. 35-30 (1-6) : 8. 40-35 (14-19) : 9. 25-14 (9-20) : 10. 30-25 (4-9) : 11. 34-14 (9-20) [KOLESNIK-GANTWARG, 1984, le Monde du 14 janvier 1984].

d) Léger avantage positionnel aux Noirs qui ont résolu le problème du développement de leur grande diagonale.

f) Les tenants des théories classiques estiment que l'absence du pion pivot à 3, privant les Noirs d'une colonne d'attaque sur leur aile gauche, constitue une faiblesse.

g) Par cette brusque accélération, les Noirs ont pris l'initiative avec un bon pion taquin à 27, qui accroît leur omnipotence au centre.

h) Une réaction peu convaincante.

i) Ayant abandonné l'idée de convoiter le centre, les Blancs se tournent vers la case stratégique 27.

j) Cette avancée remet en question la valeur stratégique des pions à 23, 30 et 35 (enchaînement par le « trèfle »).

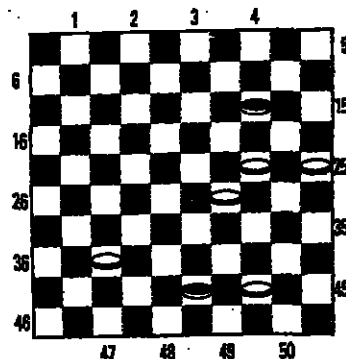
k) Une fante surprenante de la part de VANDER WAL.

l) Les Blancs exécutent une combinaison assez simple pour rallier quatre pions et s'ouvrir le passage à dame.

m) Virtuose du damier, artiste de très grande force d'anticipation, l'ex-champion du monde, que nous avons suivi dans ses œuvres dans plusieurs chroniques, nous apparaît à l'inconceivable, en perdant.

n) Exceptionnel : une dame peut se permettre une promenade de santé.

PROBLÈME BARTELENG 1880

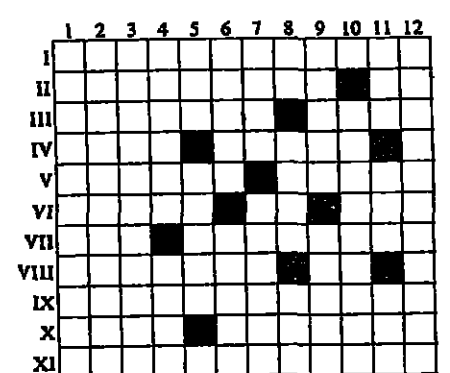


Les Blancs jouent et gagnent.

Théoricien éminent, auteur d'un ouvrage de référence sur l'art de conduire la partie, innovateur de génie dans les ouvertures et les débuts en particulier, BARTELENG composa aussi des centaines de problèmes qui suscitèrent toujours séduction, admiration à l'étranger et à l'étranger. À l'image de cette fin de partie dont voici la SOLUTION : 44-39 (43-23) 37-32 ! [première trouvaille] (14-19) forcée 24x13 (23-29) puis une succession de finesses 13-8 ! (et non 13-9) (29-34) 8-21 ! (et non 8-3) dame (34-39) sur 2-11 ! (39-43) 11-7 !, les Noirs sont mat et si :
a) (43-48) 7-34 (48-30) 25x34, +.
b) (43-49) 7-16 (49-27) 16x..., +.
Jean Chaze

Mots croisés

n° 652



HORIZONTALEMENT

1. Suivent normalement les résolutions. - II. Souffre un doute. Vigile. - III. Sa voix est très importante. N'est pas sans faire quelque bruit en ville. - IV. Donne sa production. Dès qu'un comportement est public on s'y expose. V. Couché impeccable. On y est à bon port, dans le bon sens. - VI. Donne un nouveau labour. En per. Prend parti. - VII. Il faut l'interpréter si on veut réagir. Pour ça il faut être au moins deux. - VIII. S'avance peut-être un peu trop. Article inversé. - IX. Refusent toute discussion. - X. C'est probablement le tien. Applaudissant le champ. - XI. Admire.

VERTICALEMENT

1. Répartit les rôles au grand dam de l'Académie. - 2. Sectaire. - 3. Ils ne font pas l'histoire, ils la ficellent. - 4. Accroches. Dérocha par le bas. - 5. Un peu de sport. Peut vigoureusement la chose en moins. - 6. Protège éventuellement l'ouverture. A la première place dans le journal. - 7. Fera du chemin retro. Poisson. - 8. Sym-

bole. Prendre forme. Est son heure de gloire. - 9. On le disait avant Franco-Télécom. Instrument de musique. - 10. Mis fin au rêve. - 11. Dans l'annas. En désordre Portugaise d'autrefois. Se réjouisse en un sens. - 12. Contribue à la musique.

SOLUTION DU N° 651

Horizontalement
I. Basketteuses. - II. Aviation. Ego. - III. Reg. Armorial. - IV. Anna. Ebranlé. - V. Taire. Ems. En. - VI. Irlandaise. - VII. Envoyerai. - VIII. Eer. Io. Erets. - IX. Usbreant. Evoie. - X. Sondeée. Gnare. - XI. Entassements.

Verticalement
1. Baratinisme. - 2. Avenir. Eson. - 3. Signalet. - 4. Ka. Aran. RDA. - 5. Ets. Envies. - 6. Tire. Donnes. - 7. Tombeau. - 8. Enormité. GM. - 9. Rasserén. - 10. Sein. Erevan. - 11. Egalé. A tort. - 12. Solennités.

François Dorlet

Echecs

n° 1425

Tournoi des Hauts Fourneaux, Wijk aan Zee, 1991.

Blancs : Adams.

Noirs : C. Hansen.

Défense sicilienne.

Attaque Keres.

1. f4
2. c3
3. d4
4. Cx4
5. Cx3
6. g5
7. g6
8. Rg3 (h)
9. a3
10. h4 (h)
11. h5
12. g2 (f)
13. Rg4
14. g7+
15. Dg5+
16. Dxd1 (h)
17. Cx48 (h)
18. Fx48

a) Face à cette dangereuse attaque jouée avec succès par Keres pendant la guerre, les Noirs disposent de deux réponses principales : 6... a6 et 6... c6, les continuations 6... a6 et 6... c6 étant également jouables. 6... c5 est douteux : 7. e4x5, Cxd5 ; 8. Fb5+, Fd7 ; 9. Cxd5, e4x5 ; 10. Dd2+, Fd7 ; 11. Cx1, Rf8 ; 12. Fxd7, Cxd7 ; 13. Ff4, Dd5+ ; 14. g3, Fd8 ; 15. Cxd7, Dc3 ; 16. Fd3, Dxd7 ; 17. 0-0-0 avec avantage aux Blancs (Nikitine-Tcherepov, 1958).

b) On a essayé aussi 8. Fg2 ; 8. a4 ; 8. Tg1 ; 8. f4 et 8. h4.

c) 9... Fb7 semble moins précis : 10. h4, Cx6 ; 11. Dd2, Cd4 ; 12. 0-0-0, Cx6 ; 13. Cx6, Fx6 ; 14. f4,

Dd5 (ou 14... Ff7 ; 15. Fd4 et 16. Fd1) ; 15. Cx5 au début, une sacrée habitude dans la « Sicilienne », e4x5 ; 16. e4x5, 0-0-0 ; 17. dxc6, d5 ; 18. Fd4, Fc3 ; 19. Dg4+, Rf7 ; 20. Fx4+ (Alexander-Lundin, par. 197) ; 21. Fd4, le passage du C-R noir sur l'aile-D, qui renforce le contrôle des cases e4 et d5, donne lieu à une position connue.

d) De nombreuses analyses mettent en évidence la supériorité de l'attaque 10. h4 sur les suites 10. Dd2 ; 10. Tg1 ; 10. f4, l'idée de base étant la percée g5-g6.

e) Si 10... d5 ; 11. e4x5, e4x5 (ou 11... Cxd5 ; 12. Cxd5, Dxd5 ; 13. Fd4, Fc3 ; 14. Fd2, Dd7 ; 15. Cxd6) ; 17. Cd4, Cx4 ; 13. Dxd5, Cx3 ; 14. h4x3, Tg7 ; 15. Dxd8+, Rxd8 ; 16. 0-0-0, Rxd8 ; 17. Fg2 avec avantage aux Blancs (Hort-Kee, Amsterdam, 1978).

f) Dans cette position souvent rencontrée, les Blancs poursuivent habituellement par 12. Tg7 menaçant g5 avec exploitation des faiblesses d6 et f7, conformément à la ligne de jeu g4-h4. Après 12. Tg7, Cx5 (si 12... Fd7 ; 13. g5, Ff6 ; 14. Dd4, Dd7 ; 15. gxf4+, Rxf7 ; 16. 0-0-0, Tg7 ; 17. f4, Dd8 ; 18. bxc3, Tg6 ; 19. f5, e5 ; 20. Cc6 les Blancs dominent - Pokojewy-Sznajlik, Lodz, 1978) ; 13. g5, Dxd8 ; 14. Rg6, Dxd3 (si 14... Cxg6 ; 15. Dxd8, Cx8 ; 16. Df4, Dd7 ; 17. Cxd6) ; 15. gxf4+ ; Cx7 ; 16. Fd3 les Noirs doivent jouer avec une extrême précision, probablement 16... Dd4 ; 17. Dg4, Dxd4 ; 18. Fxg4, Cx4 qui ne laisse aux Blancs qu'un avantage minime (si 16... Cx4 ; 17. Fd3, Dd4 ; 18. Fxg4, bxc4 ; 19. Dd2). Cependant, on a trouvé, après 12. Tg7, Cx5 ; 12... Cx5 ; 13. Dd5, Cx5 ; 14. Dd7, Dd7 ; 15. Cxd6, Cx7 ; 16. Dd7, Dd7 ; 17. Cxd6, Cx7 ; 18. Fd3, Dd7 ; 19. Dd7, Dd7 ; 20. Cx5, Cx5 ; 21. Dd7, Dd7 ; 22. Cx5, Cx5 ; 23. Dd7, Dd7 ; 24. Dd7, Dd7 ; 25. Cx5, Cx5 ; 26. Dd7, Dd7 ; 27. Ff6+.

g) Sans perdre une seconde, les Blancs menacent pratiquement sans interruption depuis le douzième coup (12. g5) leur adversaire.

h) Et les Noirs n'ont pas le temps de reprendre leur souffle.

i) Ou 30... Rxd6 ; 31. Dxd4+ ; A) 32. Rg5 ; 33. Dd1+ ; 33. Rf6 ; 34. Ff6+ ; 35. Dd4+ ; 36. Dd4+ ; 37. Dd7+ ; 38. Dd7+ ; 39. Dd7+ ; 40. Dd7+ ; 41. Dd7+ ; 42. Fg4+ avec gain de la D. B) 31... Rf7 ; 32. Ff6+ ; 33. Dd7+ ; 34. Rf7 ; 35. Dd7+ ; 36. Dd7+ ; 37. Dd7+ ; 38. Dd7+ ; 39. Dd7+ ; 40. Dd7+ ; 41. Dd7+ ; 42. Fg4+ avec gain de la D. C) 31... Rf7 ; 32. Ff6+ ; 33. Dd7+ ; 34. Rf7 ; 35. Dd7+ ; 36. Dd7+ ; 37. Dd7+ ; 38. Dd7+ ; 39. Dd7+ ; 40. Dd7+ ; 41. Dd7+ ; 42. Fg4+ avec gain de la D.

j) En zeitnot, une gaffe. Une défense existe-t-elle ? Si 34... Dd7 ; 35. Dg8+, Df8 ; 36. Dd6+ ; Dd7 (si 36... Rg8 ; 37. Dd7 mat) ; 37. Dd6+ la seule chance des Noirs consiste en 34... d3 !, par exemple, 35. cxd3, Td7 ! ; 36. Dxd7, Dxd3+, etc. Les Blancs peuvent tenter, après 64... d3 ; 35. cxd3, Td7 ; la lutte par 36. Dg8+,

Rd7 ; 37. Ff6, etc.

k) Si 35... Df1+ ; 36. Ra2, Dc4+ ; 37. b3 suivi du mat ; le pion c2 étant défendu par la Dh7.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1424

B. SAKHAROV et A. KUZNETSOV (1958)

(Blancs : Rb1, Td5, Ff3, Pc5. Noirs : Rg6, Td1, Fd3, Pd5 et d7.)
Si 1. Td5+ ; 2. Rf7, nulle.
1. Td6+, Rd5 ; 2. cxd6, Ff6+ ; 3. Txd6, Td7 ! ; 4. Txd6, d7 ; 5. Fxd6, Td6 ; 6. Fd7 mat !

Si 1... Rg7 ; 2. cxd6, Rxd6 ; 3. bxd7 et si 1... Rg7 ; 2. Td5+, Rg6 ; 3. Td5+.
Si 2... Td1 ; 3. b7, Rd5 ; 4. Rd2.
Si 3. Rg7 ; 4. Td3+ et si 3. Rg7 ; 4. Rd2, Td1 ; 5. b7, Td8.
Si 5. Txd5+ ; 2. Rg6 ; 6. Td6+, Rg7.
Jolie position finale.

Claude Lemoine

ÉTUDE N° 1425

N. KRALINE (1989)

(Blancs : Rb1, Dg1, Fc3, Fg6 et g2. Noirs : Rg8, Da2, Fd2, Fg4 et g6. Les Blancs jouent et gagnent.)

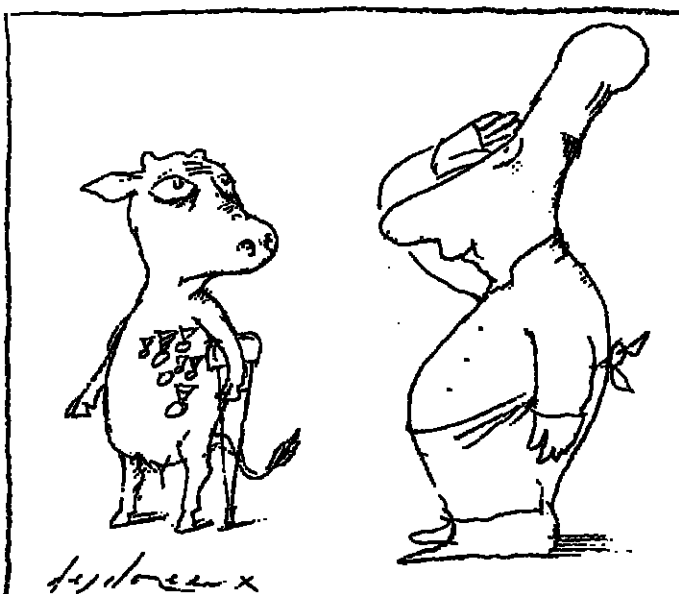
هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

TABLE

Veau

LISANT le *Fouché* de Jacques Castelot (Perrin éditeur), je retrouve l'anecdote : le 21 juin 1800, un courrier arrivait à Paris pour avertir d'une défaite du général Bonaparte dans la plaine de Marengo... Panique chez les deux autres consuls, panique à la Bourse, panique populaire... Mais, le surlendemain, un second courrier arrivait aux Tuileries annonçant la « victoire de Marengo ».

Paris respire ! Et, comme toute délivrance, c'est à table que celle-ci se fête. Il y a alors, au début de la rue Montmartre, presque en face la rue du Croissant (notons au passage que la rue du Croissant doit son nom à une enseigne du n° 18, depuis l'an 1612), un vieux restaurant, *La grâce de Dieu*. C'est là que l'on prépare un veau à l'italienne (tendron de veau sauté à l'huile d'olive, avec bien entendu de



l'ail, des champignons et beaucoup de tomates, du vin blanc et, au moment de servir, des croûtons froids. Aussitôt le veau à l'italienne devient, sur la carte, veau Marengo. On raconte que Joséphine est une des premières à y goûter (emmenée peut-être par Barras, qui fut son amant avant Napoléon ?).

Mais, parallèlement, il y eut le soir du 14 juin, où les charges

désespérées des futurs « grognards » du futur empereur avaient retourné le destin, malgré la mort du brave Desaix, et décidé du gain de la bataille. Bonaparte avait faim. Il ordonna que l'on préparât le repas qu'il partageait avec ses généraux. Ce n'était point un gastronome : « Il mangeait vite et mal », dira Brillet-Savarin. Mais il exigeait de pouvoir à tout instant se voir

ou poulet Marengo ?

servir de la volaille, des côtelettes, du café. Las ! les fourgons de cuisine étaient perdus on ne sait où, et il n'y avait là que le cuisinier, le chef helvétique Duman, qui, voyant au loin une ferme achevant de brûler, y envoya quelques grenadiers au ravitaillement du hasard. Ils ramènèrent des poulets, des tomates, de l'ail. Duman avait avec lui une fiasque d'huile et du cognac.

On ne sait si le vainqueur apprécia, mais ses généraux, affamés et heureux, se régalèrent : « Quel est ce plat ? », demandèrent-ils devant ce sauté de volaille de ferme parfumé d'ail, à la sauce rougeâtre des tomates relevée d'un peu de cognac. Le plat n'avait évidemment pas de nom : il devint le poulet Marengo.

D'autant que les cuisiniers, moins pour célébrer la victoire que pour démontrer leur classe,

adaptèrent, dès qu'elle arriva sur Paris, la recette initiale. Le poulet Marengo, selon le *Répertoire de la cuisine*, est donc à présent une volaille découpée à cru, les morceaux sautés à l'huile d'olive. On déglace alors le plat au vin blanc, on ajoute des tomates concassées, un fond dit demi-glace fortement tomates, une pointe d'ail. En fin de cuisson, on ajoute des têtes de champignons et des lames de truffe. On sert en nappant de la sauce de cuisson et on entoure d'écrevisses truffées, d'œufs frites, de croûtons également frites, et on poudre de persil haché.

Est-ce trop sophistiqué pour paraître aujourd'hui sur nos cartes ? Ou pas assez nouvelle cuisine ? Ou, truffes et écrevisses hors de prix, trop coûteux pour les petits « restos » et trop (mal) connu pour les grands ? En tout cas, je n'ai vu de longtemps ce

plat sur les cartes, alors que le veau Marengo figure quelquefois sur celles modestes des « petites boîtes ». Mais, à la lecture du *Fouché* de Castelot, une idée me vient. L'auteur nous dit que Fouché, après le 9 Thermidor, réfugié dans sa résidence de la vallée de Montmorency, s'associa avec un ami, acheta des cochons de lait pour les engraisser et en faire commerce. Quel chef aura l'idée de nous mûrifier un cochon de lait à la Marengo ?

Je le déteste d'avance : des dés de porcet baignés, cuits avec champignons et sauce tomate, longuement. Un léger arrière-goût allié, une « teinte » vineuse et, comme légumes d'accompagnement, des brocolis. Après tout, il y en avait peut-être autour de la ferme de Marengo puisqu'ils nous viennent d'Italie, cadeau de Catherine de Médicis !

La Reynière

GRANDS ANCIENS

Alexandre Dumaine

SALADE de thon aux légumes et aux œufs, bœuf miroton, pommes de terre aux lardons.

C'est le menu servi à Georges Clemenceau, en 1917, lors d'une de ses inspections du front. Il avait été réalisé par le cuisinier Dumaine, du 258^e régiment d'artillerie.

Le jeune soldat Alexandre Dumaine avait alors vingt-deux ans. Né à Digoin, entre Charolais et Bourbonnais, région pépinière de cuisiniers renommés, de Lapautre (chef du Pré-Catelan à la Belle Époque) à Delorme (Lapérouse), de Victor Burtin à Ferdinand Point (né à Louhans), il avait débuté comme commis de Louis Bonnavay à l'hôtel de la Poste de Paray-le-Monial puis aux Carlton (de Vichy et de Cannes) avant d'arriver au Café de Paris, la célèbre maison de l'avenue de l'Opéra.

La guerre l'avait arraché « premier commis tournant » à l'Elysée-Palace pour en faire un servent de canon de 75 du côté de Soignes. Mais l'arrivée inopinément annoncée du « Tigre » avait inspiré son colonel : « Pourquoi ne pas demander à ce jeune de métier de tirer, des moyens du bord, un menu pour le président du conseil ? » Ce fut une réussite. Le bruit en vint jusqu'aux papilles du général Franchet d'Espèray qui convoqua le canonnier Dumaine pour suppléer son « popotier ». De fameux premiers clients, n'est-ce pas ?

Démobilisé en 1919, on retrouve Dumaine chef saucier, puis chef de cuisine à Paris. Il vient d'épouser une jeune femme, collaboratrice d'une

agence de presse et correspondante de la revue yankee *Harper's Bazaar* : Jeanne. Jeanne Dumaine allait devenir une des rares grandes dames de la restauration (avec Mado Point), d'abord lors de l'aventure africaine du couple puis enfin, jusqu'à sa mort, à Saulieu.

La Compagnie générale transatlantique veut ouvrir une chaîne d'hôtels en Afrique du Nord. Francis Carton (autre nom glorieux du métier) lui propose d'engager ce jeune qui non seulement promet mais tient déjà ses promesses d'hier. Et voilà Alexandre et Jeanne Dumaine tour à tour en Haute-Kabylie, à Michelet, puis à Biskra. Mais les années passent, le terroir leur manque. L'hôtel de la Côte-d'Or à Saulieu est à vendre, Jeanne et Alexandre s'y installent. Et bientôt on ne dira plus Paris-Saulieu : 260 kilomètres, mais Paris-Dumaine : 260 kilomètres !

Le livre d'or (qu'est-il devenu ?) de la Côte-d'Or témoigne de ce succès de Salvador Dali à Orson Welles, de Colette à Reynaldo Hana, de Saint-Exupéry à Charlie Chaplin. Sans oublier le maréchal Juin pour qui il cuisina l'oreiller de la Belle Aurore (le pâté de gibier qui régala la mère de Brillet-Savarin). Il en avait, par crainte d'un manque de perfection, réalisé deux. Le premier triompha au dîner du maréchal. Le lendemain matin, en guise de machon, nous dévorâmes l'autre au petit déjeuner. J'étais là avec Raymond Oliver, René Lasserre et Topolinsky (le patron alors de Lapérouse).

Nous devions plus tard, au déjeuner, goûter les « truites du

Morvan » (ainsi appelait-il, lorsqu'il n'avait pu se procurer des truites sauvages, des ris de veau aux épinards en branches). Je me souviens. Lasserre se pencha vers moi : « Je n'ai jamais mangé d'épinards aussi savoureux ! » A la fin du repas je dis à Dumaine que ses épinards étaient remarquables et qu'il devait avoir un secret. Alors, de sa voix un peu zotante et jouant de ses petites mains potelées, le grand Alexandre déclara : « Mes amis, c'est tout simple, les épinards, je les prépare comme vous tous. Mais je n'ai pas oublié un « truc » de mon maître Burtin. Au moment de servir, je pique une gousse d'ail dans une fourchette en bois et je la tourne trois fois en huit dans mon légume. C'est tout ! »

La cuisine de Dumaine, c'était cela : les grands classiques comme le Germany, les écrevisses de Monsieur le Prieur, la carpe à la Chambord, l'oreiller de la Belle Aurore ou les truffes au champagne, ou des plats merveilleusement simples d'apparence mais savoureusement médités car, selon ses propres termes : « Les produits employés font partie des connaissances indispensables. Il faut tenir compte des provenances, des saisons, de leur fraîcheur. Il n'y a qu'une seule cuisine : la bonne ! »

La mort de Jeanne Dumaine fut celle de l'hôtel de la Côte-d'Or (1). Alexandre Dumaine se retira à Digoin, sa ville natale, où il mourut à son tour en 1974.

L. R.

(1) Aujourd'hui la Côte-d'Or, à Saulieu, revit sous la houlette de Bernard Loiseau.

Semaine gourmande

Faucher

Gérard Faucher et sa bien jolie compagne Nicole sont à présent bien en place, eux aussi, dans leur nouvelle maison. Une originalité dans les entrées : le saumon Balik (norvégien mais préparé en Suisse III), un foie gras exceptionnel, un œuf mollet aux truffes inattendu et l'original mille-feuille de bœuf cru « digoinaise » (doit-il quelque chose au cher Dumaine ?) (Lire ci-contre). Les filets de rouget au velouté de foie gras, le lieu vapeur à la tapenade, le haddock aux lentilles, le rognon entier cuit dans sa graisse, etc. sont des plats « logiques » autant que rares. Belle cave et un menu au déjeuner (entrée, plat, dessert) à 180 francs. A la carte, compter 400 francs à 500 francs à moins que vous n'optiez pour le menu dégustation à 380 francs.

► Faucher, 123, av. de Wagram, 17^e, tél. : 42-27-61-50. Fermé samedi midi et dimanche. Voturier. Carte bleue. Chiens acceptés.

Croquant

Sur l'autre rive et plus modeste, le gentil restaurant bien tenu en main par Yves Bigot continue son bonhomme de chemin avec ses foies gras (au naturel, en escalope aux cépes), sa compote de queue de bœuf escordée de billes de melon paprikées, la boulangère de homard aux artichauts, de bons poissons, un rible de lapereau crème de crustacés et le simple cœur de filet nappé et enrichi d'une sauce foie gras et porto. Desserts de qualité. Un menu dégustation à 260 francs et la carte : compter 350 francs surtout si vous faites appel à la très bonne cave « maison ». Le 15^e est riche en bonnes adresses, mais on ne pense pas assez au Croquant !

► Le Croquant, 28, rue Jean-Maridor, 15^e, tél. : 45-58-50-83. Fermé dimanche et lundi midi. Parking : 98, rue de la Convention. A.E., D.C., C.B. Chiens acceptés.

Honneur aux dames

L'ACADÉMIE des Mères cuisinières a choisi pour thème de son Trophée (l'an dernier consacré à la cuisine lyonnaise et remporté par Elisabeth Bourgeois, du Mas Tourteron, à Gordes), cette année, la cuisine provençale. La finale aura lieu le 16 avril à Vichy.

La présélection est assurée par deux dames de l'ARC à la retraite : la chère Paule Castaing (de Condrieu) et Léa Bidaut, dont le nom reste inséparable du tablier de sapeur de La Voûte, à Lyon.

Parallèlement sera décerné le diplôme « Espoir des cuisinières », réservé aux commises de cuisine et élèves des écoles. Et, contrairement à trop de concours culinaires, les concurrentes ne devront apporter que des denrées brutes.

Le Trophée des Mères cui-

nières est doté d'un premier prix de 10 000 F qui sera remis par le sénateur Cluzel, président du conseil général de l'Allier. Le prix Espoir des cuisinières, d'un montant de 5 000 F, est offert par le maire de Vichy.

Courtine

P.S. - Conscrit à la cuisine méditerranéenne, ce trophée ne pouvait mieux être dédié qu'à Marie Venturino. C'est après la guerre de 14-18 que, sur le port de Saint-Jean-Cap-Ferrat, la petite Marie apprit à faire, retour, de pêche, la bouillabaisse des pêcheurs. Les *hironnelles* devinrent, jusqu'à sa mort, l'an dernier, à plus de quatre-vingts ans, une adresse gourmande touristique de la Côte. Oui, un trophée Marie Venturino honorerait la lauréat.

GASTRONOMIE

LE POL'NOR
Spécialiste de poissons du monde du livre et du cinéma
39, rue Monsieur-le-Prince (6^e)
Rés. : 42-25-16-55
F. dim. Serv. jusqu'à 22 h 30

ALLIGATORS
BAR AMÉRICAIN
Restaurant : cuisine italienne.
Dîner avec orchestre de jazz de 21 h à 2 h du matin.
Réservation : 42-84-11-27
23, rue du Maine (15^e)

EN L'AN 2000... 1 MILLIARD 200 MILLIONS DE CHINOIS... ET MOI, ET MOI...

CHEZ DIEP A L'OPÉRA

ou le plus grand restaurant asiatique à Paris avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hongkong

Des MENUS EXPRESS, 72 F et 78 F. Entrée, plat et dessert au choix. Exemple : raviolis aux crevettes, sautés, cantonnais ou ailerons de requins. Si vous êtes passionné par le « chinois » : crevettes à l'ail, travers de porc sauté, porclet ou canard laqué. Mais aussi le pâté de soja, les calamars ou le crabe au gingembre. Si vous « voyagez thaïlandais », le rouleau printanier, la salade de fruits de mer à la citronnelle, les brochettes de gambas grillées. Tous les jours, le MENU « D » avec un assortiment à la vapeur ou les pièces de crabs farcies en beignets, un 1/2 canard laqué à la pékinoise, servi en

2 façons (la peau croustillante avec galettes de riz, et sa chair). Un magnifique vivier de langoustes. La délicieuse : cochon de lait, ou porclet laqué, de la volaille et toutes les viandes au choix. Pour inviter vos amis, les surprendre par le décor époustouflant et la richesse des matériaux, tout sera dépayssé. Salons diaphanes. Ouvert tous les jours. Service assuré jusqu'à 23 h 30. 28, rue Louis-le-Grand (2^e). Tél. 47-42-31-38 et 94-47 et aussi, dans le 8^e arrondissement : chez DIEP, 22, rue de Ponthieu. Tél. 43-56-23-96. tous les jours : chez DIEP, 55, rue Pierre-Charon. Tél. 45-63-52-76, tous les jours.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

BOURGIGNONNES
CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, Tél. : 45-08-05/48/17-64
F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.

CRÉOLES
LA VILLA CRÉOLE, 19, r. d'Autin, 2^e, Tél. : 45-54-92
Recom. Rotin Gourmand-Pino le soir. F. sam.-dim. et dim.

FRANÇAISES TRADITIONNELLES
RELAIS BELLMAN, 37, rue François-1^{er}, 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche.

LA COUR COLBERT, 12, rue Hôtel-Colbert (5^e). 43-54-61-99. Tél. Cadre XVII^e authent. PMR 200 F.

L'ARTOIS
Tél. : 42-25-01-10 - 45-63-51-50. 13, r. d'Artois, 8^e. F. sam. midi, dim. SUD-OUEST

LYONNAISES
LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. Tél. : 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

DANOISES ET SCANDINAVES
142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41. COPENHAGUE, 1^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.

ETHIOPIENNES
ENTOTTO, 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 1^{er} Dorowott, Beyegastown av. l'Indjara.

INDIENNES
MAHARAJAH, 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain. M^{re} Maubert. SCE NON-STOP j. 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.

SAPNA, 160, r. de Charenton, 12^e. 43-41-67-38/43-46-73-33. Musique, dans indienne, cuis. raffinée. F. dim.

ITALIENNES
L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchet, 14^e. 45-89-08-15. F. dim., lundi. EMILIE-ROMAGNE.

VIETNAMIENNES
NEM 66, 66, rue Lauriston (16^e). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

Les grandes vendanges



Pour l'amateur de cigares, c'est un peu entrer dans les champs du paradis que de se retrouver à Cuba en janvier, au moment de la récolte de tabac. Cette année, la pluie est tombée avec justesse. 1991 serait un bon cru.

de la Cubatabaco

L'EFFERVESCENCE est grande à Pinar-del-Rio, capitale de la province de l'Ouest. À la mi-janvier, lorsque approche la date fatidique de la récolte du tabac. Quelques touristes, identifiés par l'immatriculation de leur voiture japonaise, sillonnent la sierra de Los Organos. Les Cubains, eux, depuis les restrictions, vont à pied ou en car, les guaguas (prononcez oua-oua). Cette année, les vergueros (planteurs) scrutent le ciel, gros de nuages pluvieux, avec inquiétude. « Le tabac n'a besoin que de deux averses par mois : l'exercice d'eau vole son miel », notait, au dix-septième siècle déjà, un planteur de la Vuelta Abajo, terre ancestrale de la culture du tabac à Cuba. Paradoxe de la fabrication du cigare, auquel il faudra plus tard assurer une stricte maintenance hygrométrique, à 70 % d'humidité ! Les nuages sont passés ; 1991 sera une bonne année.

Repiqués à la mi-octobre dans chaque finca (petite propriété des planteurs), les plants de tabac – hauts d'une quinzaine de centimètres – sont élevés dans des pépinières (semilleros), sous le contrôle attentif d'ingénieurs agronomes publics. Cette opération s'effectue avec un soin et une hygiène analogues aux manipulations des grands domaines de Bourgogne et de Bordeaux. Chaque pied de tabac est buté dans les vegas ; chaque feuille est examinée et soignée dès la formation des premières nervures. D'abord mates et revêtues d'un duvet, elles acquièrent bientôt un aspect brillant.

À la fin janvier, le spectacle est exceptionnel dans les vallées de Vinales, à San-Luis, à San-Juan-y-Martínez. Les plants de tabac ont atteint la hauteur d'un homme ; ils ont développé seize ou dix-sept grandes feuilles grasses, tendues et fermes au petit matin, avant l'apparition du soleil, qui octroie généreusement force, arôme et puissance. Elles serviront, les unes, à la confection des capes, les autres, à la préparation de la « tripe », qui est le corps du cigare. Là s'achève déjà

le capiteux, le charnu, le rond ou le velouté du futur puro. Les plus belles feuilles sont protégées des excès du climat par d'immenses mousselines – tapados – tendues par les planteurs, et qui jouent le rôle de serres ventilées. Elles impriment au paysage une dimension irréelle en juxtaposant aux masses de verdure tropicale des étendues laiteuses d'où jaillissent par endroits les toitures pentues des casas de tabaco. Au loin, des éperons rocheux, parfois boisés, évoquent le profil des Alpes, ou celui – volcanique – des collines éugéennes de Padoue. Les terres, par endroits, ont la couleur des ocres rouges du Roussillon, ou de la vallée des Baux.

Pour l'amateur de cigares, approcher cette zone au moment de la récolte, pénétrer sous les tapados, c'est s'exposer à l'émotion du mélomane admis dans la loge de la diva ! Un bien grand plaisir, il est vrai, qui permet de comprendre les premières étapes de la culture – sinon l'art lui-même – des cigares de la Vuelta Abajo.

Couvertes par les tapados qui favorisent une texture uniforme, ou cultivées à l'air libre (tabaco del sol), les feuilles sont cueillies, une à une, avec un soin jaloux. Auparavant, le planteur aura pris soin d'interrompre la croissance de la tige par l'éclatage du dernier bourgeon floral. Il procédera alors à la récolte des sept niveaux de feuilles, en commençant par les plus basses, « libres de pied », les moins gorgées de soleil. Sept jours plus tard est récoltée la feuille unique, uno y medio. C'est au tour, ensuite, des trois feuilles de la primera ligero et ainsi de suite jusqu'aux coronas du sommet de la plante.

La cueillette sur une même tige s'effectue sur une période d'environ un mois, comme les vendanges tardives de Vouvray ou d'Alsace. Par l'éclatage des repiquages, la récolte dure jusqu'à la fin avril. L'analogie également est grande avec la culture du thé, dont les classifications et les « grades » dépendent aussi de la position des feuilles sur la tige et de leur traitement, également artisanal. Toutes ces opérations, à Cuba, sont effectuées manuellement par une main-d'œuvre locale, augmentée de saisonniers, qui suspendent les feuilles, deux par deux, sur des perches horizontales entreposées dans les casas de tabaco.

En quelques semaines, elles perdront les trois quarts de leur humidité. C'est le séchage naturel, à la différence du thé dont la dessiccation est accélérée par une torréfaction dans des chambres à air chaud. Une pratique analogue était en vogue autrefois à Cuba, pour fixer la chlorophylle et obtenir ainsi des capes vertes. La mode, qui plaisait surtout aux Américains, est passée. Pour cause d'embargo. Aujourd'hui le séchage fait alterner des « cures » d'air et de soleil, avant la première fermentation, d'une durée de deux mois, qui a pour rôle de faire disparaître les résines et les matières azotées par l'action des bactéries, telles les moisissures d'un bon roquefort.

Les feuilles, dont la provenance est toujours identifiée, sont assemblées en boisseaux et empilées (entercos) dans des caisses d'écorce de palmier royal. Là s'arrête le travail des vergueros, ces planteurs privés qui assurent les premières séquences d'un processus étonnamment complexe. La fête du triage – escogida – se déroule ensuite dans chaque village, sous le contrôle des experts de la Cubatabaco, entreprise nationale, qui procèdent – tels les acheteurs sur le marché de la truffe – au choix et à l'enlèvement des tercios, roulés en balles numérotées et destinées aux fabriques, presque toutes situées à La Havane. La division des tâches est très stricte : chaque étape est tenue secrète, comme dans une cérémonie vaudou !

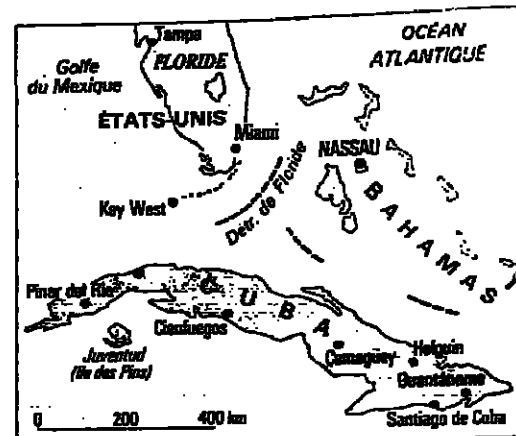
La seconde fermentation, effectuée à la fabrique, provoquée par adjonction de tabac macéré et d'eau, à température constante et contrôlée, durera plus d'une année. La troisième et dernière fermentation des feuilles se prolongera plus longtemps encore. Contenues dans des barils, les feuilles font alors l'objet de soins identiques à ceux qu'un maître de chai prodigue, en pays de Cognac, à ses eaux-de-vie, avant l'assemblage. Maturation et vieillissement favorisent alors les arômes que l'on retrouvera plus tard dans chaque vitole, de manière « discrète, généreuse ou prononcée ». C'est à ce stade qu'interviennent les « écoteuses », assises sur des tabourets, qui arrachent avec doigt la nervure centrale de la feuille, appliquée sur une planchette soigneusement calée entre leurs cuisses. C'est là qu'a pris naissance le mythe de Carmen, et

non lors du « roulage », effectué à la main par le torcedor – autrefois toujours un homme, – dont la planchette mobile est obligatoirement posée sur un établi.

Un ultime dosage intervient ensuite dans le choix des feuilles de tabac : il est destiné à équilibrer le goût et à assurer une vitesse de combustion régulière. Il ne faut pas moins de cinq qualités de tabac différentes et de provenances les plus souvent diverses : trois pour la « tripe », une pour la « sous-cape », et une pour l'enveloppe extérieure, la « cape », dont la texture donne au cigare son aspect fini, mais influe assez peu sur son caractère.

Les Cohiba, dernière création de la Cubatabaco, répondent aux critères les plus sévères, mais nombre de marques, qui offrent plus de trois cents formats différents, satisfont aux mêmes exigences : ainsi les Partagas Lusitanias, Juan Lopez numéro un, les Partagas Série D n° 4, les Montecristo A, les Bolivar Coronas Extra, ou encore les Flor de Cano Diademas, un cigare, doux et onctueux, compagnon d'un après-midi de méditation. La récolte est le seul moment du processus d'élaboration des cigares qu'un amateur pourra approcher. Pas plus qu'on ne visite le domaine de la Romanée-Conti en période de vinification, il ne pourra entrer dans les fabriques – Montecristo, Partagas et bien d'autres – sans passe-droit. Une école de vergueros, à Pinar-del-Rio, permet toutefois de suivre jusqu'au bout la fabrication des cigares. Un vieux maître y enseigne à une vingtaine de jeunes cigarières (torcedoras), l'art et la manière du roulage et la sélection des couleurs.

Aucune de ces jeunes filles n'était née lorsque Fidel Castro, à la fin des années 50, se lança à la conquête du pouvoir. Ces descendantes des compagnes de Carmen apprennent à rouler le cigare comme le faisaient leurs pères et leurs grand-pères. Mais elles rêvent aussi de la grande cité, La Havane, qui grossit chaque année d'une forte migration intérieure et compte plus de deux millions d'habitants, sur dix millions de Cubains. C'est à La Havane que sont les fabriques. Certaines y travailleront ; d'autres rêveront de devenir ballerines au Tropicana, un immense jardin tropical investi de chécos peu – mais pudiquement – vêtues. Le Tropicana,



La production annuelle de cigares de La Havane tourne autour de trois cents millions. Environ cent millions sont réservés à l'exportation, tous des meilleurs crus. La France en consomme près de dix millions par an, ce qui la place au deuxième rang mondial après l'Espagne, juste devant la Suisse et la Grande-Bretagne.

lui, le plus rutilant cabaret des Caraïbes, est antérieur à la révolution. Il vient de fêter son cinquantenaire. D'autres seront mannequins à la Maison de la culture (I) ou au Pavillon de Cuba, telles Ambra, Mildrey ou Daisy, charmantes maîtresses que l'on voit le dimanche à la télévision, et qui présentent chaque soir les dernières créations des stylistes cubains. Une activité débordante à La Havane, mimétisme des défilés de la Dom Moda, rue Prospekt-Mira à Moscou.

Depuis plusieurs années, les autorités encouragent le tourisme. Le tourisme « vert », disent-elles, les Cubains, contraints aujourd'hui – avec le dollar – de diversifier leurs échanges extérieurs et d'acheter en devises. Pourtant Cuba n'est pas une destination « Caraïbes » comme les autres, même sur les sites aménagés de Marina-Hemingway ou de Varadero. La bronzette, l'artisanat et le shopping ont des destinations plus judicieuses. Cuba, c'est d'abord le cigare, le sport, la culture, les paysages naturels, l'architecture.

Depuis les plages de l'Est (playas del Este) dirigées par une équipe dynamique et sympathique, on pourra embarquer (à Guanabo) pour la pêche au gros, jusque dans le golfe du Mexique, sur les traces d'Hemingway. Pinar-del-Rio est la capitale du cigare. Une mission parlementaire française,

dit-on, y est attendue prochainement. On y pratique aussi la chasse. De nombreux sites sont accessibles à la plongée sous-marine. Peu développé jusque-là, le tourisme n'a entraîné aucune construction massive ni grave déséquilibre écologique.

Cuba a une habile politique de protection du littoral. La Havane, qui réhabilite peu à peu son patrimoine architectural avec l'aide de l'UNESCO, offre au curieux de baroque colonial quelques beaux exemples et une surprenante organisation urbaine. La promenade de Malecon, où la ville semble se retourner sur elle-même pour s'admirer, en offrant son flanc à l'écume du large, est un livre de cinq siècles d'architecture, ouvert au lendemain du débarquement de Christophe Colomb, le 28 octobre 1492. Il y aura cinq cents ans en 1992.

Aujourd'hui, à La Havane, les restrictions d'essence limitent les déplacements des particuliers au strict nécessaire. Les rues sont désertées par les automobiles. Des queues impressionnantes, mais paisibles, attendent les transports publics. Cette gigantesque ville piétonne vit au ralenti, sûre de son destin, pourtant, comme ce Cubain, chanté par Los Van Van : « J'ai les mains vides à force de tout donner sans rien avoir ; mais que puis-je y faire si mes mains à moi sont comme ça ? »

De notre envoyé spécial
Jean-Claude Ribaut



هنا من الأصل